

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CEPAL/G.1302
E/CEPAL/SES.20/G.14
30 juillet 1984

ORIGINAL: ESPAGNOL/ANGLAIS

C E P A L

Commission économique pour l'Amérique latine

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA COMMISSION
DEPUIS MAI 1981

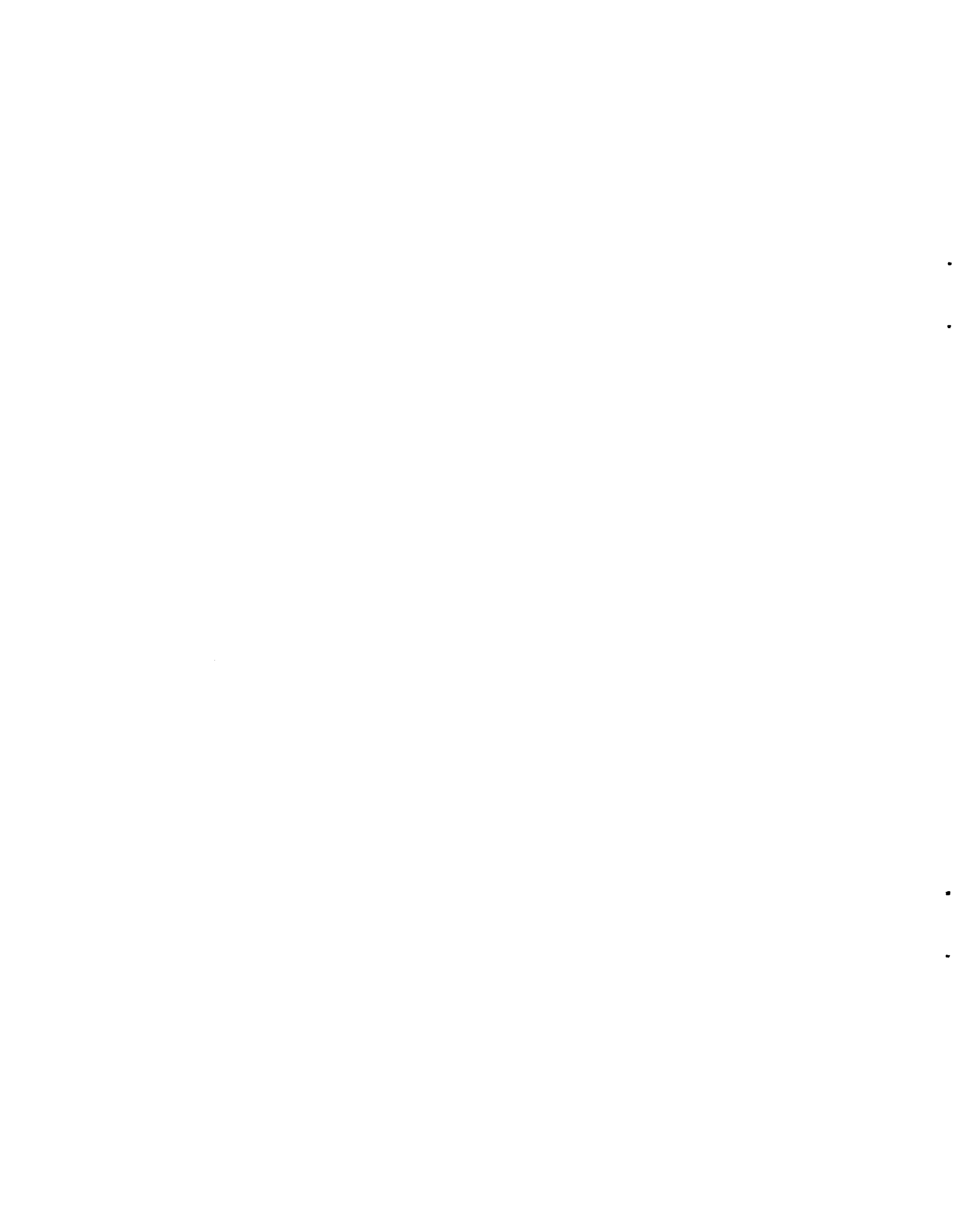


TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	1
I. PRESENTATION PAR PROGRAMME	2
Programme 210: Alimentation et agriculture	2
Programme 240: Questions et politiques de développement	4
Programme 270: Environnement	11
Programme 290: Etablissements humains	14
Programme 330: Développement industriel	16
Programme 340: Commerce international	19
Programme 360: Coopération économique entre les pays en développement	23
Programme 460: Ressources naturelles et énergie	28
Programme 480: Population	32
Programme 496: Sociétés transnationales	34
Programme 520: Science et technique	36
Programme 530: Développement social et questions humanitaires	39
Programme 540: Statistiques	42
Programme 550: Transport	46
Programme 782: Information et documentation pour le développement économique et social	50
II. ACTIVITES DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET COMITES SPECIAUX	52
Comité plénier	52
Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)	53
Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	53
III Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	54
Comité de coopération économique de l'Isthme centraméricain (CCE) ...	54
III. ACTIVITES DES PROGRAMMES	56
Programme 210: Alimentation et agriculture	56
Programme 240: Questions et politiques de développement	62
Programme 270: Environnement	75
Programme 290: Etablissements humains	80
Programme 330: Développement industriel	83
Programme 340: Commerce international	85
Programme 360: Coopération économique entre les pays en développement	100
Programme 460: Ressources naturelles et énergie	114
Programme 480: Population	123

	<u>Page</u>
Programme 496: Sociétés transnationales	134
Programme 520: Science et technique	136
Programme 530: Développement social et affaires humanitaires	137
Programme 540: Statistiques	143
Programme 550: Transport	149
Programme 782: Information et documentation pour le développement économique et social	155
Programme 790: Gestion de la coopération technique	160
PROGRAMMES DE SOUTIEN TECHNIQUE	163
a) Service de documents et publications	163
b) Service de conférence	164
c) Centre de calcul électronique	164
d) Service d'information	165
e) Revista de la CEPAL	167
IV. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET AUTRES ORGANISATIONS	168
Annexe: Conférences et réunions patronnées ou co-patronnées par la CEPAL depuis mai 1981	169

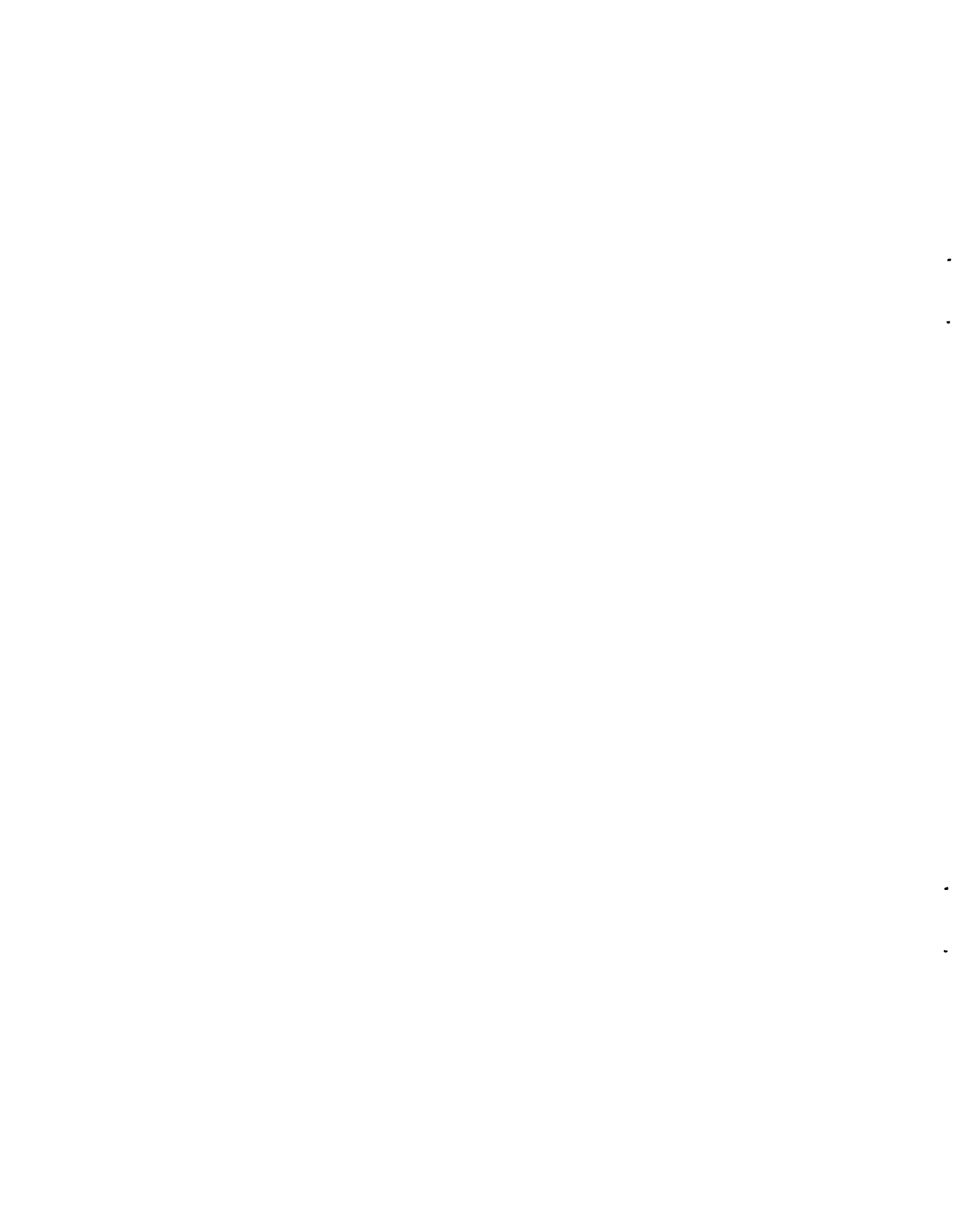
Introduction

Ce rapport d'activités de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) couvre une période d'environ 3 ans, à partir de mai 1981.

Il consiste en une synthèse des principales activités menées dans le cadre des différents programmes et sous-programmes du Programme de travail de la CEPAL,*/ ainsi que des activités réalisées dans le cadre des différents programmes d'appui technique.

Les résultats correspondant à chacun des sous-programmes ont été regroupés dans le chapitre III, sous les titres suivants: i) Documents; ii) Séminaires, réunions et conférences; iii) Assistance technique; et iv) Formation et bourses.

*/ Bien que le rapport couvre les huit derniers mois du Programme de travail biennal 1980-1981 et les trois premiers mois du Programme de travail biennal 1984-1985, les titres des programmes et des sous-programmes qui figurent dans ce rapport correspondent à ceux qui ont été utilisés dans le Programme de travail biennal 1982-1983.



I. PRESENTATION L'AR PROGRAMME

PROGRAMME 210: ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Ce programme a été axé sur l'étude de questions telles que la sécurité alimentaire, la pauvreté rurale et l'économie paysanne; les styles de développement et les politiques agricoles; la formation dans le domaine agricole et rural; et la coopération et l'intégration en matière agricole et alimentaire.

Le thème de l'alimentation a été abordé dans le cadre d'une analyse intégrale de la structure et du fonctionnement des systèmes alimentaires nationaux, c'est-à-dire de l'ensemble de relations économiques sociales, techniques et fonctionnelles établies qui régissent les processus de production primaire, d'approvisionnement, de transformation agro-industrielle, de distribution et de commercialisation des principaux produits alimentaires. On y caractérise donc le type d'agents et de rapports établis dans les processus indiqués, l'évolution des modèles de consommation alimentaire et ses incidences sur la disponibilité des produits alimentaires de base ainsi que l'accès à ces derniers; on y étudie la vulnérabilité intérieure et extérieure des systèmes alimentaires nationaux et l'élaboration de politiques alimentaires alternatives dans lesquelles soient envisagées des mesures pour chacune des phases de production et de distribution des produits alimentaires et pour l'aménagement de la demande alimentaire.

On s'est inspiré, à cet effet, de l'expérience mexicaine, plus précisément en ce qui concerne le Système alimentaire national (SAM), par la mise sur pied d'un programme mixte d'activités SAM/CEPAL/FAO, grâce auquel il a été possible, en outre, de compiler les efforts de recherche de tout ordre qui ont été menés en Amérique latine et dans d'autres régions du monde en ce qui concerne le rapport styles de développement-systèmes alimentaires nationaux. Dans le cadre des activités de ce programme mixte, une approche méthodologique a été élaborée en vue de l'analyse intégrale des systèmes alimentaires nationaux; l'application de cette méthode a éveillé l'intérêt du Costa Rica, du Honduras, du Nicaragua et du Mexique. A la septième réunion du Comité technique du CORECA, effectuée à Tela (Honduras, 1983), les pays centraméricains ont fait valoir qu'il convenait d'étudier plus en détail leurs systèmes alimentaires nationaux respectifs afin de pouvoir formuler des stratégies nationales susceptibles de résoudre le problème alimentaire dans le cadre d'une stratégie régionale.

En ce qui concerne la pauvreté rurale, les analyses ont été axées sur les tendances et les processus économiques et sociaux en matière agricole et rurale qui déterminent le degré de pauvreté des populations rurales. Les études des pays choisis avaient pour but d'établir des quantifications préliminaires en ce qui a trait à l'incidence et à la gravité de la pauvreté rurale, de déterminer les principales caractéristiques de son évolution et, finalement, d'étudier les stratégies et les orientations politiques qui ont été adoptées pour porter remède à la pauvreté rurale.

Ce type d'activité est le résultat d'un effort conjoint mené avec la FAO -Bureau régional pour l'Amérique latine et la Division de Ressources humaines,

/institutions et

institutions et réforme agraire (Rome)- et a permis de mener à bien plusieurs études de cas qui contiennent des données actualisées en matière de dimensions et de caractéristiques de la pauvreté rurale en Amérique latine et qui constituent un échantillon représentatif des mesures adoptées dans la région pour y remédier. Des politiques et des mesures optionnelles sont formulées, à la lumière des expériences nationales, pour revitaliser la lutte contre la pauvreté rurale.

Les travaux en matière d'économie paysanne ont eu pour but essentiel d'étudier plus en profondeur le paysannat, de deux points de vue: d'une part, la survie paysanne en écosystèmes de montagne et d'autre part, le paysannat en tant que producteur d'aliments de base et ses rapports avec les marchés alimentaires.

Ces études ont été réalisées avec la collaboration du Gouvernement des Pays-Bas. La première partie du travail a été couronnée, mi-1982, par la réalisation d'un Séminaire régional sur les Politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de montagne, effectué près de Quito, avec la collaboration du Secrétariat au développement rural intégral de la Présidence de la République de l'Equateur.

Le deuxième volet de l'étude sur l'agriculture paysanne a été clôturé par une réunion technique tenue au siège de la CEPAL à Santiago, mi-juillet 1983.

En ce qui a trait aux styles de développement et aux politiques agricoles, l'étude tendait essentiellement à envisager, à la lumière d'expériences nationales aussi diverses qu'importantes, les transformations structurelles dérivées de la modalité de développement et leurs incidences sur l'agriculture ainsi que les rapports entre, d'une part, l'application de la politique économique et d'autre part, l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques agricoles et les instruments auxquels elles font appel. L'étude devait comprendre l'examen des défis immédiats et à plus long terme auxquels l'agriculture doit faire face, ainsi que la formulation d'options visant à réorienter la politique agricole.

Ce type d'analyse a été clôturé par une Consultation CEPAL/FAO d'experts en matière de styles de développement et de politiques agricoles effectuée au siège de la CEPAL (Santiago, mi-novembre 1983).

En ce qui concerne la formation en matière de programmation et de projets de développement agricole et rural, il faut mentionner les activités menées dans le cadre du Projet régional CEPAL/FAO/PNUD de formation en planification, programmation, projets agricoles et de développement rural (RLA/77/006).

De mai 1981 à décembre 1983, on a collaboré à l'élaboration, organisation et exécution de 16 cours dans sept pays, avec la participation de 493 personnes. On a également élaboré 58 documents d'appui pédagogique destinés à compléter le matériel utilisé dans les activités de formation menées dans le cadre du projet.

En matière d'intégration et de coopération dans le domaine agricole et alimentaire, l'objectif principal du programme était de renforcer la coopération technique et économique entre les pays latino-américains et entre ces derniers et d'autres régions en développement; ces activités ont été essentiellement menées par l'intermédiaire du soutien accordé aux systèmes sous-régionaux d'intégration et au SELA afin que le Comité d'action sur la sécurité alimentaire régionale (CASAR) de ce dernier soit mis sur pied et commence à fonctionner.

PROGRAMME 240: QUESTIONS ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

En ce qui concerne l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES), la participation des gouvernements aux activités de l'Institut a été intensifiée au cours de cette période. Cette participation accrue s'est traduite par la réalisation de trois réunions des organismes gouvernementaux supérieurs qui orientent les activités de l'ILPES: deux du Sous-Comité technique et une du Comité technique.

Le Sous-Comité technique de l'ILPES a tenu sa cinquième réunion en novembre 1982, à San José (Costa Rica), avec la participation de tous les membres du Sous-Comité et, pour la première fois, de représentants des Ministères des relations extérieures en qualité d'observateurs. Les participants à la réunion se sont penchés sur la programmation des activités de l'ILPES telle qu'elle a été proposée par la nouvelle Direction de l'Institut, sur la proposition visant à établir un système régulier de financement complémentaire, ainsi que sur les documents techniques qui seraient présentés à la quatrième Conférence des Ministres et des Directeurs de planification d'Amérique latine et des Caraïbes.

La cinquième réunion du Comité technique a été effectuée à Buenos Aires le 10 mai 1983, à l'occasion de la quatrième Conférence des Ministres et des Directeurs de planification d'Amérique latine et des Caraïbes. Les représentants des 21 pays membres participant à la réunion ont élu le nouveau Bureau du Comité technique ainsi que les membres du Sous-Comité technique.

En ce qui a trait au Programme de travail, il a été signalé que les différentes activités devaient être axées autour d'une série de groupes thématiques qui devaient s'ajuster à l'évolution des problèmes qui se posent dans chaque pays en matière de politique économique et de planification. Ces groupes de thèmes sont les suivants: planification et coordination de décisions en matière de politique économique à long, à moyen et à court terme; la position de la région au sein de l'économie mondiale dans l'avenir proche; les répercussions territoriales des politiques économiques globales et sectorielles; et le rôle du secteur public, notamment en matière de politique de développement social.

La sixième réunion du Sous-Comité technique a été effectuée à Mexico les 28 et 29 novembre 1983, avec la participation de tous les membres du Sous-Comité et, en qualité d'observateurs, des représentants des Ministères des relations extérieures. Les participants à la réunion se sont penchés sur les questions suivantes: révision du nouveau projet institutionnel 1984-1986; application des résolutions de la cinquième réunion du Comité technique; nouveaux services de coopération horizontale; la proposition technique en vue de la cinquième Conférence des Ministres et des Directeurs de planification d'Amérique latine et des Caraïbes, qui aura lieu à Mexico en 1985; le Programme de travail de l'ILPES pour 1984; et les recommandations concernant l'ILPES présentées par les gouvernements à la vingtième session de la CEPAL.

Au cours de la quatrième Conférence des Ministres et des Directeurs de planification de la région (Buenos Aires, Argentine, 9-10 mai 1983), l'accent a également été mis, au cours de cette période, sur le renforcement du système de coopération et de coordination entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes. Parmi les participants à cette conférence, organisée conjointement avec le Secrétariat à la planification de la Présidence de l'Argentine, il faut mentionner le vice-Président de la République de l'Equateur et les Ministres, Directeurs de planification ou représentants de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, d'Equateur, de El Salvador, de Grenade, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine, du Suriname, d'Uruguay et du Venezuela, ainsi que du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de dix autres organismes des Nations Unies; des observateurs provenant de six organisations intergouvernementales et de quatre organismes non-gouvernementaux, ainsi que des invités spéciaux représentant le Gouvernement Espagnol à savoir, le Secrétaire général à l'Economie et à la Planification et le Directeur général de la planification du Ministère de l'économie et des finances étaient également présents. Il a été reconnu qu'il fallait envisager la planification en tant qu'instrument gouvernemental et d'orientation du secteur privé, selon une perspective nouvelle afin de stimuler l'activité économique, de tirer un maximum de profit des ressources et de sauvegarder l'équité. A l'avenir les responsabilités des gouvernements seront accrues en ce qui concerne l'interprétation, l'orientation et la relance du développement économique et social afin de parvenir à un développement auto-soutenu à long terme; la planification constituera un instrument indispensable pour mettre au point de nouveaux mécanismes rationnels en ce qui concerne la coordination des politiques du secteur public et la promotion du bien-être général. Il faudra, pour ce faire, réorienter tout le système de planification appliqué jusqu'à présent.

On souligne également qu'au cours de cette période, l'ILPES a apporté son soutien à l'exécution des activités du Secrétariat technique des réunions de directeurs et techniciens de planification des Caraïbes, effectuées dans le cadre du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. L'ILPES a également participé aux activités des groupes de travail créés dans le cadre de ce mécanisme de coopération entre responsables de la planification des Caraïbes et à la troisième Réunion de Directeurs de planification des Caraïbes (Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 28 avril-2 mai 1983) Au cours de cette période et dans le cadre de la coopération entre organismes de planification, le Système d'information pour la planification (INFOPLAN) continua de fonctionner, sous la direction du CLADES et avec l'appui de l'ILPES.

En matière de publications, on a continué de publier des livres et des cahiers et de préparer le Boletín de planificación (en espagnol et en anglais). Il faut souligner que l'ILPES a consolidé ses relations au sein du système des Nations Unies et a établi des contacts avec d'importantes institutions au sein et en dehors de la région afin de mettre en oeuvre son Programme de travail. Ce dernier est axé sur les secteurs fonctionnels qui relèvent de sa spécialité, à savoir: politique économique et planification, planification du secteur public, planification sociale, planification régionale et pré-investissement et projets.

On a continué de progresser sur la base des groupes thématiques déjà signalés, par le biais des programmes de base de formation, des services consultatifs et la recherche, et un accent particulier a été mis, au cours de cette période, sur la coopération horizontale.

Dans le domaine de la formation, sept cours internationaux, onze cours nationaux et cinq cours spéciaux ont été organisés. Il faut souligner l'appui accordé aux divers centres nationaux de formation. L'Institut a mené à bien des activités de formation au cours de ces 21 ans d'existence. D'autres activités de planification et de coordination de politiques du secteur public ont également été exécutées. En ce qui concerne les cours, l'Institut a maintenu les deux niveaux, à savoir un niveau de base et l'autre avancé, ce dernier étant destiné à l'examen des questions plus spécialisées et s'adressant à des professionnels de haut niveau occupant des fonctions publiques ou exerçant des activités à haute responsabilité. Pour donner les cours correspondant à ce niveau, l'Institut est associé à des universités et à des centres d'enseignement supérieur de la région.

Les services consultatifs ont été orientés, à titre préférentiel, vers les pays moins avancés et les régions les moins développées des pays en développement. Au cours de cette période, l'Institut a coopéré avec des organismes de planification des pays suivants: le Brésil (Etat de Minas Gerais, Piauí, région du Nord-est), le Costa Rica, le Chili, la Colombie (Cali), l'Equateur (Guayaquil), le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine et le Venezuela.

En matière de recherches, les travaux de recherche permanents sur l'état de la planification en Amérique latine et dans les Caraïbes se sont poursuivis et divers projets de recherche ont été abordés dans les domaines fonctionnels et les groupes thématiques déjà mentionnés.

Dans le domaine prioritaire de la coopération horizontale, on a encouragé la conclusion d'accords de coopération entre plusieurs pays, avec la participation d'importantes institutions nationales. Il faut souligner la convention établie avec le Bureau de Coordination générale de développement agro-industriel (CODAI) du Mexique, les activités de coopération entre organismes de pré-investissement de plusieurs pays de la région et les travaux de coopération, menés conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, en matière de planification de la main-d'oeuvre. Plus récemment, l'ILPES a réalisé une première mission destinée à évaluer la coopération horizontale dans le cadre du système de coopération et de coordination entre organismes de planification d'Amérique latine. Les membres de cette mission, effectuée en septembre et octobre 1983, ont rencontré 104 personnalités à Lima, Quito, Mexico, Bogotá, Caracas, Brasilia, Buenos Aires et Santiago du Chili. Les conversations ont été adressées systématiquement à cinq groupes de personnalités: responsables de la planification; responsables de la coopération technique en matière de relations extérieures; représentants de communautés scientifiques; dirigeants patronaux; et personnalités liées aux activités de pré-investissement et de promotion commerciale.

/Après s'être

Après s'être penchée sur la situation en matière de coopération horizontale dans les pays choisis, la mission s'est attachée à jeter les bases de la prestation de nouveaux services en cette matière, en mettant l'accent notamment sur les consommateurs, les ressources et la coordination entre les organismes existants.

Les suggestions de la mission en matière de nouveaux services de coopération horizontale portent sur les domaines suivants: a) formulation de plans et de politiques; b) programmation d'activités du secteur public; c) encadrement macroéconomique et analyse conjoncturelle; d) soutien aux organismes de développement régional (au sein du pays); e) activités de pré-investissement et projets; f) science et technique; g) coopération technique; et h) développement social.

D'autre part, on a poursuivi l'examen systématique de l'évolution des économies nationales d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'ensemble de la région, ainsi que l'analyse et l'évaluation des différentes politiques et stratégies de développement appliquées dans la région.

Dans le cadre du projet sur la pauvreté critique dans la région, on s'est efforcé essentiellement d'examiner plus en détail certains aspects des politiques destinées à mettre fin à la pauvreté. Les principaux résultats des études correspondantes sont résumés dans le Rapport final du projet, dans lequel on trouvera une synthèse de la quantification et des caractéristiques de la pauvreté dans la région ainsi que des orientations en matière de politique visant à y mettre fin. On souligne, à cet effet, que la solution du problème de la pauvreté doit être incorporée, à titre d'objectif explicite, aux stratégies et plans de développement nationaux; il est indispensable de supprimer les obstacles structurels qui sont à l'origine de la pauvreté et qui contribuent à la maintenir à un tel degré de gravité. Bien que la croissance économique se soit avérée satisfaisante jusqu'au début de cette décennie, elle ne s'est pas traduite proportionnellement par une réduction de la pauvreté absolue; on conclut même d'une projection d'ici à l'année 2000 que si le style de développement ne change pas d'une façon substantielle, 30% de la population latino-américaine connaîtrait encore une situation de pauvreté à la fin de ce siècle.

Outre les propositions susceptibles de modifier de façon permanente le fonctionnement des économies de façon à ce que les groupes pauvres participent aux fruits de la croissance économique, on propose des mesures qui visent à remédier, à court terme, aux manifestations les plus dramatiques de la pauvreté, notamment, en matière de politique d'emploi et de satisfaction directe de certains besoins fondamentaux des familles. Au titre de ces dernières mesures, on souligne celles qui bénéficient la femme enceinte et les enfants en bas âge, en âge pré-scolaire et d'enseignement primaire, étant donné que ces périodes sont considérées comme critiques tant du point de vue du cycle familial que du développement individuel.

Il faudra, pour venir à bout de la pauvreté, que l'Etat intervienne de façon énergique; il est impossible en effet d'espérer que la croissance économique suffira à elle seule à satisfaire les besoins fondamentaux de la population, tout se en constituant un facteur indispensable dans l'atteinte de cet objectif. D'autres

travaux qui ont été menés en matière d'études et d'indicateurs sur le comportement à court terme de certaines économies de la région ont pour but: i) d'améliorer la base statistique disponible sur les secteurs productifs et les comptabilités nationales et financières; ii) d'élaborer et d'appliquer des méthodologies visant à l'analyse du comportement économique à court terme; et iii) d'effectuer des études sur la base de l'information statistique disponible afin d'élaborer les indicateurs et d'identifier des rapports de comportement et faciliter ainsi l'élaboration de modèles économiques ainsi que la formulation de politiques.

En ce qui concerne l'évaluation et les perspectives à long et à moyen terme du développement latino-américain, on a suivi de près la conjoncture afin d'évaluer les répercussions de la crise internationale sur le développement de la région à long et à moyen terme. Des contacts étroits ont été maintenus avec les institutions internationales afin de tenir à jour l'information ainsi que l'interprétation des principales mesures économiques adoptées dans les pays développés. On a participé, à cet effet, aux discussions du Groupe de travail du Comité administratif de coordination sur les objectifs de développement à long terme (Genève, février et juin 1982) ainsi qu'aux réunions du projet LINK (Caracas, Venezuela, décembre 1981 et Wiesbaden, République fédérale d'Allemagne, septembre 1982). On s'est également rendu aux sièges de l'Organisation à New York et à Genève ainsi qu'au siège de la Communauté économique européenne et auprès des organismes gouvernementaux au sein et en dehors de la région. Des documents ont été élaborés à cette fin sur les activités menées para la CEPAL en matière de distribution du revenu, sur l'identification et l'étude par l'intermédiaire de modèles des aspects sociaux du développement et sur le Programme d'action régional pour l'Amérique latine au cours de cette décennie.

Les résultats des activités en matière de projections économiques constituent le point de départ des études prospectives menées dans le cadre d'autres programmes du Secrétariat. Des projections économiques et sectorielle on été élaborées pour la plupart des pays de la région afin de tenir compte, dans les études prospectives, des répercussions de la conjoncture internationale et des changements en matière de politique.

Un examen théorique des projections a été effectué pour 19 pays à la lumière des perspectives qui s'offrent dans chaque pays et notamment de la situation en matière de dette extérieure et des politiques d'ajustement actuellement appliquées. Les résultats globaux ont été soumis à la huitième session du CEGAN. Une étude plus détaillée des projections sera incluse dans un document qui sera spécialement élaboré à cet effet.

Afin de faciliter l'élaboration de projections et la mise à jour de l'information de base, on a mis sur pied une banque de données qui comprend 240 variables macroéconomiques pour chacun des 19 pays de la région. Il a fallu pour ce faire, mettre au point des programmes d'informatique visant à fournir les données, les grandes lignes d'un modèle destiné au changement de base des statistiques nationales originales, l'élaboration d'un système d'indicateurs qui permette de réaliser une étude plus expéditive et effective des données et le contrôle et la vérification du programme et des résultats.

/Parallèlement, on

Parallèlement, on a élaboré une version plus détaillée du modèle macroéconomique et sectoriel qui était programmé pour l'ordinateur avec un système de globalisation de résultats pour les différentes associations de pays de la région.

On a continué de travailler sur le programme d'adaptation et d'application aux pays latino-américains du modèle économique et social élaboré par le Centre de projections économiques afin d'explorer de nouvelles stratégies de développement. Il s'agit essentiellement de définir des options de politique qui tiennent particulièrement compte des préoccupations sociales du développement, et qui quantifient, dans la mesure du possible, des objectifs, des buts et des politiques. On prétend ainsi préciser les options alternatives de développement, leur donner une consistance et établir leur faisabilité physique et financière ainsi que les efforts de politiques que requiert l'atteinte des objectifs fixés. Au cours de cette période, le modèle a été appliqué au cas du Venezuela.

Une étude a en outre été amorcée sur les structures de la consommation au Brésil; on y envisage la consommation de biens durables dans différents groupes sociaux tant urbains que ruraux. A cet égard, on a élaboré la première version d'un document intitulé "Brésil: profil de la demande de biens de consommation durables".

On a également élaboré, dans le cadre des travaux liés au modèle économique et social, les sous-modèles démographiques, migratoires et éducationnels.

Des progrès notables ont été effectués dans l'élaboration de modèles énergétiques visant à évaluer les perspectives qui s'offrent aux pays latino-américains dans ce domaine. Une première étude a été élaborée sur le Costa Rica et soumise aux organismes gouvernementaux correspondants. Le modèle utilisé dans cette étude a été présenté pour examen et discussion à Trinité-et-Tobago, la Barbade et la Jamaïque afin d'en envisager l'application éventuelle dans certains pays des Caraïbes, notamment en Jamaïque.

On a en outre travaillé sur les aspects méthodologiques et pratiques de la planification énergétique, ce qui a permis de jeter les bases d'une banque de données munie de variables de ce secteur ainsi que d'analyser les bilans énergétiques de plusieurs pays de la région et leur rapport avec les variables économiques. On a terminé la rédaction d'une étude sur les modèles pour la planification énergétique en Amérique latine: on y aborde les aspects méthodologiques, la présentation de modèles optionnels et certaines expériences concrètes.

On étudie la possibilité d'appliquer le modèle de planification énergétique élaboré au Costa Rica à la Jamaïque: des contacts ont été établis à cette fin avec le Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines du Costa Rica qui a manifesté le désir d'appliquer la méthodologie mise au point par la CEPAL.

Des contacts et des liens de collaboration ont été maintenus avec divers organismes internationaux et gouvernementaux. C'est ainsi qu'un fonctionnaire du Centre a été invité par l'Institut de recherche de l'Agence de planification économique du Japon à se rendre à Tokyo en février 1983 pour échanger des données d'expérience et d'information en matière de modèles et de projections économiques avec le Groupe de coopération économique.

/Enfin, il

Enfin, il faut signaler deux importantes réunions organisées par la CEPAL, à savoir: i) la réunion d'un groupe de personnalités provenant de différents pays latino-américains à Bogotá (Colombie, 18-21 mai 1982) afin d'étudier l'impact de la crise économique internationale sur l'Amérique latine et les Caraïbes et les solutions éventuelles; ii) la Conférence économique latino-américaine effectuée à Quito (Equateur, 9-13 janvier 1984) en étroite collaboration avec le SELA et sur la demande et à l'initiative du Président de l'Equateur, Osvaldo Hurtado. 26 pays latino-américains et des Caraïbes, représentés par cinq Chefs de gouvernement, trois vice-Présidents, dix Chancelliers et délégués présidentiels y ont souscrit la "Déclaration de Quito" et le Plan d'action, documents dans lesquels sont consignées différentes mesures visant à relancer l'économie et notamment des propositions spécifiques en matière de dette extérieure. Il faut rappeler ici que l'origine des accords de Quito remonte au 11 février 1983, lorsque le Président de l'Equateur a demandé à la CEPAL et au SELA d'élaborer "un ensemble de mesures visant à développer la capacité de réaction de l'Amérique latine et à renforcer ses mécanismes de coopération". Le document élaboré conjointement et intitulé "Bases para una respuesta de América Latina a la crisis económica internacional" a été remis au Président équatorien en mai 1983 et envoyé aux autres gouvernements de la région. Il a ensuite été révisé en République dominicaine, du 1er au 3 août 1983, ce qui donna naissance au "Compromis de Saint-Domingue". A cette occasion, les pays de la région décidèrent de se réunir à Quito lors de la Conférence économique latino-américaine et d'adopter les accords mentionnés plus haut.

PROGRAMME 270: ENVIRONNEMENT

Au cours des trois dernières années, on a continué de renforcer la capacité du Secrétariat de la CEPAL et de la région en matière de gestion de l'environnement et de ses ressources afin de favoriser le développement et l'intégration à l'échelon régional et d'améliorer les conditions de vie des groupes les plus démunis. A cet effet, les études sur des questions stratégiques ont été approfondies et la coopération horizontale a été encouragée conjointement avec d'autres divisions, dans certaines questions déterminées relatives au rapport entre le développement et l'environnement, naturel et construit; on a également continué de collaborer avec d'autres organes du système dans des activités de soutien.

Les études sur les questions stratégiques ont été axées sur les aspects théoriques généraux et sur trois domaines spécifiques. En ce qui concerne le premier point, deux études ont été réalisées, l'une sur "L'économie et l'environnement" et l'autre sur "Incorporation du facteur environnemental dans la planification", présentées à la IV Conférence de Ministres et Directeurs de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes (Buenos Aires, 9-10 mai 1983). En matière d'énergie et d'environnement, une étude de cas a été élaborée sur les scénarios stratégiques alternatifs et intitulée Estilos de Desarrollo, Energía y Medio Ambiente: un estudio de caso exploratorio (Estudios e Informes de la CEPAL, No. 28, E/CEPAL/G.1254, juillet 1983). Des contacts étroits ont été établis avec l'OLADE, avec les gouvernements de la région et d'autres organismes afin de promouvoir la réalisation d'études en cette matière, lesquelles ont été amorcées au Chili et au Costa Rica.

En matière de ressources naturelles en tant que facteur de développement et d'intégration, et au titre de contribution aux travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies et d'un séminaire préparatoire de la Conférence mondiale de la population, des études ont été réalisées sur l'interdépendance entre la population, les ressources, l'environnement et le développement; ces études feront l'objet d'un article qui sera publié prochainement. Les connaissances qui y sont acquises ont permis de contribuer au Programme de maîtrise en démographie du CELADE. On a participé aux études exploratoires sur l'Amazonie menées par le Bureau de la CEPAL à Brasilia et au séminaire sur les bois, l'environnement et la population dans le Tiers-Monde réalisé à Madras (décembre 1981). Des contributions ont été également apportées en matière de ressources océaniques dans le cadre du Programme d'études conjointes sur les relations internationales de l'Amérique latine (RIAL) et sur les écosystèmes andins dans le cadre de la Convention internationale sur la vigogne. A ce propos, deux études ont été élaborées et seront prochainement publiées, à savoir "Technologies pour le développement agricole latino-américain" et "Gestion intégrée des ressources naturelles".

En ce qui a trait au rapport entre l'environnement et le nouvel ordre économique international, on a collaboré avec le Collège du Mexique et avec le PNUE à l'élaboration d'une étude et la réalisation d'un séminaire en cette matière; une étude similaire a été soumise à la dernière réunion du programme RIAL à Caracas (octobre 1982). Un livre et un article seront publiés dans ce

/domaine. On

domaine. On a en outre collaboré à l'élaboration du Rapport sur l'état de l'environnement, qui sera présenté au Conseil d'administration du PNUE en mai 1984 à Nairobi.

Dans le cadre du Projet mixte CEPAL/PNUE sur la coopération horizontale en Amérique latine en matière de styles de développement et environnement exécuté de janvier 1981 à décembre 1982, 4 séminaires régionaux ont été effectués afin de servir de base aux programmes de coopération horizontale dans chaque domaine.

a) Un premier séminaire sur la gestion de l'environnement et les grands travaux hydrauliques a été organisé en collaboration avec la Commission technique mixte de Salto Grande (CTM), à Concordia, Argentine (1er-3 octobre 1981). Quatre documents y ont été présentés. On organise actuellement un réseau de coopération dans ce domaine avec la coordination du Groupe de ressources naturelles de la CEPAL. De plus, un premier inventaire des grands projets d'investissement et leurs répercussions sur l'environnement en Amérique latine a été élaboré conjointement avec le CLADES; des avis consultatifs ont été accordés à la CTM en matière de statistiques et d'information afin de créer un centre pilote de développement régional basé sur de grands projets; un rapport a été élaboré à cet effet.

b) Le deuxième séminaire, sur l'expansion de la frontière agricole et l'environnement, a été organisé conjointement avec le PNUE, l'Association nationale de diplômés universitaires en économie du Brésil (ANPEC) et le Département d'économie de l'Université de Brasilia, en collaboration avec le Secrétariat à la planification de la Présidence de la République du Brésil, par l'intermédiaire du Conseil scientifique et technique, et avec le Ministère de l'intérieur du Brésil, par l'entremise de son Secrétaire général et du Secrétariat spécial de l'environnement. Ce séminaire a été effectué à Brasilia, du 10 au 13 novembre 1981 et un total de 21 documents y ont été présentés. Un livre contenant une sélection des études a été publié et intitulé Expansión de la frontera agropecuaria y medio ambiente en América Latina. Cette publication a été réalisée conjointement par la CEPAL et le PNUE-CIFCA fin 1983.

c) Un troisième séminaire sur la métropolisation et l'environnement a eu lieu à Curitiba (Brésil, 16-19 novembre 1981), sous les auspices du PNUE et de la Préfecture municipale de Curitiba; ce séminaire a été organisé conjointement avec l'Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba. On y a présenté sept documents, dont certains ont été publiés séparément dans les pays respectifs. On organise actuellement un programme permanent de coopération entre autorités métropolitaines d'Amérique latine avec l'appui de tous les programmes de la CEPAL liés au développement métropolitain et le soutien de la première rencontre de Maires de villes capitales d'Amérique latine (Madrid, 5-12 octobre 1982), ainsi que des Maires latino-américains qui ont participé au neuvième Congrès de Maires des grandes villes du monde (Caracas, 21-23 octobre 1982). Des démarches ont été réalisées en 1983 pour installer un premier secrétariat de coordination dans une ville latino-américaine.

/d) Le

d) Le quatrième séminaire sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de montagne s'est tenu à Quito (Equateur), 23-26 mars 1982, conjointement avec le projet de la Division agricole mixte CEPAL/FAO sur l'agriculture paysanne dans le développement des pays andins. Quinze documents ont été présentés à ce séminaire et un livre intitulé Sobrevivencia campesina en ecosistemas de altura (E/CEPAL/G.1267) est actuellement en cours d'impression.

Le projet sur la coopération horizontale a été achevé en 1982 et le suivi en a été assuré en 1983 par l'intermédiaire du projet "Incorporation du facteur environnemental dans les processus de planification du développement". L'encadrement théorique du projet est basé sur les documents mentionnés plus haut ("Economie et environnement", "Incorporation du facteur environnemental ..."); des études de cas ont été amorcées au Mexique, au Chili, en Colombie, Equateur, Argentine et Uruguay ainsi que des études complémentaires. Ces travaux feront l'objet de discussions dans le cadre d'ateliers nationaux et d'un séminaire régional prévu pour 1984.

En 1983, on a participé à l'organisation de plusieurs séminaires: "Environnement et techniques pour établissements en zones arides: Etudes et expériences en Argentine et au Chili" (conjointement avec l'Université d'Antofagasta) (Antofagasta, 22-23 mars et 18-19 avril); "Processus agricoles importants en Amérique latine du point de vue de l'environnement" (conjointement avec CIFCA) (Santiago, 28-30 juin); "Etablissements humains et développement en écosystèmes arides" (conjointement avec l'Université de Mendoza, Argentine et l'Université du Nord, Chili) (Mendoza, 9-12 novembre).

Quant aux activités de soutien, la collaboration a essentiellement porté sur les programmes de formation ainsi que sur l'organisation du réseau latino-américain de formation et environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Des conférences ont été données sur divers aspects du rapport entre le développement et l'environnement dans le cadre des cours centraux de planification de l'ILPES, du cours FISE/ILPES de planification sociale, du cours CIFCA/ILPES de planification à long terme et environnement et du Programme de maîtrise en démographie du CELADE ainsi que dans d'autres activités de formation réalisées en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Equateur, en Espagne, au Mexique et au Venezuela.

On a participé, en 1983, à l'organisation et à la réalisation des cours suivants: CEPAL/ILPES/CIFCA sur la planification à long terme et l'environnement (Santiago du Chili, juillet); et CEPAL/ILPES/CIFCA/PNUE/ORPALC, sur la planification et l'environnement (Quito, novembre).

Une étude pilote a été réalisée en 1981, conjointement avec le Bureau de statistiques des Nations Unies, sur les statistiques en matière d'environnement en République dominicaine.

Finalement, on a participé à différentes réunions, séminaires et échanges sur le développement régional, les ressources naturelles et l'environnement en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Equateur, en Espagne, au Mexique, au Nicaragua, au Paraguay, en Uruguay et au Venezuela.

PROGRAMME 290: ETABLISSEMENTS HUMAINS

Une série d'activités ont été menées à bien dans le cadre de ce programme, notamment en matière de formation et de diffusion ainsi que de recherche et de coopération technique.

Cet ensemble d'activités a été axé sur l'étude, d'une part, des critères traditionnels de sélection technique et, d'autre part, sur la nature et les répercussions économiques et sociales des techniques appropriées ainsi que leur application aux processus de construction des établissements humains et l'apport de services de logement et d'infrastructure. De plus, étant donné le rapport étroit avec le thème précédent et avec des questions telles que la participation de la communauté, le rôle des autorités locales et la planification municipale mentionnés plus loin, on s'est également penché sur les aspects théoriques et méthodologiques de la préparation, de l'évaluation et de l'exécution de projets à gestion locale, qu'ils soient d'initiative populaire ou municipale.

D'autres activités ont été orientées vers l'étude du phénomène de la métropolisation et son interdépendance avec les processus de changement social, notamment en ce qui concerne la formulation de cadres méthodologiques et institutionnels pour la planification et la gestion des grandes villes et pour la coopération horizontale entre zones métropolitaines de la région.

On s'est également penché sur l'ensemble des questions liées à la fonction des autorités locales en matière de promotion et de gestion du développement municipal et à la décentralisation, la participation de la communauté et les perspectives qui s'offrent à la planification dans ce domaine socio-spatial.

Les pratiques en vigueur ont été analysées en ce sens ainsi que des propositions alternatives plus conformes à la réalité régionale et susceptibles de faire appel à des ressources peu utilisées jusqu'à présent. D'une façon plus spécifique, on a amorcé dans ce domaine des activités visant à étudier plus en détail les établissements humains précaires, les processus sociaux, économiques et spatiaux qui les déterminent et le rôle qui incombe aux autorités locales et aux communautés que touche la solution de ces problèmes.

Et finalement, une partie importante des travaux a été consacrée à la préparation d'une étude destinée à mettre à jour l'analyse et l'information existante en matière de structure et de dynamique des établissements humains dans la région ainsi qu'à caractériser les principales zones critiques. Des études ont été également élaborées, avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (UNCHS), sur l'accès à la terre dans les zones urbaines et le potentiel concret existant dans la région en matière de formation dans des domaines liés aux établissements humains.

Parmi les travaux réalisés, il faut signaler les activités suivantes:

/a) Préparation

a) Préparation et exécution de trois séminaires sur les Techniques appropriées pour les établissements humains (Lima, 1981; São Paulo, 1982, et Bogotá, 1983). Dans chaque cas, ces séminaires ont été réalisés avec la collaboration d'institutions nationales, ont duré environ 15 jours chacun et ont réuni environ 60 professionnels. Diverses études ont été élaborées spécialement dans chaque cas.

b) Participation à la Réunion consultative d'experts ad-hoc en méthodologies de planification municipale, organisée conjointement avec la Municipalité de Cali et réalisée dans cette ville du 1er au 5 août 1983. Deux documents ont été élaborés à cette occasion: "Planification municipale des établissements humains" et "Perspectives pour la planification municipale en Amérique latine".

c) Participation au Séminaire international sur le développement urbain (Lima, octobre 1982), réalisé en collaboration avec le Centre d'information sur le pré-investissement (CIP), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le COFIDE du Pérou. Ce séminaire s'est penché sur l'étude intitulée "Contexte et caractérisation des projets de gestion locale".

d) Participation au Séminaire sur les établissements précaires, organisé conjointement avec le Collège d'architectes du Chili (Santiago, 17-19 octobre 1983). Un document a été élaboré à cette occasion et intitulé "Notes d'introduction à l'étude des établissements précaires".

e) Réalisation de trois études, en collaboration avec le UNCHS: "Planification des établissements humains en Amérique latine et dans les Caraïbes: théories et méthodologies" (E/CEPAL/L.288); "L'accès des pauvres à la terre dans les grandes villes d'Amérique latine" (publié sous la cote du UNCHS), et "Enquête latino-américaine sur la formation en matière d'établissements humains: analyse de la situation actuelle et propositions pour un programme d'action régional" (publié également sous la cote du UNCHS).

PROGRAMME 330: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

L'objectif des activités menées dans ce domaine est de contribuer à un examen plus détaillé du processus d'industrialisation dans la région. C'est ainsi qu'on s'est efforcé, d'une part, de tenir à jour les connaissances relatives à l'évolution de l'industrialisation, de définir d'une façon plus précise les obstacles auxquels se heurte une expansion plus rapide et d'étudier les répercussions des politiques économiques et de la conjoncture externe sur le secteur industriel ainsi que les options éventuelles pour l'avenir; d'autre part, on s'est attaché à progresser dans la recherche de mécanismes de coopération, notamment dans le secteur industriel où les actions dérivées de mesures concertées constituent un facteur essentiel pour le développement et le renforcement de ces dernières comme dans le cas, par exemple, des biens d'équipement, secteur où se sont concentrés les efforts.

Des progrès ont été réalisés dans les études prévues sur l'industrialisation et la politique économique visant à étudier en profondeur l'évolution du secteur industriel de certains pays de la région à la suite des changements intervenus dans la politique économique, notamment au cours des années 70 ou qui ont commencé d'être appliqués à cette époque ou plus récemment. Ces changements en matière de politique économique, qui sont le fruit de décisions internes ou de facteurs externes, comme par exemple de la crise internationale ou autres, ont provoqué -à des degrés divers- d'importantes altérations, qui ne sont pas toujours positives pour le processus d'industrialisation de certains pays. Les résultats de ces travaux, qui sont partiellement résumés dans le document élaboré à l'intention de la réunion technique préparatoire de la quatrième Conférence de l'ONUDI, constituent une nouvelle preuve de la sensibilité du secteur industriel face aux mesures économiques générales et aux différentes options qui lui sont offertes pour se développer en fonction de contextes socio-économiques différents.

Un document intitulé "Algunas consideraciones sobre la estrategia de industrialización latinoamericana" (E/CEPAL/L.282) a également été élaboré et présenté à la Réunion préparatoire de haut niveau de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI: stratégies et politiques d'industrialisation pour les pays en développement (Lima, Pérou, 18-22 avril 1983). On y passe en revue certains aspects de la stratégie industrielle des années 80 à la lumière des nouveaux événements dérivés tant de la situation de récession interne que de la crise internationale. On y met également l'accent sur certains objectifs considérés comme primordiaux pour le processus d'industrialisation régionale, tels que le fait de remédier aux formes extrêmes d'hétérogénéité technologique et sociale, le perfectionnement de structures de production, l'encouragement des exportations et la correction des facteurs d'hétérogénéité au sein de la région.

On a également élaboré les documents dont sera saisie la Réunion technique régionale préparatoire de la quatrième Conférence de l'ONUDI qui sera convoquée au cours du deuxième trimestre de 1984. On se penchera, à cette réunion, sur la situation industrielle de l'Amérique latine afin d'établir les modalités

/et les

et les lignes d'action requises pour sa relance et son développement futurs. Les conclusions qui émaneront de cette réunion serviront de base pour formuler la position régionale face à la conférence mondiale, tâche dont a été chargé le SELA, organisme avec lequel une coordination permanente a été établie, au même titre qu'avec l'ONUDI.

En ce qui a trait à l'énergie et l'industrialisation, une étude a été achevée sur la demande énergétique dans les activités industrielles chiliennes et des progrès ont été accomplis dans des analyses similaires réalisées dans d'autres pays de la région.

D'autre part, on a étudié le degré de développement industriel de l'Amérique centrale ainsi que les répercussions de la nouvelle situation de change sur un secteur industriel du Mexique; une assistance technique a également été fournie à certains pays de la région et organismes sous-régionaux.

Dans le cadre du projet sur la situation actuelle et sur les perspectives d'approvisionnement et de production de biens d'équipement en Amérique latine (RLA/77/015), des études ont été réalisées sur la demande en machines et équipements pour l'industrie du ciment; d'équipement hydraulique et thermique pour la génération d'énergie électrique; de navires marchands au cours de la période 1980-1990; de matériel ferroviaire; de machines et d'équipement pour l'industrie de la cellulose; etc.

On a évalué le potentiel de production de plusieurs pays, moyens et petits, de la région, notamment en matière de chaudronnerie et autres équipements; en effet la combinaison de ces potentiels avec celui des pays plus développés de la région fournit des occasions d'action conjointe et d'intérêt mutuel.

On a également mis l'accent sur les projets de financement pour la vente interne, laquelle présente d'importantes lacunes dans la plupart des pays. Une évaluation globale des besoins dans ces domaines a été élaborée ainsi qu'une étude des mécanismes appliqués au Brésil.

Une réunion d'importants hommes d'affaires latino-américains liés à ce secteur industriel a eu lieu à Santiago du Chili, du 26 au 28 avril 1982. Au cours de cette réunion, dont le rapport a été publié en 1983, il a été procédé à l'étude des versions préliminaires des travaux sur la demande d'équipement sidérurgique, de génération électrique, pour la production du ciment, pâte à papier, transport maritime et ferroviaire, ainsi que l'évaluation du potentiel productif de huit pays latino-américains moyens et petits et des membres du Marché commun centraméricain.

Début 1983, les travaux sur le terrain en matière de demande d'équipement du secteur minier (industrie minière et charbon) ont été terminés. On a ensuite commencé une étude sur l'importance industrielle de cette demande. Le rapport correspondant est en cours d'élaboration.

En août 1983, on a commencé à travailler sur le terrain pour évaluer la demande d'équipement d'exploration et d'exploitation pétrolière, étape qui doit terminer début 1984.

En 1983, on a passé en revue la situation des principaux secteurs déjà analysés qui, ensemble, offrent un marché très important et très dynamique. La récession qui affecte la région a très fortement touché le secteur de production de biens d'équipement dont la demande est liée directement au taux d'investissement. La nouvelle situation n'a été évidemment pas uniforme ni par secteurs ni par pays. De nombreux projets sidérurgiques par exemple ont été suspendus ou postposés; l'information disponible permet néanmoins d'affirmer que les programmes liés au secteur énergétique restent relativement normaux. C'est pourquoi il a été décidé d'accorder une priorité à l'équipement de génération, de transformation et de transmission de l'électricité dans les activités de promotion qui ont été entreprises dans le cadre du projet.

Bien que le projet ne soit pas encore terminé, les travaux qui ont été réalisés jusqu'à présent à l'échelon sectoriel suggèrent une image d'ensemble dont on peut dégager certaines possibilités d'action. C'est pourquoi un rapport préliminaire a été publié en août 1983; on y trouve un commentaire global, une synthèse des résultats ainsi qu'un résumé des thèmes abordés au cours de la réunion d'industriels mentionnée plus haut.

Les participants à cette réunion sont convenus de rester en contact permanent et de constituer un noyau stable susceptible de donner naissance à une institution privée visant à encourager l'industrie régionale ainsi qu'à fournir des données d'information et un soutien mutuel. Ils ont également demandé à la CEPAL de les aider au cours de la phase initiale et de servir de centre de contact. Au cours d'une nouvelle rencontre, réalisée cette fois à Buenos Aires, des progrès décisifs ont été accomplis en matière d'aspects institutionnels et les statuts de l'association ont été approuvés.

D'autre part, et sur l'invitation dans le cadre du projet, de la Commission d'intégration électrique régionale (CIER), le groupe industriel a nommé une délégation chargée d'assister à une réunion spéciale de hauts fonctionnaires des entreprises électriques (8 novembre 1983). Cette réunion, la première de ce type entre les autorités de la CIER et l'industrie latino-américaine, s'est déroulée dans une ambiance de compréhension et de recherche de voies destinées à orienter davantage l'importante demande électrique vers l'industrie régionale.

Une réunion d'experts CEPAL/ONUDI sur les industries de biens d'équipement en Amérique latine a eu lieu à Santiago du Chili (5-7 décembre 1983) sous les auspices de l'ONUDI et dans le cadre du projet; cette réunion a eu pour but d'étudier les objectifs, les résultats et l'orientation du projet régional, d'échanger des données d'information et d'expérience et d'identifier des domaines de coopération.

L'échange d'idées fera l'objet d'un rapport analytique. Néanmoins, on peut déjà signaler que les participants se sont accordés à souligner l'importance d'une vision d'ensemble ainsi qu'à mettre l'accent sur le fait que le marché régional (même en récession) donne à l'Amérique latine une plus grande capacité de négociation.

PROGRAMME 340: COMMERCE INTERNATIONAL

Les travaux que la Division de commerce international a mené au cours des trois dernières années ont été principalement axés sur l'évaluation des répercussions de la crise internationale sur les relations économiques extérieures de l'Amérique latine et sur les activités visant à promouvoir et à consolider une action régionale conjointe susceptible de tirer un maximum de profit des mesures adoptées en vue de favoriser une intégration intra-régionale plus étroite et plus effective.

Dans ce contexte, il faut souligner les travaux réalisés conjointement avec le SELA dans l'appui organique et technique accordé au cours de la période préparatoire de la Conférence économique latino-américaine qui a eu lieu à Quito du 9 au 13 janvier 1983 sur l'initiative du Président de l'Equateur, Osvaldo Hurtado. Il faut mettre l'accent également sur l'élaboration de l'étude sur les relations économiques internationales et la coopération régionale d'Amérique latine qui a été soumise à l'examen du CEGAN à sa huitième session (Montevideo, Uruguay, 19-23 janvier 1984) et qui sera ensuite présentée, dans une version plus complète et révisée, à la vingtième session de la CEPAL (Lima, Pérou, 29 mars-6 avril 1984).

Parmi les nombreuses activités qui ont été réalisées en ce qui a trait à l'Amérique latine et le nouvel Ordre économique international, il faut souligner: i) la participation de l'Amérique latine aux différentes négociations économiques internationales; et ii) l'appui et l'assistance technique fournis aux pays de la région en matière d'encouragement des exportations, et notamment de produits manufacturés et semi-manufacturés.

En ce qui concerne le premier point, une des activités importantes a été la participation, conjointement avec le SELA, à l'élaboration du document lié à l'initiative déjà mentionnée du Président de l'Equateur et intitulé "Bases para una respuesta de América Latina a la crisis económica internacional" (E/CEPAL/G.1246). Ce document suggère une série de mesures concrètes visant à mener une action régionale conjointe dans le domaine du commerce et du financement international afin d'aider les pays latino-américains à sortir de la grave crise économique dans laquelle ils sont soumis. Dans ce même domaine, d'importantes contributions ont été faites au document intitulé "La crisis económica internacional y la capacidad de respuesta de América Latina" (E/CEPAL/G.1249), présenté par le Secrétariat de la CEPAL à une réunion de personnalités latino-américaines effectuée à Bogotá, du 18 au 28 mai 1983. On y étudie les problèmes commerciaux auxquels se heurtent les pays de la région, y compris l'incidence négative de la tendance protectionniste croissante à l'échelon mondial et on y signale diverses réponses pour l'ensemble de l'Amérique latine.

Une autre étude a été achevée sur les relations économiques internationales et la coopération régionale de l'Amérique latine; ce document a servi de base aux débats de la huitième session du CEGAN (Montevideo, Uruguay, janvier 1984). Une version revue et élargie de cette étude est en cours d'élaboration.

Un document intitulé "Aspectos de una política latinoamericana en el sector de los productos básicos" (E/CEPAL/R.335/Rev.1), a également été élaboré et soumis à la Réunion ministérielle de coordination latino-américaine préliminaire à la sixième session de la CNUCED (Cartagena, Colombie, 21-26 février 1983); on y trace les grandes lignes ainsi que les politiques, les programmes et les mesures susceptibles d'être appliqués dans le cadre d'une nouvelle approche et d'une nouvelle stratégie latino-américaine dans le secteur des produits de base. Il faut également signaler, dans ce même domaine, que trois études ont été achevées au cours de cette période sur l'économie du café, du coton et du soja.

On s'est également penché sur l'importance que représente le secteur des services pour l'Amérique latine et on a mis l'accent sur certains critères susceptibles de jouer un rôle important dans une négociation internationale sur cette question.

En ce qui concerne le deuxième point signalé plus haut, à savoir le Projet d'encouragement des exportations de la CEPAL, on peut mentionner diverses activités dans les domaines suivants: i) stratégies, politiques et mécanismes d'encouragement des exportations: on travaille actuellement sur la publication du livre intitulé "Caractéristiques et expériences des politiques d'encouragement des exportations dans certains pays latino-américains"; ii) financement et assurance-crédit à l'exportation: plusieurs réunions et tables rondes ont été organisées, des documents ont été élaborés, et une assistance technique dans ce domaine a été prêtée à des pays de la région; l'Association latino-américaine d'organismes d'assurance-crédit à l'exportation (ALASECE) a été créée; iii) organisation pour l'exportation, par le fonctionnement de consortiums d'exportation et autres mécanismes d'exportation conjointe: un séminaire latino-américain sur cette question a eu lieu au Mexique en août 1981; une série de séminaires nationaux ont été programmés et un document a été publié en la matière; iv) développement des exportations de la petite et moyenne entreprise latino-américaine en vue de son incorporation au processus d'exportation: on prévoit la réalisation d'une étude sur le potentiel des exportations et les contraintes de la petite et moyenne entreprise industrielle de pays latino-américains choisis par rapport au marché européen; v) offre exportable: des documents ont été élaborés en cette matière; vi) obstacles qui freinent les exportations latino-américaines de produits manufacturés et semi-manufacturés vers les marchés des pays industrialisés: une table ronde sur les obstacles qui freinent les exportations de produits manufacturés de cuir a eu lieu à Buenos Aires, Argentine, en avril 1982.

En ce qui a trait à l'étude des relations économiques de l'Amérique latine avec les principales régions du monde, une étude intitulée "Relations économiques de l'Amérique latine avec les pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM)" a été publiée; il s'agit d'une synthèse des travaux réalisés dans le cadre du projet mixte CEPAL/CNUCED/PNUD (phase I) en la matière (projet RIA/76/013).

La phase II de cette initiative (projet CEPAL/CNUCED/PNUD/RIA/82/021) a commencé mi-1983 et durera jusque décembre 1984. Trois documents sont en cours d'élaboration en vue d'une réunion technique prévue pour le deuxième semestre de 1984: le premier concerne les antécédents et les perspectives de la coopération industrielle entre les pays latino-américains et les pays du CAEM; le deuxième traite du commerce de produits manufacturés entre l'Amérique latine et le CAEM; et le troisième aborde les traités de coopération en matière d'hydro-électricité entre les deux régions.

Il faut souligner la réalisation de la première Conférence ibéro-américaine de coopération économique (Madrid 3-7 novembre 1981); cette réunion de haut niveau ministériel a servi d'enceinte pour étudier la situation des relations économiques entre l'Espagne et l'Amérique latine et pour proposer des initiatives visant à les élargir et à les consolider. Un document élaboré conjointement avec l'Institut de coopération ibéro-américaine y a été présenté. La deuxième Conférence ibéro-américaine de coopération économique aura lieu à Lima, Pérou, du 30 mars au 3 avril 1984. On y envisagera diverses questions et on prévoit que le Secrétariat élaborera deux documents: l'un sur les structures et les tendances des relations économiques entre l'Amérique latine et l'Espagne et l'autre sur la coopération technique.

En ce qui a trait à l'étude du système monétaire et financier international, dans le cadre du projet "Implications pour l'Amérique latine de la situation du système monétaire et financier international" (PNUD/CEPAL/RLA/77/021), les travaux ont été axés essentiellement sur le financement et la dette extérieure, d'une part, et sur le processus d'ajustement et les politiques extérieures, de l'autre.

En ce qui concerne le premier point, on souligne que le problème de la dette extérieure est devenu critique dans la plupart des pays à partir de 1982. D'importantes contributions ont été faites en ce sens grâce aux documents "La crisis económica internacional y la capacidad de respuesta de América Latina" et "Bases para una respuesta de América Latina a la crisis económica mundial", documents dont il est fait référence dans les premiers paragraphes de ce document. On a également participé à nombreuses réunions et des groupes de travail qui se sont penchés sur divers travaux et documents dans lesquels le problème de l'Amérique latine est envisagé à l'échelon mondial et plusieurs propositions d'action en matière de politique financière sont formulées.

En ce qui concerne les processus d'ajustements et les politiques du secteur extérieur, des travaux ont été menés en collaboration avec le Fonds monétaire international afin d'élaborer un modèle de simulation visant à évaluer les répercussions dynamiques des différentes options de politique économique, sur des variables telles que le taux d'activité, les prix, le déséquilibre avec l'extérieur, le mouvement de capitaux, les prix relatifs entre trois groupes de biens, le taux d'intérêt, etc. Cette étude a été publiée dans la série Estudios e Informes de la CEPAL sous le titre "Répercussions macroéconomiques des changements intervenus dans les obstacles qui freinent les échanges et le mouvement de capitaux: un modèle de simulation". Le modèle de base a été soumis pour examen aux réunions de l'Econometric Society et de techniciens des banques centrales du continent américain, aux sixièmes Journées d'économie monétaire de la Banque centrale d'Argentine et dans diverses institutions académiques. Il faut finalement souligner la réalisation, au Siège de la Commission en octobre 1983, de la table ronde sur "Les options de politiques dans le secteur extérieur: le cas de l'Amérique latine", sous les auspices de la CEPAL et de la Fondation allemande pour le développement.

Les participants à la table ronde ont estimé qu'il fallait continuer d'appliquer le modèle à différentes économies. Des démarches préliminaires en ce sens ont déjà été amorcées dans le cadre du projet avec la Banque centrale de l'Uruguay.

L'intégration et la coopération économique sont, historiquement, les moyens qui ont le plus contribué au renforcement des relations économiques entre les pays de la région. Des progrès en ce sens ont été réalisés par l'intermédiaire non seulement des mécanismes traditionnels d'intégration -Marché commun centraméricain, Association latino-américaine d'intégration, Groupe andin et Communauté des Caraïbes- mais également par le biais d'actions spécifiques de coopération à l'échelon bilatéral et multilatéral.

Dans ce contexte, les principales activités qui ont été menées dans ce domaine ont eu pour objectif principal d'étudier les répercussions de la crise internationale et des politiques nationales sur les mécanismes d'intégration et sur la coopération régionale, et de collaborer, par l'intermédiaire de travaux réalisés, à leur solution, notamment à l'initiative du Président de l'Equateur, Osvaldo Hurtado. Les traités de coopération conclus avec l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et le Groupe andin, en vertu desquels la CEPAL fournit une assistance technique à ces mécanismes d'intégration ont également été appliqués. Des avis consultatifs ont été notamment fournis à l'ALADI pour la création de la préférence douanière régionale, prévue dans le Traité de Montevideo de 1981 et des efforts ont été déployés pour identifier les causes de la détérioration croissante des échanges au sein de la région.

D'autre part, des progrès ont été accomplis dans le domaine de la coopération horizontale avec la réalisation, conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique, de travaux importants visant à identifier des possibilités de coopération dans le domaine du commerce.

PROGRAMME 360: COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Les activités décrites dans ce chapitre concernent essentiellement la sous-région des Caraïbes.

A l'échelon économique global, trois numéros du rapport "Economic Activity in Caribbean Countries" (correspondant à 1980, 1981 et 1982, respectivement) ont été élaborés et distribués au cours de la période couverte par ce rapport.

En ce qui concerne la coopération dans le domaine de la planification, les principales activités ont été les réunions des groupes spéciaux de travail sur la planification des ressources humaines (Grenade, 14 et 15 septembre 1981), la planification régionale et du milieu physique (Trinité, 15-16 novembre 1982) et la planification agricole (Trinité, 20-30 novembre 1983). Il faut citer en outre la troisième réunion de Directeurs de planification des Caraïbes, organisée conjointement par la CEPAL et l'ILPES à Trinité (avril-mai 1983); on a également collaboré à la préparation de matériel destiné à des cours et on a participé à un cours de formation pour responsables de la planification financé conjointement par la CEPAL et l'ILPES (Grenade, 19-27 septembre 1981).

En ce qui concerne la coopération entre les Caraïbes et l'Amérique latine, diverses études ont été élaborées et une réunion a été prévue avec des représentants des pays des Caraïbes (Trinité, février 1984).

Dans le domaine de l'agriculture, les volumes IV et V des "Statistiques agricoles des pays des Caraïbes" ont été publiés et distribués. Ils comprennent des nouvelles séries de données pour la période 1978-1981 ainsi que de données pertinentes en matière de ressources, production, facteurs de production et la contribution de l'agriculture à l'économie des États membres. En ce qui a trait à l'étude du CDCC sur les activités agricoles, un rapport a été élaboré, notamment, sur les cas-d'Antigua et Barbuda, la Dominique, Grenade, la Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Trinité-et-Tobago. Plusieurs réunions et consultations ont également eu lieu dans le cadre des efforts visant à assurer une coopération plus étroite entre les organisations qui relèvent du domaine de l'agriculture et à encourager le développement agricole.

En ce qui concerne l'énergie, les activités qui ont été menées à bien au cours de cette période ont été axées essentiellement sur le contrôle de la situation énergétique dans les pays des Caraïbes, l'élaboration de rapports en cette matière et la contribution aux travaux préliminaires en vue de la préparation du Plan d'action de la sous-région des Caraïbes par le secrétariat de la Communauté des Caraïbes. Un consultant a également élaboré un rapport (CDCC/PWG: E/83/3) sur l'évaluation de la structure des prix des produits énergétiques raffinés dans les pays du CDCC et une bibliographie en matière d'énergie (sous les auspices de l'UNESCO). Dans le domaine des ressources naturelles, la version finale d'une étude sur l'inventaire des ressources minérales dans les pays du CDCC a été mise au point et un projet de coopération horizontale est actuellement en cours d'application entre Sainte-Lucie et la Jamaïque en matière de ressources minérales. En ce qui concerne les activités complémentaires des deux conférences de la CEPAL sur la coopération horizontale en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, une matrice des projets possibles de coopération

horizontale a été élaborée et distribuée. On a également élaboré un document intitulé "The water supply situation in the LDC's of the East Caribbean at the beginning of the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade -A brief note".

Dans le domaine du transport, il faut signaler les activités suivantes: i) plusieurs réunions des sous-groupes de pays ont été réalisées en coopération avec l'Organisation maritime internationale (OMI) (Barbade, décembre 1981; Jamaïque, octobre 1982; Mexique, octobre 1982; Trinité, novembre 1982; Mexique, septembre 1983); les autorités chargées des activités de recherche et de sauvetage y ont examiné les limites maritimes proposées pour ce faire ainsi que la coordination des services dans les zones voisines. On prévoit la réalisation d'une réunion finale en avril 1984. Ces réunions ont débouché sur un plan de recherche et de sauvetage maritime des Caraïbes et la plupart des Etats sont actuellement en mesure de souscrire à la Convention internationale de l'OMI sur la recherche et le sauvetage maritime; ii) la participation du Bureau de la CEPAL pour les Caraïbes au Comité de direction du projet PNUD/CNUCED/OMI sur le développement du transport maritime a permis l'octroi d'avis consultatifs et un contrôle régulier de ce dernier; iii) un document a été élaboré en coopération avec la CEPAL de Santiago sur les petites stratégies de développement du transport maritime en vue de sa présentation au Centre de coopération maritime internationale du Japon; une mission conjointe de la CEPAL et de ce Centre a ensuite été envoyée pour étudier les perspectives d'une nouvelle action conjointe; iv) on a élaboré la base mathématique d'un modèle de trafic maritime pour les Caraïbes dont le résultat final devrait aider les gouvernements à prendre des mesures en matière maritime; v) un projet de "usines flottantes" a été soumis à l'examen des gouvernements et de certaines entreprises privées. Un document intitulé "Review of the development of the transport system in the Caribbean with reference to the establishment of regional institutions and the involvement of aid donors" (Argentine, juin 1983) a également été élaboré et présenté au Congrès panaméricain et à la Foire internationale du transport. Une réunion d'experts a également été effectuée sur les problèmes de facilitation et le renforcement des institutions de transport (Suriname, octobre 1981).

En matière de développement social, on continue de mener des recherches pour élaborer des monographies relatives aux changements structurels sociaux intervenus dans les pays insulaires des Caraïbes, à savoir Sainte-Lucie et la Dominique. Ces études ont été co-patronnées par l'Université des Nations Unies. Des progrès ont également été accomplis dans l'application du programme pour la suppression des barrières linguistiques, avec l'appui résolu du Gouvernement des Antilles néerlandaises. Un atelier sous-régional a eu lieu à ce sujet du 29 août au 9 septembre 1983 et un comité de coordination prépare actuellement, sous les auspices du Ministre de l'éducation des Antilles néerlandaises, une série de réunions nationales (ateliers). Un projet a été élaboré pour encourager l'usage du dialecte autochtone, et des négociations sont en cours pour obtenir un financement extra-budgétaire. Diverses activités ont été menées en coordination avec des consultants dans les domaines suivants: i) une étude a été réalisée sur la viabilité d'une société multinationale des Caraïbes pour la production et distribution de matériel imprimé et audiovisuel; le projet de statuts a été élaboré et distribué aux pays membres; ii) le FLACSO a réalisé une étude de viabilité d'une école post-universitaire et le projet a été soumis à plusieurs

/gouvernements membres

gouvernements membres ainsi qu'au consultant de l'UNESCO chargé de coordonner la mise en pratique du consortium en vue de la création d'une faculté post-universitaire de sciences sociales appliquées aux pays des Caraïbes anglophones et au Suriname; iii) à la demande des gouvernements membres du CDCC, une étude a été menée et distribuée, en vue de son examen, sur la viabilité de la création d'un Conseil des Caraïbes pour le développement social et économique; iv) un aperçu général de la situation des jeunes dans les Caraïbes a été présenté à la réunion préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse (Costa Rica, octobre 1983). En ce qui concerne l'intégration de la femme au développement économique, plusieurs lignes directrices méthodologiques ont été élaborées en vue de la planification de programmes et projets relatifs à la femme et au développement. Une étude pilote a également été réalisée (ECLA/CARIB 83/9) sur les femmes en tant que bénéficiaires de services financés par des fonds alloués dans le cadre du budget national de Trinité-et-Tobago. Cette étude fournit également des paramètres susceptibles d'être utilisés et appliqués dans d'autres pays des Caraïbes. En ce qui concerne la femme rurale, une étude a été effectuée sur le rôle de la femme dans l'agriculture de trois états des Caraïbes. Cette étude est le résultat d'un effort de coopération avec le Secrétariat de la CARICOM et, sur la recommandation de cette dernière, a été distribuée aux autorités nationales chargées de l'intégration de la femme au développement. Des projets ont également été amorcés dans les domaines prioritaires tels que la grossesse chez les adolescentes, les femmes commerçantes, les femmes dans les industries d'élaboration de produits d'exportation, les activités multiples de la femme, et la question de la violence contre la femme.

Dans le domaine de la démographie, trois documents ont été publiés:

i) "1980 Census -Analytical Commentary"; ii) "Barbados Experimental Migration Survey"; et iii) "Barbados Experimental Migration Survey -Analysis of the Results".

Le CELADE et l'ISER ont organisé un cours régional intensif de démographie, à Trinité du 27 juin au 5 août 1983. En ce qui concerne la science et la technique */ il faut souligner que le siège sous-régional de la CEPAL fait office de Secrétariat provisoire du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST).

Parmi les activités menées dans ce domaine, il faut mentionner: i) l'élaboration de documents d'antécédents et propositions ainsi que la prestation de services aux réunions plénières du CCST (Barbade, juin-juillet 1981; Jamaïque, novembre 1982; Antilles néerlandaises, juillet 1983); ii) convocation et préparation de quatre réunions du Comité exécutif (Barbade, août 1981; Guyane, mars 1982; Saint-Vincent, janvier 1983; Antilles néerlandaises, juillet 1983); iii) réalisation de deux ateliers: l'un sur la méthodologie de l'évaluation des capacités nationales en matière de science et de technique (financé par le Fonds provisoire des Nations Unies pour le développement de la science et la technique), Suriname, 12 au 16 octobre 1981; et l'autre sur la politique et l'administration en matière de recherches agricoles (avec le financement de la SAREC, de l'ISNAR, de la Commonwealth Foundation et du CRDI), Trinité, septembre 1983; iv) participation aux projets suivants du programme de travail du CCST: évaluation des capacités nationales en matière de science et de technique; création d'un journal du CCST sur la science et la technique; préparation et échange de matériel audiovisuel pour l'éducation

*/ Pour les documents du CCST, voir la section spéciale dans la liste de documents qui figure au Chapitre III infra.

en matière de science et de technique; étude des conséquences du développement de cultures énergétiques sur l'offre alimentaire dans la sous-région (une étude préliminaire a été réalisée); création d'agro-industries et de sources d'emploi, notamment à l'échelon rural (un consultant a élaboré un rapport qui a été distribué aux organismes de financement); les limites potentielles des nouvelles techniques pour les pays en développement; et une politique en matière de science et de technique pour la sous-région des Caraïbes. On a également amorcé les travaux de la première phase du projet "Conservation et échange de germe plasma de plantes cultivées" avec l'assistance de la Commonwealth Foundation.

En matière de commerce international, les principales activités entreprises au cours de cette période ont été les suivantes: i) élaboration d'un inventaire de certains produits exportables pour les pays du CDCC non membres de la CARICOM sur la base de questionnaires remplis par les pays; ii) élaboration de 18 projets de guides de procédures nationales pour les pays membres du CDCC; iii) convocation d'une réunion d'un groupe spécial d'experts (Cuba, octobre 1983) afin d'étudier les projets de guide sur les procédures commerciales nationales et de formuler des recommandations en vue de l'adoption de mesures visant à faciliter le commerce futur; iv) élaboration d'une base de données statistiques sur le commerce international des Caraïbes: des matrices commerciales correspondant à 1970 et 1980 ont été élaborées pour le commerce mené au sein de l'organisation des Etats des Caraïbes orientales, de la CARICOM, du CDCC et autre types d'échanges menés dans les Caraïbes; des séries historiques ont été compilées sur des indicateurs commerciaux de base (qui remontent souvent à 1950) et des estimations préliminaires ont été élaborées sur la valeur des exportations et des importations des Caraïbes pour 1983.

La Banque de données statistiques a été automatisée par l'installation d'un microordinateur. On a mis au point et appliqué un programme de base qui permet de créer des fichiers de données et d'incorporer une routine de recherche. Des données économiques, sociales et démographiques sont stockées et les capacités de recherche et de diffusion se sont avérées efficaces. On a en outre publié un document qui contient les résumés des principales publications statistiques. Pour faciliter l'utilisation de ces résumés, on a également établi une routine mécanisée de recherche en chaîne. La capacité de traitement de texte du microordinateur est actuellement appliquée à d'autres aspects des travaux du Bureau de Port-of-Spain.

Parmi les principales activités du Centre de documentation des Caraïbes (CDC), on peut mentionner les suivantes: i) organisation d'ateliers sur les techniques d'actualisation et de préparation de résumés afin de favoriser une participation efficace au système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN), Guyane, mai 1981; Cuba, mai 1982; République dominicaine, octobre 1982; Haïti, octobre 1982; Suriname, novembre 1982; Trinité, mai 1983; Jamaïque, janvier 1984; ii) organisation d'un atelier qui serve d'introduction aux techniques de base d'organisation et de service bibliothécaire (Saint-Vincent, juin 1981); iii) réalisation d'un atelier régional sur la méthodologie d'un inventaire de services d'information pour le développement (Barbade, octobre 1981); iv) organisation d'un atelier sur les techniques d'enseignement de l'utilisateur en vue de leur application en bibliothèques spéciales (Jamaïque, juillet 1982); v) réunion d'évaluation sur le système

/d'information des

d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (Trinité, juillet 1983); vi) publication des résumés du CARISPLAN (volumes 4 à 8); vii) élaboration de bibliographies dans différents domaines; viii) élaboration de la liste des publications sériées 1981 du Centre de documentation des Caraïbes; et ix) élaboration du document intitulé "The Caribbean Information System for Economic and Social Planning -CARISPLAN" (avec la collaboration du Groupe de l'énergie et des ressources naturelles). Le Centre de documentation des Caraïbes sert de coordination du système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale et est financé, en grande partie, par des projets fournis par le CRDT.

PROGRAMME 460: RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

Au cours de ces trois dernières années, les activités traditionnellement menées en matière d'énergie, de minéraux et de ressources en eau ont été élargies à d'autres domaines tels que les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, les ressources océaniques et le développement de la région; le thème de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique a également été abordé.

Il faut souligner la participation à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (Nairobi, Kenya, 10-21 août 1981). Les pays latino-américains et des Caraïbes se sont employés, à cette occasion, à élaborer des formules dans le domaine énergétique. C'est ainsi qu'au cours de la Réunion régionale préparatoire de cette Conférence (Mexico, 16-20 mars 1981), un Plan d'action régional en matière de sources d'énergie nouvelles et renouvelables a été adopté.

Au titre des multiples activités menées au cours de la période couverte par ce rapport, il faut souligner les travaux menés en matière de coopération horizontale, avec l'aide financière du gouvernement des Pays-Bas: en premier lieu, le deuxième Séminaire latino-américain sur la coopération horizontale pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Saint-Domingue, République dominicaine, 11-14 janvier 1982); suivi, à l'issue des activités d'appui à la coopération horizontale pour le développement des ressources minières en Amérique latine, de la Réunion de coopération horizontale pour le développement des ressources minières d'Amérique latine, organisée par la CEPAL et la Empresa Colombiana de Minas (ECOMINAS) (Bogotá, Colombie, 14-18 juin 1982).

Le rapport final émané de la Réunion de Bogotá a été diffusé et des contacts ont été pris avec des organismes internationaux et des pays tiers afin d'explorer les possibilités de coopération technique et financière pour l'élaboration et l'exécution de projets de coopération horizontale.

En ce qui concerne les activités de suivi de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, on termina la première version d'un document sur le Programme latino-américain d'énergie solaire, qui servira de base aux démarches visant à obtenir le financement de ce programme auprès des pays et des organismes régionaux et internationaux intéressés.

On termina également la rédaction du document "Plan de acción para la cooperación entre países en vías de desarrollo en el campo de las fuentes de energía nuevas y renovables", soumis à la Réunion du Groupe des 77 sur la coopération Sud-Sud (Rio de Janeiro, Brésil, 31 mai 4 juin 1982).

Dans le cadre des activités menées en matière d'énergie, on encouragea la réalisation d'études et la création de nouveaux organismes afin de faciliter l'intégration du secteur électrique en Amérique centrale, le recueil d'information de base sur la consommation d'électricité et l'assistance technique aux gouvernements et entités de la sous-région.

On a organisé et participé, conjointement avec le Groupe mixte CEPAL/PNUED du développement et de l'environnement, au Séminaire régional sur la gestion de l'environnement dans les grands travaux hydrauliques, réalisé avec la collaboration de la Commission technique mixte de Salto Grande à Concordia, Argentine, du 1er au 3 octobre 1981.

On continua également de servir de secrétariat du Groupe de travail intersecrétariats pour organiser la deuxième Réunion du Groupe de travail intersecrétariats sur les ressources en eau en Amérique latine (Santiago, Chili, 16 et 17 août 1981) et pour élaborer, en 1983, un rapport sur les activités menées dans la région, par des organismes internationaux dans le domaine de l'eau, sur la base d'un questionnaire.

Dans le cadre des activités menées en matière de ressources en eau, on aborda également les thèmes de l'évaluation des disponibilités et de l'utilisation sectorielle des ressources en eau dans l'Isthme centraméricain.

Quant aux ressources minières, on organisa, conjointement avec le secrétariat de coordination, le panel sur la coopération régionale dans le secteur minier, au cours des premières journées de l'industrie minière ibéro-américaine organisées sous les auspices des ministères des ressources naturelles et énergétiques de l'Equateur et de l'industrie et de l'énergie d'Espagne, en janvier 1983.

Pour l'énergie, les travaux en matière d'énergie nucléaire ont été amorcés en 1983 avec les préparatifs, en Amérique latine, de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

On a travaillé également en étroite collaboration avec divers autres organismes parmi lesquels il faut mentionner l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), l'Organisation panaméricaine de la Santé, le Bureau régional pour l'Amérique latine du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau régional de la science et la technique de l'UNESCO.

Dans le cadre de la Convention de coopération interrégionale entre la CEPAL et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), un programme de promotion de coopération interrégionale entre pays africains et latino-américains est actuellement en cours d'exécution dans le secteur minier et métallurgique. Des experts africains en ressources minières ont visité, en ce sens, différents pays d'Amérique latine en 1982 et un avant-projet de coopération interrégionale a été élaboré conjointement, dans l'attente d'un financement actuellement sollicité à divers organismes internationaux.

De nouvelles activités en matière de ressources océaniques et de développement de la région on pu être menées à bien grâce aux fonds apportés par un projet réalisé conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement; elles ont été structurées compte tenu du fait que le facteur océanique représente un problème à facettes multiples qui doit nécessairement être abordé de façon multidisciplinaire et être soumis à une révision constante de la part de tous les secteurs concernés.

/Dans ce

Dans ce contexte, et étant donné le contact étroit entre la CEPAL et les autorités politiques des pays latino-américains, les activités ont été précisément orientées afin de promouvoir et de faciliter le travail du système des Nations Unies et que les pays de la région aient un accès facile à l'aide internationale en matière de mise en valeur de la mer et de ses ressources et, simultanément, pour que les bénéficiaires éventuels fassent plus facilement connaître leurs besoins réels.

Après un an d'activités menées, en ce sens, par la Commission, il faut souligner les résultats suivants:

- a) La fonction de la Commission économique pour l'Amérique latine par rapport au rôle des ressources marines dans le développement économique latino-américain a été clairement défini.
- b) Les résultats de cette initiative ont été transmis aux membres du système des Nations Unies ainsi qu'aux autres organismes gouvernementaux qui s'occupent, dans la région, des problèmes de la mer et de ses ressources. Ceci s'est traduit par un contact direct et spécifique avec chacun de ces organismes auxquels les objectifs en la matière ont été exposés, le soutien du système leur a été offert et ont leur a demandé de formuler des commentaires sur la possibilité de réaliser des activités futures et de déterminer des domaines d'action communs;
- c) Dès le début des activités, tous les domaines d'action sont clairement envisagés dans le cadre de la coopération horizontale, en exécution, notamment, de la résolution 428 (XIX) sur la coopération technique entre pays en développement, aux termes de laquelle le Secrétariat est chargé de détecter, de promouvoir et de diffuser de nouvelles approches susceptibles d'encourager la coopération et l'intégration régionales. A cet égard, un des objectifs de la période biennale 1983-1984 consiste à déterminer les capacités de la région en matière de mise en valeur de la mer et de ses ressources. On a commencé, pour ce faire, à dresser des inventaires pour chaque pays latino-américain -activité qui poursuivra- afin de structurer un service d'information susceptible de servir de base à des actions futures de coopération horizontale en matière de ressources océaniques, dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires;
- d) Les mécanismes existants dans la région ont été systématiquement mis à profit afin d'exécuter les activités prévues dans le programme, pour compléter les efforts déjà accomplis et dans un esprit de collaboration avec le reste du système des Nations Unies, tel qu'il est signalé dans l'alinéa b) supra. Il faut signaler, à cet égard, l'accord de coopération conclu avec la Commission permanente du Pacifique-Sud, organisme sous-régional composé par la Colombie, le Chili, l'Equateur et le Pérou, et par lequel ces pays coordonnent leurs politiques dans cette partie de l'océan. Les activités qui s'adressent à ces pays sont donc canalisées par l'intermédiaire de cet accord aux termes duquel on travaille, en outre, avec les autres membres du système des Nations Unies qui collaborent avec la Commission permanente en question. Un résultat concret de l'engagement pris par la CEPAL dans le cadre de cet accord est la coordination et le financement du Séminaire CEPAL/Commission Permanente du Pacifique Sud sur les Evaluations

de l'impact environnemental dans le milieu marin et les zones côtières du Pacifique du Sud-est, grâce auquel la CEPAL a permis aux pays de cette sous-région de réaliser une expérience de coopération horizontale et de faire participer également aux travaux les différents organismes intéressés par ce problème au sein et en dehors du système des Nations Unies;

e) Elaboration d'un mécanisme de travail qui fasse participer les autres groupes et programmes de la CEPAL aux activités pertinentes, en tirant le meilleur parti des capacités existantes au sein de la Commission pour l'analyse des problèmes de la mise en valeur de la mer;

f) Des contacts ont été pris avec les universités et les centres d'enseignement de la région afin qu'une approche régionale de l'enseignement supérieur en matière de formulation de politiques océaniques soit peu à peu définie, étant donné que ces institutions sont chargées de fournir des ressources humaines qui assumeront les plus hautes responsabilités dans l'élaboration d'une stratégie marine nationale.

PROGRAMME 480: POPULATION

Ce programme contient les activités menées par le Centre latino-américain de démographie (CELADE) au cours des trois dernières années, en exécution des mandats des gouvernements de la région et des objectifs spécifiques fixés pour le programme régional de population par le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) à sa première réunion sur la population (Quito, Equateur, 12-14 mars 1979).

En matière de coopération technique, le CELADE a conclu, au cours de la période de référence, divers accords avec plusieurs organismes nationaux et internationaux afin de mener des activités spécifiques en faveur des pays de la région. C'est ainsi, entre autres, que des accords de collaboration ont été souscrits avec le FISE, afin d'actualiser les estimations du niveau, des tendances et des différentielles de la mortalité infantile en Haïti, en Bolivie et au Honduras; avec le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM) pour les activités relatives au traitement, stockage et recherche de données sur les migrations; avec le Centro de Treinamento para o Desenvolvimento Econômico (CENDEC), du Brésil, pour mener un programme conjoint d'activités démographiques; avec la Fundação Sistema Estadual de Análise de Dados (SEADE), du Brésil, afin de promouvoir l'échange mutuel de données bibliographiques en matière de population; avec l'Institut national de statistiques de Bolivie, pour réaliser des travaux spécifiques de recherches démographiques, et avec le Centre d'études démographiques (CEDEM) de Cuba, pour mener des activités d'enseignement et d'assistance technique en matière de population.

En ce qui concerne les activités d'enseignement et de formation, le CELADE poursuivit, à Santiago, son programme de maîtrise. Il mena également, chaque année à San José, Costa Rica, son cours régional intensif de démographie et, grâce à des accords de coopération souscrits avec les organismes gouvernementaux du pays respectif, organisa des cours nationaux de démographie en Argentine, au Brésil, au Honduras et au Venezuela. Il faut notamment mentionner le cours intensif de démographie réalisé pour la première fois en 1983 pour les pays des Caraïbes de langue anglaise. Ce cours a eu lieu à Trinité-et-Tobago, avec la participation de 17 professionnels de pays anglophones des Caraïbes.

Une partie substantielle des activités menées par le CELADE au cours de cette période a été consacrée à la collaboration avec les pays en matière de traitement, d'utilisation et d'étude des résultats des recensements réalisés au cours de la décennie 1980. Un nouveau domaine de possibilités basées sur l'utilisation de microordinateurs peu coûteux a également été exploré, ce qui permettrait de réduire considérablement les dépenses ainsi que la dépendance des organismes nationaux vis-à-vis de programmeurs très spécialisés et de grands ordinateurs. C'est ainsi qu'en mars 1984 un cours régional sur le microordinateur en tant qu'instrument pour l'analyse démographique aura lieu au siège du CELADE à San José, Costa Rica.

En 1982, le CELADE fêta ses 25 ans d'existence au service des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière de population par une cérémonie et une réunion de travail à laquelle ont participé des représentants de différents pays et dont le but était d'évaluer la connaissance de la réalité démographique de la région et l'action du CELADE en faveur des pays en matière de population.

La septième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN), qui servit de cadre à la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, a eu lieu à La Havane, Cuba, du 16 au 19 novembre 1983. Cette septième session du CEGAN avait deux objectifs principaux: se pencher sur le Plan d'action mondial sur la population afin d'élaborer une position régionale en vue de la prochaine Conférence internationale sur la population (Mexico, août 1984), et orienter les travaux et définir les priorités du CELADE en matière de population.

Les ressources financières qui ont permis au CELADE de mener ses activités au cours de la période en référence, sont dues essentiellement au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et au budget ordinaire des Nations Unies, avec des contributions d'autres donateurs tels que le Gouvernement des Pays-Bas, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) du Canada, l'Overseas Development Administration (ODA) du Royaume-Uni et la Fondation Rockefeller. Il faut mentionner tout spécialement, qu'en juin 1982, un accord d'échange et de coopération a été souscrit avec l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) pour une période de cinq ans. La contribution financière fournie par l'ACDI dans le cadre de cet accord a pour but de promouvoir des activités spécifiques de formation, de coopération technique et de recherche en matière de population dans plusieurs pays choisis d'Amérique latine et des Caraïbes.

PROGRAMME 496: SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Le programme de travail en cette matière couvre trois domaines d'action: la recherche, le système d'information et la coopération technique; il est le résultat d'un accord souscrit entre le Centre de sociétés transnationales des Nations Unies et le Secrétariat de la CEPAL, organismes chargés de canaliser les orientations émanées tant des gouvernements membres de la CEPAL que de la Commission des sociétés transnationales.

a) En matière de recherche, les travaux ont présenté deux aspects: d'une part l'étude des aspects globaux macro-économiques sociaux et politiques liés à la présence de sociétés transnationales dans la région et, d'autre part, la réalisation d'études de cas qui répond à un désir de concrétiser et de spécifier davantage l'étude du comportement des sociétés transnationales.

Certaines études de caractère plus global ont été publiées dans le numéro 14 de la Revista de la CEPAL (août 1981) dans un numéro spécial consacré aux sociétés transnationales. D'autre part, on s'est efforcé de mettre au point un modèle détaillé de planification qui permette d'identifier et d'évaluer les incidences de la présence de sociétés transnationales sur les principales variables auxquelles il est généralement fait appel dans les modèles de planification.

Trois autres études ont été élaborées dans la même optique plus globale. La première porte sur l'analyse des dernières modalités d'investissement étranger direct dans la région, et a pour but de visualiser les tendances futures du comportement de sociétés transnationales. Les deux autres études constituent un effort de synthèse des différents travaux de recherche et activités menés afin de renforcer la capacité de négociation des pays face aux sociétés transnationales, notamment dans le domaine des produits de base d'exportation.

En ce qui concerne les études de cas, on a participé activement à l'application du projet interrégional sur les produits de base d'exportation; diverses études ont, en outre, été élaborées sur 7 produits de base dans différents pays de la région ainsi que trois études intégrées dans lesquelles des expériences menées en Amérique latine, Asie et Afrique font l'objet d'une comparaison. D'autre part, deux études ont été menées sur la présence des sociétés transnationales dans le complexe de viande et céréales en Argentine et dans l'industrie du soja en Argentine, au Brésil et au Paraguay.

En matière de recherche, deux études ont également été élaborées sur le financement extérieur et la banque transnationale dans les cas de la Bolivie et de la Colombie, suivant la méthodologie déjà employée pour l'étude publiée en 1980 sur le Pérou. Finalement, le thème de la production d'énergie non conventionnelle dans la région et le rôle que pourraient jouer dans ce domaine les sociétés transnationales a fait l'objet de deux autres études. La première concerne le Programme d'alcool éthylique dérivé de la canne à sucre au Brésil et la deuxième, les domaines d'intérêt possibles des sociétés transnationales dans la production d'énergie dérivée de la biomasse.

/b) Le

b) Le deuxième champ d'action est celui du système élargi d'information sur les sociétés transnationales.

Plusieurs études ont été élaborées dans ce domaine sur la présence et la répercussion des sociétés transnationales dans plusieurs pays de la région. Des "inventaires" sur les sociétés transnationales ont été dressés pour les cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou. Il faut signaler que ces études ne se sont pas limitées à fournir une liste de sociétés mais permettent également d'évaluer leur incidence sur l'économie nationale, d'identifier le secteur dans lequel ces sociétés interviennent et l'importance de leurs investissements. Ces études permettent également de quantifier et de mettre en rapport des variables telles que: les ventes, le patrimoine liquide, l'emploi, les exportations et importations, la contribution à la valeur ajoutée, etc.

Les travaux quant au système élargi d'information ont également été axés sur l'étude politique de traitement du capital étranger, dans les cas du Brésil et de la Colombie. Dans ce dernier cas, on s'est penché non seulement sur la politique officielle mais on a également effectué une enquête auprès des principales sociétés transnationales -au nombre de 25- qui fonctionnent dans le pays.

Finalement deux études quantitatives ont été élaborées sur l'information existante en matière d'investissement direct étranger dans la région, dans lesquelles les données par pays sont spécifiées.

c) Le troisième domaine d'action est celui des services de coopération technique. Trois séminaires ont été organisés en cette matière sur les questions relatives au comportement des sociétés transnationales, avec la participation de représentants d'environ 15 pays de la région.

D'autre part en matière de formation et pour quatrième année consécutive, on a donné une conférence sur les problèmes du développement latino-américain, avec un accent spécial sur le thème des sociétés transnationales, dans le cadre du cours sur les processus et problèmes développement latin-américain, réalisé à Madrid par l'Institut de coopération ibéro-américaine.

Finalement plusieurs missions de services consultatifs sur la question du traitement des sociétés transnationales ont été réalisées à la demande du gouvernement bolivien.

PROGRAMME 520: SCIENCE ET TECHNIQUE

Les activités menées au cours de cette période s'inscrivent dans le cadre des mandats émanés du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement (Vienne, 20-31 août 1979). Ce programme a essentiellement pour but de renforcer la capacité scientifique et technique des pays en développement, de restructurer le système actuel de relations scientifiques et techniques internationales et de consolider le rôle du système des Nations Unies en matière de science et de technique ainsi que l'apport de nouvelles ressources financières.

Etant donné le caractère extrêmement vaste de ces questions, ainsi que la disponibilité limitée de ressources, il fallut être particulièrement sélectif pour choisir les thèmes dont il serait tenu compte dans les programmes de travail correspondants à la période signalée et, d'autre part, chercher à s'associer ou à coopérer avec d'autres organisations des Nations Unies afin d'obtenir les fonds nécessaires et éviter le chevauchement ainsi que des travaux parallèles injustifiés.

Compte tenu de tous ces éléments et conformément aux objectifs de renforcement de la capacité scientifique et technique des pays de la région, divers travaux ont été menés en matière de progrès technologiques récents, afin de fournir aux pays latino-américains des informations et des données d'appréciation qui leur permettent de faire face aux défis et de mettre à profit la potentialité des applications qui dérivent de ces progrès techniques. La micro-électronique et la biotechnologie, y compris le génie génétique, semblent les domaines les plus indiqués pour amorcer l'exercice en question.

C'est ainsi qu'on a organisé, conjointement avec l'ONUDI, la Réunion d'Experts ONUDI/CEPAL sur les incidences, en Amérique latine, des progrès de la micro-électronique, effectuée à Mexico, du 7 au 11 juin 1982. Une étude a été élaborée à cet effet sur les répercussions que pourraient avoir l'incorporation des nouvelles techniques au développement économique et social des pays latino-américains, et certaines possibilités d'action en ce domaine y sont avancées.

Le rapport final de la réunion recueille une grande partie des propositions formulées dans ce document et souligne, au titre des recommandations des experts, celles qui visent à mettre en marche un programme latino-américain de coopération en micro-électronique, dont l'élaboration a été confiée à la CEPAL et à l'ONUDI, en coopération avec d'autres organisations intéressées, et qui devra être mené sur la base de l'échange d'idées avec les gouvernements intéressés et d'autres institutions.

En ce qui concerne la biotechnologie, y compris le génie génétique, l'orientation des travaux a été similaire; un rapport a d'abord été élaboré sur les tendances récentes et les perspectives d'application de la biotechnologie aux problèmes de développement de l'Amérique latine, et une Réunion d'experts CEPAL/UNESCO sur les conséquences pour l'Amérique latine des progrès de la biotechnologie, y compris le génie génétique, a ensuite été tenue à Montevideo, Uruguay, du 21 au 25 novembre 1983. Cette réunion s'est penchée sur les progrès réalisés dans ce domaine et sur leurs éventuelles conséquences pour la région.

/Après avoir

Après avoir reconnu que ces nouvelles techniques pourraient constituer un instrument scientifique et technique important pour le développement économique et social des pays latino-américains, et après en avoir signalé certaines limitations, les experts ont identifié des domaines plus favorables à leurs applications et décidèrent qu'il incombait à chaque pays de fixer les priorités correspondantes. Les experts se sont également penchés sur les possibilités de coopération régionale et internationale et recommandèrent à la CEPAL et à l'UNESCO de poursuivre les travaux par des activités de suivi et par l'étude approfondie des répercussions socio-économiques des progrès accomplis en biotechnologie.

Conformément au Programme d'action de Vienne, toutes les modalités de coopération internationales constituent un instrument indispensable à l'atteinte des objectifs qui sont fixés afin que la science et la technique puissent contribuer effectivement au progrès des pays en développement. C'est pourquoi un accent spécial a été mis sur les possibilités de coopération, au titre des activités menées dans la période de référence.

Les efforts que les Nations Unies déploient pour promouvoir la coopération Sud-Sud, c'est-à-dire entre pays en développement, ont servi de cadre à un projet mixte entre la CEPAL et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) visant à promouvoir la coopération technique et économique entre l'Afrique et l'Amérique latine, et dont un des éléments principaux est l'examen des possibilités de coopération en matière de science et de technique entre les pays des deux régions.

Dans le document élaboré sur la situation en Amérique latine, renforcé par la suite par un document similaire sur l'Afrique, on étudie l'état de la coopération dans ce domaine entre les deux régions -son évolution récente, les problèmes, les modalités, etc.-, et on se penche ensuite sur ce que chaque région, ou plus précisément les pays choisis, seraient en mesure d'apporter afin de concrétiser les propositions en matière de projets de coopération interrégionale, et ce, dans certains secteurs productifs déterminés, ainsi que dans certains domaines de type institutionnel. Finalement, on propose des mécanismes et des modalités jugés pertinents pour mettre en pratique les suggestions y formulées.

La Réunion mixte d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique -qu'on peut considérer comme pionnière en matière de la coopération économique et technique à l'échelon interrégional- a eu lieu à Addis Abeba, Ethiopie, du 1er au 4 juin 1982.

Parmi les activités menées en matière de promotion de la coopération, on peut également citer la définition des bases du programme dénommé "Science et technique au service du développement" (CYTED-D), auquel participent les pays ibéro-américains de la région et l'Espagne, celle-ci par l'intermédiaire de la Commission consultative de recherche scientifique et technique (CAICYT) et l'Institut de coopération ibéro-américaine (ICI). Ce programme a pour but d'augmenter de façon substantielle, au terme d'une période de dix ans, la capacité endogène, scientifique et technique dans des domaines spécifiques, de façon à ce que les pays participants puissent résoudre certains graves problèmes de développement au cours des années 1990.

Des activités éventuelles de coopération entre pays intéressés ont été identifiées dans des domaines précis. Il a été demandé à la CEPAL de participer à ces activités en sa qualité d'organe régional et pour sa capacité de convocation et d'organisation en matière de science et de technique au service du développement de la région.

Les possibilités de coopération régionale constituent un élément prépondérant d'un document actuellement en cours d'élaboration en vue de sa présentation à une réunion d'experts préparatoire de la quatrième Conférence mondiale de l'ONU, réunion qui aura probablement lieu entre avril et mai 1984. On étudie, dans ce document les rapports entre la science et la technique et les problèmes de l'industrialisation de la région, en mettant l'accent sur les possibilités qu'offre à la région, la coopération en cette matière.

Il faut souligner, d'autre part, les travaux réalisés dans le cadre de l'évaluation de l'exécution du Programme d'action de Vienne, conformément aux fonctions assignées aux commissions régionales par le Plan d'opérations pour l'application dudit Programme.

Un document a été élaboré à cet effet en vue de la neuvième session du CEGAN, consacrée à la science et la technique au service du développement, qui aura lieu à Montevideo du 23 au 24 janvier 1984. Les résultats de cette évaluation devraient constituer une contribution importante à l'examen de la moitié de la décennie du Programme d'action de Vienne, prévu pour 1985, selon les dispositions dudit Plan d'opérations.

Et finalement, le projet mixte de la Banque interaméricaine de développement (BID), la CEPAL, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et le PNUD, en matière de recherche sur le développement scientifique et technique en Amérique latine, est arrivé à son terme fin août 1982. La deuxième et dernière phase du projet, commencée mi-1980, au cours de laquelle de nombreuses études ont été élaborées, est consacrée à l'examen détaillé du comportement économique et technique d'une cinquantaine d'entreprises métallurgiques établies en Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Pérou et Venezuela (voir, par exemple, un document intitulé "Basic issues emerging from recent research on technological behaviour of selected Latin American metal-working plants"). Un premier rapport final a été élaboré (voir à cet égard la monographie de travail No. 51, intitulée "Cambio tecnológico en la industria metal-mecánica latinoamericana. Resultados de un programa de estudios de casos"). On y étudie les principaux résultats et leur importance tant du point de vue analytique que de la politique industrielle et technologique.

PROGRAMME 530: DEVELOPPEMENT SOCIAL ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Ce programme entre dans le cadre de l'étude générale du développement économique et social menée par la CEPAL et poursuit des objectifs concrets en matière d'identification et de présentation de solutions optionnelles et de politiques dans le domaine social.

Les activités ont été axées sur les principaux domaines suivants:

a) Enregistrer les changements intervenus dans la structure sociale au cours d'une période caractérisée par des transformations intenses dérivées de l'urbanisation, l'industrialisation, l'expansion des professions tertiaires modernes et l'évolution des profils culturels et éducationnels de la population. Tous ces facteurs ont entraîné de profondes modifications quant à la stratification sociale, et des changements qualitatifs dans la nature des groupes sociaux déjà existants ainsi que l'émergence des nouveaux groupes sociaux. La série de recensements des années 1960-1970 et 1980, les enquêtes régulières sur les ménages, les sources statistiques et les études menées par les principaux centres d'enseignement de la région, ont permis d'établir un relevé systématique des mutations au niveau de la structure de l'emploi, de l'enseignement, des niveaux de consommation, etc. au cours de la deuxième partie de la période triennale afin de définir les différents groupes sociaux qui composent la structure latino-américaine ainsi que les modalités que peuvent adopter leurs demandes de développement et de participation.

b) Etudier la situation des catégories et des groupes sociaux qui, en dépit de l'amélioration des indicateurs économiques, restent en marge des fruits du progrès économique. Dans certains cas, ces groupes sont victimes de l'évolution économique elle-même et dans d'autres cas, la vitesse du changement crée des barrières socioculturelles qui freinent leur participation tant économique que sociale. L'accent a été mis sur les secteurs paysans qui font l'objet de migrations temporaires ou permanentes et dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader à la suite des modalités de production et de distribution des ressources par rapport à une partie importante de la population résidant dans les milieu ruraux. Les études se sont également penchées sur les groupes sociaux urbains à plus faible revenu afin d'en comprendre les formes sociales de l'organisation et de pouvoir recommander des politiques optionnelles en vue de leur incorporation au progrès social.

c) Etudier la situation de groupes d'âge tels que la jeunesse et le troisième âge. Alors que ce dernier a essentiellement besoin de protection sociale, la jeunesse ne fait pas seulement l'objet des politiques de développement mais en constitue également le sujet. La population latino-américaine présente une forte proportion de jeunes lesquels représentent également un facteur de renouvellement constant des idées et des institutions sociales. L'importance de certains conflits intergénérationnels permet d'affirmer que les processus d'insertion de la jeunesse à la société sont encore imparfaits. C'est pourquoi le programme a mené une série d'études sur la jeunesse: les possibilités d'emploi, la qualification éducationnelle préliminaire, les conditions pour fonder une famille et les modalités de la

/participation au

participation au système social. A l'issue de ces études, un plan d'action régional a été élaboré dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse (1985); on y envisage la notion de la jeunesse en tant que protagoniste social, une stratégie globale et des propositions d'action à l'échelon national, régional et international en faveur de tous les jeunes, orientées en particulier vers les problèmes spécifiques de chacune des catégories sociales dans lesquelles des jeunes sont présents.

d) Promouvoir la participation de la femme au développement dans le cadre de la Stratégie nationale de développement et de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Etant donné que l'atteinte de cet objectif implique un changement à l'échelon des valeurs et de la culture, au sens anthropologique, ce programme s'est d'abord attaché à démontrer la légitimité de cette question dans les politiques de développement. La première partie de ces travaux a été consacrée au diagnostic de la situation de la femme dans différents domaines sociaux tels que l'enseignement, l'emploi et le travail, la santé et la participation sociale en général, ainsi qu'à l'identification des cas de discrimination sociale et toutes les entraves à une participation pleine de la femme en tant que personne. L'information quantitative et qualitative a été améliorée; en effet, les répertoires disponibles en cette matière ne contenaient que des informations incomplètes sur la femme. Les progrès accomplis en matière d'information ainsi que la réalisation de diverses réunions intergouvernementales et techniques ont permis d'établir, d'une part, l'importance des organisations sociales, de préférence non-gouvernementales, qui travaillent dans ce domaine, et, d'autre part, les rapports entre la condition de la femme et les différents types de familles existant en Amérique latine: ils ont permis notamment de démontrer que la condition de la femme est extrêmement précaire dans les couches populaires urbaines et rurales. On a pu se rendre compte, tant à l'échelon des conférences régionales que des séminaires techniques -dans lesquels d'importantes études de cas et analyses basées sur les statistiques générales de la région ont été présentées-, que les conditions sociales déficientes propres à ces groupes s'aggravaient encore dans le cas des femmes, que les niveaux d'instruction atteints ne permettaient pas l'accès au secteur moderne du marché du travail et que les conditions d'exclusion des femmes de cette condition sociale avaient tendance à se reproduire de génération en génération par l'intermédiaire de la famille. Finalement, diverses activités d'assistance technique se sont poursuivies et des stratégies ont été établies pour les activités menées au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

e) Terminer l'étude sur les rapports entre l'éducation et le développement en Amérique latine (activités liées au projet CEPAL/UNESCO/PNUD-RLA/79/007); l'éducation est en effet la variable qui a souffert les modifications les plus profondes au cours des dernières décennies, avec des incidences diverses au niveau de la qualification de ressources humaines, du niveau structurel de la population, de la définition des couches sociales et des modalités présentées par la participation sociale. Cette expansion a présenté plusieurs déséquilibres: la polarisation entre secteurs de la population et les situations d'analphabétisme et d'enseignement de base, d'une part et les secteurs de population à niveau d'instruction très élevé d'autre part; les problèmes d'inadaptation du modèle éducationnel à l'hétérogénéité culturelle de l'Amérique latine, la faiblesse des éléments scientifiques et l'importance de l'éducation dans un style de développement viable et équitable.

/f) Englober

f) Englober les connaissances acquises dans les études mentionnées plus haut selon une approche unifiée de développement, de façon à étudier les tendances de la composition sociale de l'Amérique latine en tant que modalités diverses de styles de développement. On a envisagé, à cet effet, la structure de l'enseignement, les politiques de logement, le développement social rural, la participation de la femme et de la jeunesse ainsi que l'importance de la consommation. Dans la dernière étape de la période triennale, on commença l'examen des incidences de la crise économique sur les styles de développement et les modalités que pourraient présenter ces derniers à la suite des changements intervenus dans la structure et la stratification sociale latino-américaine ainsi que des modifications profondes dont font l'objet l'économie, la science, la technologie et l'organisation sociale dans les pays développés.

PROGRAMME 540: STATISTIQUES

Le système de formation quantitative a été renforcé par l'organisation et la maintenance de bases spécialisées de statistiques nationales, et on continua d'en étudier la fiabilité et l'uniformité en matière de comptabilités nationales, entrée-sorties, répartition du revenu, consommation, prix, commerce extérieur, balance des paiements, production et ressources naturelles, population, aspects sociaux et emploi.

Les séries du produit exprimés en dollars à prix constants ont été maintenues. La base de données des statistiques sociales a été élargie, avec un accent particulier sur les problèmes méthodologiques des indicateurs sur la main-d'oeuvre et la création d'une base de données sur l'emploi total et sectoriel; les travaux ont été orientés, à cet effet, sur l'estimation des taux spécifiques d'activité pour les années censitaires et les estimations de la population économiquement active ont été révisées par secteur d'activité et catégorie d'emploi en 1950, 1960 et 1970. Une base de données a été établie sur la dette extérieure et les séries automatisées depuis 1950 sur la balance des paiements, élaborées sur la base des données du Fonds monétaire international (FMI) ont été restructurées. On a commencé à travailler en vue de la création d'une base de données sur le secteur public, notamment du Gouvernement central.

Trois parties de la Banque latino-américaine de statistiques économiques et sociales ont commencé à fonctionner:

a) La Banque de données du commerce extérieur d'Amérique latine et des Caraïbes (BADECEL), suivant un système automatisé servant à gérer les statistiques nationales de commerce extérieur. Le fichier principal comprend les importations et les exportations annuelles à l'échelon de poste tarifaire national par rapport aux nomenclatures douanières sous-régionales et aux classifications statistiques internationales. Pour tous les pays de l'ALALC et de la SIECA, les données stockées couvrent au moins la période 1970-1978 et même, dans certains cas, 1981.

b) D'autre part, les données d'une série d'enquêtes sur les ménages réalisées dans les pays de la région ont été incorporées à la Banque de données d'enquêtes sur les ménages (BADEHOG); un système pour standardiser l'accès direct des utilisateurs à l'information de base sur les variables en question a été élaboré et mis en pratique. On a également poursuivi le registre de toutes les enquêtes officielles réalisées dans la région, y compris leurs caractéristiques et les documents disponibles.

c) Un système a été élaboré et appliqué en vue du stockage, de la maintenance et de la mise à jour de séries chronologiques de la Banque de données de séries annuelles (BADEANU) à laquelle seront incorporées les séries thématiques du Secrétariat.

En matière de diffusion de statistiques, la publication de l'Anuario Estadístico de América Latina a été automatisée et les numéros correspondant à 1980 et 1981 ont été publiés; l'édition de 1982 a été supprimée en attendant la

publication de l'Anuario 1983. On a également publié un dépliant visant à divulguer une synthèse statistique de l'Amérique latine pour 1960-1980 ainsi qu'un cahier statistique sur les tableaux d'entrée-sortie en Amérique latine. En ce qui concerne l'évaluation et l'analyse des données disponibles sur la répartition du revenu, une étude a été élaborée sur les estimations de la répartition du revenu au Mexique, 1950-1977, et présentée, dans sa version préliminaire, au Séminaire sur les recherches en matière de répartition du revenu, organisé par la Banque du Mexique. Une étude sur la pauvreté en Amérique latine a été publiée dans la Revista de la CEPAL.

En matière d'estimations du pouvoir d'achat des monnaies et des produits réels en monnaie courante, on a collaboré avec le Programme d'étude mixtes d'intégration économique latino-américaine (ECIEL) et le Projet de comparaisons internationales des Nations Unies (ICP). Dans le premier cas, on a participé à la comparaison de 18 pays d'Amérique latine en 1979 et on a continué de collaborer avec l'ECIEL afin d'orienter, de centraliser et de compléter les estimations sur la structure de la dépense finale dont l'élaboration a été confiée aux pays participants. Enfin, la base automatisée de données a été transférée à la CEPAL afin de pouvoir être utilisée dans les comparaisons interrégionales, et un programme commun a été fixé avec le Bureau de statistiques des Nations Unies, la Communauté économique européenne et l'OCDE afin d'établir une comparaison trilatérale entre pays d'Amérique latine, les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe et certains pays d'Afrique et d'Asie.

On a poursuivi la réalisation des estimations anticipées (à la fin de chaque année) de l'évolution de l'activité économique interne et du secteur extérieur des pays de la région; ces estimations ont servi de base au bilan préliminaire de l'économie latino-américaine que le Secrétariat a établi fin 1981, 1982, et 1983. Les travaux de préparation des tableaux statistiques pour l'Estudio económico annuel de la Commission se sont poursuivis normalement en ce qui concerne le produit par origine sectorielle, l'offre et la demande globales, la balance des paiements et les flux d'échanges extérieurs.

On a continué de prêter une assistance technique régionale aux pays membres dans les enquêtes sur les ménages et les recensements de population. L'équipe de conseillers régionaux de la CEPAL a réalisé un total de 53 missions d'assistance au cours de cette période.

Ces missions d'assistance s'inscrivent dans le cadre du Programme des Nations Unies visant à développer les capacités nationales pour effectuer des enquêtes sur les ménages, dont le centre régional d'assistance est la CEPAL; certaines missions, réalisées conjointement avec le Groupe central de coopération dudit programme ont visé à formuler des projets destinés à canaliser l'assistance technique et financière orientée vers la réalisation de programmes nationaux intégrés d'enquêtes sur les ménages.

Dans ce domaine de coopération technique pour les enquêtes sur les ménages et à la suite d'une réunion interinstitutions réalisée à Washington (28-29 mars 1982), la partie latino-américaine dudit programme mondial et le programme interaméricain d'enquêtes sur les ménages, patronné par la Conférence de statisticiens

/gouvernementaux des

gouvernementaux des Amériques (CEGA) se sont fusionnés en un programme régional pour le développement d'enquêtes sur les ménages. Dans le cadre de ce programme régional, un Séminaire de Directeurs d'enquêtes sur les ménages a eu lieu à Santiago du Chili (22-24 septembre 1982).

Divers documents ont été élaborés sur les méthodes d'enquête sur les revenus et dépenses et pour l'étude des logements en zones rurales pour appuyer les activités d'assistance technique régionale.

Des services consultatifs ont été prêtés en matière de comptabilités nationales et de statistiques économiques dans le cadre des projets d'assistance de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES).

On a commencé également à coopérer à l'élaboration de programmes nationaux de développement statistique et une mission s'est déjà rendue à Costa Rica.

En matière de formation, on a participé, avec le CEMLA, à la coordination du Cours régional de comptabilités nationales effectué à Mexico. On a également collaboré à la réalisation de cours/ateliers sur la production de statistiques pour les comptabilités nationales et d'élaboration de comptabilités nationales dans les domaines agricole et alimentaire organisés par le CIENES à Santiago du Chili.

Un document sur les pratiques nationales de mesure de l'emploi agricole a été élaboré et présenté à l'atelier sur la conceptualisation de l'emploi rural en Amérique latine à des fins de mesure, organisé par le PREALC et le Secrétariat du travail du Mexique à Ixtapan de la Sal (25-30 octobre 1981); un atelier régional sur les mesures de l'emploi et les revenus ruraux a ensuite été réalisé à Ixtapan de la Sal (24-28 mai 1982). Les débats menés au sein de l'atelier se sont basés sur un document élaboré par le Secrétariat de la CEPAL et le PREALC.

Un Séminaire latino-américain de comptabilités nationales a été effectué à Mexico (10-14 mai 1982) conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement mexicain. Ce séminaire s'est penché sur un document élaboré par le Secrétariat de la CEPAL sur le degré de développement atteint en matière de comptabilités nationales en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Un Séminaire d'experts sur la comparabilité des systèmes de comptabilités nationales et le produit matériel en Amérique latine a eu lieu à La Havane, Cuba (6-11 mai 1982) grâce à la coopération financière de l'Institut de coopération ibéro-américaine d'Espagne. Un document élaboré par le Secrétariat de la CEPAL en cette matière y a été étudié.

Un atelier de statistiques de l'environnement (Saint-Domingue, 26-29 août 1981) a été organisé conjointement avec le Bureau de statistiques des Nations Unies.

La CEPAL a également co-patronné, conjointement avec le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), le Secrétariat de la programmation et du budget du Mexique et le Programme des Nations Unies pour le développement, l'organisation d'un séminaire latino-américain de comptabilités nationales à Lima, Pérou (18-21 octobre 1982). Ce séminaire avait pour but d'échanger les expériences des techniciens des pays membres de la région en matière de confection de tableaux d'entrées et sorties et d'élaboration d'estimations du produit trimestriel.

La CEPAL a continué d'appuyer, à l'échelon opérationnel, la Conférence de statisticiens gouvernementaux des Amériques (CEGA) en tant qu'organe régional de statistiques. En sa qualité de membre ex officio du Conseil de coordination de la Commission d'amélioration des statistiques nationales (COINS), elle a assisté aux réunions de cette dernière ainsi qu'aux sessions biennales réalisées à Santiago du Chili (23-27 novembre 1981) et à Buenos Aires (3-8 octobre 1983).

PROGRAMME 550: TRANSPORT

Le rôle principal de la CEPAL en matière de transport consiste à encourager et à appuyer les actions menées par les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes afin de trouver des solutions autochtones aux problèmes de mobilisation de passagers et de marchandises, processus dans lequel le Secrétariat sert de catalyseur. En ce sens, et à la demande de la neuvième Réunion des Ministres des travaux publics et des transports des pays du Cône Sud, la Commission a organisé, conjointement avec la Direction nationale de planification du transport du Ministère des services publics de l'Argentine, le premier Séminaire latino-américain de planification du transport qui a permis aux 11 pays participants de réaliser une évaluation comparative de leur méthodologie de planification du transport. On a également collaboré avec l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Banque mondiale et la Commission économique pour l'Europe à la première Conférence sudaméricaine sur le transport routier, convoquée par l'Union internationale de transport routier (IRU), sous les auspices du Ministère des transports et des travaux publics de l'Uruguay. A l'issue de cette réunion, les sociétés de transport de plusieurs pays de la région ont convenu de créer l'Union sudaméricaine de transport international (UTI) à titre d'agent de coopération permanent. Ce même esprit de coopération horizontale a caractérisé la réunion d'experts en facilitation du commerce et renforcement institutionnel du transport dans les Caraïbes, effectuée à Paramaribo, Suriname.

Un projet en matière de Systèmes d'information ferroviaire (SINFER), est en cours d'exécution depuis plusieurs années, conjointement avec l'Association latino-américaine de sociétés de chemins de fer afin d'encourager l'échange de données d'expérience entre sociétés de chemins de fer de la région et leur permettre ainsi d'améliorer leurs techniques de gestion. Deux réunions ont été organisées pour faciliter ces échanges, avec la collaboration du Gouvernement espagnol, par l'intermédiaire de la Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles et la société-conseil Ingeniería y Economía del Transporte (INECO); ces réunions ont permis de constater que les expériences de certaines sociétés pouvaient effectivement servir à d'autres afin d'appliquer au développement de certains systèmes un mécanisme qui, dans la pratique, s'est avéré plus efficace pour la gestion opérationnelle d'un chemin de fer. Une autre activité menée dans le cadre du projet SINFER est l'élaboration d'un système pour le contrôle assisté par microordinateur de dépôts (COMPA) en collaboration avec Ferrocarril del Sur du Chili afin de fournir aux sociétés de chemins de fer plus petites un instrument de gestion à la mesure de leurs besoins.

Un séminaire a été effectué, conjointement avec la Banque mondiale, sur les expériences d'entretien des routes en Amérique latine; plusieurs pays y ont exposé les progrès accomplis dans différents aspects de la planification et de la gestion de l'entretien susceptibles d'être appliqués avec la même efficacité dans d'autres pays de la région.

/Un Projet

Un Projet de transport international ferroviaire (TIF) a été élaboré, en collaboration avec l'ALAF, afin d'étudier la problématique du transport dans le couloir São Paulo-Buenos Aires-Río Negro. Sur la base d'une étude réalisée par INECO et financée par le gouvernement espagnol, un groupe d'experts des sociétés des chemins de fer d'Argentine et du Brésil, d'exportateurs et importateurs et de personnalités d'organismes gouvernementaux de ces pays s'est réuni afin d'élaborer une stratégie visant à mettre en pratique les options identifiées dans l'étude comme susceptibles de promouvoir l'utilisation accrue de lignes de chemin de fer entre les deux pays.

Dans le cadre du projet TIF, et grâce à l'appui financier du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, on a étudié les obstacles qui entravent le commerce extérieur du Paraguay et son transport vers l'Atlantique, notamment en ce qui concerne les connexions ferroviaires, afin d'améliorer les perspectives futures du transport de ce commerce. Ces analyses ont permis de déterminer une option de transport du soja paraguayen par chemin de fer vers le port de Rio Grande Do Sul, Brésil, solution qui permettrait aux exportateurs de ce produit de réaliser des économies considérables en dépenses de fret par rapport à l'alternative de ce transport routier vers le port brésilien de Paranaguá.

Etant donné que le commerce extérieur entre pays voisins est en pleine expansion et tend à renforcer l'intégration économique de la région, il a été mis l'accent sur la nécessité de faciliter ces échanges en rendant le transit douanier plus expéditif. On a appuyé, en particulier, l'adoption de la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert des carnets TIR (Convention TIR) de 1975, dans le cadre des efforts globaux visant à promouvoir l'établissement de régimes de transit susceptibles de favoriser ce commerce. On a appuyé l'ALADI pour la réalisation à Montevideo de la première Réunion d'experts en transit douanier. Grâce à une contribution du Gouvernement des Pays-Bas, on a pu réaliser une série d'études sur les conditions dans lesquelles se déroule actuellement ce type de transports afin d'identifier les avantages économiques qui pourraient dériver de l'adoption de la Convention TIR. Le gouvernement espagnol a également collaboré à ces travaux en fournissant les services d'experts en matière d'application de la Convention pour effectuer plusieurs séminaires nationaux sur les aspects pratiques de son application. On a également étudié la possibilité d'appliquer la Convention TIR à l'échelon national. C'est pourquoi, en étroite collaboration avec la Réunion de directeurs de douanes d'Amérique latine et avec l'ALADI, le Conseil de l'Accord de Carthagène et le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique centraméricaine (SIECA), on a encouragé la souscription d'un accord partiel sur le couvert du Traité de Montevideo de 1980 de l'ALADI, qui permettrait d'établir une chaîne de garantie latino-américaine ouverte à tous les pays.

Afin de favoriser un emploi plus généralisé de l'uniformisation de la marchandise dans le transport international, on a mis l'accent non seulement sur l'harmonisation et la facilitation à l'échelon régional des dispositions en matière de transit douanier mais également sur l'adoption de la Convention de transport multimodal ainsi que d'une Convention sur la responsabilité civile des transporteurs.

On a également souligné qu'il était important de favoriser la création de terminaux intérieurs de chargement afin d'éviter que les contenus des conteneurs soient déchargés et révisés à différents endroits de leurs destinations. Outre ces activités de type institutionnel, trois séminaires ont été organisés sur la création de sociétés de réparation et entretien des conteneurs, qui présentent l'intérêt d'être orientés vers les petits entrepreneurs du secteur privé. Ces séminaires ont pu être réalisés grâce aux contributions du Gouvernement des Pays-Bas, dans le cadre de la coopération technique entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

A la demande de l'ALADI, on s'est penché sur l'étude du cadre théorique d'un système d'information de transport international où seraient réunies les données nécessaires pour que les pays puissent améliorer les bases sur lesquelles repose la prise de décisions en matière de formulation de mesures politiques dans le domaine du transport du commerce extérieur et de la planification et exécution des opérations dans ce domaine. Les premières mesures en vue de la création d'un système ont reçu le soutien du Système uniforme de statistiques du transport maritime dont l'application en Amérique latine et dans les Caraïbes est co-patronnée par le Bureau de statistiques des Nations Unies. Un séminaire a eu lieu à Lima afin d'expliquer en détail l'importance de ce système et ses mécanismes de fonctionnement, et ainsi le faire connaître davantage.

A la demande de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou, on a participé à l'élaboration d'un rapport qui sera soumis à l'Assemblée générale et qui énumère les dommages produits par les catastrophes naturelles sur l'infrastructure du transport de ces pays afin que les pays donateurs puissent disposer de l'information nécessaire pour appuyer des projets éventuels d'investissement susceptibles de porter remède à la situation.

En ce qui concerne le projet de coopération économique et de complémentarité industrielle latino-américaine, appelé Brésil-Groupe andin, une étude a été réalisée sur le transport de marchandises entre le Brésil et les pays du Groupe andin, conjointement avec l'Institut de planification économique et sociale (IPEA) et la Société brésilienne de planification de transport (GEIPOT) du gouvernement brésilien.

Les activités visant au renforcement de la planification urbaine et au soutien de la coopération technique entre les villes de la région afin de trouver des solutions inédites à leurs problèmes de transport se sont considérablement accrues. Un projet en matière de coopération technique horizontale destiné à tirer parti de l'expérience menée dans la région est actuellement en cours d'exécution, conjointement avec la Société brésilienne de transport urbain.

A la demande du gouvernement chilien, un traité a été conclu avec ce dernier afin de servir d'agent exécutif d'un projet visant à étudier l'efficacité institutionnelle et économique du système chilien de transport, grâce à un prêt de la Banque mondiale.

/Dans le

Dans le cadre des efforts de l'ILPES pour renforcer le système de planification et de projets du Gouvernement haïtien, on a étudié la possibilité de tirer meilleur parti de la navigation côtière de ce pays ainsi que la faisabilité de la création, dans ce pays, d'une industrie de démolition de navires.

On a également étudié les conditions typiques susceptibles de transformer un port en un centre de transbordement de marchandises de navires en haute mer à des embarcations plus petites d'envergure limitée, suivant l'exemple des ports de Castries et Vieux Fort à Sainte-Lucie.

PROGRAMME 782: INFORMATION ET DOCUMENTATION POUR
LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES) a réalisé de nombreuses activités apparemment diversifiées qui répondent néanmoins à un schéma cohérent visant à atteindre certains objectifs globaux fixés à l'avance, parmi lesquels on peut mentionner:

1. Participer activement aux efforts menés par les pays de la région afin d'atteindre l'autosuffisance en matière de gestion et de contrôle de l'information dans le cadre du développement économique et social;
2. Améliorer et élargir l'information dont dispose la CEPAL afin d'apporter à la Commission un soutien pertinent aux activités menées dans la région;
3. Promouvoir la coordination et la coopération entre les programmes d'information des diverses institutions et organismes, tant à l'échelon régional qu'international, afin de tirer un meilleur parti des ressources existantes. Pour ce faire, les domaines de coopération ont été définis et l'exécution de programmes communs d'information cohérents et susceptibles d'être appliqués en Amérique latine a été encouragée.

En ce qui concerne le premier objectif, à savoir le renforcement de la capacité des pays de gérer leur propre information, l'action du CLADES a été axée sur le renforcement -conjointement avec les ministères de la planification respectifs- des activités visant à améliorer la disponibilité d'information nationale en vue de l'élaboration de plans et de programmes de développement. Ces activités se sont traduites par l'appui à la création ou le renforcement de réseaux nationaux d'information pour la planification. Un important programme de formation et d'assistance technique a été appliqué à cet effet, dans le cadre duquel treize séminaires ont été organisés dans neuf pays de la région ainsi que de nombreuses missions d'assistance technique et deux réunions d'évaluation du Programme d'action du Système d'information pour la planification (INFOPLAN).

En ce qui concerne la meilleure utilisation de l'information disponible à la CEPAL, on pourrait signaler que le CLADES a eu une participation importante aux efforts déployés afin d'améliorer les processus d'élaboration de l'information et accroître ainsi l'efficacité des services d'appui aux activités de la CEPAL dans la région et, simultanément, la qualité et la promptitude des services offerts aux différents organismes et institutions nationales. Au cours de cette même période, on a noté une augmentation substantielle de la base de données ce qui a permis de mener une politique de diffusion de l'information qui s'est traduite, entre autres, par la publication périodique d'une bibliographie de planification (PLANINDEX) qui a été envoyée à environ mille institutions de la région. En outre, et toujours dans le cadre d'une politique de diffusion massive de l'information, un nombre similaire d'institutions ont reçu une bibliographie périodique sur les documents produits par la CEPAL et l'ILPES (CEPALINDEX) sur les problèmes économiques et sociaux de l'Amérique latine.

En ce qui concerne le troisième objectif global, le CLADES s'est attaché à chercher des mécanismes susceptibles de favoriser la coopération et la coordination des activités d'information entre les organismes régionaux et internationaux de façon à obtenir de meilleurs résultats grâce à l'action conjointe. Dans ce domaine d'action, on peut mentionner les activités menées avec l'ALADI, l'OLADE, l'INFOTERRA, le PNUE, le Programme général d'information (PGI), l'UNESCO, etc.

Outre ces trois lignes d'action, le CLADES a poursuivi ses activités permanentes d'études et de recherche qui lui ont permis de faire connaître aux pays certains progrès méthodologiques déjà en application au Centre et qui ont fait l'objet, entre autres moyens de communication, de la publication d'un manuel technique très diffusé dans la région.

II. ACTIVITES DES ORGANES SUBSIDIAIRES ET COMITES SPECIAUX

On trouvera, dans ce chapitre, une synthèse des activités menées par le Comité plénier de la CEPAL, le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), le Comité de coopération économique de l'Isthme centraméricain (CCE) et ses organes subsidiaires, le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) et la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Comité plénier

Le Comité plénier, composé des gouvernements membres de la CEPAL, a effectué deux réunions au cours de la période envisagée dans ce rapport.

La quinzième session du Comité plénier de la CEPAL, effectuée à New York, les 22 et 23 juillet 1982, s'est penchée sur l'assistance internationale en vue du redressement et de la reconstruction du Nicaragua et du Honduras après les inondations de mai 1981.

Après avoir étudié le document E/CEPAL/G.1206, intitulé "Nicaragua: las inundaciones de mayo de 1982 y sus repercusiones sobre el desarrollo económico y social del país", le Comité adopta la résolution 447 (PLEN.15) aux termes de laquelle il demande aux gouvernements des pays membres de la CEPAL, ainsi qu'à la Banque mondiale, la BID, la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et au FMI ainsi qu'au PNUD, à l'ILPES, au CELADE, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies d'apporter toute l'aide et le plus de ressources possibles au redressement et à la reconstruction de ces deux pays.*/

Le principal objectif de la dix-septième session du Comité plénier de la CEPAL, tenue à New York, les 2 et 3 décembre 1982, était d'étudier le projet de programme de travail du système de la CEPAL pour la période biennale 1984-1985 et d'informer les Etats membres des progrès accomplis dans l'application des mandats spécifiques dont le Secrétariat a été chargé à la dix-neuvième session. Au cours de cette session, le Comité plénier a adopté à l'unanimité quatre résolutions relatives, respectivement, aux domaines suivants: i) décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies (résolution 448 (PLEN.16)); ii) programmes de travail et calendrier de conférences de la CEPAL (résolution 449 (PLEN.16)); iii) soutien à la situation économique d'urgence de la Bolivie (résolution 450 (PLEN.16)); et iv) activités du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) (résolution 451 (PLEN.16));**/

*/ Pour plus de détails, voir le document E/CEPAL/G.1209/Rev.2.

**/ Pour plus de détails, voir le document E/CEPAL/G.1239.

Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC)

La sixième session du CDCC a eu lieu en deux phases. La première a été effectuée à Grenade, du 4 au 10 novembre 1981 et la deuxième à New York du 3 au 4 février 1982. Les gouvernements des pays membres se sont penchés, entre autres questions, sur l'exécution du programme de travail du CDCC, les activités dérivées des résolutions adoptées à la cinquième session, la politique de coopération et de coordination et les résolutions 419 (PLEN.14) et 440(XIX) de la CEPAL, qui ont des répercussions pour le CDCC, ainsi que l'initiative du Bassin des Caraïbes. Le Comité a adopté les résolutions suivantes: la résolution 8 (VI) par laquelle il souhaite la bienvenue aux Antilles néerlandaises en leur qualité de membre associé du CDCC; la résolution 9 (VI), sur les activités de coordination et de coopération visant à promouvoir l'exécution du programme de travail du CDCC; la résolution 10 (VI), sur les mesures visant à renforcer le CDCC, et la résolution 11 (VI), sur un soutien accru de la CEPAL aux pays des Caraïbes orientales.

La septième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) a eu lieu à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, du 19 au 25 janvier 1983. Cette session s'est déroulée en deux phases: la première à l'échelon technique, du 19 au 22 janvier et la deuxième au niveau ministériel, les 24 et 25 janvier 1983. Le Comité adopta deux résolutions: la numéro 12 (VII) sur la coopération technique et économique dans le cadre du CDCC; et la numéro 13 (VII) sur le fonctionnement du secrétariat du CDCC. Le Comité décida, en outre, de soumettre à l'examen de la CEPAL une recommandation visant à ce que le nom de Commission économique pour l'Amérique latine soit remplacé par celui de Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Le CDCC estime que ce changement d'appellation reflèterait davantage la réalité de la région qu'englobe le domaine de compétence de la CEPAL.* /

Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)

Le Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) a tenu sa sixième session au siège des Nations Unies, à New York, le 6 décembre 1982, conformément aux dispositions de la résolution 419 (PLEN.14) de la quatrième session du Comité plénier de la CEPAL ainsi que des résolutions 422 (XIX) et 425 (XIX) adoptées à la dix-neuvième session de la Commission. Il y est spécifié que le CEGAN doit se réunir au moins une fois par an pour étudier et évaluer l'application de la nouvelle Stratégie internationale du développement (SID) et du Programme d'action régional. Dans ce contexte, les experts ont centré leurs travaux sur les problèmes de développement que rencontre la région, notamment en ce qui concerne les incidences et les répercussions de la crise mondiale sur l'application de ladite Stratégie. Le Secrétariat a élaboré à cette fin un document intitulé "Los problemas del desarrollo latinoamericano y la crisis de la economía mundial" (E/CEPAL/CEGAN.6/L.2).

La septième session du CEGAN, qui servit de cadre à la réunion régionale latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, a eu lieu à la Havane, Cuba, du 16 au 19 novembre 1983. Une proposition

* / Pour plus de détails, voir le document E/CEPAL/G.1237.

latino-américaine y a été élaborée en vue de sa présentation à la Conférence internationale sur la population. Une résolution a été adoptée sur le soutien aux activités du CELADE, dans laquelle il est fait mention de l'éventuelle création d'un fonds régional géré par la CEPAL et visant à soutenir les activités d'assistance technique et de formation du Centre.

La huitième session du CEGAN a eu lieu à Montevideo, Uruguay, du 18 au 20 janvier 1984; les pays en développement membres de la Commission y ont étudié la situation de l'Amérique latine et des Caraïbes face à la crise économique actuelle; ils ont également évalué l'application de la Stratégie internationale du développement (SID) ainsi que les perspectives d'ici à la fin de la décennie.

La neuvième session du CEGAN a également eu lieu à Montevideo (23 et 24 janvier) et s'est penchée sur le problème de la science et la technique au service du développement, notamment sur l'examen de la mise en pratique, tant à l'échelon national que régional, du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement, conformément aux dispositions du paragraphe 61 de son plan d'opérations, intitulé "Examens régionaux".

III Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes

La troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine a eu lieu à Mexico, du 8 au 10 août 1983. Sa convocation répond au besoin d'évaluer les progrès accomplis dans l'application du Plan d'action régional et en vue de la prochaine Conférence mondiale chargée de l'examen de l'évaluation des résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix. A l'issue de cette Conférence 12 résolutions ont été adoptées, parmi lesquelles il faut souligner la dixième, relative à la poursuite des activités en faveur de l'intégration de la femme au développement après la Décennie des Nations Unies pour la femme.* /

Comité de coopération économique de l'Isthme centraméricain (CCE)

Le CCE a tenu une réunion spéciale à Mexico, le 3 juillet 1981, afin d'évaluer l'état actuel et les perspectives du processus d'intégration centraméricain. Il a adopté, à cet égard, la résolution 168/ESP/CCE, dans laquelle il est demandé aux gouvernements des pays membres, au titre des recommandations y consignées, de mettre à profit et d'utiliser l'intérêt que la région a éveillé au sein de la communauté internationale afin de mobiliser les ressources extérieures visant à renforcer les liens d'interdépendance économique.

Afin d'exécuter au plus tôt la résolution 168/ESP/CCE, les Ministres des Affaires étrangères des pays de l'Isthme centraméricain, à l'issue d'une réunion effectuée le 6 août 1981 à Tegucigalpa, Honduras, ont souscrit la Déclaration

* / Pour plus de détails, voir le Projet de rapport E/CEPAL/CRM.3/L.8.

de Tegucigalpa aux termes de laquelle ils demandent à la communauté internationale de leur prêter sa collaboration afin de venir à bout des obstacles qui entravent leur développement. Ils ont également décidé de créer une instance au sein de laquelle la nécessité de coopération internationale sera exposée de façon individuelle ou collective.

L'instance créée aux termes de la Déclaration de Tegucigalpa est composée de trois éléments: l'organe supérieur, le Comité de relations entre organismes et le Comité intergouvernemental de coordination. Au cours de sa première réunion effectuée à Panama le 1er décembre 1981, le Comité de coordination s'est penché sur les aspects institutionnels et organiques de la situation actuelle ainsi que sur le programme de travail à court terme.

La deuxième réunion du Comité intergouvernemental de coordination du Groupe de coopération pour le développement économique et social des pays de l'Isthme centraméricain a eu lieu à Tegucigalpa le 5 mars 1982. Les participants à cette réunion ont examiné le "Mémorandum adressé aux membres du Comité intergouvernemental de coordination du Groupe de coopération pour le développement économique et social de l'Isthme centraméricain" (E/CEPAL/CCE/L.411); ils sont notamment convenus de tenter de formuler une position commune et coordonnée face à la BID afin d'augmenter le flux de coopération extérieure vers la région. Une réunion du Comité interinstitutions a ensuite été effectuée à Washington, D.C., du 2 au 4 mars 1983. Et finalement, le Groupe de coopération pour le développement économique et social de l'Isthme s'est réuni à Panama les 17 et 18 mars; à l'issue de cette réunion, il a été décidé de charger la Banque interaméricaine de développement (BID) d'acheminer un plus grand courant d'aide internationale en faveur des pays de la sous-région. Les démarches entreprises par la BID ont débouché sur une réunion de donateurs au cours de laquelle les gouvernements de la sous-région ont exposé leurs besoins globaux d'assistance (Bruxelles, 15 septembre 1983).

On a collaboré avec le Système économique latino-américain (SELA) à la création d'un Comité d'action pour la région centraméricaine.

L'un des organes subsidiaires du CCE, le Sous-Comité centraméricain d'électrification et de ressources en eau, a tenu sa quatrième réunion afin d'examiner les progrès, les perspectives et les programmes de coopération régionale en matière d'énergie et d'électricité. Deux résolutions ont été adoptées à l'issue de cette réunion: la numéro 22 (SC.5) sur l'intégration électrique régionale et la numéro 23 (SC.5) sur l'électricité et le développement énergétique global.

III. ACTIVITES DES PROGRAMMES

PROGRAMME 210: ALIMENTATION ET AGRICULTURE

SOUS-PROGRAMME 210.1: POLITIQUES, PROGRAMMES ET PLANS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

i) Documents

La agricultura latinoamericana: evolución y transformaciones más recientes (E/CEPAL/R.297).

La experiencia latinoamericana y el desafío campesino (E/CEPAL/PROY.6/R.45), présenté au Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne (Quito, mars 1982).

Economías campesinas y economía regional (E/CEPAL/PROY.6/R.46), présenté au Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne (Quito, mars 1982).

La agricultura en la óptica de la CEPAL, document de référence, présenté à la Réunion de travail sur l'agriculture paysanne et les marchés alimentaires (Santiago, Chili, 12-15 juillet 1983).

La agricultura, los alimentos y el mercado del campesino ecuatoriano (E/CEPAL/SEM.9/R.2).

Economía campesina y mercado de alimentos. Una aproximación teórica al tema (E/CEPAL/SEM.9/R.3)

La transformación de la agricultura campesina y el rol del mercado de trabajo (E/CEPAL/SEM.9/R.4).

Influencias de las economías centrales sobre el abastecimiento interno de alimentos de los países latinoamericanos (E/CEPAL/SEM.9/R.5).

Agroindustrias y agricultura campesina (E/CEPAL/SEM.9/R.6).

Los mercados de insumos tecnológicos y su adecuación a las economías campesinas (E/CEPAL/SEM.9/R.7).

La agricultura campesina y el mercado alimentario: el caso de Haití (E/CEPAL/SEM.9/R.8).

Participación del campesino peruano en la producción y abastecimiento de alimentos (E/CEPAL/SEM.9/R.9).

La agricultura campesina y el mercado de alimentos de la República Dominicana (E/CEPAL/SEM.9/R.10).

La agricultura campesina y los mercados de alimentos: el caso de Bolivia (E/CEPAL/SEM.9/R.11).

/Las empresas

Las empresas transnacionales en la agroindustria mexicana (CEPAL/MEX/1049).

El papel del sector público en la comercialización y la fijación de precios de los productos agrícolas básicos en México (CEPAL/MEX/1051).

Caracterización de la política agrícola mexicana en diferentes períodos de los años veinte a los años setenta (CEPAL/MEX/1052).

Las organizaciones gremiales de los empresarios agrícolas (CEPAL/MEX/1982/L.21).

La agroindustria y el sistema alimentario centroamericano (E/CEPAL/MEX/1983/L.24).

Les documents suivants portent la cote de distribution limitée du Bureau régional de la FAO (RLAT):

Transformaciones estructurales y estilos de desarrollo: anticipaciones, desvíos y opciones estratégicas (RLAT/803/1).

La política agropecuaria y la economía argentina: 1955-1980 (RLAT/803/2).

El estilo de desarrollo reciente en el sector agropecuario del Brasil (RLAT/803/3).

Política agraria y desarrollo sectorial en Chile (RLAT/803/4).

El modelo de desarrollo agrícola: el caso ecuatoriano (RLAT/803/5).

Los estilos de desarrollo y la política agrícola en México (RLAT/803/6).

Estilos de desarrollo y políticas agrarias en el Perú (RLAT/803/7).

Integración y cooperación económica: el caso de la agricultura y alimentación y sus relaciones con las políticas económicas a nivel nacional (RLAT/803/9).

Agricultura, alimentación y desarrollo en América Latina (RLAT/803/10).

Lineamientos para el análisis de los sistemas alimentarios nacionales (RLAT/802/Exp.2).

Estudio de producción y comercialización de productos básicos de origen animal en la República Argentina, en especial ganado bovino y carnes vacunas en el período 1970-1982.

Estudio de producción y de comercialización de productos básicos de origen animal en Chile, en especial ganado bovino y carnes vacunas.

Les documents suivants ont été publiés dans la série Estudios e Informes de la CEPAL:

/Estrategias de

Estrategias de desarrollo sectorial para los años ochenta: industria y agricultura, Estudios e Informes de la CEPAL No. 9, noviembre de 1981.

Campesinado y desarrollo agrícola en Bolivia, Estudios e Informes de la CEPAL No. 13, julio de 1983.

Les documents suivants ont été publiés dans la Revista de la CEPAL:

Agricultura y alimentación. Evolución y transformaciones más recientes en América latina, Revista de la CEPAL No. 16, abril de 1982.

La agricultura campesina en América Latina. Una aproximación teórica, Revista de la CEPAL No. 16, abril de 1982.

Principales enfoques sobre la economía campesina, Revista de la CEPAL No. 16, abril de 1982.

El campesinado en América Latina. Una aproximación teórica, Revista de la CEPAL No. 16, abril de 1982.

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne, Quito, 23 au 26 mars 1982, avec la participation de 36 experts de quatre pays andins. Rapport final (E/CEPAL/L.273), juillet 1982. Documents présentés: E/CEPAL/PROY.6/R.33 à 47).

Réunion de travail sur l'agriculture paysanne et les marchés alimentaires, Santiago, Chili, 12-15 juillet 1983, avec la participation de 18 experts de pays andins et des Caraïbes. Documents présentés: E/CEPAL/SEM.9/R.2 à 12.

Consultation CEPAL/FAO d'experts sur les styles de développement et politiques agricoles, Santiago, Chili, 7-11 novembre 1983, avec la participation de 20 experts de 12-pays de la région et des représentants d'organismes internationaux. Documents présentés: RLAT/803/1 à 7, 9 et 10.

Consultation d'experts sur l'urbanisation intensive et ses incidences sur la nutrition en Amérique latine, Bogotá, Colombie, 9-13 mai 1983. Cette réunion organisée sous les auspices de la FAO a été saisie du document suivant: RLAT/802/Exp.2.

Réunion de l'OEA sur le problème alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le document suivant y a été présenté: Economía campesina y mercado de alimentos. Una aproximación teórica al tema (E/CEPAL/SEM.9/R.3).

/iii) Assistance

iii) Assistance technique

A la demande du Secrétariat permanent du SELA et en vue de la première Réunion du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) sur le thème de la coopération agricole et la sécurité alimentaire (Mexico, août 1981), une version préliminaire à circulation interne d'idées et de notes sur les propositions possibles visant à activer certaines initiatives de type régional en matière de production, commercialisation, transformation, technologie et formation dans les domaines de la coopération agricole et de la sécurité alimentaire a été élaborée conjointement avec le Programme régional de commerce extérieur et de produits de base du Bureau régional de la FAO (troisième trimestre de 1981).

Une mission a été effectuée à Quito, Equateur, en réponse à une demande d'assistance présentée par la vice-Présidence de la République. Un document intitulé "Sugerencias para la puesta en marcha de la Dirección sectorial de Planificación Agropecuaria del Ministerio de Agricultura y Ganadería -Áreas consideradas prioritarias" a été élaboré au cours de cette première mission. A l'occasion d'une deuxième mission, demandée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, on a continué de fournir des avis consultatifs au Gouvernement quant à la mise en marche de la Direction sectorielle de planification (troisième trimestre de 1981).

Une mission a été effectuée à Curitiba, Paraná, Brésil, en réponse à une demande du Secrétaire à la planification du gouvernement de la province de Paraná afin de prêter des services consultatifs à l'Instituto Paranaense de Desarrollo Económico y Social (IPARDES) tant à ce qui a trait à ses activités actuelles qu'à sa programmation pour 1982 (troisième trimestre de 1981).

A la demande du Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), on a collaboré à l'élaboration du document périodique sur la situation et l'évolution de l'agriculture andine dans les années 70, ainsi que dans des aspects relevant des politiques agricoles de type sous-régional (Lima, Pérou, quatrième trimestre de 1981).

Une mission a été effectuée à Brasilia, Brésil, à la demande du vice-Ministre de l'agriculture du Brésil afin de prêter des services consultatifs au Ministère de l'agriculture en matière de planification agricole et de formation pour la planification sectorielle; un programme d'avis consultatifs a également été établi pour l'année 1982 sur la demande de ce même Ministère (premier trimestre de 1982).

Des avis consultatifs ont été accordés au Conseil de l'Accord de Carthagène dans l'examen d'un projet de stratégie d'intégration agricole dans la zone andine (deuxième trimestre de 1982).

Une mission a été organisée à San José, Costa Rica, sous les auspices du Plan international pour la coordination du développement laitier, afin d'étudier la situation actuelle et les perspectives offertes par le lait et les produits laitiers. Des propositions ont été formulées en matière de développement de la production, d'industrialisation, de commercialisation, de consommation, de commerce extérieur, de coûts et prix et de cadre institutionnel pour l'administration de la politique relative au lait et à ses sous-produits (troisième trimestre de 1982).

Deux missions ont été effectuées à Quito, Equateur, sur la demande du Ministère de l'agriculture et de l'élevage afin de continuer à prêter des services consultatifs à la Direction sectorielle de planification agricole du Ministère de l'agriculture et de l'élevage en matière de planification agricole (1982).

Une mission a été organisée à La Paz, Bolivie, sur la demande du Gouvernement bolivien afin de prêter des services consultatifs techniques en matière de stratégie de développement (juin 1983).

iv) Formation et bourses

Argentine:

Premier cours international de planification et de projets de développement rural, réalisé avec la collaboration de l'Université de Tucumán, le Gouvernement de la province de Tucumán, le Conseil fédéral d'investissement et le Secrétariat à la science et la technique de la nation. Ce cours a duré trois mois et 27 personnes y ont participé.

Premier cours de planification régionale agricole dans le contexte de l'économie internationale, et réalisé conjointement avec l'Université nationale de Mar del Plata, la Faculté de sciences agraires et le Conseil fédéral d'investissement. Ce cours a duré trois mois et demi et 22 personnes y ont participé.

Brésil:

Premier cours international de planification et de développement rural intégré, réalisé en collaboration avec SEPLANTEC de l'Etat de Bahia, les Ministères de l'agriculture, de l'intérieur et des affaires étrangères, et le projet BRA/81/011. Le cours a duré six mois et 32 personnes y ont participé.

Premier cours international de développement rural et approvisionnement alimentaire urbain, réalisé avec la collaboration de l'IPARDES, les Ministères de l'agriculture, de l'intérieur et des affaires étrangères et le projet BRA/82/017. Le cours a duré six mois et 34 personnes y ont participé.

Deuxième cours international de planification et de développement rural intégré, réalisé conjointement avec SEPLANTEC de l'Etat de Bahia, les Ministères de l'agriculture, de l'intérieur et des affaires étrangères et le projet BRA/81/011. Ce cours a duré sept mois et 33 personnes y ont participé.

Troisième cours international de planification et de développement rural intégré, réalisé conjointement avec SEPLANTEC de l'Etat de Bahia, les Ministères de l'agriculture, de l'intérieur et des affaires étrangères et le projet BRA/81/011. Ce cours a duré six mois et 39 personnes y ont participé.

Deuxième cours international d'approvisionnement alimentaire urbain, réalisé avec la collaboration de l'IPARDES, les Ministères de l'agriculture, de l'intérieur et des affaires étrangères et le Projet BRA/82/017. Ce cours a duré trois mois et demi et 31 personnes y ont participé.

/Colombie:

Colombie:

Cours de planification régionale agricole, réalisé en collaboration avec le Ministère de l'agriculture de ce pays et le projet COL/79/001. Ce cours a duré trois mois et 60 personnes y ont participé.

Deuxième cours OPSA/PROCADES de planification et projets, réalisé conjointement avec le Bureau de planification sectorielle agricole de ce pays et le projet COL/79/001. Ce cours a duré trois mois et demi et 35 participants y ont assisté.

Costa Rica:

Cours MAG/PROCADES de formulation et exécution de plans, programmes et politiques pour le développement du secteur agricole, réalisé avec la collaboration du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, du Secrétariat exécutif à la planification sectorielle agricole, du Ministère de la planification nationale et la politique économique ainsi que du Programme AID "Systèmes pour la production agricole". Ce cours a duré un mois et demi et 32 personnes y ont participé.

Equateur:

Premier cours BNF/FAO/PROCADES sur les Projets d'investissement et politique de financement, avec la collaboration de la Banque nationale de développement de ce pays et le projet ECU/80/001. Ce cours a duré trois mois et 26 élèves y ont participé.

Panama:

Premier cours IDIAP/PROCADES de formulation de programmes et de projets de recherche, réalisé conjointement avec l'Institut de recherche agricole du Panama. Ce cours a duré un mois et 30 personnes y ont participé.

République dominicaine:

Premier cours de planification rurale, réalisé avec la collaboration du Secrétariat d'Etat de l'agriculture de ce pays. Le cours a duré six mois et 39 personnes y ont participé.

Cours sur le développement intégré des bassins hydrographiques réalisé conjointement avec le Bureau national de planification (OFIPLAN) de ce pays et le projet DOM/81/001. Ce cours a duré un mois et 35 personnes y ont participé.

Cours de planification régionale et microrégionale du développement rural, exécuté en collaboration avec le Secrétariat d'Etat de l'agriculture de ce pays. Ce cours a duré un mois et 30 personnes y ont participé.

Cours de l'Université autonome de Saint-Domingue/PNUD/PROCADES sur la planification et l'analyse de projets, notamment agricoles, réalisé en collaboration avec cette Université. Ce cours a duré un mois et 27 personnes y ont participé.

PROGRAMME 240: QUESTIONS ET POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

SOUS-PROGRAMME 240.1: ANALYSE DES TENDANCES ECONOMIQUES

i) Documents

Estudio Económico de América Latina, 1980 (E/CEPAL/G.1191).

Balance preliminar de la economía latinoamericana durante 1981 (E/CEPAL/L.260/Rev.1).

Estudio Económico de América Latina, 1981 (E/CEPAL/G.1248).

Balance preliminar de la economía latinoamericana durante 1982 (E/CEPAL/L.274).

Estudio Económico de América Latina, 1982. Versión preliminar: la evolución de la economía de América Latina en 1982 y adenda de los informes de países (E/CEPAL/L.286).

Síntesis preliminar de la economía latinoamericana durante 1983 (E/CEPAL/G.1279).

Evolución de la economía centroamericana en 1980 (CEPAL/MEX/1053).

La crisis en Centroamérica: orígenes, alcance y consecuencias (E/CEPAL/G.1261).

SOUS-PROGRAMME 240.2: ETUDES STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT ET LES POLITIQUES ECONOMIQUES

i) Documents

Los bancos transnacionales, el Estado y el endeudamiento externo en Bolivia (E/CEPAL/R.330).

La CEPAL y los estilos de desarrollo (E/CEPAL/R.334).

Perú, 1968-1977: la política económica en un proceso de cambio global. Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 2 (E/CEPAL/G.1136).

Los bancos transnacionales, la deuda externa y el Perú: Resultados de un estudio reciente, Revista de la CEPAL, No. 14, agosto de 1981 (E/CEPAL/G.1179).

Economic policy and economic performance in Jamaica, 1972-1980: an interpretation (ILPES, Boletín de planificación, No. 9, junio de 1982).

/La crisis

La crisis económica internacional y la capacidad de respuesta de América Latina (E/CEPAL/G.1249).

Políticas de ajuste y procesos de negociación de la deuda externa (E/CEPAL/SES.20/G.17).

Deuda, crisis y renegociación: el dilema latinoamericano (E/CEPAL/R.342).

Costa Rica: Bases para revertir su crisis económica (CEPAL/MEX/1059/Rev.1).

Rasgos principales de la política económica de México en la posguerra y consideraciones sobre sus perspectivas al comienzo de la década de los ochenta (E/CEPAL/MEX/1982/R.1).

Nicaragua: las inundaciones de mayo de 1982 y sus repercusiones sobre el desarrollo económico y social del país (E/CEPAL/MEX/1982/R.2/Rev.1).

Repercusiones de los fenómenos meteorológicos de 1982 sobre el desarrollo económico y social de Nicaragua (E/CEPAL/MEX/1983/L.1).

El Salvador: los desastres naturales de 1982 y sus repercusiones sobre el desarrollo económico y social (E/CEPAL/MEX/1982/L.30).

Guatemala: Repercusiones de los fenómenos meteorológicos ocurridos en 1982 sobre la situación económica del país (E/CEPAL/MEX/1982/L.31).

Perfiles de infancia y juventud en Argentina, Colombia, Costa Rica y Venezuela (E/CEPAL/PROY.1/R.44).

Generación de ingresos para grupos pobres: análisis de los instrumentos de creación de empleos adicionales (E/CEPAL/L.267).

Análisis de algunas estrategias de apoyo financiero a las pequeñas unidades productivas en América Latina (E/CEPAL/L.271).

Criterios económicos para evaluar políticas contra la pobreza (E/CEPAL/L.272).

Gasto público social y pobreza en América Latina (E/CEPAL/L.275).

Situación de familias pobres en el Gran Santiago y políticas para satisfacer sus necesidades básicas: un caso de estudio (E/CEPAL/L.277).

El desarrollo latinoamericano y la urbanización; su relación con la pobreza y la alimentación (E/CEPAL/L.283).

Conceptos y medidas de la pobreza: una síntesis (E/CEPAL/PROY.1/R.52).

Estrategias de sobrevivencia en economías campesinas: el rol de la mujer (RLAT/83/40/DERU/6).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire interne sur "Políticas para alcanzar un nivel mínimo de bienestar", réalisé à Santiago, Chili, 2-6 novembre 1981, au cours duquel six documents ont été étudiés (E/CEPAL/L.267, L.270 à L.272, L.275 et L.277).

Collaboration à la Consultation d'experts organisée par la FAO sur "La urbanización intensiva y sus repercusiones alimentarias y nutricionales en América Latina", effectuée à Bogotá, Colombie, 9-13 mai 1983. Un document a été élaboré sur le développement latino-américain, l'urbanisation et les rapports entre cette dernière et la pauvreté et l'alimentation.

Collaboration à la Table ronde sur la stratégie en économie paysanne: le rôle de la femme, effectuée à Bogotá, Colombie, 22-25 novembre 1983.

Séminaire interne sur la récession internationale et les politiques économiques en Amérique latine, effectué en mai 1982.

Séminaire interne sur la conjoncture économique actuelle en Amérique latine, effectué le 27 septembre 1982

iii) Assistance technique

Costa Rica: Une assistance a été fournie au Gouvernement pour l'analyse de la crise conjoncturelle et d'autres politiques économiques susceptibles d'en venir à bout ont été proposées (CEPAL/MEX/1059/Rev.1).

Cuba: Collaboration à l'élaboration d'une étude sur l'éradication de la pauvreté à Cuba dont avait été chargé le Centre de recherches de l'économie mondiale qui l'a ensuite transmise au projet en novembre 1983.

Equateur: Préparation, conjointement avec le Gouvernement équatorien d'un diagnostic de la situation économique équatorienne et des mesures de politique économique à court terme (7-18 novembre 1981).

El Salvador et Guatemala: On a évalué les dommages causés par les phénomènes météorologiques extraordinaires survenus fin 1982 (E/CEPAL/MEX/1982/L.30 et E/CEPAL/1982/L.31).

Honduras: Services consultatifs au Gouvernement en matière de politique économique, monétaire et financière.

Nicaragua: On a évalué les dommages causés par les pluies torrentielles et les inondations qui se sont produites en mai 1982 dans le Nord-ouest du pays ainsi que leur impact sur le développement; on a également identifié les nouveaux besoins d'assistance internationale dérivés de cette catastrophe.

/Panama: assistance

Panama: Assistance au Gouvernement panaméen dans l'élaboration d'un projet d'application de politiques visant à porter remède à l'extrême pauvreté dans ce pays (21-28 mars 1982).

Paraguay: Evaluation, conjointement avec les autorités pertinentes, de la situation économique actuelle, des propositions actuellement en étude pour corriger certains déséquilibres dans les domaines fiscal, monétaire et de change, ainsi que des mesures susceptibles de favoriser une reprise économique (14-18 juin 1983).

iv) Formation et bourses

Dans le cadre de la Convention d'assistance technique souscrite avec l'ILPES, le Secrétariat à la planification de l'Etat de Minas Gerais a invité le coordinateur du projet à présenter un cycle de conférences sur le thème de la pauvreté en Amérique latine, du 18 au 20 août 1981. Au cours de cette conférence, diverses questions ont été abordées, telles que: les caractéristiques structurelles et de fonctionnement des économies latino-américaines et le rapport avec la pauvreté, les aspects méthodologiques en matière de détermination de la pauvreté, certaines caractéristiques socio-économiques et démographiques des familles pauvres (profils de pauvreté) et caractères généraux de l'évolution économique latino-américaine et orientation de politiques pour venir à bout de la pauvreté.

Plusieurs conférences sur la pauvreté en Amérique latine ont été données dans le cadre du cours international organisé chaque année par l'Ecole de santé publique de l'Université du Chili, en septembre 1981, 1982 et 1983.

Au cours du deuxième trimestre de 1982, on a collaboré avec l'INTA et une conférence a été donnée sur la marginalité et la pauvreté.

En août 1982, on a participé aux journées sur "Les programmes de santé au Chili", organisées par l'INTA et le groupe chargé du secteur santé de l'Université catholique du Chili.

SOUS-PROGRAMME 240.6: ANALYSE ECONOMIQUE A COURT TERME

i) Documents

Margen bruto y distribución del ingreso: un análisis de corto plazo de la industria manufacturera argentina (E/CEPAL/BA/R.1).

Tendencias y fluctuaciones de la actividad del sector agropecuario argentino. Indicadores del ciclo ganadero (E/CEPAL/BA/L.1).

El ciclo ganadero y la economía argentina, Serie Cuadernos de la CEPAL, No. 43 (E/CEPAL/G.1234).

El sector externo: indicadores y análisis de sus fluctuaciones. El caso argentino, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 14 (E/CEPAL/G.1214).

SOUS-PROGRAMME 240.7: EVALUATION ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT LATINO-AMERICAIN A LONG ET A MOYEN TERME

i) Documents

El desarrollo de América Latina en los años ochenta, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 5 (E/CEPAL/G.1150).

Programa de Acción Regional para América Latina en los años ochenta, Serie Cuadernos de la CEPAL, No. 40 (E/CEPAL/G/1189).

Brief Summary of the Regional Programme of Action for Latin America in the 1980's (E/CEPAL/L.255).

La crisis de América Latina: su evaluación y perspectivas (E/CEPAL/CEGAN 8/L.2).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Participation aux réunions techniques organisées dans le cadre du programme CEPAL/IPEA sur la situation conjoncturelle et les perspectives des économies latino-américaines en général et l'économie brésilienne en particulier, et sur l'inflation et les politiques de stabilisation de l'Amérique latine, y compris le Brésil (novembre 1981).

Groupe de travail du Comité de planification pour le développement (Santiago, Chili, janvier 1983).

Participation au séminaire sur la conjoncture économique internationale et les politiques d'ajustement (Sao Paulo, Brésil, décembre 1983).

Réunions d'un groupe de travail interne chargé d'évaluer la position de la CEPAL-en ce qui concerne l'industrie et le processus d'insertion de l'Amérique latine à l'économie mondiale; une première étude a été élaborée à cet égard sur l'industrialisation et les relations économiques extérieures de l'Amérique latine au cours de la période 1950-1979; on a également élaboré la première version d'une étude où on envisage l'impact de la récession mondiale sur les perspectives de développement de l'Amérique latine dans les années 80.

iii) Assistance technique

Bolivie: des avis consultatifs ont été fournis au Gouvernement en matière d'élaboration de politiques économiques et de planification.

/iv) Formation

iv) Formation et bourses

En ce qui concerne les programmes de formation visant à la diffusion de méthodologies d'élaboration de projections économiques et sociales, des conférences ont été données dans le cadre de cours et séminaires organisés par l'ILPES, le Centre interaméricain d'enseignement de statistiques (CIENS) et la FAO. Le thème de l'évaluation et des perspectives du développement économique et social de la région a été exposé dans le cadre de cours et de séminaires organisés par le PROCADES et par l'Institut de coopération ibéro-américaine (ICI).

SOUS-PROGRAMME 240.8: PROJECTIONS ECONOMIQUES

i) Documents

Proyecciones del desarrollo latinoamericano en los años ochenta, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 6 (E/CEPAL/G.1158/Rev.1).

Modelo económico y social: el caso de Venezuela (E/CEPAL/R.325).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunions des groupes techniques sur l'énergie et sur les modèles du groupe de travail du Comité administratif de coordination chargé d'examiner les objectifs de développement à long terme (New York, juin et décembre 1981).

Réunion d'un groupe de travail sur les modèles de planification énergétique, organisée par l'OLADE (Quito, Equateur, janvier 1983).

Réunion organisée par l'ILPLAN (Brésil) pour débattre du modèle, de la méthodologie et des résultats des projections économiques et du secteur extérieur élaborées par la CEPAL (février 1984).

iii) Assistance technique

Bolivie: services consultatifs au Gouvernement pour l'élaboration d'un modèle de planification et du Plan national de développement de ce pays.

iv) Formation et bourses

Des exposés sur les modèles, styles de développement et environnement ont été présentés dans le cadre des programmes de formation de l'ILPES.

SOUS-PROGRAMMES */ 240.9: SERVICES CONSULTATIFS
240.10: FORMATION
240.11: RECHERCHE
240.12: COOPERATION ENTRE ORGANISATIONS DE PLANIFICATION

i) Documents

Boletín de Planificación, Nos. 13, 14 et 15 (en espagnol).

Boletín de Planificación No. 8 et No. 9 (en anglais).

"El estado actual de la planificación en América Latina y el Caribe",
Serie Cuadernos del ILPES No. 28.

Planning a System of Regions (Traduction en anglais du document "Diseño de planes regionales").

"Política económica, organización social y desarrollo regional", Serie Cuadernos del ILPES, No. 29.

Experiencias de planificación regional en América Latina (Texto ILPES-SIAP).

"Construcción, validación y uso de modelos de experimentación numérica: aplicaciones al caso de Costa Rica", Serie Temas de Planificación, No. 5.

Pobreza, necesidades básicas y desarrollo, CEPAL/ILPES/UNICEF.

Disparidades regionales en América Latina.

Bases de organización y propuesta de agenda de la Cuarta Conferencia de Ministros y Jefes de Planificación de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.1) y de la Segunda Reunión del Comité Técnico del ILPES.

ILPES: veintiún años de actividad, 1962-1983 (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.2).

ILPES: su papel en la región y programa de trabajo 1983 (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.3).

Resumen de los documentos técnicos preparados por el ILPES para la Cuarta Conferencia de Ministros y Jefes de Planificación de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.4).

La planificación y la política económica y social en América Latina y el Caribe (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.5).

Planificación y desarrollo en el área del Caribe - Antecedentes y perspectivas (E/CEPAL/ILPES/Conf.4/L.6).

*/ Etant donné l'interdépendance entre les quatre sous-programmes, il a été décidé de fusionner l'information pertinente à chacun d'entre eux, pour offrir ainsi une vision plus globale des activités réalisées par l'ILPES.

/ii) Séminaires

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion du Groupe de travail sur la planification de l'emploi, à Saint George's, Grenade, les 14 et 15 septembre 1981.

Première réunion du Groupe de travail sur la planification physique et régionale, St. George's, Grenade, les 16 et 17 septembre 1981.

Séminaire sur les entreprises publiques dans la planification pour le développement en Amérique centrale et dans les Caraïbes, organisé en collaboration avec l'Office de la planification du Costa Rica (OFIPLAN), et sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement et l'Institut centraméricain d'administration publique (ICAP). Le document intitulé "Estilos de planificación y sistemas de empresas públicas en América Latina" y a été présenté (juin 1981).

Première réunion technique sur la participation à la planification, organisée avec la collaboration de l'Office central de coordination et de planification de la Présidence (CORDIPLAN) du Venezuela. On y a présenté le document de base du projet de recherche sur la planification à participation en Amérique latine (juin 1981).

Symposium international sur les politiques de développement social, organisé conjointement avec la Direction régionale pour les Amériques du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), avec la collaboration de la CEPAL. Les documents suivants y ont été présentés: "Las grandes controversias de la política social", "Consideraciones económicas para la política social y dimensión social de la política económica" et "Condicionantes económicos y políticos de los problemas sociales concebidos como problemas de distribución" (avril 1982).

Séminaire technique sur la participation dans la planification, organisé conjointement avec le Ministère de la planification et de politique économique du Panama, effectué à Panama City. Un document d'orientation sur la participation dans les processus de planification y a été présenté (juillet 1982).

Réunion sur l'harmonisation de politiques à court terme et la planification à moyen et à long terme, effectuée à Caracas, Venezuela.

Cinquième réunion du Sous-Comité technique, réalisée à San José, Costa Rica, en novembre 1982.

Colloque sur la crise et les exigences de la planification, réalisé à Avilés, Espagne, en août 1982.

Séminaire international sur les expériences latino-américaines et brésiliennes en planification régionale, effectué à Belem, Pará, Brésil, en novembre 1982.

Deuxième Séminaire latino-américain à l'échelon régional et fédéral, réalisé à Recife, Brésil, en décembre 1982.

Deuxième réunion sous-régionale sur la décentralisation et le développement urbain, effectuée à Mexico, en janvier 1983.

Quatrième Conférence des Ministres et Directeurs de planification d'Amérique latine et des Caraïbes, réalisée à Buenos Aires, les 9 et 10 mai 1983.

Cinquième réunion du Sous-Comité technique de l'ILPES (Buenos Aires, 10 mai 1983).

Troisième réunion des Directeurs de planification des pays des Caraïbes (Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, 28 avril-2 mai 1983).

Séminaire international sur les incidences sociales des grands barrages en Amérique latine, organisé conjointement avec le CIDES (OEA) sous les auspices et avec le financement du Ministère d'action sociale et du Secrétariat des ressources en eau de la République Argentine, sous les auspices du Ministère de la Santé et de l'environnement et avec la collaboration de la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale, la Fondation allemande pour le développement international (DSE) et le Centre interaméricain d'administration internationale du travail (OIT). Un document élaboré conjointement avec le CIDES et intitulé "Aspectos sociales de las grandes represas" y a été présenté (juillet 1983).

Séminaire sur les politiques sociales en Uruguay, organisé par le Centre latino-américain d'économie humaine (CLAEH) et l'Association des responsables de la planification sociale en Amérique latine (APSAL), sous les auspices de l'ILPES. Un document intitulé "Desarrollo social y planificación social: tendencias, problemas y perspectivas" y a été présenté (septembre 1983).

Séminaire sur les politiques de développement social au Chili, organisé conjointement avec l'Association des responsables de la planification sociale en Amérique latine (APSAL) et l'Institut de Sociologie de l'Université Catholique du Chili, sous les auspices du CIDES (OEA) et la Société interaméricaine de planification (SIAP), effectué à Santiago du Chili. Un document intitulé "Significado y contenido del desarrollo social, la planificación social y las políticas sociales" y a été présenté (octobre 1983).

Journées complémentaires sur les incidences sociales des grands barrages en Amérique latine, réunion tenue avec le CIDES (OEA) à Buenos Aires, Argentine (décembre 1983).

Sixième Réunion du Sous-Comité technique de l'ILPES (Mexico, novembre 1983).

Troisième Séminaire latino-américain sur la planification à l'échelon régional et fédéral (Brasilia, décembre 1983).

Evaluation des processus de remplacement de la population, séminaire réalisé conjointement avec le Centre interaméricain de développement social (CIDES) de l'Organisation des états américains (OEA) et l'Université Nationale de Misiones, à Posadas, Argentine, mars 1984.

iii) Assistance technique

Brésil:

Renforcement du système de planification de l'Etat de Minas Gerais.
Services consultatifs pour la formulation de politiques d'industrialisation pour la région du Nord-est.
Renforcement du système de planification de l'Etat de Piauí.

Colombie:

Services consultatifs en matière de planification du développement urbain et métropolitain à la Municipalité de Cali.

Costa Rica:

Services consultatifs au Ministère de la planification nationale et politique économique pour la planification de la Stratégie de développement.

Chili:

Travaux préliminaires à des avis consultatifs en matière de planification du développement municipal (en coordination avec le programme mixte CEPAL-CELADE en établissements humains).

Equateur:

Services consultatifs à la Commission d'études pour le développement du Bassin du Río Guayas.
Services consultatifs au Secrétariat de développement rural intégral (SEDRI) en matière de planification et de développement rural intégral.
Services consultatifs au CONADE en matière de développement municipal.

Guatemala:

Services consultatifs au Secrétariat régional à la planification pour l'élaboration des bases de la Stratégie de développement.

Haïti:

Services consultatifs au Secrétariat d'Etat au plan pour le renforcement du système de planification et de projets.

/Honduras:

Honduras:

Services consultatifs au Conseil supérieur de planification en matière de programmation à long terme.

Services consultatifs au Conseil supérieur de planification en matière de conjoncture économique et de financement du développement.

Nicaragua:

Formulation et évaluation de projets pour le secteur agricole.

Panama:

Service consultatifs en planification à court terme.

République dominicaine:

Services consultatifs à l'Office national de planification (ONAPLAN) en vue du renforcement du systèmes de projets.

Venezuela:

Services consultatifs en matière de planification du développement municipal.

iv) Formation et bourses

Cours internationaux:

Cours central de planification (20 avril-13 novembre 1981). Participants: 45.

Cours international de planification sociale (6 avril-12 juin 1981). Participants: 29.

Cours central de planification (19 avril-15 octobre 1982). Participants: 42.

Cours international de planification sociale (24 mars-30 juillet 1982) (ILPES/FISE). Participants: 24.

Cours séminaire sur la planification à long terme et l'environnement (ILPES/CEPAL/PNUE et CIFCA). Participants: 30.

Cours-atelier sur les problèmes actuels et la Stratégie de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Siège de l'ILPES, Santiago du Chili (26 septembre-2 décembre 1983). Participants: 34.

Cours-atelier sur les problèmes et politiques actuels de développement en Amérique latine (CIDE-Mexique, ILPES), Mexico (26 septembre-9 décembre 1983). Participants: 33.

Cours sur la planification à long terme et l'environnement (ILPES/CEPAL/PNUÉ et CIFCA). Siège de l'ILPES (11-29 juillet 1983). Participants: 25.

Cours sur la planification et l'environnement (CEPAL/PNUÉ/ILPES et CIFCA) avec la collaboration de ORPALC-PNUÉ, CAF et CONADE, Quito, Equateur (14 novembre-2 décembre 1983).

Cours nationaux:

Brésil, Brasilia (CENDEC/IPEA/ILPES/CEPAL), sixième Cours de planification du développement régional (8 septembre-27 novembre 1981). Participants: 25.

Brésil, Brasilia (FISE/CENDEC/ILPES), deuxième Cours national de planification sociale (31 août-23 octobre 1981). Participants: 31.

Brésil, Belo Horizonte, troisième Cours-Séminaire sur les aspects théoriques et pratiques de la planification régionale fédérale dans le cadre national (décembre 1981).

Panama (MIPPE du Panama et l'ILPES), Cours-Séminaire sur la politique économique et le développement régional (1er-18 décembre 1981). Participants: 23.

Honduras, Tegucigalpa, Cours intensif de planification agricole. Participants: 32.

Equateur, Guayaquil, Cours-Atelier sur les aspects opérationnels du Plan de développement du Guayas. Participants: 26.

Argentine, Río Cuarto, Cours de planification et développement (9 août-3 septembre 1982). Participants: 30.

Brésil, Recife, Septième Cours de planification du développement régional (13 septembre-3 décembre 1982). Participants: 21.

Paraguay, Asunción (ILPES/CEPADES/ONP-STP et l'appui du PNUD, de la Banque mondiale et du CODAI du Mexique), Cours de projets agro-industriels (11 juillet-26 août 1983). Participants: 32.

Brésil, Belem (ILPES/CENDEC/SUDAM/CPR), huitième Cours de planification du développement régional (19 septembre-9 décembre 1983). Participants: 33.

Honduras, Tegucigalpa (ILPES/Ministère des ressources naturelles/PNUD/AID), Cours de projets agricoles (10 octobre-16 décembre 1983). Participants: 27.

Cours spéciaux:

Espagne, Madrid (ICI/IEPAL/ILPES), Cours sur les problèmes du développement en Amérique latine (26 octobre-4 décembre 1981). Participants: 42 spécialistes espagnols.

/Costa Rica,

Costa Rica, San José, Cours de planification économique et sociale (18 mai-25 septembre 1981).

Paraguay, Asunción, Cours-séminaire sur les établissements humains et le développement régional (juillet 1981).

Cours de planification à court terme (15 juin-7 août 1981).

Espagne, Madrid, Cours de processus et problèmes du développement en Amérique latine (25 octobre-1er décembre 1982). Participants: 45.

Cours sur l'Etat, la politique économique et le développement en Amérique latine (ICI/ILPES) (24 octobre-18 novembre 1983). Participants: 40 spécialistes espagnols et 10 boursiers latino-américains.

Collaboration avec des centres nationaux de formation

Coopération avec le CECADE (Mexique) et le CENDEC (Brésil) et coopération avec des centres de formation d'autres pays de la région.

Coopération avec le CECADE (Mexique) et le CENDEC (Brésil), l'Office national de projets (Paraguay) et le CIFCA (Espagne).

PROGRAMME 270: ENVIRONNEMENT

SOUS-PROGRAMME 270.1: L'ENVIRONNEMENT EN TANT QUE FACTEUR DE DEVELOPPEMENT

i) Documents

Estilos de Desarrollo, Modernización y Medio Ambiente en la Agricultura Latinoamericana (E/CEPAL/G.1117; Estudios e Informes de la CEPAL No. 4).

La dimensión ambiental en los estilos de desarrollo en América Latina (E/CEPAL/G.1143).

Estilos de desarrollo de la industria manufacturera y medio ambiente en América Latina (E/CEPAL/G.1196; Estudios e Informes de la CEPAL No. 11).

Informe del seminario regional sobre gestión ambiental y grandes obras hidráulicas (E/CEPAL/L.262).

Informe del seminario regional sobre expansión de la frontera agropecuaria y medio ambiente en América Latina (E/CEPAL/L.261).

Informe del seminario regional sobre metropolización y medio ambiente (E/CEPAL/L.266).

Informe del seminario regional sobre políticas agrarias y sobrevivencia campesina en ecosistemas de altura (E/CEPAL/L.273).

Temario provisional de la reunión de expertos preparatoria de un mecanismo permanente de cooperación horizontal entre autoridades metropolitanas de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/SEM.6/R.1).

Base para la discusión sobre la formación de un mecanismo permanente de cooperación entre autoridades metropolitanas de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/SEM.6/R.2).

Informe de la reunión de expertos preparatoria de un mecanismo permanente de cooperación horizontal entre autoridades metropolitanas de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/L.281; E/CEPAL/SEM.6/R.3).

Incorporación de la dimensión ambiental en la planificación (E/CEPAL/G.1242).

Estilos de Desarrollo, Energía y Medio Ambiente: Un estudio de caso exploratorio (E/CEPAL/G.1254; Estudios e Informes de la CEPAL No. 28).

Sobrevivencia campesina en ecosistemas de altura (E/CEPAL/G.1267).

Expansión de la frontera agropecuaria y medio ambiente en América Latina (publicación conjunta CEPAL/PNUE/CIFCA).

/Gestión ambiental

Gestión ambiental en grandes obras hídricas: Estudio del proyecto Tinajones (Perú) (E/CEPAL/PROY.6/R.1).

Aspectos ambientales de la gestión de grandes obras de infraestructura (E/CEPAL/PROY.6/R.2).

Gestión ambiental en grandes obras hídricas: Estudio del aprovechamiento múltiple de Salto Grande (Argentina-Uruguay) (E/CEPAL/PROY.6/R.3).

Gestão ambiental em grandes obras hídricas: Projeto Sobradinho integrante do plano global de desenvolvimento do Vale do Rio São Francisco (Brasil) (E/CEPAL/PROY.6/R.4).

La ampliación de la frontera agrícola en el Caquetá (Amazonía colombiana) (E/CEPAL/PROY.6/R.5).

El Gran Chaco: El proceso de expansión de la frontera agrícola desde el punto de vista ecológico ambiental (E/CEPAL/PROY.6/R.6).

Expansión de la frontera agropecuaria en el eje San Ramón-La Merced de la Selva Central del Perú (E/CEPAL/PROY.6/R.7).

Perspectivas de la expansión de la frontera agropecuaria en el espacio sudamericano (E/CEPAL/PROY.6/R.8).

La gestión ambiental y la expansión de la frontera agropecuaria en América Latina (E/CEPAL/PROY.6/R.9).

As metas de produção de alimentos, de exportáveis e de bio-energéticos e o seu impacto sobre a incorporação de terras a agricultura (E/CEPAL/PROY.6/R.10).

Fronteira/Fronteiras. Os fenômenos de fronteiras na América Latina (E/CEPAL/PROY.6/R.11).

Alternativas de desenvolvimento na Amazônia brasileira: Uma avaliação ecológica (E/CEPAL/PROY.6/R.12).

Monitoramento das modificações espaciais no ecossistema florestal da região amazônica brasileira (E/CEPAL/PROY.6/R.13).

O Estado e a expansão da fronteira agrícola no Brasil (E/CEPAL/PROY.6/R.14).

Deforestation in the Amazon Basin: Magnitude, Dynamics and Soil Resource Effects (E/CEPAL/PROY.6/R.15).

Rondônia - Um caso de expansão acelerada (E/CEPAL/PROY.6/R.16).

A unidade familiar de produção e o capital: O caso de Rondônia (E/CEPAL/PROY.6/R.17).

/A atuação

A atuação do Estado na expansão da fronteira: Uma contribuição geo-política ao estudo da região do Araguaia-Tocantins (E/CEPAL/PROY.6/R.18).

Getat: Consideração política da questão da terra (E/CEPAL/PROY.6/R.19).

Despovoamento rural da Amazônia brasileira (E/CEPAL/PROY.6/R.20).

Ocupação e desocupação da fronteira agrícola no Brasil: Ensaio de interpretação estrutural e espacial (E/CEPAL/PROY.6/R.21).

Ascensão sócio-econômica e retenção migratória durante o desenvolvimento da fronteira na Região Norte do Brasil (E/CEPAL/PROY.6/R.22).

Agroforestry in the Amazon Basin: Practice, Theory and Limits of a Promising Land Use (E/CEPAL/PROY.6/R.23).

Expansão e retração de emprego na fronteira agrícola (E/CEPAL/PROY.6/R.24).

Expansão da fronteira agrícola em Rondônia: ocupação do espaço e dinâmica da estrutura agrária (E/CEPAL/PROY.6/R.25).

Pobreza urbana y medio ambiente: Orientaciones metodológicas (E/CEPAL/PROY.6/R.26).

Discusión sobre políticas de desarrollo en las áreas de asentamiento precario de Santiago (E/CEPAL/PROY.6/R.27).

Lima: Estilo de crecimiento, segregación social y posibilidades de una política alternativa (E/CEPAL/PROY.6/R.28).

Estúdio preliminar de la relación existente entre el ingreso familiar, las condiciones de viaje y la política de transporte urbano en América Latina (E/CEPAL/PROY.6/R.29).

Políticas de desarrollo metropolitano en la Ciudad de México (E/CEPAL/PROY.6/R.30).

Las políticas metropolitanas en un contexto de experiencia global (E/CEPAL/PROY.6/R.31).

Alternativas de la Ciudad de Caracas para el año 2000 (E/CEPAL/PROY.6/R.32).

Políticas y economías campesinas en ecosistemas de altura: Caso Pilahuín, zona interandina, Ecuador (E/CEPAL/PROY.6/R.33).

El écosistema del pastoreo andino en las tierras altas de los Andes Centrales (E/CEPAL/PROY.6/R.34).

/Los cultivos

Los cultivos andinos, su papel en las economías campesinas (E/CEPAL/PROY.6/R.35).

La investigación con enfoque de sistemas en la agricultura campesina ecuatoriana (E/CEPAL/PROY.6/R.36).

Experiencias del Programa de Desarrollo Rural Integrado Silvo-Agropecuario de Cajamarca, Perú (E/CEPAL/PROY.6/R.37).

El Area Andina de Chuquisaca: un enfoque alimentario y nutricional de la población campesina (E/CEPAL/PROY.6/R.38).

Temas sobre el desarrollo de tecnologías para pequeños productores campesinos (E/CEPAL/PROY.6/R.39).

Producción pecuaria, de fauna y desarrollo de la ganadería de vicuña en la ecorregión andina (E/CEPAL/PROY.6/R.40).

El poblador rural, el manejo del agua en las cuencas alto andinas y el rol del Estado (E/CEPAL/PROY.6/R.41).

Gestión de recursos y diferenciación social en la comunidad andina de altura: implicaciones para el desarrollo rural (E/CEPAL/PROY.6/R.42).

Modelo tecnológico y oferta energética ambiental en la agricultura latinoamericana (E/CEPAL/PROY.6/R.43).

Principales enfoques sobre la economía campesina (E/CEPAL/PROY.6/R.44).

La experiencia latinoamericana y el desafío campesino (E/CEPAL/PROY.6/R.45).

Economías campesinas y economía regional (E/CEPAL/PROY.6/R.46).

Economías y comunidades andinas ecuatorianas: enfoques conceptuales (E/CEPAL/PROY.6/R.47).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire régional sur la gestion de l'environnement et les grands travaux hydrauliques (Concordia, Argentine, 1er-3 octobre 1981), co-patronné par le PNUE; la Commission technique de Salto Grande.

Séminaire régional sur l'expansion de la frontière agricole et l'environnement en Amérique latine (Brasilia, Brésil, 10-13 novembre 1981), co-patronné par: le PNUE, l'Association nationale de centres de diplômés post-universitaires en économie de l'Université de Brasilia (ANPEC); le Secrétariat à la planification de la Présidence de la République; le Conseil de développement scientifique et technologique (CNPq); le Ministère de l'Intérieur du Brésil (Secrétariat général); le Secrétariat spécial à l'environnement (SEMA).

/Séminaire régional

Séminaire régional sur la métropolisation et l'environnement (Curitiba, Brésil, 16-19 novembre 1981), co-patronné par: le PNUÉ; la Préfecture municipale de Curitiba; l'Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano de Curitiba.

Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne (Quito, Equateur, 23-26 mars 1982), co-patronné par le PNUÉ; le Secrétariat du développement rural intégral de la Présidence de la République d'Equateur; le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage de l'Equateur.

Réunion d'experts préparatoire d'un mécanisme permanent de coopération horizontale entre autorités métropolitaines d'Amérique latine et des Caraïbes (CEPAL, Santiago, Chili, 14-15 décembre 1982).

Environnement et techniques d'établissements en zones arides: études et expérience en Argentine et au Chili (Antofagasta, Chili, 22-23 mars 1983 et 18-19 avril 1983), co-patronné par CEPAL/PNUÉ; Université d'Antofagasta.

Séminaire sur les processus agricoles d'importance en Amérique latine du point de vue de l'environnement (Santiago, Chili, 28-30 juin 1983), co-patronné par: CEPAL/PNUÉ; CIFCA.

Séminaire sur: Les établissements urbains et le développement en écosystèmes arides (Mendoza, Argentine, 9-12 novembre 1983), co-patronné par: CEPAL/PNUÉ; Université de Mendoza (Argentine); Université du Nord (Chili).

iii) Formation et bourses

Option: "Stratégies de développement à long terme et environnement" dans le cadre du "Cours central de planification de l'ILPES", 19 octobre-6 novembre 1981, Santiago du Chili.

Participants: 16.

Option: "Stratégies de développement à long terme et environnement", dans le cadre du "Cours central de planification de l'ILPES", 27 septembre-8 octobre 1982, Santiago du Chili.

Participants: 14.

Cours sur "La planification à long terme et l'environnement", organisé par CIFCA/CEPAL/ILPES, 2-19 novembre 1982, Santiago du Chili.

Participants: 31.

Cours "Planification à long terme et environnement", organisé par CIFCA/CEPAL/ILPES, 11-29 juillet 1983, Santiago du Chili.

Participants: 25.

Cours "Planification et environnement", organisé par CIFCA/CEPAL/ILPES, 14 novembre-2 décembre 1983, Quito, Equateur.

Participants: 34.

/PROGRAMME 290;

PROGRAMME 290: ETABLISSEMENTS HUMAINS

SOUS-PROGRAMME 290.1: POLITIQUES ET STRATEGIES D'ETABLISSEMENTS HUMAINS

i) Documents

Un marco metodológico para la planificación de los asentamientos humanos (CEPAL/MEX/AH/83).

La formación y capacitación en materia de asentamientos humanos. Análisis de la situación actual y propuestas para un programa de acción regional (E/CEPAL/SES.20/G.11).

Latin American Survey on Human Settlements Training (publié sous la cote du UNCHS).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Participation au Séminaire sur la programmation des activités de formation des autorités locales en Amérique latine. Cette réunion, organisée conjointement avec le Chapitre latino-américain de l'International Union of Local Authorities, a eu lieu à Quito, Equateur, en octobre 1983. Le document intitulé "Latin American Survey on Human Settlements Training" y a été présenté.

Préparation et exécution, conjointement avec le PNUE (ORPALC) et le CIFCA, de la Réunion consultative sur la formation environnementale pour les établissements humains, effectuée à Buenos Aires, Argentine, en décembre 1983. Le document intitulé "La formación y capacitación en materia de asentamientos humanos. Análisis de la situación actual y propuestas para un Programa de Acción Regional" (E/CEPAL/SES.20/G.11) y a été présenté.

iii) Assistance technique

Services consultatifs au Secrétariat du développement urbain et de l'écologie du Mexique pour l'élaboration d'un projet visant à exécuter un programme latino-américain de formation en établissements humains (1982 et 1983).

Assistance technique au Gouvernement d'Haïti pour redéfinir ses mécanismes et instruments de planification urbaine (1982).

Assistance au Gouvernement bolivien pour l'élaboration des grandes lignes de la formulation d'une politique nationale d'établissements humains (1983).

Assistance au Gouvernement du Brésil (CNDU) pour l'élaboration d'un système de formation de fonctionnaires, à l'échelon fédéral et municipal, dans le domaine des établissements humains (1984).

/SOUS-PROGRAMME 290.2:

SOUS-PROGRAMME 290.2: PLANIFICATION DES ETABLISSEMENTS HUMAINS

i) Documents

Planificación de los asentamientos humanos en América Latina y el Caribe: teorías y metodologías (E/CEPAL/L.288).

La urbanización, el crecimiento urbano y la concentración en el proceso de asentamiento en América Latina: una visión general (E/CEPAL/SES.20/G.9/G.1271).

Dinámica y estructura del proceso de asentamiento humano en América Latina y el Caribe. Principales áreas críticas (E/CEPAL/SES.20/G.13).

Perspectivas para la planificación municipal en América Latina (E/CEPAL/SES.20/G.12).

Contexto y caracterización de los proyectos de gestión local (sans cote).

Bases para la formación de un mecanismo permanente de cooperación e intercambio entre autoridades metropolitanas de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/SEM.6/R.3).

El acceso de los pobres a la tierra en las grandes ciudades de América Latina (publié sous la cote du UNCHS).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Organisation et exécution, conjointement avec le Centre d'information sur le pré-investissement (CIP), la BID et le COFIDE du Pérou, du Séminaire international sur le développement urbain (Lima, octobre 1982).

Participation au Séminaire sur les métropoles latino-américaines (Curitiba, Brésil, novembre 1982) au cours duquel le document intitulé "La ciudad metropolitana. Una visión integral" a été étudié.

Préparation et réalisation de la Réunion consultative des experts ad-hoc et méthodologies de planification municipale (Cali, Colombie, du 1er au 5 août 1983), qui s'est penchée sur l'étude intitulée "Perspectivas para la planificación municipal en América Latina" (E/CEPAL/SES.20/G.12).

Participation à la Réunion de Maires des villes capitales des pays du Pacte andin (Caracas, Venezuela, janvier 1983), à laquelle le document intitulé "Bases para la formación de un mecanismo permanente de cooperación e intercambio entre autoridades metropolitanas de América Latina y el Caribe" (E/CEPAL/SEM.6/R.3) a été présenté.

Organisation et réalisation, conjointement avec le Collège d'architectes du Chili, du Séminaire sur les établissements précaires (Santiago, Chili, 17-19 octobre 1983), au cours duquel un document (sans cote) intitulé "Notas

/introductorias al

introdutorias al estudio de los asentamientos precarios en América Latina" a été examiné.

iii) Assistance technique

Assistance à la Municipalité de Las Condes, Santiago du Chili, dans l'élaboration du diagnostic communal et la formulation du plan communal de développement (1984).

SOUS-PROGRAMME 290.3: CONSTRUCTIONS, INFRASTRUCTURE ET SERVICES

i) Documents

Tecnologías para los asentamientos humanos: un marco conceptual (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.2).

Selección de tecnologías apropiadas para los asentamientos humanos: una guía metodológica (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.3).

Ecodiseño en el hábitat tropical (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.4).

Bioclima y confort térmico (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.5).

Ecodiseño de asentamientos humanos en zonas cálidas (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.6).

Tecnologías apropiadas para saneamiento básico (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.7).

Desarrollo, medio ambiente y generación de tecnologías apropiadas (E/CEPAL/MEX/SEM.6/L.8).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Les séminaires sur les techniques appropriées en matière d'établissements humains, à Lima (1981), São Paulo (1982) et Bogotá (1983). Les documents dont les titres figurent ci-dessus ont été présentés aux trois séminaires.

PROGRAMME 330: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

SOUS-PROGRAMME 330.1: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL FUTUR ET LE NOUVEL ORDRE
ECONOMIQUE INTERNATIONAL

i) Documents

La demanda de energía en la industria manufacturera chilena (Revista de la CEPAL No. 18, diciembre de 1982) (E/CEPAL/G.1221).

Algunas consideraciones sobre la estrategia de industrialización latino-americana (E/CEPAL/L.282).

Centroamérica: La exportación de productos industriales y las políticas de promoción en el contexto del proceso de integración económica (E/CEPAL/MEX/1983/L.10).

Características principales del proceso y de la política de industrialización de Centroamérica, 1960 a 1980 (E/CEPAL/MEX/1982/L.29).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Participation à la Réunion préparatoire de haut niveau en vue de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI: Stratégies et politiques d'industrialisation pour les pays en développement (Lima, Pérou, 18 au 22 avril 1983) et présentation du document E/CEPAL/L.282.

Participation à un Séminaire sur l'industrialisation, organisé sous les auspices de la BID (Washington D.C., Etats-Unis, 8 et 9 décembre 1982).

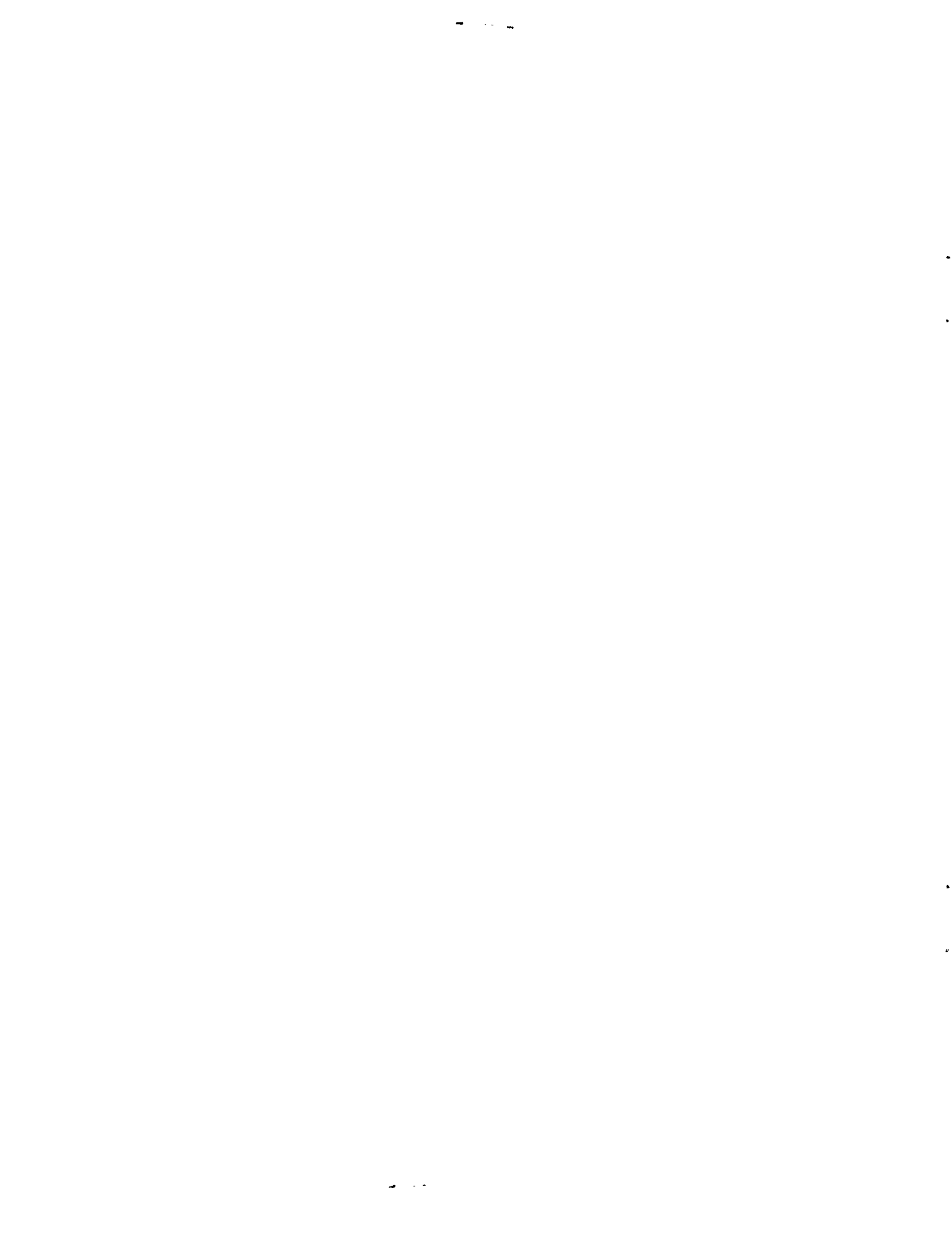
iii) Assistance technique

Des services consultatifs ont été prêtés au Gouvernement du Nicaragua pour l'élaboration d'un rapport de conjoncture jusque mi-1982 et d'une synthèse de la stratégie du programme de développement industriel jusque mi-1980.

Des avis consultatifs ont été accordés au Gouvernement du Mexique pour l'analyse du comportement de l'industrie automobile face à la nouvelle situation de change.

On a collaboré avec le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique centraméricaine (SIECA) pour élaborer un document sur la situation actuelle de l'industrie manufacturière en Amérique centrale.

/SOUS-PROGRAMME 330.2:



SOUS-PROGRAMME 330.2: COOPERATION REGIONALE DANS DES BRANCHES INDUSTRIELLES
DETERMINEES

i) Documents

Los bienes de capital: Tamaño de los mercados, estructura sectorial y perspectivas de la demanda en América Latina (Revista de la CEPAL No. 17, août 1982).

Demanda de equipos para generación, transmisión y transformación eléctrica en América Latina (Cuadernos de la CEPAL, No. 46) (E/CEPAL/G.1241).

Los programas latinoamericanos de inversión en el sector siderúrgico, 1980-1990 (E/CEPAL/L.278).

Notas sobre la capacidad de producción de bienes de capital en algunos países latinoamericanos (E/CEPAL/L.296).

La demanda de maquinaria y equipo de la industria latinoamericana del cemento (E/CEPAL/L.292).

La demanda probable de barcos mercantes en América Latina durante el período 1980-1990 (E/CEPAL/L.276).

La situación y las perspectivas de la producción y el abastecimiento de bienes de capital en América Latina. Informe preliminar de avance (E/CEPAL/R.343).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion d'industriels latino-américains (du secteur des biens d'équipement) (Santiago, Chili, 26-28 avril 1982).

Premières Journées vénézuéliennes sur l'industrie de biens d'équipement (Caracas, août 1983).

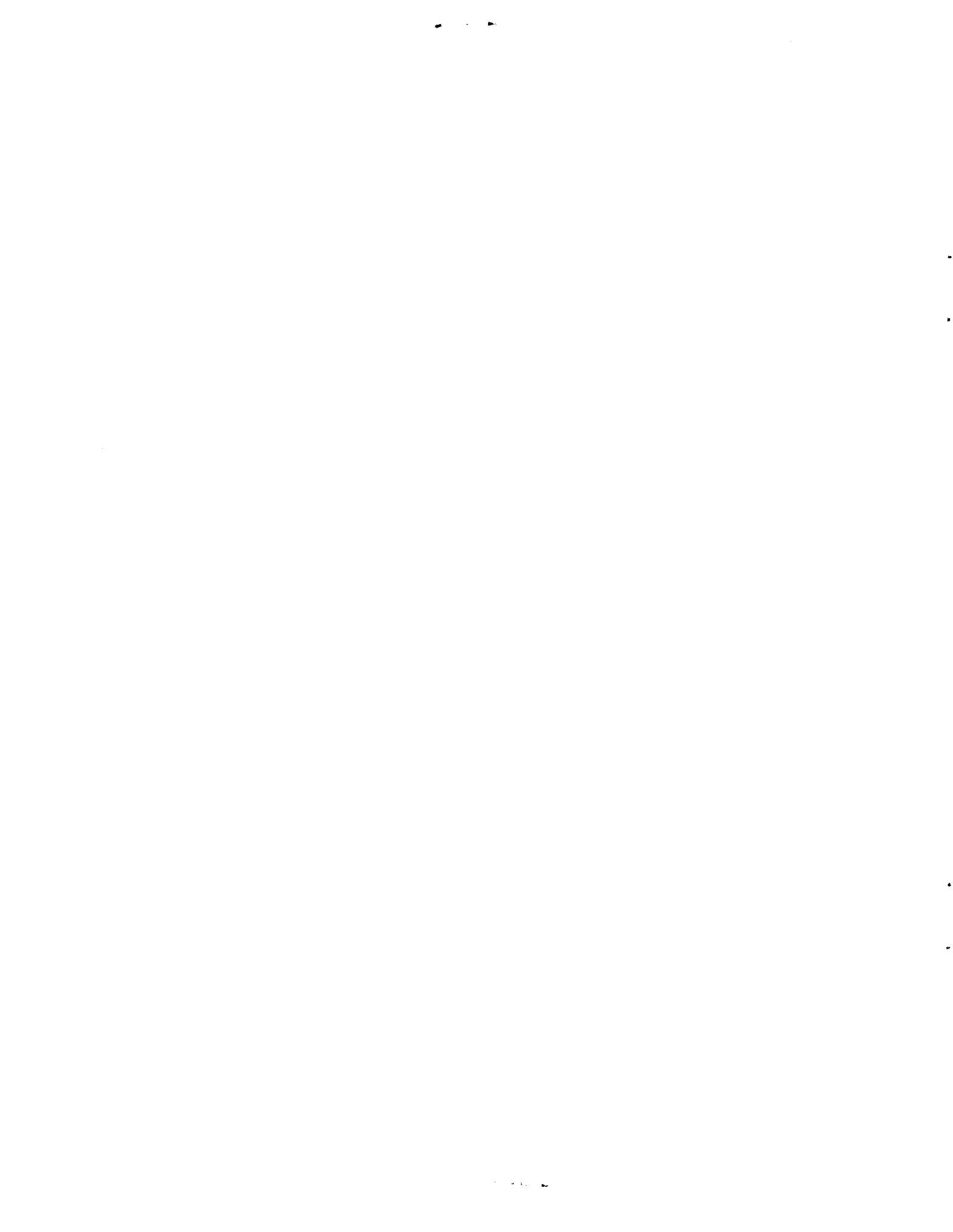
Cinquième réunion du Sous-Comité industriel de la CIER (Lima, 9-14 octobre 1983).

Deuxième réunion d'industriels latino-américains du secteur des biens d'équipement (Buenos Aires, 17-19 octobre 1983).

Réunion de hauts fonctionnaires de la CIER et des représentants du Groupe industriel (Viña del Mar, 7 novembre 1983).

Réunion d'experts CEPAL/ONUDI sur les industries de biens d'équipement en Amérique latine (5-7 décembre 1983) (E/CEPAL/SEM.13/R.1 à R.3).

/PROGRAMME 340:



PROGRAMME 340: COMMERCE INTERNATIONAL

SOUS-PROGRAMME 340.1: L'AMERIQUE LATINE ET LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

i) Documents

Las relaciones económicas externas de América Latina en los años ochenta, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 7 (E/CEPAL/G.1160/Rev.1).

América Latina: crisis, cooperación y desarrollo, Revista de la CEPAL, No. 20 (E/CEPAL/G.1253).

Relaciones económicas internacionales y cooperación regional de América Latina (E/CEPAL/SES.20/G.18).

El comercio internacional de servicios: el caso de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/R.341).

Exportación de manufacturas latinoamericanas a los centros. Importancia y significado, Revista de la CEPAL, No. 17 (E/CEPAL/G.1205).

Aspectos de una política latinoamericana en el sector de los productos básicos (E/CEPAL/R.335/Rev.1).

América Latina y la economía mundial del café, Serie Cuadernos de la CEPAL, No. 42 (E/CEPAL/G.1194).

Algunas tendencias y políticas en el comercio internacional de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/L.290).

Informe final de la Mesa Redonda sobre el financiamiento de las exportaciones de manufacturas en América Latina (E/CEPAL/R.282).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Venezuela (E/CEPAL/R.271/Rev.1).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Argentina (E/CEPAL/R.272/Rev.1).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de México (E/CEPAL/R.273/Rev.1).

Régimen de financiamiento de exportaciones de Uruguay (E/CEPAL/R.274/Rev.1).

Banco Latinoamericano de Exportaciones (BLADEX) (E/CEPAL/R.275/Rev.1).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Perú (E/CEPAL/R.276/Rev.1).

/Corporación Andina

Corporación Andina de Fomento. Sistema Andino de Financiamiento del Comercio (SAFICO) (E/CEPAL/R.277/Rev.1).

Programa de financiamiento de exportaciones del Banco Interamericano de Desarrollo (E/CEPAL/R.278).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Brasil (E/CEPAL/R.279).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Colombia (E/CEPAL/R.280).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones del Ecuador (E/CEPAL/R.283).

Régimen promocional de financiamiento de exportaciones de Bolivia (E/CEPAL/R.284).

Informe final de la Reunión Latinoamericana de Organismos de Seguro de Crédito a la Exportación (E/CEPAL/R.305).

Bases para el establecimiento de la Asociación Latinoamericana de Organismos de Seguro de Crédito a la Exportación (E/CEPAL/R.299).

Informe final del Seminario Latinoamericano sobre Consorcios y Otros Esquemas de Exportación Conjunta (E/CEPAL/R.303).

Paraguay: identificación de la oferta exportable de productos no tradicionales seleccionados (E/CEPAL/R.313/Rev.1).

Criterios metodológicos para el estudio de la oferta exportable (E/CEPAL/R.300/Rev.1).

El financiamiento de las exportaciones en América Latina, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 18 (E/CEPAL/G.1236).

Estados Unidos. Los mecanismos institucionales contemplados en la lucha contra la crisis energética (CEPAL/WAS/R.8).

Report on the Third Meeting of the Regional Programme on Technology (CEPAL/WAS/R.9).

Reunión del CEPCIES de la OEA sobre Guatemala (CEPAL/WAS/R.10).

Reunión de coordinación de organismos internacionales en apoyo de las actividades del Plan Quinquenal de Acción Indigenista Interamericana (CEPAL/WAS/R.11).

/Informe sobre

Informe sobre la XXVII Reunión del Consejo Directivo de la OPS, XXII Reunión del Comité Regional de la OMS (CEPAL/WAS/R.12).

X Reunión Ordinaria de la Comisión Especial de Consulta y Negociación (CECON) (CEPAL/WAS/R.13).

Informe sobre la XV Reunión Ordinaria del CIES, a nivel ministerial (CEPAL/WAS/R.14).

Recent Trends in the World Economy (CEPAL/WAS/R.15).

Informe sobre el décimo período ordinario de sesiones de la Organización de Estados Americanos (CEPAL/WAS/R.16).

The Economic Commission for Latin America: Some Institutional Aspects (CEPAL/WAS/R.17).

Issues that will possibly be raised at the 1980 International Monetary Fund Annual Meeting (CEPAL/WAS/R.18).

Issues that will possibly be raised at the 1980 World Bank Annual Meeting (CEPAL/WAS/R.19).

Update on the World Bank/International Monetary Fund Joint Annual Meeting, 1980 (CEPAL/WAS/R.20).

The U.S. Program for economic recovery: its prospects for success and the implications for Latin America and the world economy (CEPAL/WAS/R.21).

Resumen y comentarios acerca del documento titulado "El papel del Banco (BID) en América Latina durante la década de 1980" (CEPAL/WAS/R.22).

Séptima Reunión de la Comisión Mixta para la implementación de los programas de cooperación externa con Haití (CEPAL/WAS/R.23).

The IMF: Physician or Mortician? (CEPAL/WAS/R.24).

Some observations on the world economic situation and its implication for Latin America (CEPAL/WAS/R.25).

Reunión tripartita sobre progreso compartido en la década de los ochenta (CEPAL/WAS/R.26).

Caribbean Basin Plan: some US preliminary views (CEPAL/WAS/R.27).

The 1981 Meeting of the IFM/World Bank group in the context of the world economy (CEPAL/WAS/R.28).

Reuniones Anuales del BIRF y el FMI (CEPAL/WAS/R.29).

11a Reunión Ordinaria de la Comisión Especial de Consulta y Negociación (CECON). 6a Reunión Extraordinaria de la Comisión Especial de Consulta y Negociación (CECON) (CEPAL/WAS/R.30).

The Caribbean Basin Plan or Initiative: some comments. Summary and Comments on the remarks by President Reagan about the "Caribbean Basin Plan" (CEPAL/WAS/R.31).

23a Reunión de la Asamblea de Gobernadores del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) en Cartagena, Colombia (CEPAL/WAS/R.32).

9th Meeting of the Steering Committee for Cooperative Action on the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade (CEPAL/WAS/R.33).

El presupuesto norteamericano (CEPAL/WAS/R.34).

La economía de los Estados Unidos en 1981 y sus perspectivas (CEPAL/WAS/R.35).

Conferencia Regional sobre Financiamiento del Desarrollo Forestal en América Latina (CEPAL/WAS/R.36).

V Seminario Metodológico sobre Política y Planificación Científica y Tecnológica (CEPAL/WAS/R.37).

Informe acerca de la 21a Conferencia Sanitaria Panamericana (CEPAL/WAS/R.38).

Seminario sobre Integración Económica, Banco Interamericano de Desarrollo (BID) (CEPAL/WAS/R.39).

El financiamiento público externo en Centroamérica (CEPAL/WAS/R.40).

12a Reunión Ordinaria/7a Reunión Extraordinaria CECON (CEPAL/WAS/R.41).

Informe sobre la 17a Reunión Anual a Nivel Ministerial del Consejo Interamericano Económico y Social (CIES) (CEPAL/WAS/R.42).

12a Asamblea General de la OEA: ¿Tiene la OEA un futuro? (CEPAL/WAS/R.43).

Comentarios sobre la situación financiera internacional (CEPAL/WAS/R.44).

Informe de la Segunda Comisión, Asamblea General de la OEA (CEPAL/WAS/R.45).

Notes on the Roundtable on Money and Finance (CEPAL/WAS/R.46).

Notas sobre la Iniciativa de la Cuenca del Caribe (CEPAL/WAS/R.47).

Informe sobre la 24a Reunión Anual de Gobernadores del Banco Interamericano de Desarrollo (CEPAL/WAS/R.48).

/Notas sobre

Notas sobre la Tercera Reunión Interamericana de Salud Animal a Nivel Ministerial (CEPAL/WAS/R.49).

Nota sobre la 20a Reunión Extraordinaria del CIES (CEPAL/WAS/R.50).

Notes on Meetings at the Institute for International Economics (CEPAL/WAS/R.51).

Notas sobre la 9a Reunión Extraordinaria de la CECON (CEPAL/WAS/R.52).

Notas sobre la 13a Reunión Ordinaria de la Comisión Especial de Consulta y Negociación (CECON) (CEPAL/WAS/R.53).

Informe sobre la 29a Reunión del Consejo Directivo de la Organización Panamericana de la Salud (CEPAL/WAS/R.54).

Reuniones Anuales del Banco Mundial y del Fondo Monetario Internacional, 1983: comentarios y conclusiones (CEPAL/WAS/R.55).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion latino-américaine de coordination préparatoire de la sixième session de la CNUCED, organisée par le SELA et réalisée à Carthagène, Colombie, 21-26 février 1984. Le document intitulé "Aspectos de una política latinoamericana en el sector de los productos básicos" (E/CEPAL/R.335) y a été présenté.

Séminaire sur les produits de base organisé par la CNUCED et le Gouvernement italien (Rome, Italie, 16-18 mars 1983) dont les débats ont été axés sur le contenu du document E/CEPAL/R.335 mentionné ci-dessus.

Réunion de Personnalités (Bogotá, Colombie, 18-21 mai 1983) à laquelle le document E/CEPAL/G.1249 a été présenté.

Réunion des représentants personnels des Chefs d'Etat et de gouvernements d'Amérique latine, sous les auspices de la CEPAL, du SELA et du Gouvernement de la République dominicaine (Saint-Domingue, 1er-3 août 1983) où le document intitulé "Bases para una respuesta de América Latina a la crisis económica internacional" a été examiné.

Séminaire interrégional sur les sociétés transnationales exportatrices de produits de base (New York, 22 août-2 septembre 1983) organisé par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et au cours duquel des exposés ont été présentés au sein du Groupe des produits agricoles sur: i) les politiques régionales et interrégionales; et ii) les stratégies visant à intensifier la participation des pays en développement aux systèmes de commercialisation, de distribution et de transport de leurs produits de base.

Conférence spécialisée extraordinaire sur le financement extérieur du Conseil interaméricain économique et social (CIES) (Caracas, Venezuela, 5-9 septembre 1983)

/au cours

au cours de laquelle le document intitulé "Algunas tendencias y políticas en el comercio internacional de América Latina y el Caribe" (E/CEPAL/L.290) a été envisagé.

Consultation d'experts en commerce de produits de base, y compris la coopération économique entre pays en développement, notamment en matière d'élevage et de produits dérivés de la viande. Cette réunion a été organisée par la FAO et effectuée au siège de la CEPAL, Santiago, du 28 au 30 septembre 1983. On y présenta un exposé sur les négociations internationales dans le domaine de la viande.

Réunion du Comité préparatoire de la Conférence économique latino-américaine de Quito (San José, Costa Rica, 4-5 novembre 1983) qui s'est penchée sur une note intitulée "Guía para la consideración de la Agenda de la Conferencia Económica Latinoamericana" élaborée conjointement avec le Projet sur les biens d'équipement de la division des Industries. Le Directeur de la division du Commerce international et développement ainsi que la division elle-même ont été chargés, par le Secrétaire exécutif de la CEPAL, du soutien que la Commission s'est engagée à apporter au Secrétariat chargé de l'organisation et du déroulement de cette conférence, qui a eu lieu à Quito, Equateur, du 9 au 13 janvier 1984.

Symposium international "Le Pérou face aux nouvelles tendances du commerce international", organisé par le Centre péruvien d'études internationales (CEPEI), sous les auspices de la Fondation Friedrich Ebert (Lima, Pérou, 28 novembre-2 décembre 1983) et au cours duquel la CEPAL exposa son point de vue sur les nouvelles tendances du commerce international.

Table ronde sur le financement des manufactures en Amérique latine (Santiago, Chili, 29 juin-1er juillet 1981). Voir le rapport de cette réunion (E/CEPAL/R.282) et les autres documents présentés sous les cotes E/CEPAL/R.271 à R.283 et R.284.

Séminaire latino-américain sur les consortiums et autres schémas d'exportations en commun, sous les auspices de la CEPAL, du CCI et de l'Institut mexicain de commerce extérieur (IMCE) (Mexico, 3-7 août 1981), dont le rapport figure dans le document E/CEPAL/R.303.

Réunion latino-américaine d'organismes d'assurances-crédits à l'exportation (Santiago, Chili, 2-4 décembre 1981) sous les auspices de la CEPAL et du CCI. Le rapport de cette réunion a été publié sous la cote E/CEPAL/R.305. Voir également le document E/CEPAL/R.299 dans lequel sont consignées les bases de la création de l'Association latino-américaine d'assurance-crédit à l'exportation (ALASECE). Ce document a ensuite été présenté à et approuvé par l'Institut de réassurance du Brésil, qui sert de Secrétariat provisoire du nouvel organisme.

Atelier de travail sur l'étude de l'offre et la demande de produits andins, réalisé sous les auspices de la JUNAC à Lima, Pérou, 8-12 février 1982.

Table ronde sur les obstacles qui entravent les exportations latino-américaines de manufactures et semi-manufactures de cuir vers les marchés des

/pays industrialisés

pays industrialisés (Buenos Aires, Argentine, 14-16 avril 1982) sous les auspices de la CEPAL et du CII. Le projet de rapport final est consigné dans le document E/CEPAL/SEM.2/R.5. D'autres documents ont été présentés sous les cotes E/CEPAL/SEM.2/R.1 à R.4.

Séminaire sur la promotion des exportations organisé par le projet CEPAL/IPEA (Brasilia, Brésil, 28 septembre-2 octobre 1983), au cours duquel on a présenté des exposés sur les sujets présentés.

Réunion de fonctionnaires responsables du commerce extérieur de l'Amérique latine (Santiago, Chili, 10-12 mars 1983), organisée conjointement par le Projet de promotion des exportations et le Projet d'intégration et de coopération régionale, tous deux dans le cadre du programme 340. Voir les documents élaborés conjointement sous les cotes E/CEPAL/SEM.7/R.1, R.2 et R.5 -ce dernier contient des notes sur la réunion- ainsi que le document élaboré par le Projet "Notas sobre los regímenes de promoción de las exportaciones" (E/CEPAL/SEM.7/R.4).

Séminaire national sur les consortiums d'exportation, organisé par le Centre de promotion des exportations du Paraguay (CEPEX) sous les auspices de la CEPAL et de l'ALADI (Asunción, Paraguay, 27 juin-1er juillet 1983). On a collaboré à l'organisation de ce séminaire et présenté le document intitulé "Elementos para el diseño de una estrategia de desarrollo de las exportaciones de la mediana y pequeña empresa". On a également participé à l'élaboration de la synthèse et des conclusions émanées du Séminaire ainsi que d'un plan de suivi.

Séminaire sur les stratégies d'exportation des pays latino-américains vers le Japon (Tokyo, Japon, 14-22 novembre 1983), co-patronné par la CEPAL et la Japan External Trade Organization (JETRO). Un document d'ouverture du séminaire et une synthèse de clôture ont été présentés.

iii) Assistance technique

A la demande expresse de la CNUCED, un fonctionnaire de la Division a dirigé une série de réunions organisées par cette conférence qui ont conduit à la négociation d'une Convention internationale sur les bois tropicaux (Séminaire interrégional de la CNUCED des pays producteurs de bois tropicaux, Rio de Janeiro, Brésil, 31 janvier-4 février 1983; première et deuxième Conférences des Nations Unies sur les bois tropicaux, Genève, 14-31 mars et 7-18 novembre 1983 respectivement).

Une assistance technique a été fournie, dans le cadre du Projet de promotion des exportations, aux pays suivants:

Chili, Colombie, Guatemala, Mexique et Pérou:

Recherche et programmation en matière de contrôle de qualité des exportations.

Costa Rica, Equateur et République dominicaine:

Financement et assurance-crédit aux exportations.

/Paraguay:

Paraguay:

Recherche et programmation en matière de contrôle de qualité des exportations.

Alternatives de transport du commerce extérieur dans le couloir Asunción-Atlantique.

Contrôle de qualité des exportations pour le Centre de promotion des exportations (CEPEX).

Financement et assurance-crédit aux exportations.

Coopération technique avec le CEPEX sur le mécanisme de promotion des exportations.

Identification de l'offre exportable de produits non-traditionnels. Première étape (E/CEPAL/R.313/Rev.1).

Uruguay:

Examen d'un projet de coopération et soutien aux politiques de commerce extérieur de l'Uruguay.

iv) Formation et bourses

Cours sur le financement du commerce extérieur, donné à titre de service consultatif à l'Association latino-américaine d'institutions financières de développement (ALIDE) (Lima, Pérou, 18-20 octobre 1982).

SOUS-PROGRAMME 340.2: RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE L'AMERIQUE LATINE ET LES PRINCIPALES REGIONS DU MONDE

i) Documents

Relaciones económicas de América Latina con los países miembros del Consejo de Asistencia Mutua Económica, Serie Estudios e Informes de la CEPAL No. 12 (E/CEPAL/G.1204).

Las relaciones económicas entre España e Iberoamérica (E/CEPAL/R.293).

Estructura y tendencias de las relaciones económicas entre Iberoamérica y España (sans cote).

Cooperación tecnológica entre Iberoamérica y España (sans cote).

/ii) Séminaires,

ii) Séminaires, réunions et conférences

Première Conférence ibéro-américaine de coopération économique (Madrid, Espagne, 3-7 novembre 1981), à laquelle a été présenté un document intitulé "Las relaciones económicas entre España e Iberoamérica" (E/CEPAL/R.293), élaboré conjointement par la CEPAL et l'organisme organisateur, c'est-à-dire l'Institut de coopération ibéro-américaine (ICI).

Réunion sur la situation et les perspectives des relations entre l'Europe et l'Amérique latine, organisée par la Fondation Friedrich Ebert (Bonn, République fédérale d'Allemagne, 22-24 septembre 1983) au cours de laquelle un exposé a été présenté sur les relations extérieures que l'Amérique latine maintient avec la Communauté économique européenne.

Deuxième Conférence ibéro-américaine de coopération économique, qui aura lieu à Lima, Pérou, du 30 mars au 3 avril 1984 sous les auspices du Gouvernement péruvien, de l'ICI et de la CEPAL. Deux documents y seront présentés: l'un sur les structures et tendances des relations économiques entre l'Amérique latine et l'Espagne et l'autre sur leur coopération technique.

Forum latino-américain sur la politique économique en crise, avec la participation de membres du Parlement européen. Ce Forum, organisé par l'Institut latino-américain de recherches sociales (ILDIS) et la Présidence de la Chambre des représentants du Congrès de la République du Venezuela, a eu lieu à Caracas, du 20 au 28 octobre 1983.

SOUS-PROGRAMME 340.3: SYSTEME MONETAIRE ET FINANCIER

i) Documents

Efectos macroeconómicos de cambios en las barreras al comercio y al movimiento de capitales: un modelo de simulación, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 20 (E/CEPAL/G.1230).*/

El costo real de la deuda externa para el acreedor y para el deudor, Revista de la CEPAL, No. 19 (E/CEPAL/G.1229).

La deuda externa y los problemas financieros de América Latina, Revista de la CEPAL, No. 20 (E/CEPAL/G.1253).

ii) Séminaires, réunions et conférences

33ème Réunion des Gouverneurs des banques centrales latino-américaines et d'Espagne (Panama, 21-25 septembre 1981); un rapport contenant une synthèse des activités menées par la CEPAL en matière de finances internationales au cours de l'année écoulée y a été présenté.

*/ La version en anglais a été publiée par le FMI dans la série DM/82/79.

Réunion des Gouverneurs du FMI et de la Banque mondiale de 1981 (Washington D.C., 29 septembre-2 octobre 1981) sur laquelle un rapport a été élaboré à l'intention du Secrétaire exécutif de la CEPAL.

XVIIIème Réunion de techniciens des banques centrales du continent américain (Saint-Domingue, République dominicaine, 31 octobre-7 novembre 1981) à laquelle une version préliminaire du document "Estrategias alternativas de apertura: un modelo de simulación" (E/CEPAL/PROY.5/R.2) a été présentée.

Rapport de la CEPAL à la Réunion de Gouverneurs des banques centrales d'Amérique latine et d'Espagne (Montego Bay, Jamaïque, 23-27 août 1982) à laquelle un rapport sur les activités menées par la CEPAL dans le domaine financier international a été présenté.

Quatrième Réunion annuelle de la Table ronde Nord-Sud (Fourth Annual Session of the North-South Roundtable) (Tokyo/Oiso, Japon, 22-24 octobre 1982). On y a présenté un exposé sur les pays en développement et le système de Bretton Woods dont le résumé a été publié dans le "Global Development Issues and Choices", 1983, par la Table ronde Nord-Sud.

Session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) (New York, 6-7 décembre 1982) pour laquelle une note sur "América Latina: aspectos principales del financiamiento externo" a été élaborée et un exposé a été présenté sur le sujet.

Conférence de l'Académie nationale d'économie (Montevideo, Uruguay, 10 mai 1983) au cours de laquelle un exposé a été présenté sur la dette extérieure et les problèmes financiers de l'Amérique latine (publié ensuite dans la Revista de la CEPAL, No. 20).

Séminaire sur les relations économiques entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, organisé par le Wilson Center et effectué à Washington D.C., du 21 au 24 janvier 1983. Une étude intitulée "Financiamiento externo de América Latina: hechos, problemas y opciones" a été présentée et fera l'objet d'une publication dans le cadre du document "Las relaciones entre los Estados Unidos y América Latina en los años ochenta".

Table ronde sur les options de politiques dans le secteur extérieur: cas de l'Amérique latine, organisée sous les auspices de la CEPAL et de la Fondation allemande pour le développement international (DSE) (Santiago, Chili, 24-27 octobre 1983). Les débats ont été basés sur les documents suivants, élaborés par le Projet: "Efectos macroeconómicos de cambios en las barreras al comercio y al movimiento de capitales: un modelo de simulación", Serie Estudios e Informes de la CEPAL No. 20; "Cambios en las barreras al comercio y al movimiento de capitales. Un nuevo análisis", élaboré conjointement avec le FMI (à publier), et "El financiamiento externo de América Latina: hechos, problemas y opciones" (version préliminaire).

17ème Réunion du Conseil de Gouverneurs de la Fédération latino-américaine de banques (FELABAN) au cours de laquelle on présenta des exposés sur la nature et les voies de solution qui s'offrent aux problèmes de la dette extérieure de l'Amérique latine. Cette réunion a eu lieu en Colombie, du 13 au 15 novembre 1983 et un document sur le thème exposé est actuellement en cours d'élaboration.

iii) Assistance technique

Au Brésil:

Avis consultatifs à l'Instituto de Planeamiento Económico y Social de Brasilia, sur l'expérience brésilienne et latino-américaine en matière d'inflation, de politiques d'ajustement, de situation économique conjoncturelle et de perspectives à court et à moyen terme.

A El Salvador:

Services consultatifs à la Banque centrale de El Salvador sur les politiques monétaires et financières, sur la demande du Président de cette banque.

Au Paraguay:

Services consultatifs au Gouvernement du Paraguay en vue de la formulation d'une politique économique globale.

A la République dominicaine:

Avis consultatifs demandés par la Banque centrale de la République dominicaine en matière de politique de change et monétaire.

A la JUNAC: -

Des réunions de services consultatifs à la JUNAC ont été tenues à Lima, Pérou, en mai 1983. Un document intitulé "Un Banco Subregional de Comercio Exterior" a été élaboré.

SOUS-PROGRAMME 340.4: INTEGRATION ET COOPERATION ECONOMIQUES ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

i) Documents

América Latina y el Caribe: importación de manufacturas por países y según su origen industrial desde 1961 a 1978 (E/CEPAL/L.249).

Integración y cooperación regionales en los años ochenta. Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 8 (E/CEPAL/G.1155/Rev.1).

Acceso a los mercados internacionales por parte de países de potencial limitado: el caso del Uruguay (E/CEPAL/R.314).

/Posibilidades de

Posibilidades de cooperación entre América Latina y Africa en el campo del comercio exterior (E/CEPAL/SEM.4/L.1).

Ingeniería y Consultoría en Brasil y el Grupo Andino: posibles áreas de cooperación, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 15 (E/CEPAL/G.1215).

Exportación argentina de servicios de ingeniería y construcción, Buenos Aires, 1983 (Documento de Trabajo, No. 6).

Los servicios de consultoría en la Argentina: la oferta local y la experiencia argentina, Buenos Aires, 1983 (Documento de Trabajo, No. 3).

América Latina: Panorama actual de la integración y cooperación.

Evolución de la integración centroamericana en 1980 (E/CEPAL/MEX/1048).

Evolución de la integración centroamericana en 1981 (E/CEPAL/MEX/1982/L.17).

Evolución de la integración centroamericana en 1982 (E/CEPAL/MEX/1983/L.19).

Istmo Centroamericano: El carácter de la crisis económica actual, los desafíos que plantea y la cooperación internacional que demanda (E/CEPAL/CCE/402/Rev.1; E/CEPAL/G.1184).

Reflexiones sobre la situación actual y las perspectivas del proceso de la integración centroamericana (E/CEPAL/CCE/403).

Centroamérica: apreciaciones sobre el comercio intrarregional en 1982 (E/CEPAL/MEX/L.413).

Apreciaciones sobre los efectos de la crisis internacional en los países centroamericanos (E/CEPAL/MEX/1983/L.2).

Situación actual del proyecto de nuevo régimen arancelario centroamericano (E/CEPAL/MEX/1983/R.1).

Comentarios acerca de la cooperación técnica externa de carácter regional para el Istmo Centroamericano durante 1982-1984 (E/CEPAL/CCE/408).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire technique sur la préférence douanière régionale dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) (Santiago, Chili, 4 et 5 novembre 1982). Des notes sur ce séminaire ont été élaborées et publiées dans le document E/CEPAL/SEM.5/R.3.

Réunion de fonctionnaires responsables du commerce extérieur de l'Amérique latine (Santiago, Chili, 10-12 mars 1983), organisée conjointement par le Projet

/d'intégration et

d'intégration et coopération régionales et le Projet de promotion des exportations, tous deux dans le cadre du programme 340. Voir les documents élaborés conjointement sous les cotes E/CEPAL/SEM.7/R.1, R.2 et R.5, lequel contient un rapport préliminaire sur la Réunion. On a également élaboré un document intitulé "Intercambio comercial latinoamericano y las posibilidades de expansión futura" (E/CEPAL/SEM.7/R.3).

Réunion de fonctionnaires du Gouvernement de la République dominicaine, organisée sous les auspices du Ministère des Relations extérieures de ce pays (Saint-Domingue, 6-10 juin 1983). Les participants ont étudié les possibilités d'intégration de la République dominicaine aux mécanismes latino-américains d'intégration. Un document a été élaboré en cette matière.

Réunion mixte d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique, organisée sous les auspices de la CEA et de la CEPAL (Addis Abeba, Ethiopie, 1er-5 juin 1982). On y a présenté le document intitulé "Posibilidades de cooperación entre América Latina y Africa en el campo del comercio exterior" (E/CEPAL/SEM.4/L.1).

Programme d'études conjointes sur les relations internationales de l'Amérique latine */

La plupart des activités menées dans le cadre du Projet RIAL/80/019 (Programme RIAL) sont liées au sous-programme 340.1 du programme de la Division de Commerce international et développement. Le RIAL est une association d'universités et de centres de recherche latino-américains qu'intéresse l'étude des relations internationales des pays de la région. Le RIAL encourage le travail conjoint des centres membres en vue de la réalisation d'études et de recherches, de séminaires et de réunions de travail, de publications et d'autres activités de diffusion. Ce programme reçoit l'appui d'un projet du PNUD et est exécuté par l'intermédiaire de la CEPAL.

Le RIAL encourage la réalisation d'une série d'études sur l'évolution des négociations Nord-Sud, qui mettent notamment l'accent sur les perspectives des négociations globales et qui ont fait l'objet de discussions au cours de plusieurs séminaires réalisés au Centre d'études économiques et sociales du Tiers-Monde (CEESTEM) au Mexique, à partir de 1981. Certaines de ces études ont été consignées dans le livre América Latina y el Nuevo Orden Económico Internacional (Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1982) et d'autres dans le document intitulé Del Nuevo Orden Económico Internacional a las Negociaciones Globales: historia de un esfuerzo (CEESTEM), Mexico, 1982. Plusieurs réunions ont été effectuées dans le cadre du même projet, en collaboration avec les Fondations Konrad Adenauer et Friedrich Ebert, afin d'étudier le Rapport Brandt d'un point de vue latino-américain.

*/ Afin d'offrir une vision plus globale des activités menées dans le cadre du Programme RIAL, il a été décidé de présenter la synthèse correspondante des activités dans ce chapitre du rapport.

/Ces réunions

Ces réunions ont eu lieu à Viña del Mar (Chili), Canela (Brésil) et Villa de Leyva (Colombie). Les principales études élaborées pour cette réunion sont reproduites dans le livre El diálogo Norte-Sur: una perspectiva latinoamericana (Comentarios al Informe Brandt). Dans ce même domaine, et compte tenu de la possibilité d'apporter une contribution aux travaux préparatoires de la sixième session de la CNUCED, ce même programme a organisé, sous les auspices de la CNUCED, la CEPAL et le SELA, un séminaire non-officiel de haut niveau sur "La coyuntura económica internacional y su impacto en América Latina", à l'Université de Belgrano, Buenos Aires, en septembre 1982. A l'issue des travaux et des débats de ce séminaire, un accord a été conclu entre le RIAL et le SELA afin d'exécuter et de publier un ensemble d'études sur ces questions, lesquelles ont été consignées dans le livre intitulé Problemas económicos del Tercer Mundo (Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1983).

Dans le cadre de ce même projet, et vu l'importance de ce domaine, une réunion d'experts sur le nouveau droit de la mer et le développement de l'Amérique latine a été organisée en septembre 1982 à la CEPAL pour élaborer les bases d'un Plan d'action régional visant à faciliter l'application des nouvelles dispositions sur l'utilisation de la mer et des ressources marines et aider les gouvernements de la région à formuler les politiques respectives. Ces grandes lignes sont consignées dans le document intitulé América Latina y el Nuevo Derecho del Mar: hacia un programa de acción regional, publié dans la Serie Notas sobre la Economía y el Desarrollo de América Latina de la CEPAL, No. 371, octobre-novembre 1982 et ont fait l'objet d'un projet spécifique en la matière.

En ce qui concerne le sous-programme 340.2, le RIAL a participé d'une façon active à une série de trois conférences organisées sous les auspices du Centre d'études latino-américaines de la School for Advanced International Studies, Johns Hopkins University, sur le thème: Un nouveau triangle Atlantique: l'Amérique latine, l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis; ces réunions ont eu lieu à Racine, Wisconsin, aux Etats-Unis en mai 1981; à l'Université de Brasilia, Brésil, en juin de cette même année; et à Lengries, République fédérale d'Allemagne, en avril 1982. Les résultats de cet effort commun seront publiés en anglais, allemand et espagnol dans un livre intitulé Un Nuevo triángulo atlántico: Estados Unidos, Europa y América Latina, lequel est actuellement en cours d'impression.

Dans le cadre de ce même sous-programme, le RIAL a organisé, à Quito, Equateur, en novembre 1981, un séminaire sur les relations entre l'Amérique latine et d'autres régions du monde, co-patronné par le Ministère des Relations extérieures de ce pays. Les études élaborées à cette fin ont été reproduites dans le livre intitulé La política internacional de los años ochenta (Editorial de Belgrano, Buenos Aires, 1982).

En 1982, le projet RLA/80/019 a organisé un groupe d'études afin d'évaluer l'impact du conflit de l'Atlantique-Sud sur les relations extérieures des pays latino-américains. Les documents élaborés par ce groupe de travail ont été consignés dans le No. 60 de la revue périodique Estudios Internacionales sous le titre "América Latina después de las Malvinas" et feront partie, avec d'autres, d'un livre qui sera publié prochainement en anglais et en espagnol.

En ce qui concerne le sous-programme 340.3, le projet RLA/80/019 a organisé, fin 1982, un groupe de travail sur le thème "Crise et dette de l'Amérique latine". Ce groupe s'est réuni à Caracas en janvier 1983 sur invitation du SELA; au Centre Tepoztlan, Mexique, en juillet de cette même année; et à Bogotá, sous les auspices de la Chambre des représentants de Colombie et de FESCOL, en novembre de cette même année. Le document dans lequel sont résumées les analyses effectuées au cours de la réunion de Tepoztlan, a été publié dans le No. 384 de la Serie Notas sobre la Economía y el Desarrollo de América Latina de la CEPAL, sous le titre Crisis y deuda en América Latina. En outre, plusieurs études qui avaient été élaborées à l'occasion de ces deux réunions ont été reproduites dans le No. 64 de la revue Estudios Internacionales, correspondant à octobre-décembre 1983. Un livre intitulé The Politics and Economics of the External Debt: The Latin American Experience est actuellement en cours d'élaboration.

Finalement, un ensemble d'études sur le rôle des nouvelles modalités et des agents de la coopération régionale en Amérique latine sont en cours d'élaboration, depuis 1981, dans le cadre du sous-programme 340.4. Un des aspects de ce type d'activités consiste à évaluer la contribution des associations académiques, scientifiques et technologiques existant en Amérique latine au processus de coopération régionale; une réunion annuelle a eu lieu, à cet effet, à la CEPAL, de 1981 à 1983 avec la participation d'universités et de centres d'enseignement latino-américains. Le RIAL a également organisé des réunions auxquelles ont participé les secrétaires exécutifs des différentes associations sectorielles de sociétés latino-américaines. Ces réunions ont été effectuées au siège de la CEPAL, Santiago (1981); de l'ALIDE, Lima (1982) et l'ALADI, Montevideo (1983); toutes ces réunions et études ont conduit à un projet visant à l'établissement d'un service latino-américain de coopération intersociétés. Afin de contribuer à l'étude des facteurs qui facilitent ou entravent le processus de coopération régionale, le Programme RIAL a également encouragé la réalisation d'une étude comparative des politiques extérieures des pays latino-américains dont les premiers résultats ont fait l'objet des débats au cours d'un séminaire organisé à l'Institut des hautes études de l'Université Simón Bolívar, à Caracas, en octobre 1982. Ils seront publiés dans un livre, actuellement en cours d'impression, intitulé Las políticas exteriores de los países latinoamericanos comparadas. Dans ce même domaine, le Programme a été invité à présenter les résultats de ces études au cours de tables rondes organisées par les institutions suivantes: International Political Science Association, à Rio de Janeiro en septembre 1982; International Studies Association, à Mexico, en avril 1983; et Latin American Studies Association, à Mexico en octobre de cette même année.

En outre, un séminaire sur les relations internationales des pays centraméricains a été organisé, en février 1982, à l'Université nationale de Costa Rica, au cours duquel l'accent a été mis sur les processus de coopération sous-régionale et dont les résultats ont été consignés dans le livre intitulé Las políticas exteriores centroamericanas y las políticas internacionales hacia Centroamérica.

PROGRAMME 360: COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

SOUS-PROGRAMME 360.1: COOPERATION ET INTEGRATION ECONOMIQUE AUX CARIBBES

i) Documents

Temario provisional del sexto período de sesiones del CDCC (E/CEPAL/CDCC/76).

Temario provisional anotado del sexto período de sesiones del CDCC (E/CEPAL/CDCC/76/Add.1).

Implementation of the work programme of the CDCC (E/CEPAL/CDCC/77).

Co-ordination in planning (E/CEPAL/CDCC/77/Add.1).

Matters referred to governments for observations and guidance and for the sixth CDCC session (E/CEPAL/CDCC/77/Add.2).

Actions on CDCC resolutions adopted at fifth session (E/CEPAL/CDCC/77/Add.3).

World Intellectual Property Organization (E/CEPAL/CDCC/77/Add.4).

Programa provisional de trabajo del CDCC, 1982-1983 (E/CEPAL/CDCC/78).

Programme of work of the CDCC. Orientations for the 1984-1985 biennium (E/CEPAL/CDCC/78/Add.1).

Draft programme on international trade, 1982-1983 (E/CEPAL/CDCC/78/Add.2).

Programa provisional de trabajo revisado del CDCC, 1982-1983 (E/CEPAL/CDCC/78/Rev.1).

Report on activities relating to the integration of women in development (E/CEPAL/CDCC/82).

Report on activities of the Caribbean Council for Science and Technology (E/CEPAL/CDCC/83).

Report on activities of the Caribbean Council for Science and Technology (E/CEPAL/CDCC/83/Add.1).

Co-ordination and co-operation policy (E/CEPAL/CDCC/84).

Secretariat note on proposal for a multi-national enterprise in fishing for the CDCC countries (E/CEPAL/CDCC/85).

ECLA resolutions with implications for CDCC (E/CEPAL/CDCC/86).

Coordinación de los programas del CDCC con los proyectos regionales del GCCDE (E/CEPAL/CDCC/87).

/Joint CDCC/ITU

Joint CDCC/ITU programme in the field of telecommunications (E/CEPAL/CDCC/90).

Temario provisional del séptimo período de sesiones del CDCC (E/CEPAL/CDCCC/94).

Temario provisional anotado del séptimo período de sesiones del CDCC (E/CEPAL/CDCC/94/Add.1).

Ejecución del programa de trabajo del CDCC (E/CEPAL/CDCC/95).

Ejecución del programa de trabajo del CDCC. Autoridad específica, endoso, apoyo y otras acciones solicitadas al CDCC en conexión con el programa de trabajo del Secretariado (E/CEPAL/CDCC/95/Add.1).

Asuntos referidos a los gobiernos para su observación durante el séptimo período de sesiones (E/CEPAL/CDCC/95/Add.2).

Acciones tomadas con respecto a las resoluciones adoptadas en el sexto período de sesiones del CDCC (E/CEPAL/CDCC/95/Add.3).

Acción resultante de la resolución 11 (VI) del CDCC: "Mayor apoyo de la CEPAL a los países del Caribe Oriental" (E/CEPAL/CDCC/95/Add.4).

Coordinación en planificación (E/CEPAL/CDCC/95/Add.5).

Programa provisional de trabajo del CDCC para el período 1984-1985 (E/CEPAL/CDCC/96).

Informe de actividades del Consejo del Caribe de Ciencia y Tecnología, 1981-1982 (E/CEPAL/CDCC/97).

Revised Budget of the CCST for 1983 (E/CEPAL/CDCC/97/Add.1).

Progress report on priority project on the removal of language barriers (E/CEPAL/CDCC/108).

Draft programme of work of the CDCC 1986-1987 (E/CEPAL/CDCC/109).

Social structural changes in St. Lucia (CEPAL/CARIB 81/8).

Proposed study of Caribbean/Latin American relations (CEPAL/CARIB 81/9).

Economic activity 1980 in Caribbean countries (CEPAL/CARIB 81/10).

Inventory of mineral resources in CDCC countries (CEPAL/CARIB 81/11).

A survey of the needs for technical assistance and the ability to provide such. A discussion of the survey findings and of the principles and mechanism of technical co-operation among developing countries (CEPAL/CARIB 81/12).

/1980 census

1980 census - Analytical commentary (CEPAL/CARIB 81/13).

Grenada: a select bibliography (CEPAL/CARIB 81/14).

Barbados experimental migration survey (CEPAL/CARIB 81/15).

Caribbean Documentation Centre list of serials 1981 (CEPAL/CARIB 81/16).

CARISPLAN Abstracts No. 4 of 1981 (CEPAL/CARIB 81/17).

CARISPLAN Abstracts No. 5 of 1982.

The water supply situation in the LDC's of the East Caribbean at the beginning of the International Drinking Water Supply and Sanitation Decade -A brief note (CEPAL/CARIB 82/1).

The Caribbean Information System for Economic and Social Planning - CARISPLAN (CEPAL/CARIB 82/2).

Caribbean Latin American relations: a selected bibliography (CEPAL/CARIB/82/3).

Barbados experimental migration survey - Analysis of the results (CEPAL/CARIB 82/4).

Planning bibliography - UNESCO (CEPAL/CARIB 82/5).

Transport bibliography - UNESCO (CEPAL/CARIB 82/6).

Energy bibliography - UNESCO (CEPAL/CARIB 82/7).

1980 census of Commonwealth Caribbean (CEPAL/CARIB 82/8).

Action consequent on CDCC resolution 11 (VI): "Increased ECLA support to Eastern Caribbean countries" (CEPAL/CARIB 82/9).

ECLA/CDCC support activities to OECS (CEPAL/CARIB 82/9/Add.1).

Economy activity in Caribbean countries 1981 (CEPAL/CARIB 82/10).

A select bibliography on the Eastern Caribbean (CEPAL/CARIB 82/11).

CARISPLAN Abstracts No. 6 of 1982 (CEPAL/CARIB 82/12).

Estadísticas agrícolas de los países del Caribe, volúmenes IV y V, 1982 (CEPAL/CARIB 82/13).

Feasibility study on the establishment of a FLACSO graduate school of applied social anthropology in the Caribbean (CEPAL/CARIB 82/14).

/Report of

Report of the joint CDCC/FLACSO mission related to the feasibility study on the establishment of a FLACSO graduate school of applied social anthropology in the Caribbean, 5-18 November 1982 (CEPAL/CARIB 82/14/Add.1).

Creole discourse and social development (CEPAL/CARIB 82/15).

Caribbean/Latin American relations - A study prepared for the ECLA Subregional Office for the Caribbean and the CARICOM Secretariat (CEPAL/CARIB 82/16).

Secretariat note on Caribbean Basin Initiative (CEPAL/CARIB 82/17).

Major statistical publications - Abstracts (CEPAL/CARIB 83/1).

A select bibliography on integration planning for small States with special reference to the Caribbean (CEPAL/CARIB 83/2).

Resolutions on the establishment and functioning of the CDCC (CEPAL/CARIB 83/3).

Consejo del Caribe para el Desarrollo Económico y Social (COODES) - Informe sobre las visitas realizadas a algunos países miembros del CDCC y análisis de los problemas relacionados con la creación del COODES (ECLA/CARIB 83/1).

Economic activity in Caribbean countries 1982 (ECLA/CARIB 83/2).

Caribbean enterprise for the production and distribution of printed and audio-visual materials - a pre-feasibility study (ECLA/CARIB 83/3).

CARISPLAN Abstracts No. 7 of 1983 (ECLA/CARIB 83/4).

A review of the development of the transport system in the Caribbean with reference to the establishment of regional institutions and the involvement of aid donors = INTAL paper (ECLA/CARIB 83/5).

Caribbean/Latin American co-operation (ECLA/CARIB 83/6).

CARISPLAN Abstracts No. 8 of 1983 (ECLA/CARIB 83/7).

Statutes of the Caribbean Council for Science and Technology (ECLA/CARIB 83/8).

Women as the recipients of services from resources allocated in the national budget of Trinidad and Tobago (ECLA/CARIB 83/9).

Report on a survey of agro-industry in Trinidad and Tobago and countries of the Organization of Eastern Caribbean States (ECLA/CARIB 83/10).

Draft provisional agenda, first plenary session, 29 June-2 July 1981, Barbados (CDCC/CCST/81/1).

/Annotated provisional

- Annotated provisional agenda (CDCC/CCST/81/1/Add.1).
- Draft regulations and procedures (CDCC/CCST/81/2).
- Funding of CCST activities (CDCC/CCST/81/3).
- UNESCO Consultant's Report (CDCC/CCST/81/4).
- Guidelines for work programme, 1981-1983 (CDCC/CCST/81/5).
- Work programme, 1981-1983 (CDCC/CCST/81/6).
- Draft agenda, second plenary session (CDCC/CCST/81/7).
- Thoughts on preparation of UNESCO's second medium term plan in the field of science and technology (CDCC/CCST/81/8).
- Minutes of first Executive Committee meeting (CDCC/CCST/81/10).
- Provisional programme - Workshop on methodology for assessment of national science and technology capabilities, 12-16 October 1981, Suriname (CDCC/CCST/81/11).
- Revised provisional programme - Workshop on methodology for assessment of national science and technology capabilities, 12-16 October 1981, Suriname (CDCC/CCST/81/11/Rev.1).
- Presentation by UNESCO (CDCC/CCST/81/12).
- Presentation by O.A.S. (CDCC/CCST/81/13).
- Presentation by the Dominican Republic (CDCC/CCST/81/14).
- Presentation by Guyana (CDCC/CCST/81/15).
- Presentation by the University of the West Indies/University of Guyana (CDCC/CCST/81/16).
- Presentation by CARICOM (CDCC/CCST/81/17).
- Scientific and technological survey in the country during 1981 - Interviewers' manual - January 1982 (CDCC/CCST/82/1).
- Provisional agenda, meeting of Executive Committee of CCST - 8 March 1982 (CDCC/CCST/82/2).
- Annotated provisional agenda (CDCC/CCST/82/2/Add.1).

Report on CCST activities to the Executive Committee by the Secretariat (CDCC/CCST/82/3).

Minutes of second Executive Committee meeting (CDCC/CCST/82/4).

An instrument for the sensitization of policymakers about the value of science and technology, by Patrick Munroe and Balram Tulsi, National Research and Science Council, Guyana (CDCC/CCST/82/5).

Provisional agenda, second plenary meeting of CCST (CDCC/CCST/82/6).

Annotated provisional agenda (CDCC/CCST/82/6/Add.1).

Provisional agenda, third Executive Committee meeting, 1 November 1982 (CDCC/CCST/82/7).

Annotated provisional agenda (CDCC/CCST/82/7/Add.1).

Provisional agenda, CCST/Agencies meeting, 2 November 1982 (CDCC/CCST/82/8).

First annual report of the CCST (CDCC/CCST/82/9).

Application from the Netherlands Antilles for membership of the CCST (CDCC/CCST/82/10).

Information note on the CCST (CDCC/CCST/82/11).

Revised information note on the CCST (CDCC/CCST/82/11/Rev.1).

Work programme, 1983-1984 (CDCC/CCST/82/12).

Proposed budget for 1983 (CDCC/CCST/82/13).

Provisional programme and agenda, third Executive Committee meeting, 27-28 January 1983, St. Vincent.

Provisional annotated agenda (CDCC/CCST/83/1/Add.1).

Role of CCST 1980-1982 and after (CDCC/CCST/83/3).

Provisional agenda, fourth Executive Committee meeting, 25 July 1983, Curaçao (CDCC/CCST/83/5).

Provisional annotated agenda (CDCC/CCST/83/Add.1).

Provisional agenda, third plenary session, 27-29 July, Curaçao (CDCC/CCST/83/6).

Provisional annotated agenda (CDCC/CCST/83/6/Add.1).

/Report on

Report on first meeting of Caribbean Ministers responsible for science and technology (CDCC/CCST/83/7).

Provisional agenda, second meeting of agencies, 26 July 1983, Curaçao (CDCC/CCST/83/8).

Provisional annotated agenda (CDCC/CCST/83/8/Add.1).

Chairman's report for 1982-1983 (CDCC/CCST/83/9).

Consequences of the development of energy crops on food supply in the Caribbean, by Lloyd B. Rankine and Carlton J. Bruce (CDCC/CCST/83/10).

The CCST budget for 1983-1984 (CDCC/CCST/83/11).

Work programme (1983-1984) (CDCC/CCST/83/12).

Second annual report and balance sheet 1982-1983 (CDCC/CCST/83/13).

CCST - The next phase (CDCC/CCST/83/14).

Project 111 - Preparation and exchange of audio-visual material for education in science and technology (CDCC/CCST/83/15).

An analysis of science and technology projects/programmes supported by agencies in the Caribbean (CDCC/CCST/83/17).

Mechanisms for collaboration in science and technology between CCST and CARICOM (CDCC/CCST/83/18).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Atelier régional des Caraïbes sur la réglementation et les négociations avec les sociétés transnationales (Barbade, 27 avril-8 mai 1981), CEPAL/CST. Rapport: E/CEPAL/CDCC/75.

Première session extraordinaire du CDCC (siège des Nations Unies, New York 1er-2 octobre 1981). Rapport CDCC/FSS/81/2.

Réunion consultative du CDCC (pré-GCCDE) (Etats-Unis, 19 juin 1981). Rapport: CARIB/INT 81/6.

Sixième session du CDCC (Grenade, 4-10 novembre 1981; Etats-Unis, 3-4 février 1982). Rapport: E/CEPAL/CDCC/91 et E/CEPAL/CDCC/91/Add.1. Documents: E/CEPAL/CDCC/76 à E/CEPAL/CDCC/78/Add.2.

/Quatrième Réunion

Quatrième Réunion consultative (pré-GCCDE) (Etats-Unis, 11 juin 1982).
Rapport: CARIB/INT 82/6.

Septième session du CDCC (Trinité-et-Tobago, 19-25 janvier 1983).
Rapport: E/CEPAL/CDCC/99. Documents: E/CEPAL/CDCC/94 à E/CEPAL/CDCC/98.

Réunion du Groupe de travail spécial sur la planification des ressources humaines (Grenade, 14-15 septembre 1981). Rapport: E/CEPAL/CDCC/80.
Documents: CDCC/PWG:M/81/1-4.

Groupe de travail spécial sur la planification régionale du milieu physique (Grenade, 16-17 septembre 1981). Rapport: E/CEPAL/CDCC/79.
Documents: CDCC/PWG:P/81-3B.

Groupe de travail spécial sur la planification du transport (Trinité-et-Tobago, 15-16 novembre 1982). Rapport: E/CEPAL/CDCC/100.
Documents: CDCC/PWG:T/82/1-4.

Groupe de travail spécial sur la planification agricole (Trinité-et-Tobago, 29-30 novembre 1983). Rapport: E/CEPAL/CDCC/110. Documents: CDCC/PWG:A/83/1.

Troisième Réunion de Directeurs de la planification des Caraïbes (Trinité-et-Tobago, 28 avril-2 mai 1983). Rapport: E/CEPAL/CDCC/101.

Cours de formation pour responsables techniques de la planification (Grenade, 19-27 septembre 1982). Rapport: E/CEPAL/CDCC/81.

Réunion d'experts sur les problèmes de facilitation et le renforcement des institutions du transport (Paramaribo, 27-30 octobre 1981). (E/CEPAL/CDCC/89).

Séminaire OMCI/CEPAL sur la recherche et le sauvetage maritime (Barbade, décembre 1981).

Réunion d'experts sur la recherche et le sauvetage maritime (Kingston, 6-8 octobre 1982; Mexico, 13-14 octobre 1982; Port-of-Spain, 8-11 novembre 1982) (E/CEPAL/CDCC/98).

Congrès panaméricain et Foire internationale du Transport (Buenos Aires, juin 1983). Documents: "Review of the development of the transport system in the Caribbean with reference to the establishment of regional institutions and involvement of aid donors" (ECLA/CARIB 83/5).

Réunion d'experts sur la recherche et le sauvetage maritime (Mexico, 19-21 septembre 1983) (E/CEPAL/CDCC/112).

Séminaire sur les changements géopolitiques intervenus dans les Caraïbes au cours des années 80, organisé par le Centre des études économiques et sociales du Tiers-Monde (CEESTEM), 15-19 mars 1982, auquel on a présenté un document intitulé "Essay on Cultural Development in the Caribbean and the Role of the Caribbean Development and Co-operation Committee (CDCC)", IMF/82/1, 26 octobre 1982.

/Participation à

Participation à un forum organisé par la Réunion générale annuelle de l'Association de professeurs d'histoire de Trinité-et-Tobago (Trinité, mars 1982). Un document intitulé "Rethinking History: A Caribbean Perspective" (polycopié) a été présenté.

Participation à l'atelier sur les politiques optionnelles pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, organisé par le Comité de coordination régionale de recherche sociale (CRIES) et l'Institut d'études sociales, La Haye, Pays-Bas. Un document intitulé "Culture, discours (verbe) et développement social dans les Caraïbes" y a été présenté (juin 1983).

Atelier régional sur les méthodes modernes d'enseignement des langues étrangères dans les Caraïbes (Antilles néerlandaises, 29 août-9 septembre 1983). UNESCO/CEPAL/Antilles néerlandaises. E/CEPAL/CDCC/108.

Séminaire sur les changements intervenus récemment dans la structure et la stratification sociales en Amérique latine (Santiago du Chili, 12-15 septembre 1983). E/CEPAL/SEM.10/R.11.

Réunion interinstitutions convoquée à l'issue de la Réunion des Ministres de la CARICOM chargés de l'intégration de la femme au développement (Guyane, 17-19 mars).

Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Mexico, D.F., 8-10 août 1983).

Séminaire ENDA: "Mujeres de los barrios populares involucradas en actividades económicas en el Caribe" (Barranquilla, Colombie, 14-19 novembre). Deux documents y ont été présentés: "Mujeres en programas de desarrollo en el Caribe" par Sonia Cuales; et "Mujer, reproducción y capital extranjero: el caso de una empresa multinacional en Curaçao", par Sonia Cuales.

Table ronde internationale sur "Estrategias de sobrevivencia en economías campesinas: el rol de la mujer". FAO/CEPAL (Bogotá, Colombie, 22-25 novembre 1983).

Séminaire technique régional sur "Mujeres y familias de los estratos populares urbanos en América latina" (Santiago, Chili, 28 novembre-2 décembre 1983).

Séminaire de l'Institut national de recherche et de formation pour la promotion de la femme: "La incorporación de la mujer en la planificación del desarrollo" (République dominicaine, 5-11 décembre). Un document intitulé "La mujer y la planificación del desarrollo en el Caribe", par Sonia Cuales, y a été présenté.

/Réunion sur

Réunion sur les procédures commerciales dans les Caraïbes (Cuba, 24-27 octobre 1983). Rapport: E/CEPAL/CDCC/111. 24 documents y ont été présentés (voir les documents CDCC/TPC/83/1 à 22).

Atelier sur les techniques d'actualisation et d'élaboration de résumés pour une participation efficace au Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN):

1. Guyane, 25-29 mai 1981. Rapport: E/CEPAL/CDCC/73.
2. Cuba, 14-21 mai 1982. Rapport: E/CEPAL/CDCC/93.
3. République dominicaine, 11-15 octobre 1982. Rapport: E/CEPAL/CDCC/102.
4. Haïti, 25-29 octobre 1982. Rapport: E/CEPAL/CDCC/103.
5. Suriname, 8-13 novembre 1982. Rapport: E/CEPAL/CDCC/104.
6. Trinité, 24-30 mai 1983. Rapport: E/CEPAL/CDCC/105.
7. Jamaïque, 16-20 janvier 1984.

Atelier d'introduction aux techniques de base d'organisation de services bibliothécaires, Saint-Vincent, 15-26 juin 1981. Rapport: E/CEPAL/CDCC/74.

Atelier régional sur la méthodologie d'inventaire de groupes d'information pour le développement, Barbade, 19-23 octobre 1981. Rapport: E/CEPAL/CDCC/88/Rev.1. Documents présentés: CDCC/MIDIS/81/2-3.

Atelier sur les techniques d'éducation de l'utilisateur pour bibliothèques spéciales, Jamaïque, 19-24 juillet 1982. Rapport: E/CEPAL/CDCC/92.

Réunion d'évaluation sur le Système d'information des Caraïbes, Trinité, 6-8 juillet 1983. Rapport: E/CEPAL/CDCC/106. Documents présentés: CDCC/CIS/E/83/2 à 4, 7 et 9.

Séminaire régional sur la propriété industrielle pour les Caraïbes de langue anglaise, Barbade, 25-29 mai 1981. CEPAL/OMPI.

Première réunion plénière du CCST, Barbade, 29 juin-2 juillet 1981. Rapport: CDCC/CCST/81/9. Documents présentés: CDCC/CCST/81/1 à 8.

Deuxième réunion plénière du CCST, Jamaïque, 3-5 novembre 1982. Documents présentés: CDCC/CCST/82/6, 9 à 13.

Troisième réunion plénière du CCST, Antilles néerlandaises, 27-29 juillet 1983. Rapport: CDCC/CCST/83/20. Documents présentés: CDCC/CCST/83/6, 7 et 11 à 13.

Deuxième réunion du Comité exécutif, Guyane, 9 mars 1982. Rapport: CDCC/CCST/84/4. Documents présentés: CDCC/CCST/82/2-3.

Troisième réunion du Comité exécutif, Saint-Vincent, 7 et 28 janvier 1983. Rapport: CDCC/CCST/83/4. Documents présentés: CDCC/CCST/83/1-3.

/Quatrième réunion

Quatrième réunion du Comité exécutif, Antilles néerlandaises, 25 juillet 1983. Rapport: CDCC/CCST/83/19. Documents présentés: CDCC/CCST/83/5, 7 et 9 à 16.

Première réunion du CCST et organismes, Jamaïque, 2 novembre 1982. Rapport: CDCC/CCST/83/2. Documents présentés: CDCC/CCST/82/8.

Deuxième réunion du CCST et organismes, Antilles néerlandaises, 26 juillet 1983. Rapport: CDCC/CCST/83/21. Documents présentés: CDCC/CCST/83/8, 16 et 17.

Atelier sur la méthodologie d'évaluation des capacités nationales en matière de science et de technique, Suriname, 12-16 octobre 1981. Rapport: CDCC/CCST/81/18. Documents présentés: CDCC/CCST/81/11/Rev. 1.

Atelier sur la politique et la gestion des recherches agricoles, Trinité, 26-30 septembre 1983. Rapport: CDCC/CCST/83/22.

iii) Assistance technique

Antigua:

Evaluation des besoins en information du Secrétariat de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECS), liste des activités et infrastructure en vue de la prestation de services d'information.

Antilles néerlandaises:

Extension aux Antilles néerlandaises des avantages dérivés de la participation au CARISPLAN.

Examen de la possibilité d'organiser un atelier national.

Assistance afin de déterminer quel organisme devrait être chargé de la coordination de l'atelier et servir de Centre national de coordination.

Elaboration de la structure et des activités susceptibles de conduire à la coordination et à la diffusion de l'information dans les six îles et leur participation au CARISPLAN.

Bahamas:

Réunion, avec la participation de fonctionnaires des services publics, sur les problèmes du transport urbain, Nassau, 15 et 16 septembre 1983.

Dominique:

Prestation d'assistance technique pour la création d'un centre de documentation technique qui servirait tout le système ministériel et les organisations semi-gouvernementales.

Conversation avec le Directeur de bibliothèques, le Ministre de l'éducation et le premier Ministre sur les éléments d'un projet visant à mettre sur pied un centre de documentation national.

/Elaboration d'un

Elaboration d'un projet visant à mettre sur pied un Centre de documentation national et à perfectionner le système national d'information.

Grenade:

Accord avec des hauts fonctionnaires pour améliorer le service d'information existant au Ministère de la planification afin de le transformer en bibliothèque centrale et en centre d'information à usage gouvernemental.

Création de mécanismes destinés à canaliser les documents non-publiés vers les centres d'information.

Création d'un système approprié d'organisation des documents.

Perfectionnement du service fourni aux utilisateurs: extension des profils d'utilisateurs; création d'un service SDI; élaboration d'un format pour le bulletin sur les connaissances actuelles.

Etude des éléments d'un projet en vue de sa présentation au Centre de recherche pour le développement international (CRDI).

Grenade, Saint-Vincent et Sainte-Lucie:

Conversations avec le Bureau du Sous-secrétaire général pour les questions de politiques spéciales sur les activités de secours après les ouragans (15 jours pendant le troisième trimestre de 1981).

Guyane:

Encouragement de l'utilisation du CARISPLAN de la part des hauts fonctionnaires et explication de ses avantages pour la Guyane.

Conversations avec le Secrétariat de la CARICOM et avec l'Université de la Guyane sur la participation.

Conversations avec l'Association de Bibliothèques sur la réalisation d'un atelier.

Jamaïque:

Assistance à NACOLADS pour l'élaboration d'un programme de formation.

Réunion avec le Directeur adjoint du CRDI et le Groupe de travail SECIN afin d'évaluer les progrès du réseau socio-économique et d'en planifier le développement.

Réunion de suivi avec les participants de l'atelier.

Conversations avec le Comité de travail du NACOLADS chargé d'étudier l'emploi des techniques du CARISPLAN en vue de leur application future à des services techniques automatisés dans le cadre du système d'information national.

Sur la demande du NPA, réalisation d'un atelier sur l'indexation et l'élaboration de résumés visant à élargir la participation au CARISPLAN.

/Montserrat:

Montserrat:

Prestation de services d'assistance technique pour l'organisation et la mise sur pied de la bibliothèque du groupe de développement du Bureau du premier Ministre.

République dominicaine:

Assistance en vue de la création d'un système d'information susceptible de coordonner les ressources nationales et ainsi fournir un service d'information à toute la population. Ses attributions spécifiques seraient les suivantes:

- Déterminer les priorités pour un plan de développement dans le domaine de l'information;
- Préparer les étapes de programmation en vue de la mise sur pied du système;
- Déterminer les besoins de formation du personnel; et
- Identifier les sources de financement éventuelles en vue de la mise sur pied du système.

Saint-Christophe et Nièves:

Etudes des besoins prioritaires à court terme en matière de soutien institutionnel au secteur agricole de Saint-Christophe et Nièves (24 et 25 août 1982).

Saint-Vincent:

Examen des innovations dans les services d'information fournis aux fonctionnaires gouvernementaux.

Elaboration d'un programme de formation destiné au fonctionnaire qui assumera les fonctions de bibliothécaire du Gouvernement.

Etude d'une demande de bourse d'une durée de trois ans qui sera soumise au CRDI.

Examen du Plan pour un Système national d'information avec un consultant de l'UNESCO, afin de s'assurer qu'il y sera tenu compte des activités du CARISPLAN.

Etude des éléments d'un projet visant à mettre sur pied un Centre de documentation national.

Suriname:

Réunion de travail avec le bibliothécaire du Stichting Planbureau sur les activités du Centre de coordination et étude des documents qui seraient présentés à l'atelier.

Réunion avec des hauts fonctionnaires gouvernementaux des Ministères pertinents sur la coordination de leur service d'information ainsi qu'avec le Directeur du Centre de traitement de données sur l'emploi du programme ISIS à la IBM 4331 du gouvernement.

iv) Formation et bourses

Deux étudiants du Département de bibliothéconomie de l'Université des Caraïbes occidentales qui ont effectué un stage pratique de six semaines à la CEPAL ont reçu une formation sur l'emploi. Ces étudiants avaient reçu une bourse du CRDI et pour travailler ensuite dans les centres nationaux de coordination du CARISPLAN en Guyane et en Jamaïque.

La bibliothécaire du gouvernement de Saint-Vincent a reçu une formation spécialisée sur l'emploi pendant six semaines afin de lui permettre d'assumer la responsabilité de la mise sur pied d'un Centre national de documentation ainsi que de la coordination du service d'information dans les bibliothèques gouvernementales.

Le bibliothécaire du Stichting Planbureau de Suriname a reçu une formation sur l'emploi pendant deux semaines au CDC.

Les bibliothécaires des centres nationaux de coordination du CARISPLAN à Grenade et à Montserrat ont également fait l'objet d'une formation sur l'emploi au CDC.

PROGRAMME 460: RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

SOUS-PROGRAMME 460.1: RESSOURCES EN EAU

i) Documents

Istmo Centroamericano: Experiencias recientes sobre cooperación horizontal en materia de suministro de agua potable y saneamiento ambiental (E/CEPAL/L.256).

Cooperación horizontal en materia de suministro de agua potable y saneamiento ambiental en el Caribe (E/CEPAL/L.259).

Informe del Segundo Seminario Latinoamericano sobre Cooperación Horizontal para el Decenio Internacional del Agua Potable y del Saneamiento Ambiental (E/CEPAL/G.1199).

Aspectos ambientales de la gestión de grandes obras de infraestructura (E/CEPAL/PROY.6/R.2).*/

Coordinación de las actividades en el campo de los recursos hídricos en América Latina (E/CEPAL/SEM.6/L.3).

Informe del Grupo de Trabajo Intersecretarial sobre Recursos Hídricos en América Latina (E/CEPAL/G.1225).

El poblador rural, el manejo del agua en las cuencas altas andinas y el rol del Estado (E/CEPAL/PROY.6/R.41).**/

Agua potable y saneamiento ambiental en América Latina 1981-1990 (Estudios e Informes de la CEPAL No. 25) (E/CEPAL/G.1238).

El agua y la expansión urbana en zonas áridas (E/CEPAL/L.291).

Ordenamiento de recursos hídricos y modelos matemáticos en América Latina y el Caribe (E/CEPAL/R.344).

Progresos realizados en la aplicación del Plan de Acción de Mar del Plata a nivel regional. Nota de la Secretaría (E/CEPAL/SES.20/G.3).

Avance hacia el logro de los objetivos del Decenio Internacional del Agua Potable y del Saneamiento Ambiental 1980-1983 (E/CEPAL/SES.20/G.4).

*/ Révisé et publié ensuite sous le titre "La gestión ambiental y los grandes proyectos de aprovechamiento de recursos hídricos" (E/CEPAL/G.1203).

**/ Révisé et publié ensuite sous le titre "El poblador andino, el agua y el papel del Estado" (Revista de la CEPAL No. 19), avril 1983.

Los recursos hídricos de América Latina y su aprovechamiento (E/CEPAL/SES.20/G.6).

Manual de desarrollo y manejo de cuencas altas: Marco de referencia para su ejecución (E/CEPAL/R.348).

Estudio preliminar de la factibilidad para el riego en el Valle de Jalapa, Nicaragua (E/CEPAL/MEX/1982/R.5).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Première Réunion régionale thématique de coopération et de coordination interinstitutions sur l'aménagement de l'environnement dans les bassins hydrographiques, sous les auspices du Bureau régional pour l'Amérique latine du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/ROLA) avec l'appui du Centre interaméricain de développement intégral des eaux et des terres (CIDIAT) (Mérida, Venezuela, 18-22 janvier 1982).

Réunion, à l'échelon technique, des commissions régionales et des bureaux du Siège en ce qui concerne les programmes relatifs à l'eau (Genève, Suisse, 15-16 octobre 1980).

Deuxième session du Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau (Genève, Suisse, 19-23 octobre 1981).

Réunion interrégionale d'organisations internationales de bassins fluviaux (Dakar, Sénégal, 5-14 mai 1981).

Réunion pour la formulation du projet régional sur l'exploitation rationnelle de la camanchaca, organisée par le Bureau régional de la science et de la technique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO (UNESCO/ROSTLAC) et par le PNUE/ROLA (Antofagasta, Chili, 8-16 juin 1981).

Réunion latino-américaine sur les banques de données sur l'eau appliquées au développement, organisée par le Département de coopération technique pour le développement des Nations Unies (Ezeiza, Argentine, 27-29 octobre 1981).

Réunion pour la rédaction de livres pour l'enseignement de l'irrigation dans les zones rurales, organisée par le Bureau régional de la science et la technique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNESCO (UNESCO/ROSTLAC) et le Centre régional andin de l'Institut national de science et de technique hydriques (INCYTH) (Mendoza, Argentine, 20-22 avril 1983).

Deuxième réunion des Comités nationaux pour le Programme hydrologique international des pays d'Amérique du Sud, organisée par l'UNESCO/ROSTLAC (Brasilia, Brésil, 26-29 juillet 1983).

Journées de développement régional, organisées par l'Université nationale de Misiones (Posadas, Misiones, Argentine, 1er-4 août 1981).

/Séminaire régional

Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne (Quito, Equateur, 23-26 mars 1982).

XVIIIème Congrès de l'Association interaméricaine de génie sanitaire et environnemental (Panama, 2-6 août 1982).

Atelier international de sauvetage du Lac Managua (Managua, Nicaragua, 29 novembre-3 décembre 1982).

Séminaire sur l'environnement et la technologie optionnelle pour les établissements humains en zones arides (Antofagasta, Chili, 20-23 mars 1983).

Troisième Séminaire national d'hydrologie (Lima, Pérou, 26-30 septembre 1983).

Séminaire latino-américain sur les établissements humains et le développement en écosystèmes arides (Mendoza, Argentine, 9-12 novembre 1983).

Séminaire atelier sur l'évaluation de l'impact environnemental sur le milieu marin et les zones côtières du Pacifique du Sud-est (Santiago, Chili, 21-25 novembre 1983).

Septième Séminaire latino-américain d'irrigation organisé par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) (Santiago, Chili, 28 novembre-2 décembre 1983).

iii) Assistance technique

Assistance à l'Institut national de ressources en eau de la République dominicaine pour la planification des ressources en eau ainsi qu'au Secrétariat de la Présidence de ce pays pour la gestion de bassins.

Assistance au Service national de météorologie et hydrologie (SENAMHI) du Pérou, pour le traitement de données relatives aux ressources en eau.

Assistance à la Direction des ressources naturelles renouvelables (DIRENARE) du Guatemala, pour la formation d'un Institut d'irrigation.

Assistance au Gouvernement de la Colombie pour élaborer son Plan national d'eau.

Assistance au Gouvernement du Honduras dans l'étude d'un projet visant à la formulation de son Plan national d'aménagement de ressources en eau.

Assistance au Gouvernement de l'Equateur dans la formulation de son Plan national hydraulique.

Services consultatifs au Gouvernement du Brésil (Etat de Piauí), au Gouvernement d'Haïti (sur la demande de l'ILPES) ainsi qu'au Gouvernement de Cuba en matière de planification des ressources en eau.

/Mission visant

Mission visant à prendre contact avec les autorités chargées des ressources en eau des pays suivants: Argentine, Bolivie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

Services consultatifs aux autorités de la Direction provisoire des aqueducs et des égouts de La Havane (Cuba), pour élaborer un projet de coopération horizontale visant à mettre au point le programme hydropurificateur de cette ville.

Services consultatifs au Ministère du Développement agricole et de la réforme agraire du Nicaragua pour formuler les grandes lignes d'une stratégie et d'un programme visant à développer l'irrigation dans ce pays.

iv) Formation et bourses

Cours sur "El aprovechamiento y la planificación de los recursos hídricos" (Saint-Domingue, République dominicaine, 29 juin-8 juillet 1981).

Cours central de planification de l'ILPES -option "Estrategia de desarrollo a largo plazo y medio ambiente" (Santiago, Chili, 19 octobre 1981).

SOUS-PROGRAMME 460.2: ENERGIE

i) Documents

El alza mundial de los precios de los hidrocarburos y las economías con déficit de petróleo de América Latina y del Caribe (1973-1978) (E/CEPAL/R.263).

Istmo Centroamericano: Estadísticas sobre energía, 1979 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.140).

Istmo Centroamericano: Estadísticas de energía eléctrica, 1980 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.141).

Istmo Centroamericano: Estadísticas de hidrocarburos, 1980 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.142).

Alternativas de expansión de la oferta de derivados del petróleo en el Istmo Centroamericano (términos de referencia generales) (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.147).

Istmo Centroamericano: Estadísticas sobre energía, 1981 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.153).

Istmo Centroamericano y República Dominicana: Estadísticas de Hidrocarburos, 1981 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.152).

Istmo Centroamericano: Estimación de posibilidades de ahorro en el sector transporte al sustituir derivados del petróleo y otros energéticos (E/CEPAL/MEX/1983/L.15).

/ii) Séminaires,

ii) Séminaires, réunions et conférences

Xème Conférence interinstitutions sur la coopération énergétique en Amérique latine, sous les auspices de l'OLADE (Quito, Equateur, 18-20 mai 1981).

Premier Séminaire latino-américain de bilans énergétiques, sous les auspices de l'OLADE (Mexique, 5-6 novembre 1981).

Cinquième Forum scientifique sur les changements intervenus sur la scène énergétique, organisé par le Collège du Mexique (Mexico, 9-15 novembre 1981).

Second International Conference on Heavy Crude and Tar Sands, organisée par l'UNITAR (Caracas, Venezuela, 7-17 février 1982).

Troisième Réunion du Groupe de travail pour l'élaboration d'un nouveau document de projet pour le PEICA (Programme énergétique de l'Isthme centraméricain) (Tegucigalpa, Honduras, 3-4 mai 1982).

XIIIème Réunion d'experts de l'OLADE (Montevideo, Uruguay, 15-16 novembre 1982).

XIIIème Réunion des Ministres de l'OLADE (Montevideo, Uruguay, 18-19 novembre 1982).

Réunion sur l'énergie et le développement organisée par la CEPAL, l'OLADE et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) (Santiago, Chili, 18-20 avril 1983).

Séminaire international sur l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie, organisé par le Ministère de l'énergie et des mines du Pérou, l'OLADE, l'Organisme international d'énergie et la Commission des communautés européennes (CCE) (Lima, Pérou, 4-8 juillet 1983).

Réunion du Groupe d'experts du Groupe des 77 sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (Santiago, Chili, 5-8 juillet 1983).

Réunion du Groupe d'experts en coopération énergétique entre organismes de coopération et d'intégration économique, organisée par la CNUCED, l'OLADE et l'OPAEP (Quito, Equateur, 26-30 septembre 1983).

XIIIème Réunion d'experts de l'OLADE (Guatemala City, Guatemala, 23-25 novembre 1983).

XIVème Réunion des Ministres de l'OLADE (Guatemala City, Guatemala, 28-29 novembre 1983).

iii) Assistance technique

Mission à Quito, Equateur, sur les activités menées conjointement par la CEPAL/OLADE en matière d'énergie.

/iv) Formation

iv) Formation et bourses

Premier cours sous-régional sur le contrat à risque dans l'exploration d'hydrocarbures (San José, Costa Rica, 25-29 mai 1981).

Cours sur la planification énergétique, organisé par le Ministère de l'industrie et de l'énergie d'Espagne, ainsi que par la Universidad Complutense et la Universidad politécnica de Madrid (Madrid, Espagne, 17-20 mai 1983).

SOUS-PROGRAMME 460.3: RESSOURCES MINERALES

i) Documents

Informe de la Reunión de Cooperación Horizontal para el Desarrollo de los Recursos Mineros de América Latina (E/CEPAL/G.1207).

Posibilidades de cooperación y complementación industrial entre América Latina y Japón para la producción y comercialización del hierro y el acero (E/CEPAL/SEM.3/R.3).

Evolución y perspectivas del sector minero en América Latina (E/CEPAL/SEM.3/R.4).

Síntesis de la oferta de América Latina y demanda de los mayores mercados mundiales de los principales metales, 1970-1990: aluminio, cobre, hierro, níquel, plomo, zinc, estaño (E/CEPAL/SEM.3/R.5).

Propuestas de proyectos de cooperación horizontal para el desarrollo del sector minero metalúrgico de América Latina (E/CEPAL/SEM.3/R.6).

Síntesis de la cooperación económica entre Brasil y el Grupo Andino: el caso de los minerales y metales no ferrosos (E/CEPAL/SEM.3/R.7).

Cooperación económica entre Brasil y el Grupo Andino: el caso de los minerales no ferrosos (E/CEPAL/SEM.3/R.8).

Posibilidades de cooperación y complementación industrial entre América Latina y Japón para la producción y comercialización del hierro y el acero (E/CEPAL/L.265).

Oferta de América Latina y demanda de los mayores mercados mundiales de los principales metales 1970-1990: aluminio, cobre, hierro, níquel, plomo, zinc, estaño (E/CEPAL/L.269).

Classification of mineral project proposals by countries (E/CEPAL/PROY.7/R.1).*/

*/ Ce document contient une classification par pays, des propositions qui figurent dans le document E/CEPAL/G.1207.

/ii) Séminaires,

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire sur le financement et la coopération en vue du développement des ressources minières de l'Amérique latine, organisé sous les auspices de la Banque interaméricaine de développement (BID) (Lima, Pérou, 9-11 mars 1981).

Réunion de coopération horizontale pour le développement des ressources minières de l'Amérique latine, sous les auspices de la CEPAL et la Empresa Colombiana de Minas (Bogotá, Colombie, 14-18 juin 1982).

Réunion de l'hémisphère Sud sur la technologie minière organisée par l'Université de Rio de Janeiro, le Centre de technologie minière du Ministère de mines et de l'énergie du Brésil et le Conseil national de développement scientifique et technique du Brésil (Rio de Janeiro, Brésil, 5-10 décembre 1982).

Première journée de l'industrie minière ibéro-américaine, organisée sous les auspices du Ministère de l'énergie d'Espagne et le Ministère des ressources naturelles et énergétiques de l'Equateur (Quito, Equateur, 25-27 janvier 1983).

Atelier de travail sur l'exploitation et l'utilisation du charbon, organisé sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique (Addis Abeba, Ethiopie, 11-15 juillet 1983).

Réunion du Comité consultatif de l'organisation latino-américaine de l'industrie minière, organisée sous les auspices de la Empresa Colombiana de Minas (Bogotá, Colombie, 20-23 septembre 1983).

iii) Assistance technique

Plusieurs missions ont été réalisées afin de promouvoir les projets de coopération horizontale visant à développer les ressources minières de l'Amérique latine:

- Mission aux pays suivants: Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique et Panama, 18 mai-6 juin 1981.

- Mission aux pays suivants: Costa Rica, Cuba, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, 9 novembre-17 décembre 1981.

- Mission en Bolivie et au Pérou, 23 février-7 mars 1982.

Des consultants ont effectué les missions suivantes afin de réunir des informations pour l'étude sur l'évolution et les perspectives de l'offre et de la demande de sept métaux de base et les possibilités de redéploiement industriel:

- Mission en Autriche, aux Etats-Unis, en France et en Suisse, 11 juin-12 juillet 1981.

/- Mission

- Mission en Bolivie, au Brésil, au Mexique et Venezuela, 16 août-17 octobre 1981.

- Mission en Equateur pour participer à la formulation de la première phase du Projet régional du charbon, projet actuellement exécuté par l'OLADE et le CAEEB (Brésil).

SOUS-PROGRAMME 460.4: DEVELOPPEMENT DU SECTEUR ELECTRIQUE

i) Documents

Nota de la Secretaría, Cuarta Reunión del Subcomité Centroamericano de Electrificación y Recursos Hidráulicos (E/CEPAL/CCE/SC.5/138; CCE/SC.5/IV/2/Rev.1).

Evolución y perspectiva del sector eléctrico en el Istmo Centroamericano (CCE/SC.5/IV/DI.5).

El uso de energéticos alternos a los hidrocarburos en el sector transporte en el Istmo Centroamericano (CCE/SC.5/IV/DI.6).

Aspectos institucionales de la interconexión eléctrica en el Istmo Centroamericano (CCE/SC.5/IV/DI.7).

Informe de la Cuarta Reunión del Subcomité Centroamericano de Electrificación y Recursos Hidráulicos (E/CEPAL/CCE/401; E/CEPAL/CCE/SC.5/139; CCE/SC.5/IV/3/Rev.1).

Seminario sobre la interconexión de los sistemas eléctricos en el Istmo Centroamericano (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.146).

Estudio preliminar de un Centro Regional de Despacho de Carga para el Istmo Centroamericano (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.145).

Posibilidades de ahorro de derivados del petróleo en transporte urbano del Istmo Centroamericano (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.144).

Istmo Centroamericano: Estadísticas de energía eléctrica, 1980 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.141).

Istmo Centroamericano: Estadísticas de energía eléctrica, 1981 (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.151).

Informe de la reunión ad hoc sobre integración eléctrica en el Istmo Centroamericano (E/CEPAL/CCE/SC.5/L.150).

/ii) Séminaires,

ii) Séminaires, réunions et conférences

Quatrième réunion du Sous-Comité centraméricain d'électrification et de ressources hydrauliques de l'Isthme centraméricain (Panama, 27-29 mai 1981), dont le rapport a été publié sous la cote E/CEPAL/CCE/401.

Neuvième conférence latino-américaine d'électrification rurale (Acapulco, Mexique, 23-27 novembre 1981).

Réunion du Comité d'interconnexion électrique Costa Rica/Nicaragua/Honduras et réunion du Groupe spécial sur l'intégration électrique dans l'Isthme centraméricain (Tegucigalpa, Honduras, 26-29 octobre 1982). Le rapport de cette dernière réunion a été publié sous la cote E/CEPAL/CCE/SC.5/L.150.

SOUS-PROGRAMME 460.5: RESSOURCES OCEANQUES ET LE DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES */

i) Documents

El programa de la CEPAL sobre los recursos del mar y el desarrollo de América Latina y el Caribe (E/CEPAL/L.287).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Atelier CEPAL/Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS) sur les Evaluations de l'impact environnemental sur le milieu marin et les zones côtières du Pacifique du Sud-est, organisé au siège de la CEPAL à Santiago du Chili, du 21 au 25 novembre 1983.

Cet atelier a basé ses travaux sur les documents E/CEPAL/SEM.11/R.1 et E/CEPAL/SEM.11/R.2 dans lesquels on énumère, en outre, les études présentées à titre de documents de référence qui ne portent pas de cote en raison du peu de temps dont on a disposé pour leur élaboration.

Le rapport final de cette réunion figure dans le document E/CEPAL/SEM.11/R.3.

*/ Bien que le sous-programme n'ait pas été inclus au programme de travail de la période biennale 1982-1983, il figure ici pour faciliter la tâche du lecteur.

PROGRAMME 480: POPULATION */

SOUS-PROGRAMME 480.1: STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES ET ESTIMATION DES TENDANCES
EN MATIERE DE POPULATION

Afin que les plans et les politiques de développement tiennent compte des variables démographiques et de formuler des politiques de population, il faut élaborer et tenir à jour les estimations et les projections de population de chaque pays. Par conséquent, l'apparition de nouvelles données ou de nouveaux procédés d'analyse démographique oblige à une révision des estimations et des projections de population. Telle est l'activité permanente du CELADE, que ce soit à Santiago ou à San José et Port-of-Spain, pour les 20 républiques d'Amérique latine et les pays anglophones des Caraïbes.

Pour mener à bien ce type d'activités, des accords de collaboration technique ont été souscrits pratiquement avec tous les pays d'Amérique latine couvrant, en outre, d'autres études de population telles que celles qui ont trait à l'étude de la fécondité par l'application de la méthode basée sur le nombre d'enfants dont la mère est vivante (IFHJPAL) ainsi que la mortalité infantile en Amérique latine (IMIAL). Ces accords ont également permis aux gouvernements et aux Nations Unies d'adopter officiellement les estimations et les projections démographiques ainsi que de familiariser les démographes latino-américains avec les progrès accomplis en matière de méthodologie.

Dans le cadre des accords en question, des estimations et des projections démographiques ont été élaborées par sexe et âge pour la période 1950-2025, en tenant compte, pour ce faire, de l'ensemble des sources d'information disponibles dans les pays, notamment, entre autres, les enquêtes démographiques, les enquêtes de fécondité et les enquêtes sur l'usage de contraceptifs. En 1982, et afin de mieux faire connaître les projections élaborées conjointement avec des démographes nationaux, on a commencé la publication de nouvelles séries intitulées Fascículos de Población, qui contiennent les résultats des projections et des principaux indicateurs pour chaque pays. Les fascicules correspondant à l'Argentine, au Brésil, au Costa Rica, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, Panama, Nicaragua et Venezuela ont déjà été publiés, de façon conjointe, par le CELADE et l'organisme national respectif.

Dans le cadre de cette activité, on a également élaboré plusieurs publications, parmi lesquelles il faut mentionner "Situación demográfica de América Latina evaluada en 1983", "Algunas estimaciones y proyecciones de población para el Caribe angloparlante", "Bolivia: proyecciones de población a muy largo plazo conducentes a

*/ Etant donné la structure du programme, la présentation de la synthèse des activités réalisées dans le cadre de chacun des sous-programmes diffère de celle des autres programmes.

crecimiento cero" (Rapport élaboré pour le projet BOL/78/P01 du Ministère de la planification et la coordination de la Bolivie), les Boletines Demográficos Nos. 27, 28, 29, 30, 31 et 32 et les rapports méthodologiques sur les révisions et projections de population de l'Argentine, du Brésil, du Mexique, du Costa Rica, du Panama, du Pérou et du Venezuela.

Afin de s'assurer que les questions visant à recueillir des données utiles pour estimer la fécondité et la mortalité soient incluses dans les recensements de population et les enquêtes démographiques, on a collaboré à l'élaboration de questionnaires à cet effet, ainsi que de tabulations de base contenant cette information à des fins d'analyse de la situation démographique des pays et à l'étude des résultats des recensements et des enquêtes.

Dans ce domaine d'activités, le CELADE a participé activement à la deuxième enquête démographique nationale de la Bolivie, à l'enquête démographique nationale du Honduras, au recensement expérimental du Costa Rica, au recensement pilote de Valparaíso, Chili, à l'analyse d'enquêtes de fréquence de l'usage de contraceptifs (Mexique, Pérou et Colombie), à l'analyse du résultat du recensement pilote réalisé à Licey al Medio, République dominicaine, ainsi qu'à l'enquête nationale sur les ménages de la Barbade.

Outre les avis consultatifs que le CELADE a fourni aux pays dans le cadre des activités mentionnées plus haut, il a prêté une assistance technique au Pérou pour l'estimation des erreurs d'échantillonnage des différents indicateurs obtenus par l'enquête sur la main-d'oeuvre réalisée par le Ministère du travail de ce pays, à la République dominicaine pour l'élaboration de l'échantillon du recensement de 1980, ainsi qu'à Cuba et au Costa Rica pour l'élaboration d'une enquête à objectifs multiples.

En août 1983, le CELADE a souscrit un accord de collaboration avec le FISE afin d'actualiser les estimations du niveau, des tendances et des différentielles de la mortalité infantile en Haïti, en Bolivie et au Honduras; de réaliser des tests méthodologiques visant à obtenir des données fréquentes sur la mortalité infantile et ses causes et mener des études visant à établir le rapport entre les politiques sociales et la mortalité et, en général, les aspects du développement. D'autre part, et dans le cadre de la série de recherches sur la mortalité infantile en Amérique latine (IMIAL) et de la fécondité par la méthode basée sur le nombre d'enfants dont la mère est vivante en Amérique latine (IFHIPAL), les rapports IFHIPAL correspondant à l'Argentine, au Costa Rica et à Cuba ont été publiés et celui qui correspond à Panama est en cours d'impression. Des progrès ont été accomplis dans les études de cas du Guatemala et du Mexique ainsi que dans l'élaboration des tabulations de base du recensement du Brésil de 1970 à cette même fin.

Le CELADE a organisé plusieurs séminaires, tant à Santiago qu'à San José, notamment: le Séminaire sur les méthodes indirectes pour mesurer la mortalité et sa localisation dans le temps (CELADE Santiago, juin 1982), le Séminaire sur les projections de population (CELADE San José, octobre 1982) et le Séminaire sur les techniques récentes en matière d'estimations démographiques, organisé conjointement

/avec l'Institut

avec l'Institut national de statistiques du Pérou (Lima, juin 1983). Simultanément, le CELADE a participé à plusieurs réunions internationales, notamment: le Séminaire sur la dynamique de la fécondité dans la région andine (Lima, janvier 1981); la Réunion du Groupe d'experts en fécondité et famille (Nouvelle Delhi, janvier 1983); la Réunion du Groupe d'experts sur la mortalité et les politiques de santé (Rome, 31 mai-3 juin 1983); l'Atelier sur l'étude de la mortalité infantile de l'Amérique latine (Bogotá, février 1983); et la Conférence générale de population de l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population (Manille, décembre 1981).

SOUS-PROGRAMME 480.2: POPULATION ET DEVELOPPEMENT

Les activités menées dans le cadre de ce sous-programme ont été essentiellement axées sur l'assistance aux pays de la région dans les efforts qu'ils déploient pour mettre sur pied les mécanismes institutionnels qui leur permettent de tenir compte des variables démographiques dans le processus de planification économique et sociale.

C'est ainsi qu'au cours de la période de référence le CELADE a concentré une partie importante de ses efforts sur des activités de coopération technique à des projets nationaux de développement des pays, notamment:

Argentine. Des avis consultatifs ont été fournis à la Direction nationale de migrations du Ministère de l'intérieur de l'Argentine dans la formulation d'un projet visant à évaluer les effets de l'immigration japonaise dans ce pays, ainsi qu'à l'Université nationale de Misiones dans l'élaboration d'un programme d'activités en matière de population et de développement. Ce dernier programme comprendra, avec l'assistance du CELADE, un diagnostic socio-démographique de la région ainsi qu'une étude sur les répercussions démographiques de la construction du barrage de Yacretá.

Bolivie. On a continué de prêter une assistance technique au Ministère de la planification et de la coordination dans l'exécution du projet BOL/78/PO1 (Programme de politiques de population dans le cadre de la planification du développement). On a également collaboré à l'élaboration de rapports sur la fécondité différentielle et de projections dérivées en matière de santé, éducation et logement et on a participé à plusieurs séminaires-ateliers prévus dans le cadre du projet, ainsi qu'à la formulation du projet BOL/82/PO2 (Institutionnalisation de politiques de population), qui constitue une deuxième étape du projet antérieur.

Brésil. A la demande de la Superintendencia de Desenvolvimento Econômico do Nordeste (SUDENE), on a collaboré à la révision d'un document relatif à un système intégré d'indicateurs; on a réalisé un examen critique des indicateurs socio-démographiques présentés et on a formulé les suggestions quant à leur utilisation, hiérarchisation, sources de données, périodicité et plan de travail.

/Costa Rica.

Costa Rica. On a continué de collaborer avec les responsables du projet COS/79/P01 (Diagnostic et pronostic de la population du Costa Rica et son interdépendance avec le développement économique et social), qui vise à développer la capacité institutionnelle du Département de population du Ministère de la planification et de la politique économique. On a prêté une assistance dans la réalisation d'études sur l'évolution de la distribution géographique de la population, les tendances et la situation actuelle de l'immigration étrangère et les tendances de la population, la force de travail et l'emploi.

Cuba. Des avis consultatifs ont été fournis au Comité de statistiques de l'Etat dans une étude sur les tendances du processus de redistribution spatiale et urbanisation de la population depuis le début du siècle et dans l'élaboration de tabulations pour l'étude de la migration interne sur la base des données du recensement de 1981.

Equateur. On a collaboré à la reformulation du projet ECU/80/P04 (Appui au Groupe de population du Conseil national de développement (CONADE)). Fin 1982, on a élaboré un cadre théorique pour la réalisation du diagnostic socio-démographique prévu dans le projet et on a élaboré un document qui contient les directives techniques de l'étude de tendances de la distribution spatiale. On a également collaboré avec la Commission d'études pour le développement du bassin du Río Guayas (CEDEGE) dans le cadre du projet CEPAL/ILPES/CEDEGE, pour lequel on a élaboré les données démographiques, et l'étude intitulée "Los movimientos geográficos de la población: la cuenca del río Guayas como polo de atracción de migrantes".

Panama. Des avis consultatifs ont été fournis au Ministère de la planification et de la politique économique pour exécuter les projets PAN/78/P01 (Situation et perspectives démographiques liées à la planification pour le développement) et PAN/79/P03 (La croissance de la région métropolitaine, implications démographiques et exigences futures). En ce qui concerne le premier projet, on a collaboré avec et participé au premier Séminaire national sur la population et le développement (mars 1981) et on a formulé des recommandations pour le rapport final. Quant au deuxième projet, on a collaboré à la réalisation d'une enquête de migration dans la région métropolitaine de Panama.

Paraguay. Des services consultatifs ont été fournis au Secrétariat technique à la planification dans divers aspects du projet PAR/79/P05 (Population et planification régionale).

Pérou. Des avis consultatifs ont été fournis au Ministère du travail dans le cadre d'un projet FNUAP/OIT/PER/79/P08 sur les migrations des travailleurs; des recommandations ont été formulées pour systématiser les activités de recherche et pour organiser un programme de formation.

/Venezuela. On

Venezuela. On a collaboré avec le Conseil national de ressources humaines dans l'élaboration d'un document sur les activités visant à la formulation d'une politique de population dans le cadre d'un projet visant à créer un groupe chargé de ces activités et à l'élaboration d'un profil de projet visant à la caractérisation socio-démographique du Venezuela sur la base des données du recensement de 1981.

D'autre part, les activités de recherche menées dans le cadre de ce sous-programme ont visé essentiellement à l'étude, de préférence en collaboration avec des organismes nationaux, des facteurs déterminants et des conséquences de la dynamique de la population dans le cadre des styles de développement appliqués dans les pays de la région. Le CELADE a en outre été chargé de la préparation des documents en vue de la Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement (San José, Costa Rica, 1982). Le rapport de la Réunion (E/CEPAL/G.1201) comprend un projet du programme d'action sur le vieillissement pour l'Amérique latine.

SOUS-PROGRAMME 480.3: ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Par l'intermédiaire de ce sous-programme le CELADE tente de former des experts latino-américains en matière d'analyse démographique, d'études interdisciplinaires et de techniques spécifiques appliquées à l'étude de la population. C'est ainsi qu'au cours de la période de référence, le CELADE a réalisé de nombreuses activités de formation suivant les principales modalités suivantes:

1. Programme de maîtrise 1981-1982 et 1983-1984. Au cours de la période couverte par ce rapport, le CELADE a commencé à appliquer, à son siège à Santiago, un nouveau programme qui, à l'échelon post-universitaire, permet d'obtenir, au bout de deux ans d'études, une Maîtrise en Démographie ou une Maîtrise en Etudes sociales de la population. La première promotion de ce programme, correspondant à 1981-1982, est composée de 16 diplômés provenant de 9 pays de la région. En ce qui concerne la promotion 1983-1984, 20 spécialistes de 11 pays ont terminé la première année commune et commenceront en 1984 le programme diversifié (Démographie ou Etudes sociales de la population) qui correspond à la deuxième année de la maîtrise.

2. Cours intensifs de démographie (régionaux et nationaux). Les cours régionaux sont organisés tous les ans au bureau du CELADE à San José, Costa Rica, depuis 1979. Ils ont pour but d'améliorer, à court terme, le niveau technique en matière d'utilisation des méthodes et des techniques d'analyse démographique de la part des spécialistes qui travaillent dans le domaine de la population, notamment dans les pays d'Amérique centrale, des Caraïbes, et au Panama. Au cours de la période envisagée, trois cours régionaux ont été réalisés, chacun a duré quatre mois, et un total de 64 spécialistes des pays de la région y ont participé.

Le contenu et la durée des cours nationaux sont similaires aux cours régionaux. La seule différence est que ces derniers sont donnés dans le pays qui en fait la demande. En général, ils sont organisés par l'intermédiaire

/d'accords de

d'accords de coopération souscrits par le CELADE et les organismes nationaux organisateurs. Au cours de la période 1981-1983, plusieurs cours de ce type ont été effectués en Argentine (Faculté de Sciences économiques, Université nationale de Córdoba, Córdoba), au Brésil (Facultad de Geociencias y Ciencias Exactas, Université fédérale de Sao Paulo, Rio Claro, Etat de Sao Paulo), au Honduras (Conseil supérieur de planification économique, Tegucigalpa) et au Venezuela (Bureau central de statistiques et d'informatique, Caracas). Un total de 65 spécialistes des quatre pays en question y ont participé.

Outre ces cours, il faut mentionner, en particulier, celui qui a été réalisé pour la première fois en 1983 à l'intention des pays de langue anglaise des Caraïbes et qui s'est déroulé à Trinité-et-Tobago avec la participation de 17 spécialistes provenant de 13 pays des Caraïbes anglophones.

3. Séminaires de spécialisation. Ces séminaires ont pour but de faire connaître les progrès techniques et méthodologiques récents susceptibles d'être appliqués à la recherche démographique et aux études de population en Amérique latine. Deux séminaires de ce genre ont eu lieu en 1982; l'un au CELADE Santiago, sur "Técnicas demográficas recientes" avec la participation de 42 spécialistes de 12 pays et l'autre au CELADE San José, Costa Rica, sur "Proyecciones de población", avec la participation de 40 spécialistes de 19 pays de la région.

Le CELADE a également organisé, programmé et exécuté des cours et des séminaires de courte durée à des fins spécifiques à la demande des pays. Six activités de ce genre ont été réalisées au cours de la période triennale 1981-1983. Cinq ont été des activités nationales réalisées en Argentine, à Cuba, au Panama et au Pérou sur des questions telles que "Población y desarrollo", "Análisis de datos censales", "Técnicas recientes de estimaciones demográficas" et "Fundamentos y usos del análisis demográfico". La dernière activité est un Cours latino-américain sur le traitement électronique des données de population, effectué au CELADE Santiago. Un total de 122 spécialistes ont participé à ces cours.

4. Chercheurs boursiers. Le programme de chercheurs boursiers constitue une autre modalité par laquelle le CELADE fournit une assistance technique en matière d'enseignement de la démographie. Au cours de la période envisagée et à la demande de plusieurs institutions nationales, le CELADE a reçu, aux sièges de Santiago et San José, 9 fonctionnaires du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et du Pérou qui ont été chargés de réaliser des activités spécifiques pendant un à deux mois.

5. Soutien aux programmes d'universités nationales. De nombreuses universités latino-américaines ont incorporé l'enseignement de la démographie à plusieurs programmes d'études et organisé des séminaires post-universitaires sur des questions spécifiques. Le CELADE a mené des activités de ce genre en Argentine, au Costa Rica et au Chili dans neuf cas. Un total de 102 élèves ont participé à ces cours et séminaires.

SOUS-PROGRAMME 480.4: STOCKAGE, RECHERCHE, TRAITEMENT ET DIFFUSION DE
L'INFORMATION EN MATIERE DE POPULATION

Ce sous-programme a pour but d'intensifier la disponibilité et l'utilisation des données démographiques et de la technique de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il est composé, pour ce faire, de trois éléments inter-dépendants: le Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL); le traitement de données démographiques et la banque de données, et la diffusion d'information en matière de population.

1. Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL).

Le système CELADE/DOCPAL a pour but d'aider les spécialistes en population des pays à actualiser leurs connaissances et les utilisateurs en général à localiser l'information spécifique sur les livres, les articles, les rapports et autres documents en matière de population écrits en Amérique latine et dans les Caraïbes ou sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Il existe, pour ce faire, une base de données automatisée sur les documents collectionnés; des procédures manuelles et automatisées ont été mises au point pour permettre le stockage et la recherche bibliographique, qui peuvent être transférées aux organismes nationaux.

Grâce à sa base de données automatisée, qui, en janvier 1981, possédait 14 000 documents et presque 19 000 fin 1983, le CELADE/DOCPAL fournit trois services régionaux fondamentaux: publication semestrielle de la revue "DOCPAL-Resúmenes sobre Población en América Latina"; recherche interactive afin d'obtenir des bibliographies spécialisées à la demande des utilisateurs; et remise de copies de documents à la demande des utilisateurs. Au cours de la période envisagée, l'accent a été mis sur le perfectionnement de ces services; c'est ainsi que le nombre de bibliographies spécialisées obtenues par la recherche de la base de données automatisée a augmenté de 225 en 1981 à presque 700 en 1983 et le service de remise de documents de 580 en 1981 à environ 1 000 fin 1983. Le CELADE/DOCPAL s'est essentiellement attaché à apporter des changements susceptibles d'améliorer la méthodologie et l'organisation de la mise à jour de la base de données. En collaboration avec d'autres dépendances du système de la CEPAL à Santiago, il a contribué à l'élaboration d'une méthodologie commune et à l'adaptation d'un système automatisé approprié de stockage et de recherche (UNESCO/ISIS). Grâce à ces changements, les travaux habituels de documentation technique que requiert la mise à jour de la base de données du CELADE/DOCPAL peuvent être réalisés dans le groupe central de catalogage de la CEPAL, ce qui laisse davantage de temps disponible pour les activités et les services techniques d'information en matière de population et facilite le travail aux bureaux nationaux qui désirent organiser leurs documents en matière de population.

En 1983, les innovations technologiques récentes ont permis au CELADE/DOCPAL d'entreprendre une nouvelle modalité de collaboration. Le Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM), qui vient de créer un centre chargé de fournir différents services relevant de sa spécialité dans la région, installera dans ses bureaux un microordinateur et une connection de télécommunications qui permettra

/l'entrée des

l'entrée des données contenues dans ses documents à la base de données du CELADE/DOCPAL, ce qui évitera au CIM de créer une base de données propre parallèle et lui permettra ainsi d'économiser les coûts que cela implique.

Des services de coopération technique et de formation ont été fournis, au service à Santiago, à des institutions nationales de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de El Salvador, du Pérou, de la République dominicaine, de l'Uruguay et du Venezuela, afin d'améliorer ou de créer des services d'information démographique. L'assistance technique accordée à la Fondation Système Fédéral d'Analyse de Données (SEADE) du Brésil a permis de mettre sur pied le premier système national de calcul électronique de la population dans un pays en développement.

Le CELADE participe activement en qualité de membre du Réseau d'information sur la population des Nations Unies (POPIN), et ce, afin de faciliter l'échange de données d'information entre régions en matière de population et pour s'intérioriser des progrès technologiques réalisés dans le domaine de l'information. Au cours de la période 1981-1983, le CELADE a participé aux réunions annuelles du Comité consultatif du POPIN et au Groupe de travail chargé du Thésaurus multilingue. Il a également élaboré la "Guía Computarizada para el Almacenamiento y la Recuperación de la Información sobre Población", du POPIN, afin d'aider les centres nationaux d'information en matière de population.

2. Traitement de données de population et banque de données. Etant donné que l'un des obstacles les plus importants et les plus fréquents rencontrés par les pays dans les activités de traitement de données est l'obtention de résultats des recensements, le CELADE a consacré, en 1981, une grande partie de ses ressources à la coopération technique, à la formation et au transfert de technologie aux bureaux nationaux de statistiques en vue du traitement des recensements de 1980. Au cours de ces trois ans, le CELADE a collaboré au traitement des recensements de Belize, du Brésil, du Costa Rica, de Cuba, de El Salvador, de l'Equateur, d'Haïti, du Mexique, de Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay. Cette assistance a inclu la sélection d'équipement, l'organisation des activités censitaires, la vérification et la correction automatique des erreurs censitaires, l'élaboration d'échantillons, le maniement des données et la tabulation ainsi que les analyses préliminaires. En outre, cinq fonctionnaires de quatre pays ont reçu une formation individuelle au siège du CELADE dans l'étape de préparation de leurs recensements respectifs. Bien que le CELADE n'ait pas collaboré directement au traitement des données censitaires des pays anglophones des Caraïbes, il a collaboré à l'installation de programmes d'analyse censitaire et de projections au Centre régional de traitement de la Barbade, où sont traités la plupart des recensements des Caraïbes.

En 1983, les travaux préparatoires d'un cours pour l'Amérique centrale et les Caraïbes ont été amorcés; dans le cadre de ce cours, une équipe de chaque bureau national se familiarisera avec l'utilisation de microordinateurs peu coûteux

/en tant

en tant qu'instrument habituel de travail à des fins multiples. On a mis l'accent sur l'élaboration de programmes d'analyse démographique et de projections susceptibles d'être utilisés par les participants dans les ordinateurs dont ils disposent actuellement et que le CELADE a obtenu ou a adopté en vue de leur usage en microordinateurs.

Au cours de la période de référence, la banque de données du CELADE a commencé à recevoir des exemplaires des échantillons des recensements de 1980 de certains pays et a amorcé les démarches afin d'obtenir des copies des autres. Un total de 60 fichiers de microdonnées et de programmes de calcul électronique ont été envoyés aux utilisateurs, après avoir obtenu, le cas échéant, l'autorisation correspondante de la part des bureaux nationaux de statistique. Le "Boletín del banco de datos", publié en 1982 et mis à jour fin 1983, contient une description des données et programmes disponibles.

Sur la base des données stockées dans la banque de données, le CELADE a réalisé 37 activités de traitement à la demande d'utilisateurs nationaux qui n'ont pas un accès satisfaisant à des ordinateurs ou qui manquent d'experts en traitement de données. Afin de réduire cette dépendance à l'avenir, tous les élèves du Programme de maîtrise du CELADE font actuellement l'objet d'une formation complète qui leur permettra de produire leurs propres tabulations et analyses par l'utilisation de terminaux et d'accumuler une expérience pratique satisfaisante en matière de traitement dans le cadre de leurs cours et leur thèse finale sur la base de l'information stockée dans la banque de données.

3. Diffusion de l'information. Au cours de la période envisagée, le CELADE a continué de distribuer -gratuitement dans le cas des bureaux de statistique et planification, des universités, des centres de recherche et autres institutions des pays de la région- ses publications spécialisées en population, notamment les revues périodiques intitulées "Boletín Demográfico", "DOCPAL-Resúmenes sobre Población en América Latina" et "Notas de Población".

Les principaux documents publiés par le CELADE au cours de la période envisagée ont été les suivants:

a) Publications périodiques

Boletín Demográfico, année XIV, Nos. 27 et 28; année XV, Nos. 29 et 30; année XVI, Nos. 31 et 32.

Notas de Población, année IX, Nos. 26 et 27; année X, Nos. 28, 29 et 30; année XI, Nos. 31, 32 et 33.

DOCPAL-Resúmenes sobre Población en América Latina, vol. 4, No. 2; vol. 5, Nos. 1 et 2; vol. 6, Nos. 1 et 2.

Boletín del Banco de Datos, No. 10, E/CEPAL/CELADE/G.9.

/b) Livres

b) Livres

Demografía Histórica en América Latina. Fuentes y Métodos, serie E/No. 1002.

c) Monographies

América Latina. Situación demográfica evaluada en 1983. Estimaciones para 1960-1980 y proyecciones para 1980-2025 (A/168).

Migración de mano de obra no calificada entre países latinoamericanos (A/169).

Participación laboral femenina y fecundidad en Paraguay. Informe del Seminario de Análisis y Capacitación con Datos de la Encuesta Mundial de Fecundidad (D/98).

Determinantes de la mortalidad infantil en Panamá. Idem. (D/99).

Perú. Formación de la familia y su efecto sobre la participación laboral de la mujer. Idem. (D/100).

Aspectos sociodemográficos relevantes en el estudio de la mortalidad infantil y su asociación con la fecundidad. Idem. (D/102).

La formación de la familia y la participación laboral femenina en Colombia. Idem. (D/104).

Fecundidad y participación laboral femenina en Panamá. Idem. (D/105).

Perú. Actitudes de la mujer frente a la fecundidad y uso de métodos de anticonceptivos. Idem. (D/107).

Mortalidad infantil y atención materno-infantil en el Perú. Idem. (D/108).

Estimación de la mortalidad infantil y de la niñez en condiciones de mortalidad variable (D/1034).

Situación demográfica de América Latina evaluada en 1983: Estimaciones para 1960-1980 y proyecciones para 1980-2025 (E/CEPAL/CEGAN/POB.2/L.2).

Algunas estimaciones y proyecciones de población para el Caribe anglo-parlante (E/CEPAL/CEGAN/POB.2/L.2/Add.1).

Población y desarrollo en América Latina (E/CEPAL/CEGAN/POB.2/L.3).

Políticas de población en América Latina. Experiencia de 10 años (E/CEPAL/CEGAN/POB.2/L.4).

/Programa Regional

Programa Regional de Población, 1984-1987. Grandes líneas de acción (E/CEPAL/CEGAN/POB.2/L.5).

Desarrollo, estilos de vida, población y medio ambiente en América Latina (E/CEPAL/CELADE/L.2).

Mortalidad y políticas de salud (E/CEPAL/CELADE/L.3).

Familia y fecundidad (E/CEPAL/CELADE/L.4).

Políticas de redistribución de la población en América Latina (E/CEPAL/CELADE/L.5).

d) Publications conjointes

Cuba. La mortalidad infantil según variables socioeconómicas y geográficas, 1974. Comité Estatal de Estadísticas de Cuba/CELADE.

Cuba. Tablas completas de mortalidad 1977-1978. Nivel nacional: metodología y resultados. Comité Estatal de Estadísticas de Cuba/CELADE.

Cuba. El descenso de la fecundidad, 1968-1978. Comité Estatal de Estadísticas de Cuba/CELADE.

Honduras. Proyecciones de Población, vols. I et II. CONSUPLANE/CELADE.

Estimations et projections de population (fascicules publiés conjointement par le CELADE et l'organisme national respectif dans le cas de chaque pays). Des fascicules sur l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Panama, Nicaragua et le Venezuela ont déjà été publiés.

e) Autres publications

"El CELADE en los países". Synthèse de 25 ans de coopération technique. Document de travail présenté à la réunion du 25ème anniversaire du CELADE.

"El CELADE. ¿Qué es? ¿Qué hace? ¿Cómo actúa?" Document d'information présenté à la réunion du 25ème anniversaire du CELADE.

PROGRAMME 496: SOCIETES TRANSNATIONALES

SOUS-PROGRAMME 496.1: ANALYSE DE POLITIQUES

i) Documents

Políticas y negociaciones con las empresas transnacionales en la industria del cobre en el Perú (E/CEPAL/R.270).

Revista de la CEPAL No. 14, agosto de 1981.

Las relaciones de América Latina con los Estados Unidos. Empresas Transnacionales (SELA/SP/RC/AL-EV/I-DT No. 1).

El desarrollo de la industria del cobre y las empresas transnacionales: la experiencia de Chile (E/CEPAL/R.239).

Vinculaciones de las empresas transnacionales con la industria del estaño en Bolivia (E/CEPAL/R.249).

Informe del seminario sobre alternativas de negociación con inversionistas extranjeros y empresas transnacionales en las industrias del cobre y del estaño (E/CEPAL/R.306).

La industria del algodón en México y el oligopolio transnacional en su comercialización (E/CEPAL/R.315).

Políticas y negociaciones con las empresas transnacionales en la industria de la bauxita de Jamaica (E/CEPAL/R.326).

La capacidad de negociación y distribución de beneficios en la industria del banano de la UPEB y particularmente de Honduras y Panamá (E/CEPAL/R.321).

El oligopolio transnacional en la industria del café y el caso de Colombia (E/CEPAL/R.323).

Caña de azúcar, producción de alcohol y los intereses de las transnacionales en Brasil (E/CEPAL/R.324).

Informe del seminario sobre políticas y negociaciones con empresas transnacionales en el sector minero-metalúrgico de Bolivia (E/CEPAL/G.1216).

Los bancos transnacionales, el Estado y el endeudamiento externo de Bolivia, Estudios e Informes de la CEPAL, No. 26, octubre de 1983.

Las empresas transnacionales en la producción, industrialización y comercialización de la soya en América Latina (E/CEPAL/R.340).

Empresas transnacionales en la industria de alimentos. El caso argentino: cereales y carne, Estudios e Informes de la CEPAL, No. 29, noviembre de 1983.

SOUS-PROGRAMME 496.3: SYSTEME ELARGI D'INFORMATION

i) Documents

Inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe (E/CEPAL/L.254).

Las empresas transnacionales en la economía de Chile: 1974-1980 (Estudios e Informes de la CEPAL, No. 22, avril 1983).

Dos estudios sobre empresas transnacionales en Brasil (Estudios e Informes de la CEPAL, No. 31, décembre 1983).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire sur les options de négociation avec les investisseurs étrangers et les sociétés transnacionales dans les industries du cuivre et de l'étain (Santiago, Chili, 9-11 décembre), dont le rapport a été publié sous la cote E/CEPAL/R.306; l'annexe 2 de ce rapport contient la liste des documents présentés au séminaire.

Séminaire sur les politiques et les négociations avec les sociétés transnacionales dans le secteur minier-métallurgique de la Bolivie (La Paz, Bolivie, 17-21 mai 1982), dont le rapport a été publié sous la cote E/CEPAL/G.1216; une liste des documents présentés au séminaire figure dans l'annexe 3 de ce rapport.

Séminaire sur les sociétés transnacionales et le développement centraméricain (San José, Costa Rica, 20-27 octobre 1982), dont le rapport a été publié sous la cote E/CEPAL/G.1247; une liste des documents présentés au séminaire figure à l'annexe 3 de ce rapport.

PROGRAMME 520: SCIENCE ET TECHNIQUE

SOUS-PROGRAMME 520.1: PROGRAMME D'ACTION DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

i) Documents

Promoción de la cooperación técnica y económica entre Africa y América Latina: ciencia y tecnología, noviembre de 1981 (E/CEPAL/R.296).

Promoción de la cooperación económica y técnica entre Africa y América Latina (capítulo sobre ciencia y tecnología, en colaboración con la CEPA), marzo de 1982 (E/CEPAL/SEM.4/L.4).

La microelectrónica y el desarrollo de América Latina: problemas y posibilidades de acción, mayo de 1982 (E/CEPAL/R.317).

Tendencias recientes y perspectivas de aplicación de la biotecnología a los problemas del desarrollo de América Latina, noviembre de 1983 (E/CEPAL/R.346).

América Latina y el Programa de Acción de Viena: Ciencia y Tecnología para el Desarrollo en los Años Ochenta, diciembre de 1983 (E/CEPAL/CEGAN.9/L.2).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion CNUSTD/CEPAL sur les structures pour la formulation et l'application de politiques de science et de technique en Amérique latine et dans les Caraïbes (Mexico, 27-30 avril 1982).

Réunion mixte d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique (Addis Abeba, Ethiopie, 1-4 juin 1982) (Rapport final E/CEPAL/G.1212).

Réunion d'experts ONUDI/CEPAL sur les répercussions en Amérique latine des progrès en matière de micro-électronique (Mexico, 7-11 juin 1982) (Rapport final, ID/WG.372/17).

Réunion d'experts CEPAL/UNESCO sur les conséquences pour l'Amérique latine des progrès accomplis en matière de bio-technologie, y compris le génie génétique (Montevideo, Uruguay, 21-25 novembre 1983) (Rapport final: en cours d'élaboration).

Neuvième session du CEGAN consacrée à la science et la technique au service du développement (Montevideo, Uruguay, 23-24 janvier 1984).

/PROGRAMME 530:

PROGRAMME 530: DEVELOPPEMENT SOCIAL ET AFFAIRES HUMANITAIRES

SOUS-PROGRAMME 530.1: STYLES DE DEVELOPPEMENT ET CHANGEMENT SOCIAL EN AMERIQUE LATINE

i) Documents

La participación popular en el desarrollo de América Latina (E/CEPAL/L.264).

Los nuevos estilos de desarrollo y la política habitacional (E/CEPAL/R.311).

Envejecimiento de la población en América Latina (E/CEPAL/Conf.74/L.3/Rcv.1).

La participación de la juventud en el desarrollo de América Latina (E/CEPAL/R.312). Problemas y políticas relativos a su inserción en la fuerza de trabajo y a sus posibilidades de educación y empleo.

Gestión de recursos y diferenciación social en la comunidad andina (E/CEPAL/PROY.6/R.42).

El método de los componentes principales: su aplicación en el análisis socioeconómico (E/CEPAL/R.327).

Indicadores socioeconómicos y caracterización del nivel relativo del desarrollo de los países latinoamericanos mediante el análisis de componentes principales (E/CEPAL/R.328).

Situación y perspectivas de la juventud en América Latina (E/CEPAL/Conf.75/L.2).

Procesos de cambio en la estructura sociocupacional panameña, 1960-1980 (E/CEPAL/SEM.10/R.10).

Naturaleza y alcances de la pobreza en Guatemala. Oferta y disponibilidad de alimentos importantes de la canasta familiar (E/CEPAL/MEX/PPC/82).

Guatemala: La pobreza y distribución del ingreso en los sectores urbanos (E/CEPAL/MEX/1982/L.25).

Satisfacción de las necesidades básicas de la población del Istmo Centroamericano (E/CEPAL/MEX/1983/L.32).

Estratificación y movilidad ocupacional en América Latina, Serie Cuadernos de la CEPAL, No. 39 (E/CEPAL/G.1122).

Estudios e informes. Cambios recientes en las estructuras y estratificación sociales en América Latina (en revisión editorial).

/Artículos de

Artículos de la Revista de la CEPAL:

No. 13, "Principales desafíos al desarrollo social en el Caribe", abril de 1981 (E/CEPAL/G.1145).

No. 15, "Acerca del consumo en los nuevos modelos latinoamericanos", diciembre de 1981 (E/CEPAL/G.1187).

No. 16, "Clase y cultura en la transformación del campesinado", abril de 1982 (E/CEPAL/G.1195).

No. 17, "El desarrollo esquivo. La búsqueda de un enfoque unificado para el análisis y la planificación del desarrollo", agosto de 1982 (E/CEPAL/G.1205).

No. 18, "La participación de la juventud en el desarrollo de América Latina. Problemas y políticas relativos a su inserción en la fuerza de trabajo y a sus posibilidades de educación y empleo", diciembre de 1982 (E/CEPAL/G.1221).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, mars 1982 (Rapport: E/CEPAL/G.1201).

Séminaire multidisciplinaire préparatoire de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, juin 1982 (Rapport: E/CEPAL/SEM.7/L.1).

Réunion technique latino-américaine sur le troisième âge, juin 1982 (Rapport: E/CEPAL/Conf.74/L.2/Rev.1).

Groupe de travail spécial chargé d'examiner les changements intervenus dans la structure sociale en Amérique latine et leur projection dans l'avenir (Santiago, 22-24 novembre 1982). Le résumé des principales conclusions a été publié en tant que No. 374 de Notas sobre la economía y el desarrollo de América Latina, febrero/ marzo 1983.

Séminaire sur les changements intervenus récemment dans les structures et la stratification sociales en Amérique latine, septembre 1983. Document central: "Algunas reflexiones sobre los procesos de cambio social en América Latina" (E/CEPAL/SEM.10/R.2). D'autres documents d'analyse: E/CEPAL/SEM.10/R.3 à 16 (Rapport: E/CEPAL/SEM.10/R.17).

Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse, octobre 1983. "Propuesta de Plan de Acción Regional para América Latina y el Caribe en relación con el Año Internacional de la Juventud" (E/CEPAL/Conf.75/L.3/Rev.2) (Rapport: E/CEPAL/Conf.75/L.4).

Séminaire sur la transformation des économies et des sociétés des pays développés et les options de l'Amérique latine. Rio de Janeiro, octobre 1983 (présentation de document).

Séminaire ILPES/FISE sur les politiques sociales, avril 1982 (présentation de document).

Séminaire international sur la participation populaire. Ljubljana, Yougoslavie, mai 1982 (présentation de document).

Séminaire CEPAL/PNUE/FAO sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne, Quito, mars 1982 (présentation de document).

Réunion CEPAL/FAO sur l'agriculture et les marchés alimentaires, juillet 1983 (présentation de document).

iii) Formation et bourses

Exposés sur le diagnostic et le Plan d'action régional pour l'Année internationale de la jeunesse, à l'intention d'organisations non-gouvernementales (San José, Montevideo et Santiago, 1983). Cours pour le Centre latino-américain et des Caraïbes de la jeunesse (CLAJC), Caracas, 21-22 novembre 1983.

SOUS-PROGRAMME 530.2: INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

i) Documents

Estudio preliminar de la condición y participación económica de la mujer en el Perú rural (E/CEPAL/R.245).

La mujer y el desarrollo: Guía para la planificación de programas y proyectos (E/CEPAL/R.291).

La cooperación internacional para el desarrollo (E/CEPAL/MEX/SEM.7/R.2).

Diagnóstico de la situación de la mujer centroamericana de Cuba, México, Panamá y República Dominicana (E/CEPAL/MEX/SEM.7/R.1).

Estudio de caso. Dos experiencias de creación de empleo para mujeres campesinas (E/CEPAL/MEX/SEM.7/R.3).

Diagnóstico de la situación de la mujer en Centroamérica, Cuba, México, Panamá y la República Dominicana (E/CEPAL/MEX/SEM.9/R.2).

Las mujeres rurales latinoamericanas y la división del trabajo (E/CEPAL/MEX/SEM.9/R.6).

Informe del seminario regional para la formación y capacitación de la mujer y la familia rural a través de escuelas radiofónicas (E/CEPAL/MEX/SEM.9/R.17).

/América Latina:

América Latina: Análisis de problemas sociales relativos a la mujer en diversos sectores (E/CEPAL/R.316).

Impacto de la modernización sobre la mujer de una comunidad rural (E/CEPAL/R.318).

Informe del Taller Regional para la Capacitación en Proyectos y Programas para la Mujer (E/CEPAL/MEX/SEM.7/R.4).

Participación de la mujer en actividades comunitarias: estudio de casos (E/CEPAL/R.322/Rev.1).

La situación jurídica de la mujer latinoamericana y del Caribe definida según las resoluciones y mandatos del sistema de las Naciones Unidas (E/CEPAL/CRM.3/L.5).

Informe de ejecución y orientación de las actividades de la secretaría de la CEPAL con relación a la integración de la mujer en el desarrollo económico y social de América Latina (E/CEPAL/CRM.3/L.3).

América Latina: Análisis de problemas sociales relativos a la mujer de diversos sectores (E/CEPAL/CRM.3/L.7).

La mujer participe: Reflexiones sobre su papel en la familia y la sociedad (E/CEPAL/CRM.3/L.4).

Hacia una estrategia regional de información y comunicación para la mujer (E/CEPAL/CRM.3/L.6).

Estudios e informes No. 16: cinco estudios sobre la situación de la mujer en América Latina (1982), (E/CEPAL/G.1217).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Caribbean Regional Training Workshop on Programme/Project Planning Skills, Barbade, 14-26 juin 1981 (E/CEPAL/CDCC/72).

Séminaire interinstitutions sur l'intégration de la femme au processus de planification sociale en Amérique latine (E/CEPAL/R.286), Santiago, Chili, 7-8 septembre 1981.

Atelier régional pour la formation en matière de projets et programmes pour la femme (E/CEPAL/MEX/SEM.7/R.4), Panama, 18-27 janvier 1982.

Atelier sous-régional sur les méthodologies d'élaboration de projets en matière d'intégration de la femme au développement (Panama, 18-27 janvier 1982).

/Séminaire régional

Séminaire régional pour la formation de la femme et la famille rurale par le biais d'écoles radiophoniques (Mexico, 8-12 novembre 1982).

Cinquième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (E/CEPAL/CRM.3/L.2), 8 août 1983.

Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes. Projet de Rapport (E/CEPAL/CRM.3/L.8), 20 août 1983.

Séminaire technique régional sur les femmes et les familles des couches populaires urbaines en Amérique latine (E/CEPAL/SEM.12/R.1 à R.23), 28 novembre-2 décembre 1983.

Groupe d'expertes sur les stratégies d'exécution en vue du progrès de la femme jusqu'à l'an 2000, organisé par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), Santiago du Chili, 3-5 décembre 1983 (E/CEPAL/SEM.14/R.1 à R.4).

Quatrième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (Quito, Equateur, 9-10 mars 1981).

Séminaire interinstitutions sur l'intégration de la femme au processus de planification sociale en Amérique latine, Santiago du Chili, 7-8 septembre 1981.

iii) Assistance technique

Une assistance technique a été accordée, notamment en matière d'information, de documentation et de communication, à des pays d'Amérique centrale, Cuba, Mexique, Panama et République dominicaine. On a effectué un diagnostic de la situation nationale dans ce domaine et élaboré des programmes visant à renforcer les infrastructures nationales. Des documents techniques ont également été élaborés.

iv) Formation et bourses

Séminaire régional des Caraïbes sur la formation en matière de planification de programmes et de projets (Barbade, 14-26 juin 1981).

Séminaire interinstitutions sur l'intégration de la femme au processus de planification sociale en Amérique latine (Santiago du Chili, 7 et 8 septembre 1981). Dans le cadre de cette activité, des cours ont été donnés sur la femme et la planification sociale dans le cadre du cours de planification sociale de l'ILPES de cette année et des bourses ont été octroyées à plusieurs responsables de la planification afin qu'elles puissent participer à ces cours grâce à des ressources fournies par le Fonds de contributions volontaires.

Atelier régional pour la formation en matière de projets et de programmes pour la femme (Panama, 18-27 janvier 1982).

Séminaire régional pour la formation de la femme et la famille rurale par le biais d'écoles radiophoniques (Mexico, 8-12 novembre 1982).

SOUS-PROGRAMME 530.3: ASPECTS SOCIAUX DE L'EXPANSTON METROPOLITATNE

i) Documents

Algunos efectos del desarrollo petrolero en la evolución económica y social del Estado de Tabasco, México (E/CEPAL/MEX/1063).

SOUS-PROGRAMME 530.4: DEVELOPPEMENT ET EDUCATION EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAIBES

i) Documents

Sociedad rural, educación y escuela (UNESCO/CEPAL/PNUD Projet RLA/79/007, Rapport final 1, juin 1981).

El cambio educativo. Situación y condiciones (UNESCO/CEPAL/PNUD Projet RLA/79/007, Rapport final 2, août 1981).

La educación y los problemas del empleo (UNESCO/CEPAL/PNUD Projet RLA/79/007, Rapport final 3, octobre 1981).

Desarrollo y educación en América Latina. Síntesis general (UNESCO/CEPAL/PNUD Projet RLA/79/007, Rapport final 4, quatre tomes, novembre 1981).

Revista de la CEPAL No. 21, décembre 1983. Numéro consacré à la présentation d'études et de conclusions en matière d'éducation et de développement, comprenant huit études.

Série Cuadernos de la CEPAL No. 41. El desarrollo en América Latina y sus repercusiones en la educación (E/CEPAL/G.1193).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion du Comité consultatif du projet (Montevideo, 6 mai 1981, Santiago, 24 juin 1981).

PROGRAMME 540: STATISTIQUES

SOUS-PROGRAMME 540.1: CADRE REGIONAL D'INFORMATION QUANTITATIVE

i) Documents

Anuario Estadístico de América Latina, 1980 (E/CEPAL/G.1210).

Anuario Estadístico de América Latina, 1981 (E/CEPAL/G.1281).

Síntesis Estadística de América Latina, 1960-1980 (Servicios de información de la CEPAL).

SOUS-PROGRAMME 540.2: ETUDES METHODOLOGIQUES ET ANALYSE QUANTITATIVE

i) Documents

La pobreza en América Latina. Un examen de conceptos y datos, en Revista de la CEPAL, No. 13 (E/CEPAL/G.1145).

La población económicamente activa en los países de América Latina por sectores de actividad y categorías del empleo: 1950, 1960 y 1970 (E/CEPAL/R.206).

Las encuestas de hogares en América Latina; Cuaderno de la CEPAL No. 44 (E/CEPAL/G.1244).

Principios de un sistema integrado de procesamiento muestral (E/CEPAL/R.338).

Medición del empleo y de los ingresos rurales, en Estudios e Informes de la CEPAL No. 19 (E/CEPAL/G.1226).

Informe del taller regional sobre medición del empleo y los ingresos rurales (E/CEPAL/G.1220).

El desarrollo de las cuentas nacionales en América Latina y el Caribe (E/CEPAL/SEM.2/L.1).

Comparabilidad de los sistemas de cuentas nacionales y del producto material en América Latina (E/CEPAL/SEM.5/L.2).

Informe del Seminario Regional de Expertos sobre Comparaciones del Sistema de Cuentas Nacionales y el Sistema de Balances de la Economía Nacional en América Latina (E/CEPAL/SEM.5/L.4; E/CEPAL/G.1213).

Cuentas nacionales y producto material en América Latina, en Estudios e Informes de la CEPAL, No. 17, 1982 (E/CEPAL/G.1218).

Tablas del insumo-producto en América Latina, Cuaderno Estadístico No. 7, 1983 (E/CEPAL/G.1227).

/Balance preliminar

Balance preliminar de la economía latinoamericana durante 1981
(E/CEPAL/L.260/Rev.1).

Balance preliminar de la economía latinoamericana durante 1982
(E/CEPAL/L.279).

Síntesis preliminar de la economía latinoamericana durante 1983
(E/CEPAL/G.1279).

Las cuentas nacionales en América Latina y el Caribe, Cuaderno de la
CEPAL No. 45, 1983 (E/CEPAL/G.1245).

SOUS-PROGRAMME 540.3: DEVELOPPEMENT STATISTIQUE ET COOPERATION REGIONALE
EN STATISTIQUES

i) Séminaires, réunions et conférences

Séminaire latino-américain sur les comptabilités nationales (Mexico,
10-14 août 1981).

Atelier de discussion sur la conceptualisation de l'emploi rural en
Amérique latine à des fins de mesure (Ixtapan de la Sal, Mexique, 25-30
octobre 1981).

Séminaire sur les méthodes statistiques et indicateurs de financement
et de la dette extérieure, CIENES (Santiago, 1er octobre-14 novembre 1981).

Atelier de statistiques environnementales (Saint-Domingue, 26-28 août 1981).

Réunion du Groupe d'experts du Bureau de statistiques des Nations Unies
sur l'orientation future de "International Comparison Project" (ICP) (Genève,
Suisse, 11-13 novembre 1981).

Réunion de travail de l'ICP à la Overseas Development Agency pour
débatte de l'incorporation des résultats ECIEL pour l'Amérique latine (Londres,
Angleterre, 14-17 novembre 1981).

Symposium sur les politiques sociales en Amérique latine et dans les
Caraïbes (FISE) (Santiago, 12-15 avril 1982).

Séminaire régional d'experts sur les comparaisons du Système des
comptabilités nationales et du Système de bilans de l'économie nationale en
Amérique latine (La Havane, Cuba, 6-11 mai 1982) (E/CEPAL/SEM.5/L.4 et
E/CEPAL/G.1213).

Atelier régional sur la mesure de l'emploi et les revenus ruraux
(Ixtapan de la Sal, Mexique, 24-28 mai 1982) (E/CEPAL/G.1220).

/Séminaire-Atelier

Séminaire-Atelier de directeurs de programmes nationaux d'enquêtes sur les ménages (NHSCP), CIENES (Santiago, 22, 23 et 24 septembre 1982).

Réunion sur les indicateurs socio-économiques de contrôle du développement rural et de la réforme agraire (Rome, Italie, 13-16 décembre 1982).

Séminaire sur les problèmes d'organisation et de fonctionnement des systèmes statistiques nationaux (Madrid, Espagne, 16-25 octobre 1982).

Réunion du Groupe d'experts en statistiques et indicateurs de la femme, organisée par le "International Research and Training Institute for the Advancement of Women (INSTRAW)" (New York, Etats-Unis d'Amérique, 11-15 avril 1983).

Séance du Sous-Comité sur les activités de statistique (ACC) (Paris, France, 6-10 juin 1983).

Groupe d'experts du Projet de comparaisons internationales des Nations Unies (ICP) chargé de coordonner les travaux de comparaisons internationales de prix et du produit réel (Paris, France, 18-22 juin 1983).

Réunion de travail au Bureau de statistique de la Communauté économique européenne pour l'intégration des travaux de comparaison internationale latino-américains et ceux de l'Europe et du reste du monde (Luxembourg, 13-17 juin 1983).

Séminaire sur les changements intervenus récemment dans les structures et la stratification sociales en Amérique latine. Analyse comparative des pays et perspectives régionales pour les années 80 (Santiago, 12-15 septembre 1983).

Séminaire latino-américain de comptabilités nationales (Lima, Pérou, 18-21 octobre 1983).

Réunions du Conseil de coordination des conférences interaméricaines de statisticiens gouvernementaux des Amériques (CEGA) (Santiago, 23-27 novembre 1981, Buenos Aires, Argentine, 3-8 octobre 1983).

ii) Assistance technique

A Antigua:

Déterminer le temps, le coût et le personnel nécessaires à la réalisation d'une enquête sur les dépenses des ménages.

A l'Argentine:

Aider l'Institut national de statistique et de recensements à étudier le contenu de la publication sur les résultats de l'enquête pilote sur les dépenses et les revenus des ménages, réalisée dans la zone de Buenos Aires en 1980. Cette publication sera distribuée aux pays de la région dans le cadre du NHSCP/PIDEH.

/A Belize:

A Belize:

Evaluer l'assistance requise pour la réalisation d'une enquête sur la main-d'oeuvre et la possibilité de participer au NHSCP. Conversations sur l'intégration au NHSCP.

A la Bolivie:

Aider le Bureau national de statistique à élaborer l'étude finale de l'évaluation du recensement de population, 1976.

Collaborer avec l'INE dans l'élaboration du rapport sur l'évaluation du recensement de population.

A la Colombie:

Collaborer avec le Département administratif national de statistique dans l'enquête sur les revenus et dépenses.

Au Costa Rica:

Collaborer avec le Gouvernement dans l'élaboration du Plan de développement statistique.

Collaborer avec la Direction générale de statistique et de recensements dans l'utilisation de techniques d'échantillonnage et de mise à jour du cadre de l'échantillon dans le programme censitaire.

A Cuba:

Collaborer avec le Comité de statistique de l'Etat à la planification d'une enquête de main-d'oeuvre.

Au Honduras:

Collaborer avec la Direction générale de statistique et de recensements à l'élaboration d'un échantillon sur les ménages pour les villes de Tegucigalpa et San Pedro Sula.

Collaborer avec la Direction générale de statistique et de recensements à l'élaboration d'un document de projet NHSCP.

Au Mexique:

Collaborer avec la Direction générale de statistique à l'application des méthodes d'évaluation censitaire.

/Collaborer avec

Collaborer avec la Direction générale de statistique à l'analyse des données d'enquête de la main-d'oeuvre.

Collaborer avec la Direction générale de statistique à la planification de l'enquête nationale de dépenses et de revenus.

Au Nicaragua:

Avis consultatifs à l'Institut national de statistique pour l'implantation de l'enquête sur les ménages dans les zones urbaines.

Au Panama:

Aider la Direction générale de statistique et de recensement dans la réalisation de l'enquête sur les ménages.

Collaborer avec la Direction nationale de l'emploi du Ministère du travail et du bien-être social dans l'élaboration du système d'information sur les ressources humaines.

Aider la Direction générale de statistique et de recensement dans l'enquête nationale de revenus.

Avis consultatifs pour l'enquête nationale de revenus et accès aux services de base.

Au Paraguay:

Avis consultatifs au Bureau de la planification et à la Direction générale de statistique et de recensement dans l'élaboration d'une enquête sur les ménages.

Services consultatifs à la Direction générale de statistique et de recensement pour l'élaboration d'un échantillon visant à donner des résultats anticipés du recensement de population et de logement de 1982.

Assistance technique visant à améliorer la fourniture de données sur l'emploi au Paraguay.

Au Pérou:

Collaborer avec l'Institut national de statistique dans des aspects d'échantillon du recensement de la population.

Aider le Ministère du travail à étudier l'enquête sur les dépenses.

/A la

A la République dominicaine:

Aider le Bureau national de statistique dans l'application du développement statistique et dans le système intégré de traitement des échantillons.

Services consultatifs à la Banque centrale en statistiques financières.

A El Salvador:

Avis consultatifs à la Banque centrale en matière de statistiques financières et leur utilisation pour l'analyse et la programmation.

A l'Uruguay:

Aider la Direction générale de statistique et de recensement dans l'enquête sur la main-d'oeuvre.

Collaborer avec la Direction générale de statistique et de recensement dans l'enquête sur la consommation et les revenus familiaux.

Au Venezuela:

Avis consultatifs au Bureau central de statistique et d'informatique pour l'évaluation du recensement de la population et du logement et pour l'élaboration d'un cadre de l'échantillon.

Collaborer avec le Bureau central de statistique et d'informatique dans la révision du cadre de l'échantillon automatisé et dans l'élaboration de la nouvelle enquête sur l'emploi.

iii) Formation et bourses

Cours/Atelier de production de statistique pour les comptabilités nationales, CIENES, août 1981 (20 élèves).

Cours/Atelier de production de statistique pour les comptabilités nationales, CIENES, août 1982 (22 élèves).

Cours régional de comptabilités nationales (CEMLA), Mexico, 9 mai-8 juillet 1983 (18 élèves).

Cours/Atelier de construction de comptabilités nationales de l'agriculture et de l'alimentation, CIENES, octobre 1983 (20 élèves).

PROGRAMME 550: TRANSPORT

SOUS-PROGRAMME 550.1: POLITIQUE ET PLANIFICATION

i) Documents

Participación de la CEPAL en las actividades de cooperación técnica y económica en el sector del transporte organizadas por los países latinoamericanos (E/CEPAL/G.1175).

Informe del Primer Seminario Latinoamericano de Planeamiento del Transporte (Buenos Aires, 21 al 25 de junio de 1982) (E/CEPAL/G.1219).

Paraguay: opciones de transporte del comercio exterior en el corredor Asunción-Atlántico (E/CEPAL/L.248).

El transporte de carga entre Brasil y los países del Grupo Andino, vol. I (E/CEPAL/L.263).

El transporte de carga entre Brasil y los países del Grupo Andino, vol. II, anexos (E/CEPAL/L.263/Add.1).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: evaluación comparativa de las metodologías aplicadas en cinco países (E/CEPAL/R.287).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: las metodologías aplicadas en Argentina (E/CEPAL/R.287/Add.1).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: las metodologías aplicadas en Bolivia (E/CEPAL/R.287/Add.2).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: las metodologías aplicadas en el Plan Operacional de Transporte en Brasil (E/CEPAL/R.287/Add.3).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: las metodologías aplicadas en Paraguay (E/CEPAL/R.287/Add.4).

La planificación del transporte en los países del Cono Sur: las metodologías aplicadas en Uruguay (E/CEPAL/R.287/Add.5).

Conventional transport models in the analysis of institutional aspects of national transport planning (E/CEPAL/R.336).

Directrices para la aplicación del Sistema Uniforme de Estadísticas de Transporte Marítimo (E/CEPAL/R.339).

Istmo Centroamericano: estadísticas de transporte, 1979-1980 (E/CEPAL/MEX/1982/L.28).

/Análisis preliminar

Análisis preliminar sobre la competitividad en costos de un ferrocarril intercentroamericano frente al transporte automotor (E/CEPAL/MEX/1982/L.12).

Istmo Centroamericano: estimación de posibilidades de ahorro en el sector transportes al sustituir derivados del petróleo por otros energéticos (E/CEPAL/MEX/1983/L.15).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Organisation, conjointement avec la Direction nationale de la planification du transport d'Argentine, du premier Séminaire latino-américain de planification du transport (Buenos Aires, 21-25 juin 1982) (E/CEPAL/R.287 et E/CEPAL/R.287/Add.1 à Add.5).

Participation au Congrès panaméricain du transport (Buenos Aires, 20 mai-5 juin 1983) (E/CEPAL/R.336).

Organisation, conjointement avec le Gouvernement du Pérou et le Bureau de statistique des Nations Unies, d'un Séminaire sur le système uniforme de statistiques du transport maritime (Lima, 7-11 novembre 1983) (E/CEPAL/R.339), dans le cadre du Système d'information du transport international (SITI).

iii) Assistance technique

Avis consultatifs à l'Institut de planification économique et sociale (IPEA) du Brésil en ce qui concerne l'évaluation de la gestion des chemins de fer et des ports.

Avis consultatifs au Gouvernement du Chili dans l'élaboration des données de base pour la formulation du projet de loi concernant l'adoption de la Convention TIR, et dans d'autres aspects des régimes de transit douanier et de transport international; on a également servi d'agent exécuteur d'un projet visant à étudier l'efficacité institutionnelle et économique du système chilien de transport, financé par la Banque mondiale.

Evaluation des dommages causés par les catastrophes naturelles sur l'infrastructure du transport de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou.

SOUS-PROGRAMME 550.2: TRANSPORT ROUTIER

i) Documents

El transporte urbano en América Latina. Consideraciones acerca de su igualdad y eficiencia, Revista de la CEPAL No. 17, agosto de 1982, pp. 85-117 (E/CEPAL/G.1205).

La gestión y la informática en las empresas ferroviarias de América Latina y España, Serie Estudios e Informes de la CEPAL, No. 23 (E/CEPAL/G.1228).

/Informe de

Informe de la Reunión de Expertos en Sistemas de Información Operativa y de Gestión en los Ferrocarriles de Iberoamérica (E/CEPAL/G.1231).

Manual para la aplicación del Convenio TIR (E/CEPAL/G.1258).

Transporte Internacional por Ferrocarril (TIF): Paraguay-Atlántico (E/CEPAL/L.252).

Tránsito aduanero en los países de Sudamérica (E/CEPAL/L.258).

Estudio preliminar de la relación existente entre el ingreso familiar, las condiciones de viaje y la política de transporte urbano en América Latina (E/CEPAL/PROY.6/R.29).

Algunos aspectos de la justificación económica de los ferrocarriles metropolitanos en América del Sur (E/CEPAL/R.264).

Algunas preguntas y respuestas sobre el Convenio TIR (E/CEPAL/R.288).

Catálogo del Centro de Documentación de la Asociación Latinoamericana de Ferrocarriles (ALAF) (E/CEPAL/R.337).

Estudio de flujos en el corredor San Pablo-Buenos Aires: informe de síntesis (E/CEPAL/R.345).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Participation au Séminaire d'ingénierie de systèmes, de l'Université du Chili (Santiago, 1er-13 août 1981).

Organisation, conjointement avec l'ALAF et la Banque mondiale dans le cadre du projet SINFER, de la première et la deuxième réunions sur les systèmes d'information opérationnelle et de gestion dans les chemins de fer de l'Amérique latine et d'Espagne (Santiago du Chili, 5-9 octobre 1981) et de la deuxième Réunion sur les systèmes opérationnels et de gestion des chemins de fer d'Amérique latine et d'Espagne (22-26 novembre 1982).

Participation au Séminaire sur la métropolisation et l'environnement, organisé par la CEPAL, avec le PNUE et la Municipalité de Curitiba (Curitiba, 16-20 novembre 1981) (E/CEPAL/PROY.6/R.29).

Participation à la première Réunion d'experts en transit douanier de l'ALADI (Montevideo, 17-20 novembre 1981) (E/CEPAL/L.258; E/CEPAL/R.288 et E/CEPAL/R.298).

Participation à la première Conférence sud-américaine de transport routier (Montevideo; 19-22 avril 1982) (E/CEPAL/R.292 et E/CEPAL/R.298/Rev.2).

/Participation à

Participation à une conférence sur les transports urbains dans les pays en développement (Caracas, 18-20 octobre 1982), Revista de la CEPAL No. 17, août 1982, pp. 85-117 (E/CEPAL/G.1205).

Organisation, conjointement avec l'ALAF, de deux réunions sur le transport ferroviaire international dans le couloir São Paulo-Buenos Aires-Rio Negro (Porto Alegre, 19-21 juillet 1983 et Buenos Aires, 30 novembre-2 décembre 1983).

Organisation, conjointement avec la Banque mondiale, d'un Séminaire sur les expériences en matière d'entretien routier en Amérique latine (1-5 août 1983).

iii) Assistance technique

Avis consultatifs à la Chancellerie et à l'Administration nationale des douanes d'Argentine en ce qui concerne l'adoption de la Convention TIR.

Assistance au Gouvernement du Paraguay dans l'élaboration d'un plan d'action visant à orienter ses activités en matière de facilitation du transport de son commerce extérieur.

SOUS-PROGRAMME 550.3: TRANSPORT PAR VOIE D'EAU ET MULTIMODES

i) Documents

Cooperación económica entre países latinoamericanos y del Caribe en el establecimiento de empresas de reparación y mantenimiento de contenedores: proyecto de la CEPAL (E/CEPAL/G.1186).

Informe final de la Reunión de Expertos sobre Problemas de Facilitación y el Fortalecimiento de las Instituciones de Transporte (Paramaribo, Suriname, 27 al 30 de octubre de 1981) (E/CEPAL/G.1192).

Código de puertos (E/CEPAL/G.1222).

La unitarización de la carga y su necesidad de apoyo institucional (E/CEPAL/G.1223).

Establishing container repair and maintenance enterprises in Latin America and the Caribbean (E/CEPAL/G.1243).

Líneas generales para establecer un programa de facilitación del comercio y de fortalecimiento institucional del transporte en los países del Caribe (E/CEPAL/L.246).

Necesidades de facilitación del comercio y de fortalecimiento institucional del transporte en el Caribe (E/CEPAL/L.247).

Hacia la uniformidad de la documentación naviera (E/CEPAL/L.294).

/Transporte fluvial

Transporte fluvial en la Cuenca del Plata (E/CEPAL/R.260/Rev.1).

A Cost-Center Approach to Liner Conference Freight Rates (E/CEPAL/R.285).

Aspectos institucionales del transporte fluvial en la Cuenca del Plata (E/CEPAL/R.309).

Inventario de infraestructura y equipo de transporte fluvial en la Cuenca del Plata (E/CEPAL/R.310).

An Evaluation of and Projects for the Haitian Coastal Transport Sector (E/CEPAL/R.319).

Marine Project Ideas for the Haitian Port of Miragoane. Provisional Text (E/CEPAL/R.333).

Informe de la Primera Reunión sobre Cooperación Marítima Regional entre Países Sudamericanos, México y Panamá (E/CEPAL/R.347).

ii) Séminaires, réunions et conférences

Participation à la réunion du Groupe technique des ministres des travaux publics et des transports des pays du Cône Sud (Brasilia, 12-15 mai 1981) (E/CEPAL/R.260).

Participation à la quatrième Conférence internationale de transport maritime (Caracas, 8-10 septembre 1981) (E/CEPAL/R.285).

Participation à la XIème réunion des ministres des travaux publics et des transports des pays du Cône Sud (Santiago du Chili, 5-9 Octobre 1981) (E/CEPAL/R.260/Rev.1).

Participation au VIIème Congrès de l'Institut panaméricain de génie naval (Viña del Mar, Chili, 19-24 octobre 1981) (E/CEPAL/G.1186).

Collaboration avec le Secrétariat technique de la Réunion d'experts en facilitation du commerce et renforcement institutionnel du transport, pour les Caraïbes (Paramaribo, 27-30 novembre 1981) (E/CEPAL/G.1192).

Organisation de trois séminaires sur la création de firmes de réparation et d'entretien de conteneurs (Rio de Janeiro, 15-16 avril 1982; Bogotá, 19-20 avril 1982, et Saint-Domingue, 22-23 avril 1982).

Organisation, conjointement avec l'Organisation maritime internationale, de la première Réunion sur la coopération maritime régionale entre pays sudaméricains, le Mexique et le Panama (Santiago du Chili, 17-21 octobre 1983),

/iii) Assistance

iii) Assistance technique

Plusieurs projets d'investissement dans le secteur maritime d'Haïti ont été formulés afin d'appuyer le programme de l'ILPES visant à renforcer le système de planification et de projets de ce pays.

Avis consultatifs au Gouvernement de Sainte-Lucie sur la possibilité de créer des centres de transbordement dans des ports de l'île.

/PORGRAMME 782:

PROGRAMME 782: INFORMATION ET DOCUMENTATION POUR LE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

SOUS-PROGRAMME 782.1: SYSTEMES D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION POUR LE
DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAIBES

i) Documents

CEPALINDEX, Vol. 3, No. 2 (E/CEPAL/CLADES/G.4).

Tesauro del Medio Ambiente para América Latina y el Caribe (E/CEPAL/CLADES/L.5).

PLANINDEX, Vol. 1, No. 2 (E/CEPAL/CLADES/L.6).

Informe de diagnóstico regional. La infraestructura de información para el desarrollo en América Latina y el Caribe (E/CEPAL/CLADES/L.7).

El proceso de planificación, la documentación que genera y la problemática de su clasificación (E/CEPAL/CLADES/R.14).

CEPALINDEX, Vol. 4, No. 1 (E/CEPAL/CLADES/G.5).

PLANINDEX, Vol. 2, No. 1 (E/CEPAL/CLADES/L.8).

The Development Information: the Caribbean situation (E/CEPAL/CLADES/R.15).

Informe final del seminario conjunto UNESCO/PGI y CEPAL/CLADES sobre metodologías de evaluación de infraestructuras de información y experiencias afines en América Latina (E/CEPAL/CLADES/R.16).

Lista de descriptores discutidos y aceptados en la Reunión Técnica sobre Terminología para el Desarrollo: el Macrothesaurus de la OCDE (E/CEPAL/CLADES/R.17).

Lista de descriptores no discutidos en la Reunión Técnica sobre Terminología para el Desarrollo: el Macrothesaurus de la OCDE (E/CEPAL/CLADES/R.18).

Informe final de la Reunión Técnica sobre Terminología para el Desarrollo: el Macrothesaurus de la OCDE (E/CEPAL/CLADES/R.19).

INFOPLAN: Sistema de información para la Planificación Económica y Social (E/CEPAL/CLADES/R.20).

El Sistema INFOPLAN: estructura, funciones y operaciones (E/CEPAL/CLADES/R.21).

Directrices para el ingreso de información en la hoja de análisis de la base de datos TRANDIS/LEADS (E/CEPAL/CLADES/R.22).

Servicios computarizados de información especializada: un esbozo de problemas y proyecciones en América Latina (E/CEPAL/CLADES/R.23).

Guía conceptual y metodológica para instructores de cursos de capacitación de INFOPLAN (E/CEPAL/CLADES/R.24).

Manual de selección de documentos para INFOPLAN (E/CEPAL/CLADES/R.25).

Guía para uso del Macrothesaurus (E/CEPAL/CLADES/R.26).

CEPALINDEX, Vol. 4, No. 2 (E/CEPAL/CLADES G.6).

Report on the Latin American Information Infrastructure for Development with special reference to the Caribbean (E/CEPAL/CLADES/L.9).

CLADES: Una contribución para América Latina y el Caribe en el campo de la información para el desarrollo (E/CEPAL/CLADES/L.10).

PLANINDEX, Vol. 2, No. 2 (E/CEPAL/CLADES/L.12).

Informe Final de la Reunión Regional de Evaluación de INFOPLAN (E/CEPAL/CLADES/L.13).

PLANINDEX, Vol. 3, No. 1 (E/CEPAL/CLADES/L.14).

El Centro Latinoamericano de Documentación Económica y Social (CLADES): sus orígenes y funciones (E/CEPAL/CLADES/L.16).

PLANINDEX, Vol. 3, No. 2 (E/CEPAL/CLADES/L.17).

Desarrollo del proyecto sobre "Sistema de Información para la Planificación en América Latina y el Caribe (Sistema INFOPLAN)" (E/CEPAL/CLADES/SEM.1/R.2).

Directrices generales para la evaluación de INFOPLAN y sus proyecciones (E/CEPAL/CLADES/SEM.1/R.3).

Cinq numéros en espagnol et deux en anglais de l'Informativo Terminológico.

ii) Séminaires, réunions et conférences

Réunion technique sur la terminologie pour le développement; le Macrothesaurus de l'OCDE (Santiago, 1-3 juillet 1981).

Deuxième cours-séminaire pour l'application du système INFOPLAN (Santiago, 1-25 mai 1981).

Réunion technique sur les bases d'un système d'information institutionnelle, CONADE (Quito, 9-10 novembre 1981).

/Rencontre de

Rencontre de spécialistes de l'information en vue de la création de systèmes d'information (Guayaquil, 26 novembre 1981).

Réunion de lancement du Réseau national de planification (Panama, 30 novembre-2 décembre 1981).

Réunion technique d'évaluation du fonctionnement de l'INFOPLAN au Guatemala, Honduras et Panama (Panama, 3-4 décembre 1981).

Deuxième Réunion régionale de systèmes d'information sur la coopération et la coordination dans des domaines liés à l'environnement (Santiago du Chili, 9-11 décembre 1981).

Séminaire sur les méthodologies d'évaluation d'infrastructures d'information et d'expériences connexes en Amérique latine (Santiago du Chili, 30 septembre-2 octobre 1981).

Cours-séminaires pour opérateurs du système INFOPLAN (Information pour la planification) dans les pays suivants: Venezuela (Barquisimeto, 17-21 mai); Costa Rica (San José, 24-28 mai); Honduras (Tegucigalpa, 31 mai-4 juin); Guatemala (Guatemala City, 7-11 juin); et Panama (Panama City, 14-18 juin 1982).

Réunion régionale d'évaluation de l'INFOPLAN (Santiago du Chili, 8-10 novembre 1982).

Cours-séminaire pour l'implantation du Réseau national d'information pour la planification (Réseau NAPLAN) (Bogotá, 22-26 novembre 1982).

Cours-séminaire INFOPLAN (Asunción, 21-25 mai 1983).

Premier Séminaire national d'information pour la planification (Brasilia, 25-29 avril 1983).

Première réunion du Groupe de suivi en vue de l'élaboration d'un programme régional de coopération en information pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Caracas, 18-22 avril 1983).

Divers cours-séminaires pour les Réseaux nationaux d'information pour la planification (Réseaux NAPLAN) ont été organisés dans les pays suivants:

Guatemala (17-28 octobre 1983); Honduras (31 octobre-11 novembre 1981); Costa Rica (14-25 novembre 1983); Panama (5-16 décembre 1983).

Cours-séminaire pour les points de coordination de l'INFOTERRA (Brasilia, 23 novembre-2 décembre 1983).

Stage sur l'analyse de l'information pour la Bibliothèque de la CEPAL (10-14 mai 1982).

iii) Assistance technique

A l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) dans l'élaboration d'un programme d'information, documentation et communication pour l'Institut.

Au Ministère des Affaires étrangères de l'Equateur pour organiser son système interne d'information.

Au SELA (Venezuela) pour établir le diagnostic préliminaire de la situation de l'information au sein de l'institution et pour envisager les services consultatifs que la CEPAL/CLADES pourrait fournir à l'avenir à cet organisme.

A l'IPEA/IPLAN (Brésil) pour établir les grandes lignes d'un projet sur un Institut national d'information en planification.

A l'ALIDE (Pérou) dans la formulation d'un projet pour le Réseau d'information de l'Association latino-américaine d'institutions financières de développement (RIALIDE).

Au CEPIS (Pérou) dans la formulation d'un projet en vue de l'automatisation d'un système d'information et de documentation du Centre national de productivité du Ministère du Travail.

A la FUDECO (Venezuela), à diverses reprises, afin d'évaluer le système d'information intégral de la Fondation pour le développement de la région du centre-ouest du Venezuela.

A l'IPEA/IPLAN (Brésil) dans l'élaboration d'un Programme d'information documental.

A l'ICAR (Costa Rica) dans l'évaluation du Thésaurus de l'administration publique élaboré par cet organisme.

A l'IBICT (Brésil) dans la création d'une unité d'information de référence.

A l'Institut interaméricain d'intégration (Bolivie) dans la mise sur pied d'un centre d'information.

Au bureau du Contrôleur général de la République du Panama afin d'étudier la faisabilité d'un projet pilote en matière de documentation.

A l'ALADI (Uruguay), dans la modernisation de ses services d'information documentaire.

A l'Université nationale de Misiones (Argentine), dans la réalisation d'un premier diagnostic sur la situation de cet organisme en matière d'information.

A l'IPEA/IPLAN dans l'élaboration d'un projet sur un système d'information pour la planification au Brésil et dans l'utilisation de la terminologie appropriée, pour cette planification.

Au Ministère de la planification et de la coordination économique de la Bolivie, par l'intermédiaire du Système et du Fonds national d'information pour le développement (SYFNID) dans la formulation d'un projet visant à mettre sur pied un système d'information documentaire dans les services du Ministère.

Au CIID (Bogotá) et à la Fédération panaméricaine de Facultés de Médecine dans la réalisation d'une étude de faisabilité du Système d'information bio-médicale pour la région andine (SIBRA).

Au CIFCA (Madrid), dans l'organisation d'une exposition bibliographique itinérante de livres espagnols et latino-américains sur l'environnement.

A la CONYCIT (Chili) ainsi qu'à l'Université catholique du Chili dans l'organisation et le recueil de matériel destiné à l'étude de faisabilité en vue de la création de la maîtrise en Sciences de l'information.

A l'Université catholique et à la bibliothèque de la Faculté de Droit de l'Université du Chili dans l'élaboration d'un langage d'indexation basé sur le schéma de la classification décimale universelle (CDU) et le Macrothésaurus de l'OCDE.

A l'Institut de Sciences politiques de l'Université du Chili dans l'élaboration de son Centre de documentation.

Plusieurs avis consultatifs au Réseau d'information technologique latino-américaine (RITLA) (Brésil), dans la création et mise en marche du Réseau.

Au Centre de perfectionnement du Ministère de l'éducation (Chili), dans l'élaboration du Système national d'information en matière d'éducation.

iv) Formation et bourses

Outre les cours mentionnés plus haut, les activités de formation ont été adressées à des fonctionnaires des entités suivantes: Ministère de la planification du Panama; Banque centrale du Guatemala (Centre national de références); Institut de développement industriel de la Colombie; Banque minière du Pérou; Institut pour la formation et l'utilisation des ressources humaines (IFARHU) du Panama; Ministère de la planification de El Salvador; Centre latino-américain d'administration (CLAD), Venezuela; OLADE, Equateur; Banque centrale de la République dominicaine; et Surintendance de banques de l'Equateur.

PROGRAMME 790: GESTION DE LA COOPERATION TECHNIQUE

Outre les activités dérivées de la gestion opérationnelle des projets qui font l'objet d'un financement extrabudgétaire et la négociation de ce financement auprès des sources multilatérales et bilatérales, le Secrétariat a poursuivi diverses activités tant à l'échelon régional qu'interrégional afin d'encourager et de soutenir la coopération technique et économique entre les pays de la région ainsi qu'entre ces derniers et certains pays en développement d'autres régions.

Le cadre général de ces activités est fixé dans divers documents officiels: le Plan d'action de Buenos Aires, adopté par la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre les pays en développement (Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978); le Plan d'action de Caracas, adopté par la Conférence de haut niveau sur la coopération économique entre les pays en développement convoquée par le Groupe des 77 (Caracas, 13-19 mai 1981); les décisions émanées des réunions du Comité de haut niveau chargé d'évaluer la coopération technique entre les pays en développement convoquées par l'Administrateur du PNUD en 1980, 1981 et 1983; ainsi que les résolutions adoptées par la Commission au cours de ses dernières sessions, notamment les résolutions 438(XIX) sur la coopération technique entre les pays en développement; 439(XIX) sur la coopération économique entre pays en développement; et 440(XIX) sur la coopération technique et économique entre les pays des Caraïbes et les autres pays de la région.

Ce programme est coordonné et exécuté, à l'échelon interne, par la Division d'Opérations, qui mène les activités mentionnées plus haut à trois niveaux: au niveau du Secrétariat en tant que tel ainsi qu'à l'échelon régional et interrégional.

Au niveau du Secrétariat de la CEPAL, l'activité la plus importante est la formulation et l'exécution des activités de gestion de projets ainsi que l'identification des éléments opérationnels susceptibles d'encourager et d'appuyer la CTPD et la CEPD prévues dans les programmes de travail respectifs des groupes du système de la CEPAL. Cela implique une coordination étroite avec les divisions techniques du Secrétariat ainsi qu'avec l'ILPES, le CELADE et les bureaux de la CEPAL dans la région, le cas échéant.

La diffusion de l'information sur les activités du système de la CEPAL en matière de CTPD et de CEPD est également prioritaire dans le cadre de ce programme. L'instrument principal à cet effet est le bulletin intitulé Coopération et développement, publié chaque trimestre en espagnol et en anglais et largement distribué au sein et en dehors de la région. Depuis son lancement en janvier 1981, onze numéros ont été publiés, le dernier en septembre 1983.

A l'échelon régional, le Secrétariat continue de fournir une assistance technique aux pays et groupes de pays, à la demande de ces derniers, dans les domaines où le Secrétariat possède une capacité technique; diverses activités ont été réalisées à cet égard dans plusieurs domaines visant à promouvoir les actions

/de soutien

de soutien à la CTPD et à la CEPD. Au titre de ces dernières on peut mentionner: i) le transport et la facilitation du commerce, qui comprend, entre autres, des projets de coopération en matière de transport international routier et de firmes de manipulation et réparation de conteneurs; ii) encouragement des exportations, notamment la réalisation d'un projet sur l'assurance-crédit aux exportations qui donna naissance à une nouvelle organisation régionale en la matière, avec la participation d'institutions d'assurance du secteur public et privé; iii) ressources naturelles, domaine dans lequel des projets de coopération ont été menés en matière d'eau potable et d'assainissement ainsi que le développement des ressources minières de la région; iv) environnement, y compris l'organisation d'une série de séminaires techniques de coopération horizontale dans des questions qui exercent une influence importante sur le rapport développement-environnement, à savoir, par exemple, la construction de grands travaux d'utilisation de l'énergie hydraulique et la métropolisation; et v) la planification économique et sociale, menée par le biais des activités de coopération entre les ministères de planification, encouragées par l'ILPES, lequel a même fourni des informations sur la planification en collaboration avec le CLADES.

Outre ce domaine d'action caractérisé par des activités de promotion de la CTPD et de la CEPD à moyen et à long terme, un soutien opérationnel a été fourni à de nombreuses initiatives du système de la CEPAL en vue d'encourager des actions spécifiques de coopération dans des domaines les plus divers, par exemple:

a) Dans le cadre du programme, la CEPAL a formalisé des accords de coopération visant à soutenir et à renforcer certaines organisations de type sous-régional et régional telles que l'ALADI, le SELA, et la SIECA.

b) A l'échelon interrégional, il faut signaler que le Secrétariat de la CEPAL et des autres commissions régionales se sont attachés à coordonner un programme visant à encourager la CTPD et la CEPD à l'échelon interrégional dans le cadre récemment fixé par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 1983/66 adoptée en juillet 1983. Ce travail conjoint se base sur l'expérience que les différentes commissions régionales ont acquise en matière d'encouragement et de soutien à la CTPD et la CEPD à l'échelon interrégional dans des domaines qui présentent un intérêt réciproque pour les régions respectives. Dans le cas de la CEPAL, cette expérience porte essentiellement sur le projet exécuté conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui tend à encourager la coopération entre l'Afrique et l'Amérique latine dans les domaines du développement du commerce, des ressources humaines et de la science et la technique.

Ce projet mixte, qui reçut le soutien du PNUD, a été couronné par une réunion d'experts gouvernementaux des deux régions, réalisée au siège de la CEA à Addis Abeba en juin 1982, et à l'issue de laquelle un programme d'action a été adopté afin d'identifier et d'encourager des activités futures dans les domaines signalés et y afférents. Tous les rapports et les études élaborés

/à l'occasion

à l'occasion de ce projet ont été regroupés dans un livre intitulé Africa y América Latina: perspectivas de la cooperación interregional, publié conjointement par les deux commissions régionales en octobre 1983 en espagnol. La version en anglais devrait être distribuée en mars 1984.

c) Dans le cadre des activités de suivi du programme d'Addis Abeba, il faut souligner ici l'élaboration des bases de l'exécution d'un projet mixte CEPAL/CEA sur la coopération en matière de développement des ressources minières entre l'Amérique latine et l'Afrique. Ce projet est le résultat d'une visite réalisée en novembre 1982 par des spécialistes africains du secteur minier dans certains pays latino-américains qui possèdent une longue expérience dans ce domaine. On espère que le PNUD fournira son soutien pour commencer à exécuter ce projet en 1984. Le voyage d'étude a été organisé par les deux commissions régionales et a reçu un accueil très favorable de la part des sociétés minières des différents pays visités.

d) Au titre des actions menées conjointement avec d'autres commissions régionales, il faut également mentionner la visite d'hommes d'affaires argentins en Inde et en Indonésie, organisée par la CEPAL avec la collaboration de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESPAP) en novembre 1982. Cette visite s'inscrit dans la perspective de la CTPD inter-régionale telle qu'elle a été déterminée en 1979 au cours de la réunion consultative effectuée à New Delhi entre l'Inde et l'Amérique latine et a été organisée par le Gouvernement indien avec la coopération de la CEPAL et de la CESPAP. Le résultat immédiat de la visite a été l'identification de domaines de coopération dans le secteur industriel susceptibles de faire l'objet d'un échange dynamique de données d'expérience et de connaissances entre les pays participants des deux régions.

PROGRAMMES DE SOUTIEN TECHNIQUE

a) Service de documents et publications

Les activités du Service de documents et publications s'inscrivent dans trois domaines principaux: i) éditer, traduire, reproduire et distribuer la documentation élaborée par le Secrétariat, normalement en espagnol et en anglais et dans une mesure moindre, en français; ii) fournir des services d'édition, traduction, rédaction, reproduction et distribution des documents aux conférences et réunions patronnées par le Secrétariat à et en-dehors de Santiago, et iii) imprimer dans ses ateliers des publications destinées à la vente ou en superviser l'impression à l'extérieur et collaborer avec la section de Ventes du siège dans la distribution commerciale de ces publications.

En matière de traduction, on a continué de charger les traducteurs les plus qualifiés de la révision de leur propre travail, ce qui donne ainsi plus de temps disponible aux réviseurs pour se consacrer aux textes plus complexes et à la révision du travail des traducteurs moins expérimentés. On a eu également recours, avec des résultats satisfaisants, à la traduction et à l'édition contractuelles afin de compléter, de façon dynamique et opportune, la capacité en ressources humaines du Service pour répondre aux besoins variables de travail dans différentes langues.

Les restrictions budgétaires n'ont néanmoins pas permis d'augmenter les publications en anglais au nombre souhaité, et la traduction française des documents est restée limitée au minimum indispensable. Malgré cela, les services de traduction et d'édition ont traité 15.77 millions de mots de mai 1981 à décembre 1983.

Au cours de la même période, le service a mené à bien un plan biennal de modernisation des méthodes et d'équipement, de traitement de mots et d'imprimerie. Les économies ainsi obtenues ont permis d'absorber les coûts d'investissement en équipements et d'obtenir un bilan positif important dans ce poste. Le nouvel équipement comprend deux photocompositeurs, 12 terminaux d'entrées et deux terminaux à imprimante connectés à deux miniordinateurs en temps partagé installés au Centre de calcul électronique. Une base de données pour tableaux statistiques de séries annuelles (BADEANU) a été incorporée au fichier automatisé en collaboration avec la Division de statistiques et d'analyse quantitative; ceci poursuit un double objectif, celui de la publication et de l'analyse statistique. Malgré la réduction de quatre postes due à des restrictions budgétaires, le service a réussi à absorber la plus grande partie du programme d'impression extérieure, ce qui a permis de faire les économies mentionnées plus haut.

Les services de dactylographie ont commencé la préparation automatisée de textes afin de compléter davantage les activités du programme et les services de photocomposition.

/La standardisation

La standardisation des documents et des publications, ainsi que l'utilisation de nouvelles techniques d'imprimerie intégrée et les efforts permanents de modernisation des méthodes de travail, ont permis, au cours de cette période, d'augmenter de 43% la productivité d'imprimerie, et d'imprimer ainsi certaines publications des bureaux sous-régionaux de Port-of-Spain, Buenos Aires et Brasilia.

Un accord a été souscrit avec la section de Ventes du siège afin que les publications de la CEPAL soient intégrées au réseau de ventes des Nations Unies. A la suite de cet accord, il a fallu réimprimer 30 titres et on a observé une augmentation de 50% du tirage. Le réseau de ventes des Nations Unies est devenu le principal moyen de vente des publications de la CEPAL en dehors de la région latino-américaine.

Outre les réimpressions, le Service de documents et publications a produit, au cours de la période envisagée, 92 publications à la vente, 48 documents de distribution générale, 241 documents de distribution limitée, et 312 documents de distribution réduite.

b) Service de conférence

Au cours de la période envisagée dans ce rapport, la CEPAL a patronné ou co-patronné plus de 105 conférences, réunions, séminaires, etc., au cours desquels divers sujets d'intérêt sur le développement économique et social de la région ont été abordés. La liste de ces rencontres figure à l'annexe du présent document.

c) Centre de calcul électronique

Cette période a été particulièrement importante pour le Centre de calcul électronique; en effet, un vieil espoir de la CEPAL s'est vu concrétisé par l'acquisition d'un ordinateur IBM. En 1982, on a installé dans la salle d'ordinateurs de l'immeuble du CLADES, une machine IBM S/370-148 d'un méga-octet de mémoire, 2 000 méga-octets de disque, deux unités de bande, une imprimante rapide et une unité de contrôle qui permet l'accès simultané à 12 terminaux à écran. Grâce à cet ordinateur, il a été possible de mettre à jour le travail qui s'était accumulé par manque de fonds pour engager un service extérieur d'ordinateur IBM au cours des années précédentes. Le CELADE et l'ILPES, ainsi que de nombreuses divisions techniques, ont prévu d'importantes applications de cet ordinateur; de grands progrès ont été accomplis et la Division de Statistiques en tire le meilleur profit. Le CLADES, le CELADE et la Bibliothèque ont perfectionné leur travail grâce aux bases de données bibliographiques. Ces bases de données étaient fournies par deux versions du système ISIS. Afin de les unifier, elles ont été remplacées par une version de l'ISIS de l'UNESCO adaptée pour l'équipe du Centre.

La capacité des miniordinateurs DEC en temps partagé a été élargie, avec une mémoire plus grande, davantage de disques et de sorties pour les terminaux, ce qui leur permet maintenant de fournir des services à plus de 60 terminaux en matière d'activités administratives, d'application de calcul et de traitement de mots. Parmi les principales applications élaborées et mises en pratique par ces ordinateurs,

/il faut

il faut mentionner deux systèmes en ligne: l'un de contrôle des fonds des projets, et un nouveau système de personnel. Ces deux systèmes sont basés sur un paquet de base de données de gestion et facilitent les consultations interactives formulées par les fonctionnaires et les administrateurs de la CEPAL.

On a commencé également à appliquer un projet pilote d'automatisation du travail de bureau ("office automation") à la CEPAL. La Division du transport a été choisie à cet effet. On évalue s'il convient d'utiliser une combinaison de terminaux de microordinateurs afin de déterminer les avantages éventuels de ce système et s'il faut l'appliquer à d'autres divisions de la CEPAL.

On a installé un deuxième photocompositeur qui, avec le premier, est lié par des interphases à un ordinateur DEC de façon à pouvoir être alimenté de n'importe quel terminal ou ordinateur de la CEPAL.

Des microordinateurs compatibles avec l'équipement disponible à Santiago ont été installés aux Bureaux de la CEPAL à Port-of-Spain, Brasilia, Mexico et Washington D.C. Ces derniers, avec le microordinateur déjà installé à Buenos Aires, ont permis à ces bureaux de commencer à travailler dans le domaine du calcul et de traitement de mots; ils ont, en outre, favorisé l'échange de données sur disques magnétiques au sein de l'organisation. Le Centre a élaboré le traitement automatisé de la base de données bibliographiques appelée CARISPLAN à l'intention du Bureau de Port-of-Spain.

Santiago, Washington et Mexico sont actuellement reliés au réseau de télécommunications TELENET. Les autorités nationales de l'Argentine et de Trinité-et-Tobago ont également manifesté l'intention de se raccorder à ce réseau, raison pour laquelle, dès que ce projet sera concrétisé, les bureaux régionaux de la CEPAL dans ces pays y adhéreront.

d) Service d'information

Les services d'information jouent un double rôle; ils doivent, en effet, répondre aux besoins du système de la CEPAL et des autres organismes des Nations Unies au Chili. C'est pourquoi leurs activités sont menées à l'échelon régional et national.

Parmi les principales activités menées au cours de la période envisagée il faut mentionner:

i) Publications

Notas sobre la Economía y el Desarrollo de América Latina. Bulletin en espagnol publié tous les 15 jours et dont 55 numéros (environ 12 500 exemplaires chacun) ont été distribués au sein et en dehors de la région. Sept numéros (4 300 exemplaires chacun) ont été traduits en anglais et distribués de la même façon que la version en espagnol.

/Cooperación y

Cooperación y Desarrollo. Bulletin trimestriel, en espagnol et en anglais, sur la coopération technique et économique entre pays en développement dont 12 numéros (de 1 700 exemplaires chacun en espagnol et 800 en anglais) ont été publiés et distribués, en majorité dans la région.

Micronoticias. Synthèse hebdomadaire, en espagnol, des nouvelles de la CEPAL et des Nations Unies dont 140 numéros (de 1 300 exemplaires chacun environ) ont été distribués.

ii) Presse, radio, cinéma et télévision

322 communiqués de presse ont été distribués, à 200 exemplaires chacun en moyenne.

En ce qui concerne l'activité radiale, la quantité de productions locales de programmes de radio a été augmentée à partir de 1983 en vue de leur distribution dans la région et un total de 58 enregistrements ont été réalisés au cours de la période envisagée.

En ce qui concerne le cinéma, ces services ont produit, en collaboration avec le Département d'information publique des Nations Unies à New York, le film intitulé "CEPAL recuerda a Bolívar", avec des messages prononcés par les présidents des pays bolivariens, le Roi d'Espagne et le Secrétaire général de l'Organisation. Le film a été projeté au sein et en dehors de la région. Finalement, plusieurs films sur le système des Nations Unies ont été fournis aux chaînes de télévision et au public en général.

iii) Activités diverses

On a continué d'envoyer régulièrement des télégrammes contenant des communiqués de presse en espagnol et en anglais sur les activités de la CEPAL au Siège des Nations Unies à New York, aux centres d'information des Nations Unies ainsi qu'aux bureaux du Programme des Nations Unies pour le développement dans la région.

Outre les photos prises des principales activités de la CEPAL, neuf expositions de posters et de photographies ont été organisées.

On a également fourni des informations sur le système des Nations Unies à 1 600 visiteurs, dont un grand nombre de journalistes.

Finalement, les services d'information de la CEPAL se sont également chargés de la distribution du matériel d'information tant écrit qu'audiovisuel en provenance du Siège et d'autres bureaux des Nations Unies.

/e) Revista

e) Revista de la CEPAL

La Revista de la CEPAL est publiée trois fois par an, en avril, août et décembre, en espagnol et en anglais à un tirage d'environ 4 000 exemplaires dans chaque langue. Etant donné son importante diffusion en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que dans le reste du monde, elle constitue un des moyens les plus importants de faire connaître les idées de la Commission dans les milieux universitaires, techniques et politiques.

Au cours de la période envisagée dans le présent rapport, les numéros 14 à 21 de la Revista de la CEPAL ont été publiés. Le No. 14 (août 1981) a été axé, par exemple, sur les problèmes des sociétés transnationales et du développement en Amérique latine. Le thème principal du No. 16 (avril 1982) a été la problématique de l'agriculture latino-américaine, notamment en ce qui concerne ce qu'on a appelé l'agriculture paysanne. Parmi les articles publiés dans la Revista en 1983, il faut mentionner que grande partie de ces articles a été consacrée à la crise économique: sa description et interprétation ainsi que la formulation de propositions pour collaborer à l'élaboration d'une réponse latino-américaine et des Caraïbes face à cette crise. Il faut signaler également que le No. 21 (décembre 1983) est consacré au problème de l'éducation, ce qui traduit l'intérêt que la CEPAL porte depuis toujours aux aspects sociaux du développement.

IV. RAPPORTS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET AUTRES ORGANISATIONS

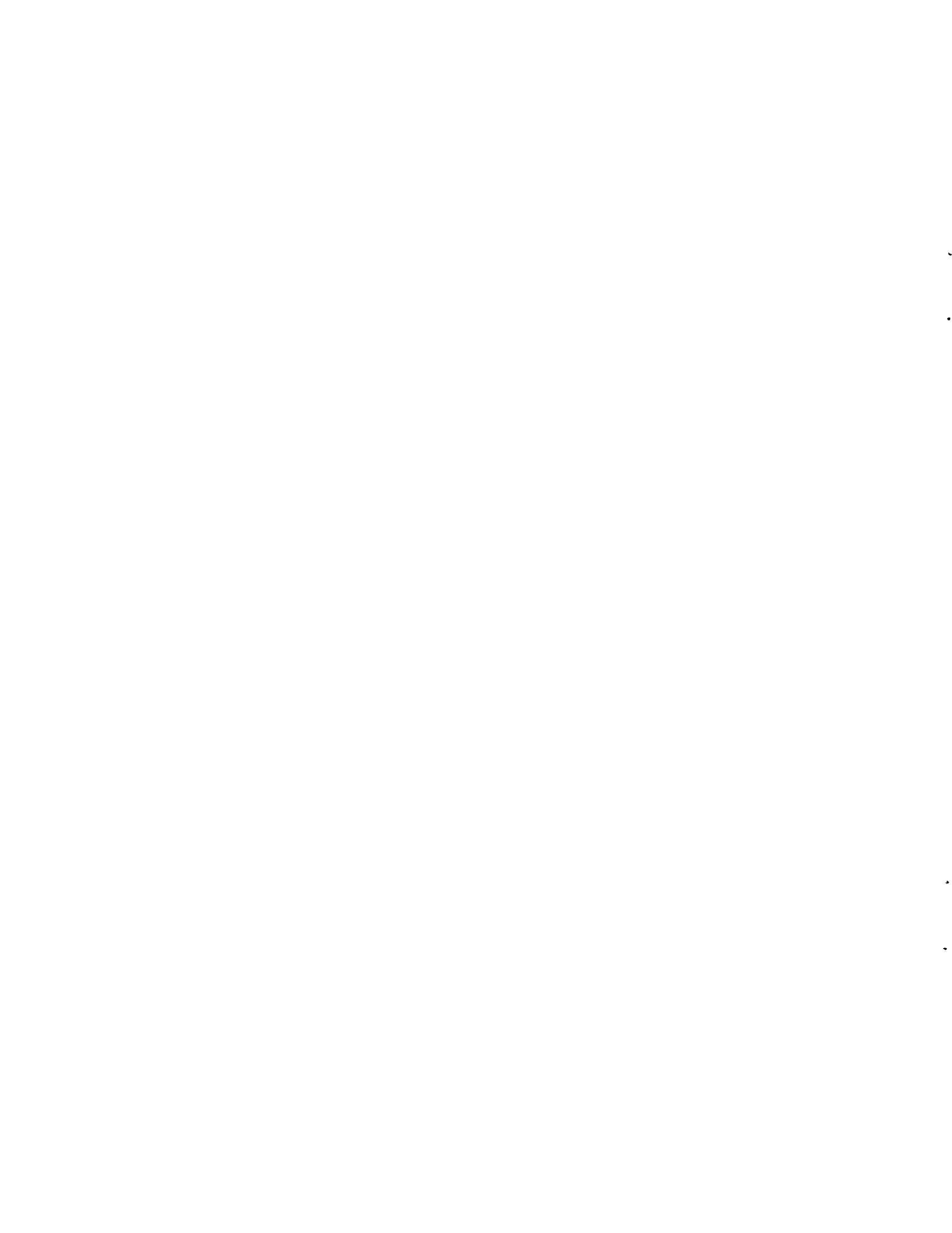
Au cours de la période envisagée par ce rapport, la CEPAL a établi ou renforcé les liens de travail et des contacts avec des institutions spécialisées et d'autres organisations, parmi lesquelles on peut mentionner: le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les autres commissions régionales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Organisation des Etats américains (OEA), le Système économique latino-américain (SELA) et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE).

Les détails concernant les rapports entre la CEPAL et les organismes spécialisés et d'autres organisations tels qu'ils sont mentionnés ici sont consignés dans les différents chapitres de ce rapport (voir chapitre I, II et III).

Finalement, il faut mentionner brièvement les rapports que la CEPAL maintient avec les organisations non-gouvernementales. C'est ainsi qu'en 1982, la CEPAL a contribué à la création de l'Association d'organisations non-gouvernementales du Chili, entité qui a été mise sur pied sous les auspices de la Commission et avec la collaboration de la FAO, l'OIT, l'UNESCO, et le FISE. Cette Association, qui a pour but de favoriser l'échange de données d'expérience, de mener des projets en commun et d'appuyer les travaux des Nations Unies, s'est vue renforcée à la suite des réunions effectuées chaque mois en 1981 au siège de la CEPAL afin de consolider les rapports des Nations Unies avec les organisations non-gouvernementales et exécuter les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et des conférences mondiales spéciales dans lesquelles il est fait appel au soutien des organisations non-gouvernementales pour l'exécution des décisions qui y sont adoptées. En 1982 et 1983, l'Association a réalisé diverses activités telles que des conférences, séminaires, etc.

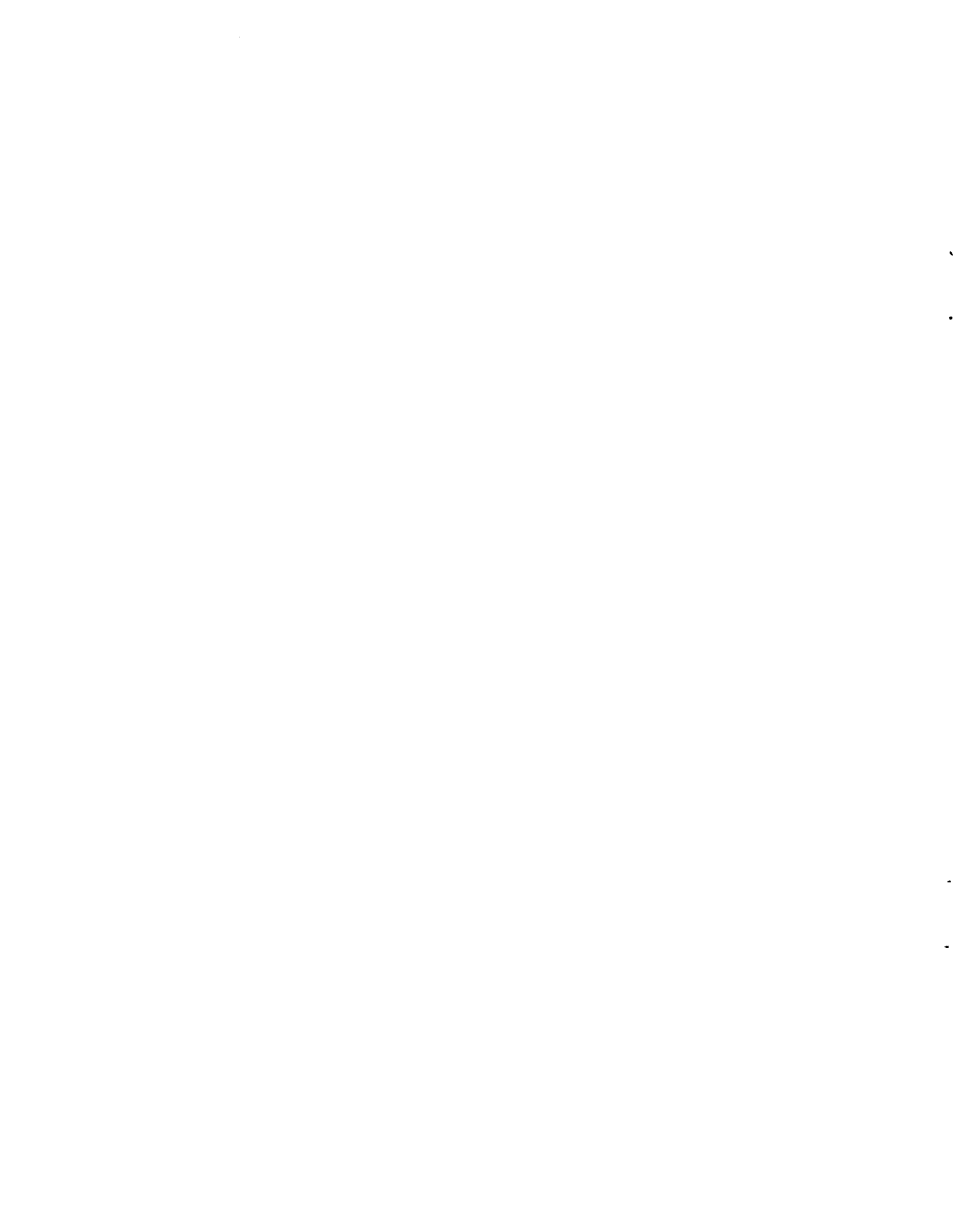
Annexe (Cont. 1)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire interinstitutions sur l'intégration de la femme au processus de planification sociale en Amérique latine	7-8 septembre	Santiago	CEPAL/Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	E/CEPAL/R.286
Séminaire mixte UNESCO/PCT et CEPAL/CLADES sur les méthodologies d'évaluation des infrastructures d'information et expériences connexes en Amérique latine	30 septembre-2 octobre	Santiago	CEPAL/CLADES/UNESCO	E/CEPAL/CLADES/R.16
Séminaire régional sur la gestion de l'environnement et les grands travaux hydrauliques	1er-3 octobre	Concordia, Argentine	CEPAL/PNUÉ	E/CEPAL/L.262 et Corr.1
Réunion sur les systèmes d'information opérationnelle et de gestion dans les sociétés de chemins de fer en Amérique latine et en Espagne	5-9 octobre	Santiago	CEPAL/ALAF/BIRD	
Réunion d'experts gouvernementaux préparatoire de la Conférence ibéro-américaine pour la coopération économique	15-17 octobre	Santiago	CEPAL/ICI	
Séminaire sur les nouvelles modalités et agents de la coopération régionale latino-américaine	26-27 octobre	Santiago	PNUD/CEPAL/RIAL	
Réunion d'experts sur les problèmes de facilitation et renforcement des institutions de transport	27-30 octobre	Paramaribo	CEPAL	E/CEPAL/G.1192
Séminaire sur les politiques visant à atteindre un niveau minimum de bien-être	2-6 novembre	Santiago	CEPAL	



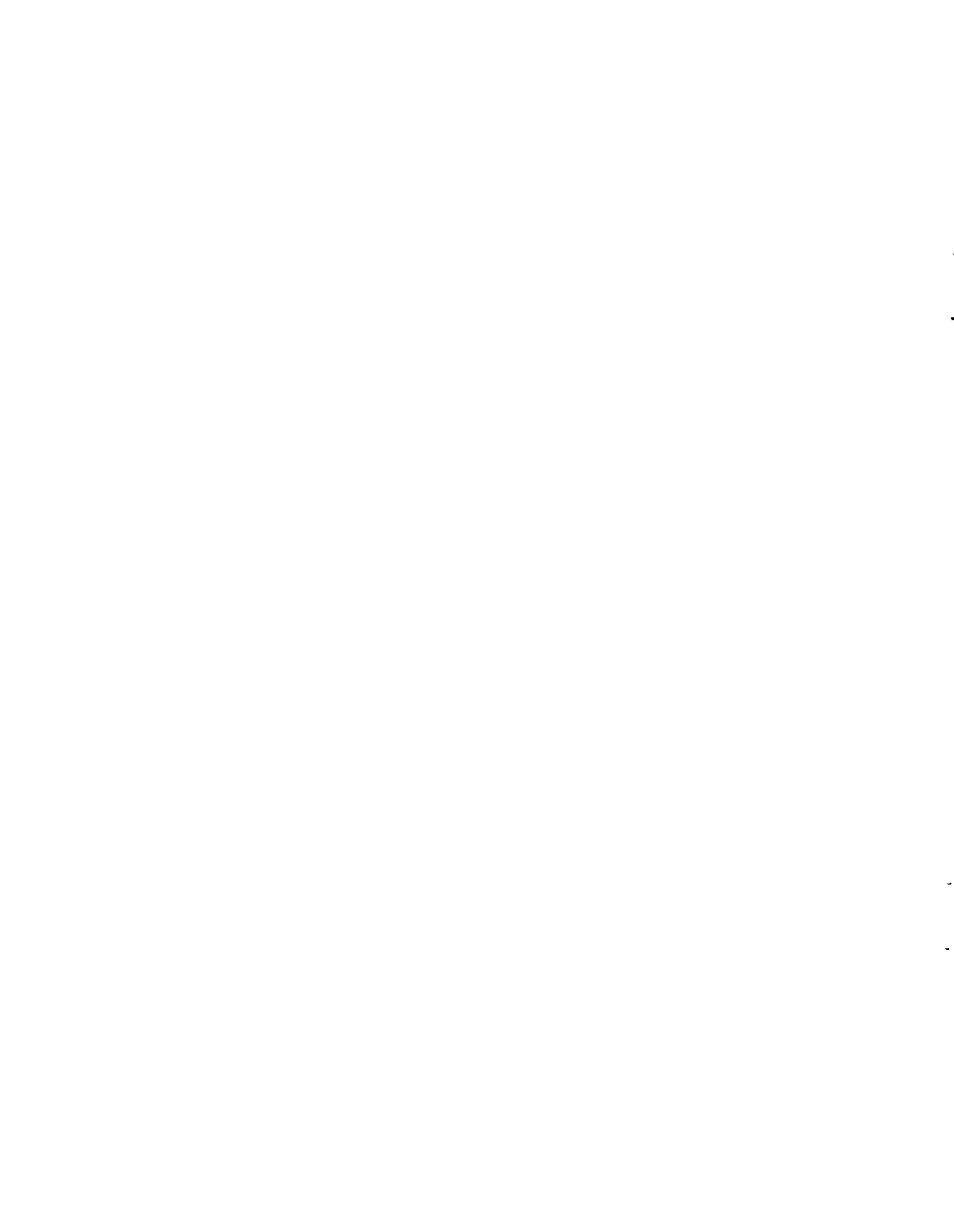
Annexe (Cont. 2)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Sixième session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) c/	4-10 novembre	St. George's Grenade	CEPAL	E/CEPAL/G.1212 et Add.1; E/CEPAL/CDCC/91 et Add.1
Séminaire régional sur l'expansion de la frontière agricole et l'environnement en Amérique latine	10-13 novembre	Brasilia	CEPAL/PNUE/ANPEC/Université de Brasilia/Gouvernement du Brésil	E/CEPAL/L.261 et Corr.1
Séminaire régional sur la métropolisation et l'environnement	16-19 novembre	Curitiba	CEPAL/PNUE/Préfecture municipale de Curitiba/IPPUC	E/CEPAL/L.266 et Corr.1
Premier Séminaire latino-américain de planification régionale et fédérale	30 novembre-3 décembre	Brasilia	CENDEC/IPEA et ILPES/CEPAL/PNUD	
Réunion latino-américaine d'organismes d'assurance-crédit à l'exportation	2-4 décembre	Santiago	CEPAL/CCI	E/CEPAL/R.305
Séminaire sur les options de négociation avec des investisseurs étrangers et des sociétés transnationales dans les industries du cuivre et de l'étain	9-11 décembre	Santiago	CEPAL/Centre sur les sociétés transnationales	E/CEPAL/R.306
Deuxième Réunion régionale de systèmes d'information sur la coopération et la coordination dans des domaines relatifs à l'environnement	9-11 décembre	Santiago	PNUE/ORPAL/CEPAL/CLADES	d/
Deuxième Séminaire latino-américain sur la coopération horizontale pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement	11-14 janvier (1982)	Saint-Domingue	CEPAL	E/CEPAL/G.1199



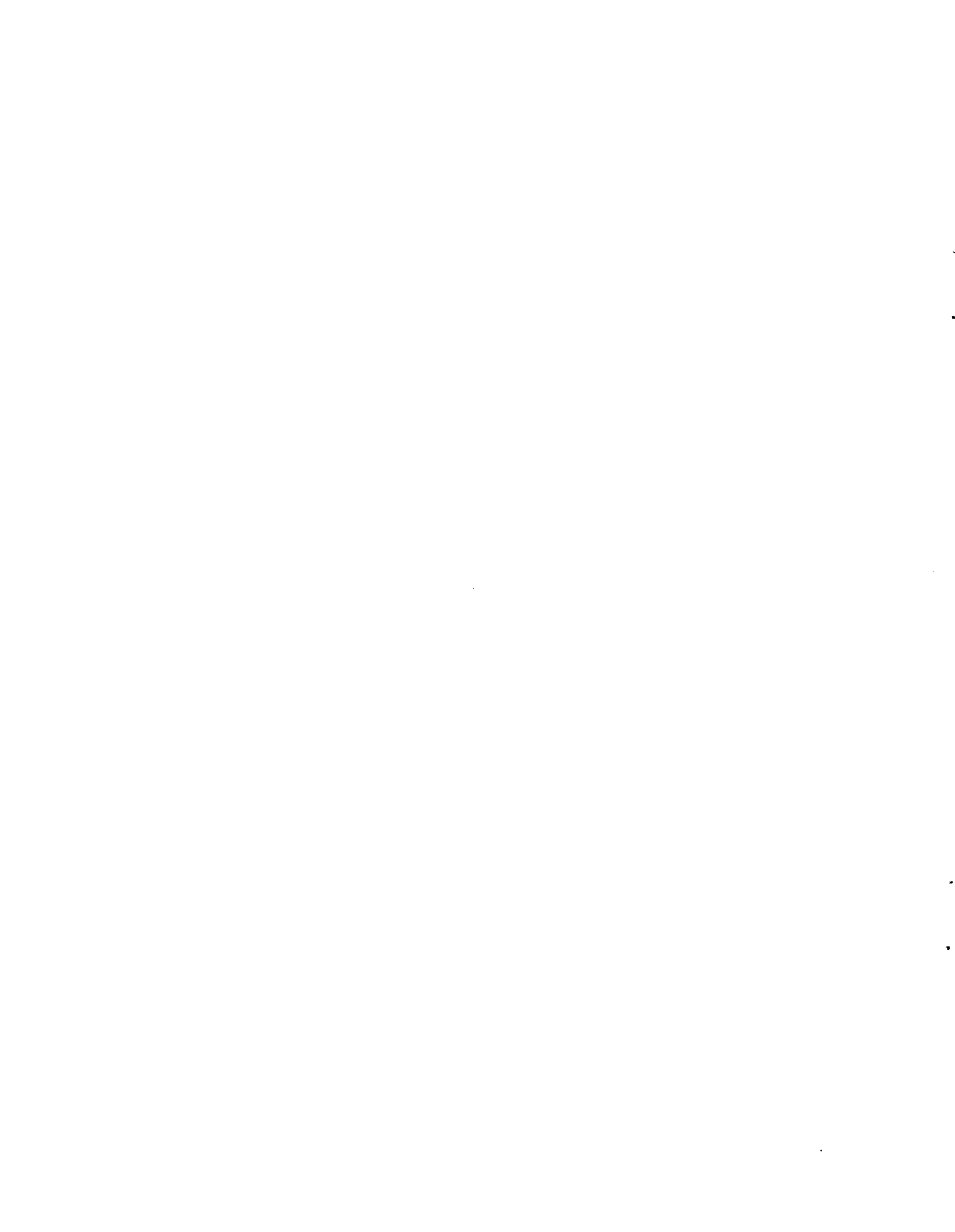
Annexe (Cont.3)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire international sur les universités privées: Historique et expérience latino-américaine	18-20 janvier	Santiago	CEPAL/PNUD/RIAL/CPU	
Atelier régional pour la formation en projets et programmes pour la femme	18-27 janvier	Panama	CEPAL/Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	E/CEPAL/MEX/SEM.7/ R.4
Sixième Session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (DCC) e/	3-4 février	New York	CEPAL	E/CEPAL/G.1202 et Add.1; E/CEPAL/ CECC/91 et Add.1
Atelier de travail sur l'étude de l'offre et la demande de produits andins	8-13 février	Lima	CEPAL/JUNAC/ITC	
Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement	8-12 mars	San José	CEPAL	E/CEPAL/1201 E/CEPAL/CONF.74/ L.4
Séminaire régional sur les politiques agraires et la survie paysanne en écosystèmes de haute montagne	23-26 mars	Quito	CEPAL/PNUE/Gouvernement de l'Equateur	E/CEPAL/L.273
Symposium international sur les politiques de développement social en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours des années 80	12-15 avril	Santiago	CEPAL/ILPES/FISE	f/
Table ronde sur les obstacles qui entravent les exportations latino-américaines d'articles manufacturés et semi-manufacturés de cuir, vers les marchés des pays industrialisés	14-16 avril	Buenos Aires	CEPAL/CCI	E/CEPAL/SEM.2/R.5 g/



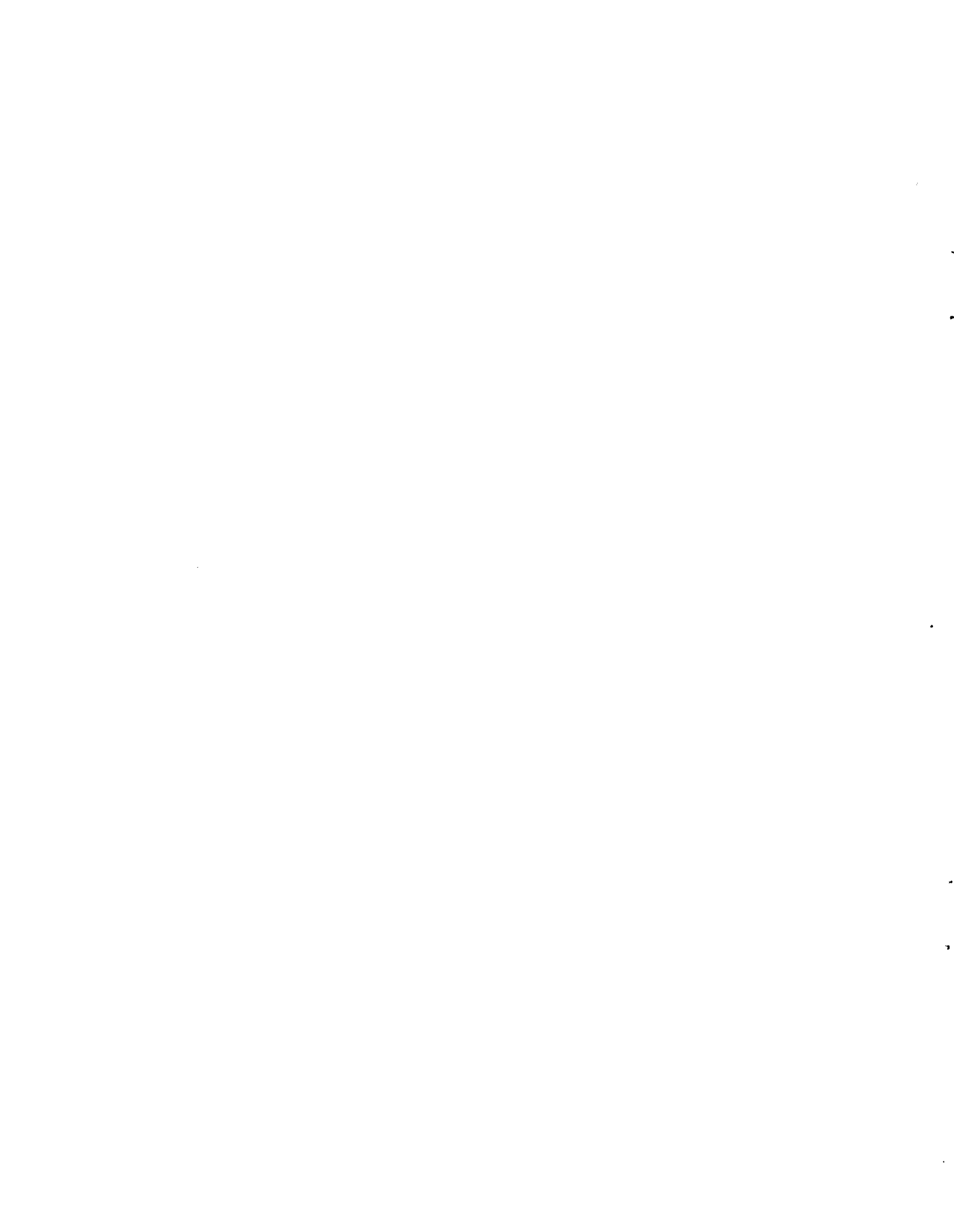
Annexe (Cont. 4)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire sur la création de firmes de réparation et d'entretien de conteneurs	15-16 avril	Rio de Janeiro	Ministère des Transports (CIDETI)/CEPAL	
Séminaire sur la création de firmes de réparation et d'entretien de conteneurs	19-20 avril	Bogotá	CEPAL/Conseil d'utilisateurs du transport maritime et aérien (CUTMA)/Flotte marchande Gran Colombiana	
Première Conférence sudaméricaine de transport routier	20-22 avril	Montevideo	CEPAL/IRUN/Gouvernement de l'Uruguay	h/
Séminaire sur la création de firmes de réparation et entretien de conteneurs	22-23 avril	Saint-Domingue	Association d'armateurs de Saint-Domingue/Autorités portuaires dominicaines/CEPAL	
Réunion d'industriels latino-américains	26-28 avril	Santiago	CEPAL/PNUD/CNUDI	
Colloque interne sur la récession internationale et les politiques économiques en Amérique latine	3-4 mai	Santiago	CEPAL	
Séminaire régional d'experts sur les comparaisons du système de comptabilités nationales du système de bilans de l'économie nationale en Amérique latine	6-11 mai	La Havane	CEPAL/ICI/Gouvernement de Cuba	E/CEPAL/G.1213
Séminaire sur les politiques et les négociations avec les sociétés transnationales dans le secteur minier-métallurgique de la Bolivie	17-21 mai	La Paz	CEPAL/Centre sur les sociétés transnationales/Gouvernement de Bolivie	E/CEPAL/G.1216 E/CEPAL/SEM.3/L.8
Atelier régional sur la mesure de l'emploi et les revenus ruraux	24-26 mai	Ixtapan de la Sal, Mexique	CEPAL/PREALC/Gouvernement du Mexique	E/CEPAL/G.1220



Annexe (Cont. 5)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Réunion mixte d'experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique	1er-4 juin	Addis Abeba	CEPAL/CEA/PNUD	E/CEPAL/G.1212
Réunion d'experts ONUDI-CEPAL sur les incidences en Amérique latine des progrès en matière de microélectronique	7-11 juin	Mexico	CEPAL/ONUDI	<u>i/</u>
Réunion de coopération horizontale pour le développement des ressources minières en Amérique latine	14-18 juin	Bogotá	CEPAL/ECOMINAS	E/CEPAL/G.1207 E/CEPAL/SEM.3/R.9/ Rev.1
Premier séminaire latino-américain de planification du transport	21-25 juin	Buenos Aires	CEPAL/Gouvernement de l'Argentine	E/CEPAL/G.1219
Séminaire multidisciplinaire préparatoire de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement	28 juin- 2 juillet	Santiago	CEPAL/PNUD/CONAPRAN	E/CEPAL/SEM.7/L.1
Quinzième session du Comité plénier	22-23 juillet	New York	CEPAL	E/CEPAL/G.1209/ Rev.2
Deuxième session du Groupe de travail intersecrétariats sur les ressources en eau en Amérique latine	16-17 août	Santiago	CEPAL	E/CEPAL/G.1225
Séminaire sur le droit de la mer et le développement de l'Amérique latine	13-15 septembre	Santiago	PNUD/CEPAL/RIAL	
Réunion sur le Programme de coopération scientifique et technique ibéro-américaine	15-17 septembre	Santiago	CEPAL/ICI	



Annexe (Cont.6)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Rencontre de haut niveau sur la conjoncture économique internationale et l'Amérique latine	23-25 septembre	Buenos Aires	FNUD/CEPAL/RIAL et CNUCED/SELA	
Quatrième Réunion annuelle des Centres membres du RIAL	4-6 octobre	Caracas	FNUD/CEPAL/RIAL/Université Simón Bolívar	
Séminaire sur les sociétés transnationales et le développement centraméricain	20-27 octobre	San José	CEPAL/Centre sur les sociétés transnationales	
Séminaire technique sur la préférence douanière régionale dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI)	4-5 novembre	Santiago	CEPAL	
Réunion régionale d'évaluation de l'INFOPLAN	8-10 novembre	Santiago	CEPAL/CLADES	
Deuxième Réunion sur les systèmes d'information opérationnelle et de gestion dans les sociétés de chemins de fer d'Amérique latine	22-26 novembre	Santiago	ALAF/SIRD/CEPAL	
Seizième session du Comité plénier	2-3 décembre	New York	CEPAL	E/CEPAL/G.1239 E/CEPAL/PLEN.16/L.8
Deuxième Réunion d'associations sectorielles de sociétés latino-américaines	6 décembre	Lima	FNUD/CEPAL/RIAL et ALIDE	

Annexe (Cont. 7)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Sixième session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	6 décembre	New York	CEPAL	E/CEPAL/G.1260 E/CEPAL/CEGAN.6/ L.3/Rev.1
Réunion d'experts préparatoire d'un mécanisme permanent de coopération horizontale entre autorités métropolitaines d'Amérique Latine et des Caraïbes	14-15 décembre	Santiago	CEPAL	
Groupe de travail du Comité de planification du développement	10-14 janvier (1983)	Santiago	CEPAL/ONU	
Septième session du Comité de développement de coopération des Caraïbes (CDCC)	19-22 janvier (phase technique) 24-25 janvier (phase ministérielle)	Port-of-Spain	CEPAL	E/CEPAL/CDCC/99 E/CEPAL/G.1237
58ème Réunion du Conseil de l'Union internationale d'architectes	24-26 janvier	Santiago	UIA/CEPAL/Collège d'architectes du Chili	
Réunion de fonctionnaires responsables du commerce extérieur de l'Amérique latine	10-12 mars	Santiago	CEPAL/ALADI	E/CEPAL/SEM.7/R.5
Cours-séminaire de formation de l'INFOPLAN	14-18 mars	Montevideo	CEPAL/CLADES	
Cours-séminaire de formation de l'INFOPLAN	21-25 mars	Asunción	CEPAL/CLADES/CIID	

Annexe (Cont. 8)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire sur l'environnement et les techniques d'établissements en zones arides: études et expériences en Argentine et au Chili	22-23 mars 18-19 avril	Antofagasta	CEPAL/PNUE/Université d'Antofagasta	
Table ronde d'éditeurs d'Amérique latine et des Caraïbes	24-26 mars	Santiago	CEPAL/ONU	
Réunion sur les problèmes financiers d'Amérique latine	14-15 avril	Santiago	CEPAL	
Réunion sur l'énergie et le développement en Amérique latine	18-20 avril	Santiago	CEPAL/OLADE/CRID	
Première Réunion du Groupe de suivi pour l'élaboration d'un programme régional de coopération et d'information	18-22 avril	Caracas	CEPAL/CLADES/UNESCO/PGI	
Cours-séminaire de formation de l'INFOPLAN	25 avril- 6 mai	Brasilia	CEPAL/CLADES/CRID	
Séminaire sur les relations internationales de l'Amérique latine sur les scènes mondiales à long terme	5-6 mai	Santiago	CEPAL/RIAL	
Quatrième Réunion des Ministres et Directeurs de la planification à l'Amérique latine et des Caraïbes	9-10 mai	Buenos Aires	ILPES	E/CEPAL/ILPES/ CONF.4/L.7
Réunion de Personnalités sur la crise mondiale et l'Amérique latine	18-23 mai	Bogotá	CEPAL/Gouvernement de Colombie	
Congrès panaméricain du transport	30 mai- 3 juin	Buenos Aires	CEPAL/ALADI/ALAF/CEC	



Annexe (Cont. 9)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire sur le projet Processus agricoles importants en Amérique latine du point de vue de l'environnement	28-30 juin	Santiago	CEPAL/PNUE/CIFFCA	
Réunion du Groupe d'experts du Groupe des 77 sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	5-8 juillet	Santiago	CEPAL/Groupe des 77	
Réunion de travail sur la crise et la dette en Amérique latine	6-8 juillet	Mexico	CEPAL/RIAL/ Colegio de México	
Réunion de travail sur l'agriculture paysanne et les marchés alimentaires	11-15 juillet	Santiago	CEPAL/FAO	
Réunion des représentants personnels des Chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes	1er-3 août	Saint-Domingue	CEPAL/SELA/Gouvernement de la République dominicaine	
Séminaire sur les expériences d'entretien routier en Amérique latine	1er-6 août	Santiago	CEPAL/Banque mondiale	
Cinquième Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social d'Amérique latine et des Caraïbes	6 août	Mexico	CEPAL	E/CEPAL/CRM.3/ L.2/Corr.1
Troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes	8-10 août	Mexico	CEPAL	E/CEPAL/G.1265 E/CEPAL/CRM.3/ L.8

Annexe (Cont. 10)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Séminaire-atelier sur les techniques appropriées pour la construction de l'habitat humain	8-20 août	Bogotá	CEPAL/Centre Habitat de l'Université Nationale de Colombie	
Réunion sur le Droit économique international	22-23 août	Santiago	CEPAL/RIAL/CINDA	
Séminaire sur l'utilisation de l'espace extérieur et les communications: nouvelles perspectives et problèmes	24-26 août	Santiago	CEPAL/Institut d'études internationales de l'Université du Chili	
Troisième Réunion des associations sectorielles de sociétés latino-américaines	1er-2 septembre	Montevideo	CEPAL/RIAL/SELA	
Séminaire sur les changements récemment intervenus dans les structures et la stratification sociale en Amérique Latine. Analyse comparative des pays et perspectives régionales pour les années 80	12-15 septembre	Santiago	CEPAL	E/CEPAL/SEM.10/ R.17
Réunion sur les expériences des processus de stabilisation et de relance dans le Cône Sud	22-24 septembre	Santiago	CEPAL	
Cours-atelier sur les problèmes actuels et les stratégies de développement en Amérique latine	26 septembre- 2 décembre	Santiago	ILPES	
Réunion régionale latino-américaine préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse	3-7 octobre	San José	CEPAL/ONU	E/CEPAL/Conf.75/ L.4/Rev.1
Rencontre d'experts en établissements urbains précaires	17-19 octobre	Santiago	CEPAL/Collège d'architectes du Chili	

Annexe (Cont. 11)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport e/
Première Réunion sur la coopération maritime régionale entre pays sudaméricains, le Mexique et le Panama	17-21 octobre	Santiago	OMI/CEPAL	E/CEPAL/R.347
Options de politiques dans le secteur extérieur: le cas de l'Amérique latine	24-27 octobre	Santiago	CEPAL/DSE	
Perspectives de l'Amérique latine face aux processus de transformation des économies et sociétés développées	20-22 octobre	Rio de Janeiro	CEPAL/RIAL/CEPII/Université Cándido Mendes	
Consultation CEPAL/FAO d'experts sur les politiques agricoles et les styles de développement	7-11 novembre	Santiago	CEPAL/FAO	
Séminaire sur le système uniforme de statistiques du transport maritime	7-11 novembre	Lima	CEPAL/Bureau de statistiques des Nations Unies/Gouvernement du Pérou	
Coopération internationale intra-latino-américaine face au problème de la dette extérieure	9-11 novembre	Bogotá	CEPAL/RIAL/Fondation Ebert	
Séminaire sur les établissements humains et le développement en écosystèmes arides	9-12 novembre	Mendoza	CEPAL/Université de Mendoza/Université du Nord (Chili)	
Réunion régionale Latino-américaine préparatoire de la Conférence internationale sur la population, effectuée dans le cadre de la septième session du CEGAN	16-19 novembre	La Havane	CEPAL/CELADE	E/CEPAL/SES.20/ G.19
Réunion du Jury International de la UIA	21-23 novembre	Santiago	CEPAL/ Collège d'architectes du Chili	

Annexe (Cont. 12)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Atelier CEPAL/CPPS sur les Évaluations de l'impact environnemental sur le milieu marin et les zones côtières du Pacifique du Sud-est	21-25 novembre	Santiago	CEPAL/CPPS	
Réunion d'experts CEPAL-UNESCO sur les incidences en Amérique latine des progrès accomplis en matière de bio-technologie, y compris le génie génétique	21-25 novembre	Montevideo	UNESCO/CEPAL	
Cinquième Réunion annuelle de Centres membres du RIAL	23-25 novembre	Buenos Aires	CEPAL/RIAL/Université de Belgrano	
Réunion sur l'économie paysanne et le rôle de la femme	22-25 novembre	Bogotá	CEPAL	
Sixième Réunion du Sous-Comité technique de l'ILPES	28-29 novembre	Mexico	ILPES	
Réunion sur les politiques d'ajustement comparées en Amérique latine	28-30 novembre	Sao Paulo	CEPAL/RIAL/CEBRAP	
Séminaire technique régional sur les femmes et les familles des couches populaires urbaines en Amérique latine	28 novembre- 2 décembre	Santiago	CEPAL/IDRC	
Groupe d'experts sur les stratégies d'exécution pour la promotion du statut de la femme jusqu'à l'an 2000	3-5 décembre	Santiago	CEPAL/Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	
Réunion d'experts CEPAL/ONUUDI sur les industries de biens d'équipement en Amérique latine	5-7 décembre	Santiago	CEPAL/ONUUDI	E/CEPAL/SEM.13/ R.3

Annexe (Concl.)

Nom	Date	Lieu	Institution organisatrice	Cote du rapport a/
Conférence économique latino-américaine	9-13 janvier (1984)	Quito	CEPAL/SELA	
Huitième Session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN)	18-20 janvier	Montevideo	CEPAL	
Neuvième Session du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (CEGAN) consacrée à la science et la technique au service du développement	23-24 janvier	Montevideo	CEPAL	
Table ronde Nord-Sud: questions du développement de ressources humaines, monétaires et financières	27-29 février	Santiago	CEPAL	
Réunion sur les thèmes énergétiques du niveau global et le rapport avec les politiques et les options énergétiques en Amérique latine	1er-3 mars	Santiago	CEPAL/North-South Round Table	
Séminaire ECIEL	19-22 mars	Santiago	CEPAL/ECIEL	

a/ La cote n'est pas indiquée dans les cas où le rapport n'est pas disponible.

b/ Couvre la période envisagée du 27 avril 1979 au 15 mai 1981.

c/ A l'échelon technique.

d/ ORPAL/SIA.2/5, élaboré par le Bureau régional pour l'Amérique latine du PNUE (ORPAL).

e/ A l'échelon ministériel.

f/ Sera publié comme livre.

g/ Projet de rapport final.

h/ Elaboré par le Ministère du transport et des travaux publics de l'Uruguay.

i/ ID/WG.372/17, élaboré par l'ONUDI.

